

STUDI ETUDES EMIGRAZIONE MIGRATIONS



*rivista trimestrale di studi emigratori
di lingua italiana*

**CENTRO STUDI EMIGRAZIONE
ROMA**

85

**Rivista trimestrale del Centro Studi Emigrazione-Roma di ricerca,
studio e dibattito sulla problematica migratoria**

Il Centro Studi Emigrazione-Roma è un'istituzione con finalità culturali sorta nel 1963 per promuovere « la puntualizzazione e l'approfondimento dei problemi relativi al fenomeno migratorio » e fa parte della Confederazione dei Centri Studi per le migrazioni G.B. Scalabrini

Comitato Scientifico: Achille Ardigò, Ivo Baucic, W.R. Böhning, Giuseppe De Rita, Luigi De Rosa, Nino Falchi, Luigi Favero, Antonio Golini, Robert Harney, Hans J. Hoffmann-Nowotny, Bernard Kayser, Massimo Livi Bacci, Altti Majava, Stefano Minelli, Italo Musillo, Sheila Patterson, Maria Beatriz Rocha-Trindade, Nereide Rudas, Gian Battista Sacchetti, Georges Tapinos, Tullio Tentori, Lidio Tomasi, Silvano Tomasi, Rudolph Vecoli, Dietrich von Delhaes Günter, Jonas Widgren

Comitato di Redazione: Claudio Calvaruso, Mario Maffioletti, Antonio Perotti, Gianfausto Rosoli, Luigi Taravella, Graziano Tassello, Renato Cavallaro (segretario di redazione)

Direttore: Gianfausto Rosoli

Direzione

Via Dandolo, 58
00153 Roma
Tel. 58.09.764

Abbonamento annuo

Italia L. 34.000
Esteri L. 40.000

Utilizzare il C.C.P. 57678005 Roma intestato a:
« Centro Studi Emigrazione » (specificare la causale del versamento)

I manoscritti, anche se non pubblicati, non si restituiscono
Dopo un anno un fascicolo si considera arretrato e costa il doppio

Autorizzazione del Tribunale di Roma, 26 febbraio 1964, n. 9677
Iscrizione al Registro Nazionale della Stampa, 8 ottobre 1982, n. 00389

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo IV/70

Direttore Responsabile: Gianfausto Rosoli



Associato all'USPI - Unione Stampa Periodica Italiana

SOMMARIO

- 2 *Ricerche e studi* — America Manna: femmes et migrations dans une perspective globale, *Inga Brandell*
- 13 — Note sui comportamenti delle donne sole degli "americani" durante la prima emigrazione in Calabria, *Vito Teti*
- 47 — La famiglia siciliana tra paese di origine e colonia etnica, *Stephanie Rothenburg-Unz*
- 63 — Mobilità sociale nei francesi di origine italiana, *Raffaella Di Ambra*
- 75 — Immigration, Naturalization and the Constitution, *Rudolph J. Vecoli*
- 102 — Patterns of Migration from Europe to Israel: Jewish Migration, 1919-1984, *Yitzhak Berman*
- 113 *Recensioni* — a cura di *Renato Cavallaro*

America Manna: femmes et migrations dans une perspective globale *

L'immigration de femmes étrangères en Norvège dans la période de l'après-guerre a trois origines relativement distinctes. L'immigration la plus ancienne est frontalière: des femmes et des hommes ne se sont pas laissés arrêter par des frontières nationales lorsqu'ils se sont déplacés sur des distances relativement courtes, de manière temporaire ou définitive, à la recherche de travail ou de façon plus générale de meilleures conditions de vie. Cette forme de migration a trouvé son expression politique actuelle dans le droit de libre circulation entre les pays nordiques et Norvège, pour tous les citoyens de ces pays, de chercher du travail dans cette région.

L'autre origine de la présence de femmes étrangères — et d'hommes — en Norvège est à chercher dans l'internationalisation de l'économie mondiale, surtout après la deuxième guerre mondiale. Cette internationalisation s'est manifestée par la croissance d'entreprises transnationales opérant sur tous les continents. Il s'ensuit de leur part un recrutement de main d'oeuvre destinée à travailler, indépendamment de sa nationalité, là où l'entreprise a besoin d'elle. L'industrie des hydrocarbures est l'une des branches les plus internationalisées du monde et c'est son existence en Norvège, où auparavant était absente une industrie pétrolière nationale, qui explique la présence de nombreux experts étrangers et de leurs familles.

Le troisième facteur d'une présence d'immigrés en Norvège est à rechercher dans le mouvement transnational et transcontinental de migration de la force de travail du Sud vers le Nord, qui a imprégné et transformé les sociétés de l'Europe du Nord-Ouest et de l'Amérique du Nord pendant plusieurs décennies. Les autres catégories juridiques d'immigrés — en premier lieu les réfugiés et les conjoints étrangers — peuvent dans une certaine mesure être associées aux trois catégories principales évoquées.

* Cet article tire son titre du nom d'une femme baptisée par ses parents America Manna dans le centre de l'Italie au début du siècle. Ce nom me semble résumer tous les rêves d'émigration du siècle, même s'ils n'ont pas toujours pris la forme de l'Amérique. Je dois l'inspiration de cet article à Fatiha Hakiki, économiste à Oran, et à Sanne Olsen, sciences politiques, Copenhague. Des commentaires utiles m'ont été communiqués par plusieurs personnes. Mes travaux précédents sur la migration de travail se trouvent avant tout dans "Les rapports franco-algériens depuis 1962: du pétrole et des hommes", l'Harmattan, Paris 1981.

Notre but dans cet article est d'examiner la migration de la force de travail du Sud vers le Nord, le rôle spécifique qu'y jouent les femmes et l'importance de cette migration pour le développement socio-économique des pays d'accueil. Ce type de migration n'est pas numériquement dominant en Norvège, ni par rapport au nombre total d'étrangers dans le pays ni à celui des femmes étrangères. Par contre, c'est lui qui est dominant dans le reste de l'Europe du Nord-Ouest — ce qui détermine aussi la situation norvégienne. En fin de compte c'est ce type d'immigration qui pose les questions socio-économiques et socio-politiques les plus générales et qui nous a donné une "politique d'immigration" pour résoudre le "problème des immigrés".

Beaucoup de sociétés ont connu la migration sous des formes diverses. Parfois elle est partie intégrante de la vie quotidienne d'une société entière: les pasteurs nomades suivent leurs bêtes selon les saisons et les situations des pâturages. Dans d'autres cas ce sont des transformations climatiques, des guerres ou des catastrophes qui ont provoqué des déplacements de peuples. Souvent des peuples entiers — hommes et femmes, enfants et vieillards — se sont mis en route à la recherche d'une terre nouvelle et meilleure.

Les transformations dans l'organisation des sociétés agraires, la concentration de la propriété foncière, la mécanisation et l'amélioration des méthodes de culture ont, à une époque récente, rendu des hommes "superflus" dans l'agriculture et la pêche d'une manière toujours plus rapide. Aux causes économiques de la migration s'ajoutent la répression politique et religieuse d'individus et de groupes, cause ancienne et présente de déplacements et de dispersions de peuples.

Tous ces déplacements et migrations se distinguent cependant des grandes vagues migratoires du XX^{ème} siècle et surtout de celles qui ont déferlé sur l'Europe et les États-Unis après la deuxième guerre mondiale. Les migrations plus anciennes ont englobé des sociétés entières ou au moins des groupes familiaux entiers qui, dans une nouvelle région et dans de nouvelles conditions, ont reconstitué en grande partie leur société d'origine, conservant en partie sa culture et son organisation sociale. La migration de travail individuelle des siècles passés concernait en premier lieu des artisans qui continuaient leur activité dans le nouveau pays, souvent moins développé que le pays de départ. Et quand les paysans pauvres des régions montagneuses d'Europe descendaient régulièrement vers les plaines, c'était pour y travailler comme ouvriers agricoles ou à d'autres activités proches du travail de la terre.

Avec l'émigration de la fin du XIX^{ème} siècle vers les États-Unis apparaît un nouveau modèle, qui sera celui des migrations massives de notre siècle. Ce sont toujours des paysans qui partent, mais désormais il n'est plus question de trouver une nouvelle terre à cultiver, mais de devenir ouvrier dans les grandes usines. Il s'agit donc d'un type de migration massive de force de travail de zones moins développées vers des zones plus développées économiquement, où la force de travail s'intègre dans un autre type d'activité, dans une nouvelle organisation socio-économique. Cette migration ne s'effectue plus, comme pendant l'industrialisation de l'Europe, d'une région à l'autre dans un même pays, mais d'un système économique dans un autre et en même temps d'une région lin-

guistique dans une autre, d'une culture dans une autre. La migration en tant que telle intervient d'une toute autre manière dans l'organisation familiale. Lorsque l'homme est travailleur migrant selon ce schéma — qui est le plus fréquent même s'il existe des cas de groupes de femmes migrantes de travail — la position de la femme dans l'organisation économique de la famille s'en trouve toujours modifiée de manière décisive.

Ce schéma de migration de la force de travail a marqué l'Europe hautement industrialisée pendant le XX^{ème} siècle quoique d'importants déplacements de populations se soient aussi produits sous l'effet des guerres et du partage de l'Europe. Les dernières décennies ont vu se développer des mécanismes similaires en Asie et au Moyen-Orient.

Migration de la force de travail et croissance après 1945

Il est clair que l'immigration d'une force de travail d'abord du Sud vers le Nord de l'Europe, puis de régions toujours plus lointaines, est liée à la forte croissance économique en Europe occidentale après la guerre. La représentation diffuse est la suivante: la croissance dans une région où on manquait de main d'oeuvre créait un besoin de main d'oeuvre, tandis que dans d'autres régions régnait un excédent de main d'oeuvre. Quoi donc de plus naturel que de penser que la force de travail, comme le capital, se déplace vers les lieux où les possibilités de rentabilité sont les meilleures et où la force de travail individuelle est le mieux rétribuée?¹

Or nous savons que l'émigration de l'Europe du Sud, de l'Afrique du Nord et d'autres régions n'a pas du tout commencé spontanément. Parfois elle a commencé lorsque des puissances coloniales — par exemple la France pendant la Première guerre mondiale — ont recruté, plus ou moins de force, des travailleurs pour l'industrie d'armement. Ou bien lorsque des entreprises, avec l'aide des états locaux, organisaient le recrutement de travailleurs, comme par exemple les entreprises scandinaves en Italie et en Yougoslavie pendant les années 50 et 60.

Mais il n'y a pas que la caractère spontané de la migration qui est contestable. La chaîne apparemment logique: croissance économique-demande de main d'oeuvre-immigration demande à être discutée. Plusieurs auteurs² l'ont inversée, mettant l'accent sur le fait que le préalable à une forte croissance économique et à une grande avancée technologique a historiquement toujours été

¹ Un examen critique des analyses établies sur les migrations peut être trouvé chez LARBI TALIA, *La Migration maghrébine*, in RUF, NANCY, SANSON, *Indépendance et interdépendance au Maghreb*, CRESM/CNRS Paris 1974 et chez ALBANO CORDEIRO, *Mobilité internationale de la force de travail et impérialisme*, in *La France et le Tiers-Monde*, PUG Grenoble 1979.

² Cf. C. PALLOIX, *Procès de production et crise du capitalisme*, PUG-Maspero 1977 et *Travail et production*, Maspero 1978. Aussi BERGH, HANISCH, LANGE et PIARO évoquent dans *Norge fra u-land til t-land*, Gynldendal 1983, ce type de modèles d'analyse mais ne prennent pas position sur ceux-ci.

une grande réserve de main d'oeuvre. Cela vaut pour la période de la fin du siècle dernier où l'industrialisation démarra vraiment aux États-Unis. Cela vaut pour l'expansion japonaise, au lendemain de la défaite nipponne qui vit rentrer des millions de Japonais d'Asie du Sud-Est, en même temps que les transformations de l'agriculture déclenchaient un énorme exode rural. En quelques années le marché du travail au Japon augmenta de 8 millions de personnes. Les réfugiés de l'Est et les immigrants ont créé une situation similaire en RFA. Même dans le cas d'un pays d'émigration comme l'Italie, l'expansion économique des années 50 et 60 est liée à l'arrivée sur le marché du Nord de millions de méridionaux. Des pays industrialisés tardivement vivent des situations analogues: vers Taiwan et Hong Kong arrivèrent, surtout dans les années 50, des groupes importants de réfugiés chinois et en Corée du Sud, la réforme agraire envoya de nombreux ruraux vers les marchés du travail urbain.

La nécessité reproductive, facteur de croissance

Mais que veulent donc dire ceux qui affirment que la réserve disponible de main d'oeuvre est une condition si décisive de croissance? Pourquoi exerce-t-elle une si forte stimulation sur le développement économique? Est-ce que les immigrants et les paysans venus dans les villes constituent cette "armée de réserve" dont parle Marx, qui permet de maintenir les salaires à un bas niveau? Est-ce donc les bas salaires et leur rente élevée pour le capital qui créent la croissance? Ce raisonnement, appliqué à des périodes de forte croissance économique, ne convainc pas. Dans l'Europe de l'après-guerre par exemple les immigrés n'ont pas à proprement parler constitué une "armée de réserve". L'immigration a coïncidé avec les décennies du "plein emploi", et c'est seulement après l'arrêt de l'immigration que le chômage a connu des dimensions importantes. De plus, pendant la période d'immigration la plus intensive on a assisté à une croissance non seulement de toute l'économie mais des salaires réels.

Les tentatives les plus convaincantes pour déterminer l'importance de la force de travail immigrée pour la croissance économique ont toutes une chose en commun: ces analyses se concentrent sur le lien entre la production dans la société capitaliste et la reproduction de sa force de travail. Il s'agit donc du lien entre le secteur économique de la société qui produit industriellement des marchandises à l'aide d'une force de travail salariée et d'autre part le "secteur" qui rend possible la reproduction de la force de travail, qui met au monde et nourrit, élève et éduque les travailleurs d'aujourd'hui et de demain: un secteur caractérisé en premier lieu par le travail non-salarié des femmes dans le cadre familial.

Christian Palloix estime que le capitalisme moderne est né lorsque la reproduction de la force de travail fut intégrée dans la production capitaliste.³

³ Cf. en particulier *Travail et Production*.

Il affirme que cela eut d'abord lieu aux Etats-Unis à la fin du siècle dernier. Il n'y avait alors plus de terre pour les paysans européens qui continuaient d'arriver. Si ces immigrants étaient devenus ouvriers urbains dans leurs pays d'origine, ils auraient gardé des lieux avec l'agriculture. Leur nourriture et leurs vêtements seraient venus en partie de leurs familles et connaissances restées liées à la terre. Leurs enfants auraient peut-être grandi dans la famille restée à la campagne. Mais aux Etats-Unis ils devinrent des travailleurs d'industrie sans aucun lien d'aucune sorte avec l'agriculture. Ils constituèrent donc le premier grand marché pour des produits industriels de consommation et pour la grande agriculture organisée de manière capitaliste. En même temps leur arrivée créait un marché pour la construction industrielle de logements. C'est ici que Palloix voit l'origine de nos sociétés contemporaines industrialisées de part en part, contrairement à l'Europe où la survie des hommes fut, pendant plus longtemps, assurée par des formes de production archaïques. Aux Etats-Unis l'immigration rendit nécessaire un approfondissement et un élargissement de la production industrielle, elle provoqua croissance économique et développement technologique.

La séparation de la production et de la reproduction

Claude Meillassoux, anthropologue marxiste doté d'une longue expérience avant tout en Afrique de l'Ouest, a mis le lien entre migration de la force de travail et croissance capitaliste dans une autre perspective.⁴ Pour lui comme pour Palloix la question essentielle reste toutefois la relation entre la production marchande et la reproduction de la force de travail.

L'affirmation selon laquelle le pays d'origine de l'émigrant a perdu un "capital investi" (éducation, scolarité, santé) qui est autant épargné par le pays d'accueil est un cliché qui supporte d'être répété. Pour Meillassoux aussi, il s'agit de transferts d'un système économique à un autre mais la question principale n'est pas celle des nations et des calculs en termes d'économie nationale.

Les thèses de Meillassoux sur la signification des migrations de la force de travail et du rôle spécifique qu'y jouent les femmes s'appuient sur ses recherches concernant la société agricole d'économie auto-suffisante qui était dominante encore récemment en Afrique. Dans ces sociétés l'organisation de la production et de la reproduction était unique. Les gens étaient sédentaires et vivaient d'agriculture. Il fallait donc une convivialité, une planification et surtout une reproduction de la force de travail. Les communautés devaient en permanence pouvoir disposer d'un nombre suffisant d'hommes et de femmes en état de travailler pour assurer la survie du groupe et l'entretien de ceux qui ne travaillaient pas. La société devait donc exercer un contrôle sur les ressources en femmes. Ce besoin est à la base des relations d'alliance, des guerres et de la position spécifique des femmes.

⁴ Cl. MEILLASSOUX, *Femmes, greniers et capitaux*, Maspéro 1975 et 1979.

Que se passe-t-il lorsque ces sociétés, du fait des migrations, se relient au capitalisme industriel? Meillassoux concentre son analyse sur la migration "rotatoire", qui a été et reste usuelle en Afrique. Les formes les plus précises sont visible en Afrique du Sud, où les travailleurs dans les mines sont contraints, après une période de travail, à retourner dans leurs villages, de gré ou de force. Mais la rotation migratoire se pratique aussi dans des pays moins lointains. En Suisse, qui est le pays européen où les étrangers constituent la plus grande proportion de la population, on a délivré des permis de séjour de neuf mois qui n'étaient renouvelés qu'après une période passée hors du pays. En France les autorisations de séjour ont été liées aux contrats de travail pour les travailleurs sans emploi garanti qui perdaient leur autorisation lorsque leur travail prenait fin. Dans d'autres pays (en Suède, en Norvège), les permis de séjour et de travail ont été liés à l'exercice d'une seule profession. Un licenciement, dans ce cas, rend difficile une permanence dans le pays. Ces mesures, même si elles n'ont pas le but avoué de maintenir la rotation migratoire, servent néanmoins à cela.

La thèse de Meillassoux est que tant que la rotation implique qu'une personne travaille en même temps ou alternativement, dans une économie agricole domestique et dans une activité capitaliste, elle produit à la fois une "rente du travail" et une "plus-value". Par "rente du travail" il entend la production et la reproduction gratuite de la force de travail au foyer ou dans la communauté villageoise et dont profite le secteur capitaliste. La "plus-value", elle, est le fruit de l'excédent produit par la force de travail salariée (la différence entre la valeur du produit et le salaire). Pour celui qui emploie la force de travail cette distinction ne joue pas d'autre rôle que celui de rendre cette force de travail moins chère que si elle se reproduisait intégralement dans le secteur capitaliste. Mais, écrit Meillassoux, "cette distinction a des implications sociales et politiques significatives, puisque la rente ne se réalise pas de la même manière que la plus-value et exige d'autres formes d'organisation sociale".¹

Les conditions de la rente du travail

Il faut trois conditions pour que se réalise une rente du travail, selon Meillassoux: 1) des mécanismes tels que la rotation ait effectivement lieu et que la force de travail ait un lieu où retourner, 2) la création d'un marché de travail "double" (c'est-à-dire une ségrégation des emplois) et 3) la mise sur pied d'une idéologie discriminatoire efficace.

Le système sud-africain d'apartheid apparaît comme un exemple "idéal" des conditions énoncées par Meillassoux: les passeports intérieurs et les contrats forcent à la rotation des hommes, tandis que les femmes, les enfants et les vieux entretiennent dans les bantoustans et dans les pays limitrophes les

¹ MEILLASSOUX, op. cit., p. 106 de la trad. anglaise, *Maidens Meal and Money*, Cambridge Univ. Press 1981.

activités agricoles auxquelles les hommes vont retourner. Le marché du travail double est aussi réalisé: il y a des emplois "noirs" et des emplois "blancs". Et enfin il règne une idéologie discriminatoire efficace.

Mais nul n'est besoin d'aller si loin pour trouver des éléments de ces trois conditions. Divers mécanismes visant à maintenir la rotation ont été évoqués plus haut. Dans un premier temps, après la deuxième guerre mondiale, les pays européens ont en outre tenté de décourager l'immigration familiale. Parfois le concept de famille appliqué, lorsque l'immigration est autorisée, est très restrictif. De cette manière l'immigré continue à avoir un "lieu où retourner". L'arrêt de l'immigration au début des années 70 impliquait certes en principe une fin de la rotation. Mais lorsque les autorités, en France ou en Allemagne, cherchent à encourager le retour des immigrés dans leurs pays d'origines, cela ouvre des possibilités d'une nouvelle rotation.

Le double marché du travail existe dans les pays d'Europe occidentale et septentrionale à des degrés divers: souvent les immigrés ont été recrutés pour certains emplois et par certaines entreprises, tandis que d'autres emplois et entreprises ont été en fait réservés aux autochtones. La structure du marché du travail et la position des diverses organisations syndicales ont, dans chaque cas individuel, décidé quels emplois et quelles entreprises seraient ouverts aux immigrés. C'est pourquoi il y a par exemple beaucoup d'immigrés dans le bâtiment et l'entretien-nettoyage en France, tandis que les mêmes branches, en Suède par exemple, emploient presque exclusivement des autochtones.

Et enfin, l'idéologie discriminatoire s'est manifestée dans presque tous les pays industrialisés d'immigration: dans le meilleur des cas elle prend la forme d'un paternalisme de la part de l'état et de la population majoritaire et dans le pire des cas elle s'est manifestée par une surveillance policière particulière et une haine violente souvent dirigée contre des groupes précis d'immigrés (Nord-Africains en France, Turcs en RFA et au Danemark, Assyriens en Suède, Pakistanais en Norvège).

La crise du modèle d'immigration

Les deux points de vue sur l'importance de l'immigration pour la croissance économique et les rapports entre production marchande et reproduction de la force de travail, exposés ci-dessus, décrivent des situations différentes. Dans le premier cas il s'agit d'une immigration définitive qui non seulement crée un grand marché du travail mais aussi un grand marché pour les marchandises et les services dans le domaine de la reproduction. Dans le deuxième cas il s'agit du transfert, par la rotation migratoire, de valeur d'une société agricole domestique vers l'économie d'une société d'immigration et des formes requises pour que ce transfert s'effectue.

L'immigration en Europe dans l'après-guerre a principalement été ressorti du "modèle rotatoire", même si dans certains pays il y a eu des aspects assimilationnistes, c'est-à-dire d'une politique favorisant une migration familiale définitive. En même temps l'immigration massive a évidemment élargi aussi le

marché pour divers produits de consommation, ce qui a aussi compté pour la croissance.

Le modèle rotatoire se trouve cependant en crise depuis le début des années '70. D'une part les grandes grèves d'immigrés à la fin des années '60 et au début des années '70 ont rapproché les salaires des immigrés de ceux des travailleurs autochtones, la rente du travail diminuant en conséquence. D'autre part l'immigration familiale devint toujours plus importante: les coûts de reproduction de la force de travail se déplacèrent toujours plus vers le pays d'accueil. Il s'ensuit le besoin d'un salaire plus élevé et une demande de services qui pèsent sur le budget d'état (écoles, santé, institutions sociales). Lorsque les gouvernements européens à partir de 1972 (le Danemark dès 1970) décrétèrent l'arrêt de l'immigration puis, à des degrés divers, essayent de se débarrasser des immigrés se trouvant dans leurs pays, ils donnaient une réponse à la crise du modèle d'immigration.

Mais l'arrêt de l'immigration n'a pas résolu la crise du modèle. Au contraire elle s'est transformée dans une certaine mesure en crise sociale dans les pays d'immigration: tandis que le modèle rotatoire est en train dans les faits de se transformer en immigration définitive de familles entières, d'autre part des courants consistants au sein de la population autochtone développent des positions et des idées qui renvoient au modèle de la rotation. En fin de compte, les gouvernements mènent généralement une politique contradictoire: certaines mesures visent à intégrer les immigrés ("assimilation" et immigration définitive), d'autres mesures visent à limiter l'immigration familiale et à réaliser l'un des éléments de la rotation en essayant de faire retourner les immigrés dans leurs pays d'origines.

Il n'est pas question ici d'établir l'étendue réelle des deux modèles à l'oeuvre, cela exigerait une vaste étude empirique de la situation et des actes de nombreux immigrés. L'essentiel est de constater que les deux modèles existent dans la réalité et dans les représentations de cette réalité. Le rôle des femmes et des enfants dans les deux modèles sont cependant totalement distincts. C'est pourquoi l'image que l'on a d'eux dans les pays d'accueil où la crise du modèle d'immigration bat son plein est à multiples facettes et contradictoire.

Femmes et migration de la force de travail

Une première constatation s'impose d'embée: les femmes qui restent dans le pays d'émigration ont une importance presque aussi grande, dans le contexte de la migration, que les femmes qui partent, à la recherche de travail ou comme parentes ou épouses d'un homme. Ces "veuves blanches", comme on les appelle en Italie du Sud, sont en quelque sorte le personnage principal de la migration rotatoire. Ce sont l'existence et les besoins de la famille qui justifient les peines et les efforts de l'émigrant. En même temps c'est le travail de la femme et du reste de la famille dans le pays d'origine — que ce soit une activité agricole ou un simple potager — qui fait que l'immigré a toujours un lieu où revenir. Mais même quand les femmes de ces sociétés rurales du Sud, qui ont fourni

à l'Europe occidentale la plus grande partie de ses immigrés de l'après-guerre, suivent les hommes dans le nouveau pays, il reste quelque chose de la migration rotatoire.

Il semble que ces femmes continuent à porter une grande part du travail de reproduction, une part plus grande que les femmes autochtones du pays d'accueil. Il arrive qu'elles continuent à consacrer beaucoup de travail à produire de la nourriture et à se passer en partie du "confort moderne", appareils ménagers et autres. Cela implique que les coûts de reproduction de la force de travail immigrée peuvent encore rester inférieurs à ceux de la force de travail nationale. Cela peut impliquer que les immigrés acceptent des salaires plus bas, ou qu'ils travaillent dans des services qui ne sont plus "rentables" dans la société capitaliste. Une petite boutique ou installation de service devient une entreprise familiale, où le travail des femmes et des enfants n'est pas traduit en monnaie. La contribution des femmes au travail de nettoyage des hommes, pour lesquels ils sont salariés, devient une part de la reproduction du groupe familial et n'est pas plus rétribué que le temps qu'elles consacrent aux enfants ou à l'entretien domestique.

Mais même ce modèle modifié, où la rotation s'est arrêtée, mais où le schéma reproductif est resté en partie l'ancien, a ses limites. Dès la première génération les immigrés s'"adaptent": le nombre d'enfants diminue par rapport à ce qu'il aurait été dans le pays d'origine. Et le calcul économique devient individuel. Les formes de reproduction organisées par l'état (crèches, écoles maternelles, halte-garderies nourrices salariées) et la consommation de produits industriels éliminent progressivement les modèles de reproduction et de consommation antérieurs. De cette manière la boucle est bouclée: il n'y a plus de rente de travail supérieure chez les immigrés par rapport aux foyers de travailleurs autochtones. Elle existe tant que l'institution familiale et principalement les femmes continuent à répondre d'une partie de la reproduction, mais il n'y a pas de différences structurelles entre force de travail nationale et immigrée.

Il est clair toutefois que l'Europe occidentale ne va pas vivre, à court terme, un passage en douceur d'une migration rotatoire à une immigration définitive avec une égalisation des autochtones et des immigrés. Ainsi la crise économique frappe par exemple de manière différenciée: aucun groupe ne compte autant de chômeurs dans ses rangs que les jeunes immigrés. Les éléments constitutifs de la rotation demeurent même lorsque le modèle a été mis hors jeu par la crise économique et l'arrêt de l'immigration. Dans ces conditions les femmes et les enfants se retrouvent dans une situation extrêmement dangereuse, "à découvert".

Les femmes et les enfants sont en effet déterminants dans l'attitude de la société d'accueil face à la migration. Les hommes adultes immigrés sont des "Gastarbeiter", des "travailleurs-hôtes", une force de travail, et c'est comme tels qu'ils sont, du moins en périodes de plein emploi, acceptés. Il est possible d'occulter le fait que ces hommes sont autre chose que des producteurs — dans la société d'immigration les hommes immigrés n'ont d'existence sociale que dans la production. Avec l'arrivée des femmes et des enfants, la réalité de ces hommes devient visible: ils ne sont plus seulement fournisseurs de produits et de

services. On ne peut plus nier le fait qu'ils sont liés à une autre société et à une autre forme de production. Dans le modèle originel il n'y a pas de place pour les femmes et les enfants, mais voilà que maintenant ils sont présents dans la réalité sociale, ils sont visibles dans la rue. La révélation du lien occulté, l'entrée des migrants dans la société d'immigration comme des individus sociaux à part entière suscite des réactions. La fonction de ces réactions — indépendamment de leurs motivations — est de rétablir malgré tout le modèle désormais mis en crise. C'est-à-dire maintenir le double marché du travail, l'idéologie discriminatoire et empêcher que l'immigration devienne définitive.

Les réactions peuvent se diriger en premier lieu contre ceux qu'il faut exclure en priorité, puisqu'ils perturbent l'auto-représentation nationale. L'agressivité ouverte se retourne le plus souvent contre les jeunes, que ce soit sous la forme du harcèlement policier dans les banlieues d'Europe du nord et dans les quartiers d'immigrés ou sous la forme d'actes de violence de la part d'autochtones. Mais les femmes aussi échappent au modèle: d'où l'intérêt parfois paternaliste, souvent agressif pour leurs moeurs, leurs manières de s'habiller et la critique de leur manière de s'acquitter des tâches de reproduction (les formes d'éducation des enfants, l'utilisation des logements et des institutions sociales). La remise en cause ou le rejet des coutumes — les formes de reproduction — ne visent pas les hommes sauf exception, comme lorsque ceux-ci exigent de pouvoir suivre leurs devoirs religieux sur les lieux de travail. Le rejet vise en premier lieu les femmes.

Il s'ensuit une situation conflictuelle: les immigrés tendent à abolir la séparation entre production et reproduction et à reconstituer un lien entre les deux secteurs dans le pays d'immigration et, ce faisant, ils se heurtent à une forte résistance, qui en général n'est pas ouverte et officielle. Mais il est réel dans la mesure où les femmes et les enfants d'immigrés se voient refuser le droit de s'adapter à leurs propres conditions.

Dans la mesure où les institutions sociales et la population majoritaire ont du mal à pratiquer la discrimination et à faire des distinctions cette situation conflictuelle peut déteindre sur la situation d'autres étrangers. Mais dans le cas des réfugiés et des migrants par rotation de haut niveau (experts et techniciens) les conditions ne sont pas du tout les mêmes. Pour les réfugiés il est clair d'emblée que leur activité productive et reproductive va se dérouler dans le pays d'accueil: on attend d'eux qu'ils s'intègrent et on leur donne aussi dans une certaine mesure les moyens pour cela. Les "experts" ne sont pas, eux, vraiment une force de travail "libre": ils sont liés à des entreprises étrangères et leur séjour est limité dans le temps. Femmes et enfants sont dans leur cas une part du bagage reproductif nécessaire. On ne s'attend pas de leur part à une adaptation comme pour les réfugiés et on ne les empêche pas non plus de développer leurs propres structures de reproduction. Le contrôle exercé par les autorités et la population sur les femmes immigrées n'a pas d'équivalent pour les femmes d'experts.

Mais c'est autour du groupe humain venu dans le sillage de la migration de travail, petit en Norvège et plus important dans les autres pays, que se tisse un ensemble de contradictions. Celles-ci peuvent, malgré les projets des immi-

grés, conduire à une totale marginalisation des femmes et, avec elles, des enfants. Mais ces contradictions peuvent être aussi surmontées, par exemple si la tendance que l'on observe se renforce, à savoir que les femmes immigrées trouvent leur place dans les secteurs sociaux de reproduction: hôpitaux, maisons de retraite, crèches et jardins d'enfants, restauration publique et d'entreprise. Dans ce cas le modèle de la rotation serait finalement substitué par une immigration définitive. Dans ce cas de figure la famille immigrée devient une famille prolétarienne, telle qu'elle est de plus en plus rare au sein de la population européenne.

INGA BRANDELL
Stockholm

Summary

This article considers, from a general perspective, the role of migrant women in light of their contribution to the demographic, social, and economic development of the receiving country. The high level of development for these areas has always been fostered by the ready availability of a salaried work force and its easy replacement. The cost of labour in the country of origin is different from that in the receiving country and thus often results in a parallel work force and fosters forms of discrimination.

With the crisis of the "rotation" model in the 70's, the cost of replacing the work force has been concentrated in the countries of origin while official politics, which limited the immigration of family members, placed a greater burden on the women and the children of the emigrants and increased the danger of their gradual marginalization.

Résumé

L'article considère le rôle des femmes migrantes dans une perspective générale, dans ce qu'elles apportent au développement démographique, social et économique dans les pays d'accueil. Le grand développement de ces zones a été favorisé par une grande disponibilité de la force de travail salariée et par sa reproduction facile. Les mécanismes de rendement de travail sont divers dans les pays d'origine et d'accueil et produisent un marché du travail parallèle et des formes de discrimination.

Avec la crise du modèle "de rotation" des années 70, les coûts de reproduction se sont concentrés dans les pays d'origine et les politiques officielles, en limitant l'immigration familiale, rendent plus lourd le rôle des femmes et des enfants des émigrants par le risque d'une marginalisation progressive.

Note sui comportamenti delle donne sole degli "americani" durante la prima emigrazione in Calabria

*Considerazioni preliminari **

Il saggio qui proposto è soltanto un capitolo di una più ampia ricerca in corso di pubblicazione, sulla storia e l'antropologia del viaggio nella società calabrese tradizionale e sulle trasformazioni sociali, culturali e mentali che in Calabria si sono verificate a seguito dell'emigrazione di fine Ottocento-inizio Novecento. Alcuni problemi teorico-metodologici e storiografici, qui appena accennati, trovano spiegazione soltanto all'interno del lavoro più generale. In questa sede non abbiamo preso in considerazione gli aspetti quantitativi del fenomeno esaminato, ma ci siamo limitati a segnalare e a seguire una serie di *indizi* di vario genere (documenti letterari folklorici, resoconti d'inchieste, relazioni di uomini di legge, testimonianze orali) attraverso i quali è possibile problematicamente individuare le linee di cambiamento del costume sessuale e dei rapporti tra i sessi nella società calabrese a cavallo tra i due secoli.

Tuttavia alcune brevi considerazioni sull'*uso*, qui proposto, dei *documenti letterari orali* (canti, proverbi, modi di dire) come *fonte* per un'indagine sulla mentalità e la psicologia delle popolazioni calabresi durante il periodo storico considerato, sono necessarie per meglio precisare il senso di molte riflessioni svolte nel saggio.

I canti, i proverbi, i modi di dire, esemplificativamente riportati, sono tutti di *tradizione orale* e di *provenienza incerta*. Tali materiali sono stati raccolti da studiosi locali (in genere da folkloristi o da storici "periferici") dalla "viva voce" del popolo o da noi direttamente registrati nel corso della ricerca. I fol-

* La parte centrale del saggio è stata presentata come comunicazione al VII Congresso Internazionale di Studi Antropologici tenutosi a Palermo il 3-5 dicembre 1984 sul tema "Amore e culture. Ritualizzazione e socializzazione dell'eros": gli Atti sono in corso di pubblicazione a cura della Cattedra di Antropologia Culturale della Facoltà di Lettere e Filosofia dell'Università di Palermo. Una parte del testo è già apparsa sulla rivista «Periferia» (Cosenza, n. 25, anno IX, gennaio-aprile 1986).

Un affettuoso ringraziamento per le sollecitazioni, dirette ed indirette, va a Robert F. Harney, Bruno Ramirez, Gianfausto Rosoli.

kloristi dell'epoca, poco attenti al fenomeno emigratorio e più preoccupati di trascrivere i documenti che stavano scomparendo, hanno raccolto soltanto un esiguo numero di testimonianze letterarie folkloriche, relative all'emigrazione, che, a giudicare da recenti rilevazioni dovevano costituire un ricco e variegato *corpus*. Il fatto che tali documenti abbiano avuto una larga diffusione a livello popolare (ancora oggi sono vivi in numerose comunità) non significa che essi siano sempre stati prodotti o elaborati da appartenenti alle classi subalterne, da emigrati e da loro familiari, né significa che essi siano espressione dei valori e dei modi d'essere delle persone che hanno scelto o subito l'emigrazione.

Il "grande esodo" dalla Calabria fa straripare i paesi, i monti, le campagne e le valli e stravolge anche la cultura e la mentalità delle diverse classi sociali, il loro modo di trasmettere conoscenze, sapere, opinioni. La Calabria è terra ricca di poeti locali che hanno scritto versi dialettali. Non c'è paese che non abbia avuto il proprio cantore vernacolare. Esiste in Calabria una tradizione di poesia di protesta spesso prodotta da autori di notevole valore artistico-letterario.¹

Sul finire del secolo diviene ricorrente la polemica e la rabbia contro il governo che costringe la gente ad emigrare. Il più famoso poeta dialettale di questo periodo è Mastru Bruno Pelaggi (1837-1912), lo scalpellino di Serra S. Bruno che nelle sue *Lettere* al Padreterno e ad Umberto I si fa portatore delle delusioni, delle attese, dell'exasperazione del popolo calabrese. È proprio Mastru Bruno a scrivere violenti versi contro un governo che spingeva alla fuga. Nella *Lettera a Umberto I* scrive: *La fami cu' la pala — si pigghia e cu' la zzappa: — cu è giuvini si la scappa — a Novajorca* (La fame con la pala — si prende e con la zappa: — chi è giovane se la scappa — a New York). A partire da questo periodo e fino ai nostri giorni l'emigrazione, osservata nei suoi molteplici aspetti e con diversità di sguardo, diventa l'oggetto di centinaia di poesie dialettali, note e meno note, ora ingenue ora pregevoli, ora forzate ora sentite. L'emigrazione diventa di volta in volta il luogo del rimpianto e della nostalgia, della rabbia e delle speranze, dell'ironia e delle attese di una schiera di poeti dialettali che quasi sempre esprimono atteggiamenti diffusi a livello popolare. Si passa dalla *poesia nostalgica di Michele Pane* (*Adami di Decollatura* 1876 — *Chicago* 1953), *esule politico in America che racconta le disgrazie della sua terra d'origine in versi densi di sofferenza e di rimpianto*, alla *poesia ironica di Vittorio Butera che nel Calabrisi 'ngrisatu* (calabrese camuffato d'inglese) raccoglie una serie di luoghi comuni contro gli *americani* e fa la satira del linguaggio, dei comportamenti, del modo di mostrarsi degli emigrati ritornati nei paesi. Ma la *nostalgia*

¹ Tra le poesie di protesta più note da ricordare il *Te Deum dei Calabresi del 1787* le cui strofe venivano cantate in segno di protesta contro i Borboni e di cui è autore Gian Lorenzo Cardone (1743-1813). Una vigorosa protesta contro i Borboni è contenuta nel *Patemoster dei liberali Calabresi*, di cui è autore il sacerdote di Galatro Antonio Martino (1818-1884). Dopo la caduta dei Borboni, la protesta dei poeti dialettali calabresi è indirizzata contro i "piemontesi" che hanno tradito le attese delle popolazioni.

e l'*ironia* sono soltanto due lenti tra le centinaia che i poeti dialettali adoperano per guardare alla vita degli emigrati e dei loro familiari rimasti. Al di là della notorietà di tali poeti, al di là del loro valore artistico-letterario, i loro versi sono significativi perché riprendono e riflettono il modo di guardare e di pensare delle diverse classi sociali. Opportunamente lette, queste poesie costituiscono importanti e originali documenti storico-antropologici. Ancora oggi in molti paesi vengono organizzati concorsi a premi sulla poesia dialettale che ha per oggetto l'emigrazione. A Fabrizia (Catanzaro) — come a Mongiana — durante la "festa dell'emigrato", vengono lette centinaia di poesie sull'emigrazione (la festa e il Concorso di Fabrizia sono già alla dodicesima edizione). Anche queste iniziative sono utili *spie* per tentare di capire cosa rappresenti oggi l'emigrazione per i paesi calabresi.

Ma l'emigrazione non è stata motivo ricorrente soltanto della poesia dialettale d'autore, della poesia in vernacolo che ha trovato spazio su giornali e riviste a diffusione locale e regionale. L'emigrazione è stata (ed è) punto di riferimento imprescindibile per i grandi scrittori calabresi che in Calabria hanno ambientato i loro racconti. Se i briganti erano stati i protagonisti delle storie narrate da Vincenzo Padula e Nicola Misasi, i due più grandi scrittori "romantici" calabresi dell'Ottocento, gli emigranti diventano i nuovi soggetti storici che tessono le trame dei racconti e dei romanzi degli scrittori calabresi del Novecento. E anche queste consegne artistiche confermano ancora una volta la *verità* e l'*ambiguità* (in positivo e in negativo) della nota formula riferita alle popolazioni meridionali: *o briganti o emigranti*. Ha scritto Corrado Alvaro: "La fuga è, dunque, oggi, il tema della vita calabrese. Lo è sempre stato in qualche modo, ma oggi si ha l'impressione d'una primitiva tribù che abbandona una terra inospite. E ciò è tanto più crudele in quanto la loro terra è bella. Ho sentito dire da molti stranieri che è una delle più belle d'Italia. Io non lo so perché l'amo. Ma so che si fugge e si rimpiange con la sua pena; si torna e si vuole fuggire: come con la casa paterna dove il pane non basta. E una tale fuga il calabrese se la compie anche se sta seduto a un posto, in un ufficio o dietro uno sportello. È raro vedere qualcuno che si trovi realmente là dove sta. Fisicamente o fantasticamente, la Calabria è oggi in fuga da se stessa".²

E le storie di Alvaro, realistiche o mitiche, raccontano di uomini in fuga dai paesi e da se stessi, di uomini sospesi, inquieti e irrequieti, non più radicati ma mai integrati, storie di uomini che si muovono accompagnati da un senso di perenne incompiutezza o avvolti da struggente melanconia perché avvertono che "tutto è accaduto". Ma non è solo Alvaro il cantore del popolo calabrese "errante". Nessun grande scrittore di questa regione può fare a meno di misurarsi e di confrontarsi con le novità e le rotture determinate dall'emigrazione. Francesco Perri, Luca Asprea, Franco Costabile, Saverio Strati, Giuseppe Bonazza: i loro nomi (ma altri se ne potrebbero aggiungere) evocano immediatamente il variegato e complesso "mondo dell'emigrazione". Non è certo casuale che uno dei più noti (certo uno dei primi) romanzi italiani che

² C. ALVARO, *Calabria in fuga*, in *Un treno del Sud*, Milano, 1958, pp. 125-126.

ha per oggetto il mondo dei "partiti" e dei "rimasti" sia *Emigranti* del calabrese Francesco Perri, che in un paese della Calabria ambienta la fuga, le speranze, i ritorni, le delusioni di una popolazione diventata errante.¹ E non è senza significato che una delle più belle e lucide autobiografie di emigranti sia quella raccontata da un altro calabrese, Antonio Margariti, *fuggito* da Ferruzzano (Reggio Calabria) negli Stati Uniti agli inizi del secolo.⁴

Se l'emigrazione, le partenze, il viaggio, i ritorni sono i motivi ricorrenti dei narratori calabresi, non sorprende allora come questi temi siano stati centrali nella letteratura folklorica. La notevole produzione di documenti folklorici (e siamo certi che nuove e approfondite ricerche sarebbero necessarie per non mandare disperso un ricco patrimonio culturale prodotto nell'arco di un secolo e ancora trasmesso oralmente) può essere così distinta e classificata:

1) canti e altri documenti letterari folklorici prodotti, con ogni probabilità, nella *prima fase* del "grande esodo" (dalla metà degli anni Settanta alla fine del secolo scorso). L'emigrazione è guardata con l'ottica di coloro che partono e dei loro familiari rimasti. Si tratta in genere di canti in cui vengono espresse la rabbia e il dolore per la partenza. Chi parte inveisce contro la *cattiva sorte* (altre volte contro i governanti e Cristoforo Colombo), manifesta il dolore per gli affetti che lascia ed esprime preoccupazione per un viaggio pericoloso e rischioso, comunque ignoto ed incerto. Uno dei più noti canti popolari italiani di protesta contro l'emigrazione è stato raccolto in Calabria ai primi del Novecento da un corrispondente de «L'Avanti». In questo canto si inveisce contro Cristoforo Colombo, responsabile di aver rovinato la *megghiu giuventù* e di aver determinato il pianto delle donne che "restano sole".

In questo tipo di produzione letteraria l'emigrazione è vista come equivalente della *morte*. Del resto nella società calabrese tradizionale il viaggio realistico si modellava su quello mitico dei defunti e viceversa.⁵ Non è possibile soffermarci sui numerosi elementi di analogia tra l'*ideologia arcaica della morte* e la *moderna ideologia dell'emigrazione*; ci limitiamo a segnalare come l'*emigrante*, la figura storica e mitica dell'emigrante, diventi per la comunità una sorta di defunto e come tale venga, per molti versi, trattato dai *rimasti* (i *sopravvissuti*) nella comunità d'origine. I canti d'emigrazione si collocano generalmente sulla stessa linea culturale ed ideologica del pianto funebre tradizionale, e sembrano svolgere un'analogia funzione di assicurazione e reintegrazione psicologica, sia per coloro che partono sia per coloro che rimangono. Se il pianto rituale funebre rappresentava un elemento fondamentale per il superamento del dolore della morte, il canto di partenza molte volte sembra voler superare il "cordoglio" che prende la comunità al momento della partenza e sembra porsi come tentativo di esorcizzare e controllare il nuovo negativo storico che in qualche modo l'emigrazione rappresenta. Ma questo è soltanto uno degli aspetti dei canti

¹ Cfr. F. PERRI, *Emigranti*, Nota introduttiva di P. Crupi, Cosenza, 1976: il romanzo che si riferisce all'emigrazione d'inizio Novecento è apparso nel 1928.

⁴ Cfr. A. MARGARITI, *America! America!*, Casalvelino Scalo, 1979.

⁵ Cfr. le note n. 20 e n. 54.

di partenza. Altre volte essi esprimono rabbia, gioia, speranza, desiderio di novità e di rinnovamento, addio al vecchio e al passato. I canti venivano eseguiti prima e durante le partenze collettive che sembrano costituire nuove feste delle classi popolari, sembrano porsi come nuovi riti di propiziazione e di iniziazione alla nuova vita verso cui gli emigrati si avviano. I complessi ed ambigui atteggiamenti delle classi popolari al momento della partenza sono stati segnalati dai primi osservatori del fenomeno e ci sono stati riferiti dagli antichi protagonisti. I motivi ricorrenti in questi canti sono gli stessi che ritroviamo nelle testimonianze delle persone ascoltate e registrate da osservatori come Franchetti, Pigorini Beri e, più tardi, Scalise, De Nobili e Nitti, oltre che da numerosi osservatori che scrivevano sui periodici locali.

2) Documenti letterari folklorici (in prevalenza canti e proverbi) prodotti in un periodo in cui l'emigrazione è un *fatto acquisito*, il viaggio non è più imprevedibile, l'America non è più lontana. Dall'inizio del secolo agli anni Venti molti emigrati vanno, vengono, ripartono con frequenza periodica, a volte annuale. L'emigrazione è vista in questo periodo come liberazione da secolari soggezioni e da antichi bisogni. In alcuni canti gli *americani* e i loro familiari esprimono *gioia per le conquiste realizzate: l'acquisto di un potere, il libretto postale, la costruzione di bianche e linde case, l'accesso a nuovi consumi alimentari*. Anche i valori affermati in questi documenti trovano puntuale riscontro nelle testimonianze raccolte dai relatori d'inchieste d'inizio secolo. Scalise, De Nobili, Rossi, Nitti, riportano le parole degli *americani*, dei loro familiari, di quanti si apprestano a partire. *Unanimamente gli appartenenti alle classi popolari si oppongono fermamente alle proposte di limitare e controllare le partenze. Essi si oppongono ai proprietari terrieri, ai padroni che esprimono interessate posizioni antiemigrazioniste. E ciò è ulteriore segnale di come per generazioni di affamati e di oppressi l'America andava diventando Utopia compiuta, Carnevale realizzato*. I canti e le voci popolari mostrano i limiti e la parzialità di interpretazioni che vedono nell'emigrazione soltanto costrizione. Gli emigrati si pongono lucidamente come soggetti che scelgono di partire per ricerca del meglio, per cambiare vita. La partenza è stata certo fuga dal "paese della fame", ma anche tensione a un mondo migliore.

Sia i documenti letterari folklorici prodotti nel periodo delle prime partenze, sia quelli prodotti quando gli *americani* tornano e avviano nella società tradizionale profonde e irreversibili trasformazioni, mostrano la *mobilità* e la *vitalità* della cultura folklorica. I canti d'emigrazione vengono modellati (per forma, modalità d'esecuzione, tipo di accompagnamento musicale) sugli antichi canti di partenza, ma affermano nuovi modi di sentire e di essere. La cultura folklorica di quel periodo registra puntualmente le trasformazioni sociali, culturali e di mentalità. E, insieme, rivela una capacità di rinnovamento e di adattamento. Le mutazioni che subisce l'antica espressività popolare mostrano come siano erranee le visioni dell'*immutabilità* e *staticità* del folklore, come sia un falso problema, un problema mal posto, quello della "morte del folklore". L'emigrazione trasforma e rinnova la cultura popolare tradizionale, le dà nuova forza e nuovi contenuti. Alcuni studiosi pensano che l'emigrazione abbia consolidato antichi equilibri familiari e sociali, abbia svolto la funzione di "con-

servare" gli antichi modi di vita delle popolazioni. Certo secolari rapporti, secolari sistemi di valori e di credenze non potevano crollare in un attimo, ma a noi pare che l'emigrazione non li abbia sorretti e non li abbia mantenuti in vita. L'emigrazione è — ora lenta ora improvvisa, ora parziale ora totale, ora lineare ora contorta — erosione dell'antico ordine, dell'antica cultura popolare: processo di erosione, per molti aspetti, non ancora compiuto. Proprio gli emigrati quando tornano nei paesi pongono il problema dell'istruzione dei loro figli, suscitando le ire, il dispetto, il sospetto, la preoccupazione, l'ironia delle antiche classi dominanti, degli antichi notabili. Gli *americani* individuano nella scuola e nello studio una via possibile di definitiva liberazione. E questa è una consapevolezza che hanno acquisito nel nuovo mondo. Anche il bisogno di nuovo sapere arriva nei paesi calabresi *via* America.

Le nuove domande di sapere, di cultura "colta", di scuola, il desiderio di accesso alle professioni liberali, nelle quali le classi popolari individuano il riscatto di antiche soggezioni (fare del figlio un medico è ancora l'aspirazione di molti emigrati, appartenenti ai ceti subalterni e ai ceti medi), segnano la presa di distanza dalla cultura folklorica tradizionale vissuta come contrassegno di subalternità economica e sociale. La fine dell'antica civiltà contadina non è esito soltanto di scelte dall'alto ed esterne; è anche esito, in un periodo di più generali rotture, delle scelte e dei desideri delle classi popolari.

3) Documenti letterari folklorici, non necessariamente prodotti dagli appartenenti alle classi popolari e rispondenti ai loro modi di sentire, in cui l'emigrazione, vista come fenomeno negativo, è oggetto di *ironia* e di *satira*. L'emigrazione viene considerata causa di "guasti", di crimini, di danni e come tale subisce la censura da parte dei custodi dell'antico ordine. Gli *americani*, le loro mogli, i loro familiari sono il bersaglio della polemica e del sarcasmo di molti canti e *farse* del periodo carnevalesco. Gli emigrati vengono presi in giro per il loro modo di parlare, di vestire, di mangiare, per il loro atteggiarsi e presentarsi con ingenuità e insieme presunzione. Non è da escludere che in questi componimenti si riversi anche una sorta di autoironia ed autocensura dei diretti interessati. È anche ipotizzabile l'intervento di categorie sociali subalterne non coinvolte dal fenomeno emigratorio. È più probabile, comunque, che tali documenti trasmessi oralmente siano opera di appartenenti alle classi padronali, quasi sempre antiemigrazionisti, i più violenti oppositori alle *novità* introdotte dagli *americani*. Ed infatti i valori ed i motivi ricorrenti in questi documenti sono quelli espressi, con rabbia e livore, dai proprietari terrieri negli incontri avuti con gli osservatori dell'epoca. Scalise, De Nobili e Nitti sottolineano a più riprese l'insofferenza, l'astio e il sarcasmo dei notabili nei confronti degli emigrati.

È tuttavia difficile (e forse anche ingenuo ed inutile) tentare di pesare il grado di popolarità di tali documenti. Essi, infatti, riflettono un "umore diffuso" in maniera diversa presso tutte le classi sociali. Nei paesi le diverse categorie sociali vivevano ed agivano a *contatto* tra loro e spesso erano portatrici di una stessa concezione del mondo, degli stessi valori (anche se ovviamente gli interessi erano diversi o antagonisti). Si può dire, in altri termini, che il complesso e ambiguo sentimento *antiamericano* (che a volte si oppone a quello favorevole agli *americani*, altre volte con esso s'incontra, convive e si confon-

de) sia in qualche misura interclassista. E, del resto, le *farse* venivano rappresentate nel corso del Carnevale che se, da un lato, era festa di opposizione, dall'altro era festa dell'intera comunità. Gli appartenenti alle classi agiate, i piccoli proprietari, gli artigiani, i borghesi professionisti, hanno avuto un ruolo fondamentale nell'organizzazione dei festeggiamenti carnevaleschi. Spesso le *farse* rappresentate dai contadini e dai braccianti erano di origine colta, e venivano scritte o dettate da persone alfabetizzate.

Uno dei motivi più ricorrenti delle *farse* dell'antico Carnevale in Calabria era la satira nei confronti di ceti sociali *altri* (sia pure subalterni), dei forestieri, degli uomini e delle donne di "male affare" presenti nella comunità. L'ironia e la censura erano indirizzate verso i *diversi* e gli *stranieri* e verso coloro che avevano trasgredito le norme ufficiali e dichiarate dell'intera comunità. Il Carnevale, come è stato da più parti sottolineato, svolgeva funzione di reintegrazione sociale e psicologica per gli individui che si erano allontanati dalle regole della comunità.

Nel periodo storico in cui nella società calabrese si afferma il fenomeno dell'emigrazione — fenomeno di radicale diversità rispetto a quelli ricorrenti nella storia passata e recente di quella società —, l'emigrato diventa oggetto di controllo, censura, ironia e satira. Egli è percepito come un nuovo *diverso* rispetto a cui la comunità ha bisogno di affermarsi e riconoscersi. L'emigrato viene controllato perché non metta in discussione antiche certezze, l'antica identità del paese. Se l'emigrato, al momento della partenza, viene pianto come un defunto, quando ritorna viene controllato perché percepito come minaccioso e pericoloso al pari dei defunti che tornavano in maniera irrelata e imprevedibile. Il Carnevale che era stato radicale esorcismo della morte, con l'esodo di massa diventa radicale esorcismo della morte-emigrazione. Non è casuale che proprio il Carnevale tradizionale, e non le altre feste, cominci a scomparire con l'emigrazione. Ancora oggi nei rari e disgregati Carnevali che si svolgono in qualche paese della Calabria la satira dell'emigrato è al centro di nuove *farse*, scritte da persone colte o da giovani studenti.

Lo scorso anno (1986) a Cortale (Catanzaro) abbiamo assistito a una farsa dal titolo significativo "Lu Svizzeraru" (Lo Svizzero). Bersaglio principale della farsa è un emigrato nella Svizzera che, pieno di soldi e di boria, torna in paese per sposare una donna di sani principi, diversa dalle donne frequentate in Svizzera, e viene invece abbindolato dalla donna più chiacchierata del paese. La farsa riprende, come si vede, il motivo ormai desueto dell'*americano* ingenuo, presuntuoso, cornuto. Ed essa costituisce un documento eccezionale per comprendere gli attuali rapporti tra emigrati e comunità d'origine. Le *farse* carnevalesche di fine Ottocento-inizio Novecento, al di là della loro origine e dei valori espressi, sono importanti perché riflettono le immagini realistiche e stereotipe che gli emigrati inviano di se stessi e quelle su di loro costruite dagli altri.

È opportuno sottolineare che tali documenti non possono essere adoperati come prove assolute e definitive per indagare la nuova psicologia e la nuova mentalità che si vanno affermando. Essi vanno, con grande cautela e attenzione critica, considerati utili tracce, validi indizi e confrontati con altri tipi di fonti e di documenti. Un dato comunque è innegabile. La discreta produzione

di testimonianze letterarie folkloriche (popolari e non), oralmente tramandate, testimonia come l'emigrazione avvenga nella società contadina tradizionale come un'esplosione, una frantumazione. L'emigrazione diventa presto l'aspetto più importante di quella società. Per tutti essa diventa pensiero, idea, vissuto, argomento, spettro, simulacro. I "due paesi", nati da una separazione, diventano inseparabili. I due paesi diventano incomprensibili, a se stessi e agli altri, se non si guardano, e non li si guarda, assieme e separati. Coloro che partono in qualche modo restano, coloro che restano in qualche modo sono partiti. L'altrove è per tutti scoperta di un tempo-spazio radicalmente nuovo. L'*altrove* (geografico, economico, culturale e mentale) caratterizza ancora oggi la vita delle comunità calabresi. L'emigrazione può essere considerata nuova condizione e nuova identità dei paesi ancora in viaggio.

1. Immagini delle "donne sole" nella cultura folklorica

A partire dai primi anni Settanta del secolo scorso l'emigrazione di massa nelle Americhe modifica, in "tempi brevi" e in maniera profonda, l'economia, i rapporti di produzione, le relazioni sociali, la struttura familiare, la cultura, la psicologia delle popolazioni calabresi.⁶ Gli studiosi dell'epoca, anche gli osservatori che con vigore e insistenza denunciano i "mali", il "disordine sociale e morale", gli aspetti negativi derivanti dal "grande esodo", dalla "fuga di massa", sono in genere concordi nel ritenere l'emigrazione fenomeno che avvia cambiamenti irreversibili in una società considerata, non senza ragioni, chiusa, immobile, arretrata. Nitri, attento e scrupoloso indagatore dei processi di cambiamento della realtà meridionale, accumula un'enorme mole di testimonianze, dati, indizi tendenti a dimostrare il carattere di rottura dell'evento emigratorio. L'emigrazione, "rivoluzione silenziosa" delle masse meridionali, è "la grande causa modificatrice" della realtà economica e sociale di regioni come la Basilicata e la Calabria.⁷

Crisi della proprietà fondiaria, modifica dei vecchi patti agrari, abbandono della terra, aumento dei salari, sconvolgimento dei rapporti sociali e fami-

⁶ L'emigrazione calabrese è all'inizio episodica e temporanea. Nei primi anni Settanta il fenomeno passa quasi inosservato. Scarsa attenzione gli viene data persino dai relatori dell'*Inchiesta Jacini* (Atti della Giunta per l'Inchiesta Agraria e sulle condizioni della classe agricola, Vol. IX, fasc. I-II, *Relazione sulla II Circoscrizione*, province di Potenza, Cosenza, Catanzaro e Reggio Calabria e *Monografie agrarie allegate*, Roma, 1883). Nel 1870 partono dalla Calabria 679 persone, nel 1871 gli emigrati sono 1.146. Nel decennio 1876-87 gli emigrati, quasi tutti nelle Americhe, sono già 74.133. Nel trentennio 1876-1905, di cui ci occupiamo in questo scritto, si registrano 478.146 emigrati, un terzo dell'intera popolazione calabrese.

⁷ Vedi in particolare F.S. NITRI, *Scritti sulla questione meridionale*, Vol. IV, *Inchiesta sulle condizioni dei contadini in Basilicata e in Calabria* (1910), parte I, Bari, 1968. L'emigrazione come "grande causa modificatrice" della realtà meridionale è al centro delle riflessioni e delle analisi dello studioso lucano.

liari tradizionali: questi gli effetti immediati della partenza di migliaia di persone da paesi, che in molti casi, nel giro di pochi anni, vedono dimezzata la propria popolazione.⁸

Gli emigrati che, tra la fine dell'Ottocento e i primi del Novecento, ritornano provvisoriamente o definitivamente in Calabria, introducono, all'interno di una realtà in movimento, ulteriori e decisivi elementi di trasformazione. I *ritornati*, gli *americani* si pongono in questo periodo come *nuova classe* tra la classe dei *galantuomini* e quella dei *villani*.⁹ Gli *americani* portano soldi, introducono nuove tecniche di coltura, costruiscono case e strade. Sono anche portatori di una nuova mentalità. Gli *americani*, come vengono descritti da molti osservatori, sono inquieti, irrequieti, insoddisfatti, intraprendenti, con un piede in paese e un piede in America. Nel bene e nel male, la *psicologia dell'americano* è profondamente diversa da quella del contadino, del *cafone*, del brigante.

La figura dell'*americano* e quella dell'*americana* (la fidanzata, la moglie, le figlie dell'emigrato *ritornato* o ancora in America) sono ricorrenti e centrali, quasi esclusive, nella vasta produzione letteraria folklorica di quel periodo, sono le immagini letterarie, realistiche o stereotipe, delle modificazioni di costume e di valori intervenute nella società calabrese. Il motivo dell'*americano cazzone, minchione, presuntuoso, ingenuo*, attratto in America dal miraggio delle belle donne lo ritroviamo in numerosi canti popolari. La fuga dalla miseria e l'ansia di riscatto dei contadini vengono spesso ridicolizzate come nel seguente canto:

*All'America vannu li minchiuni,
Li vacabundi e li morte de fami.
Mi nde vaju all'America Argentina
Ca mi piggiu 'na muggiere 'mericana.
Iza ave 'na bella verrina,
Non este comu a tia, pari 'na cane.*¹⁰

Al *topos* dell'emigrante *minchione, vagabondo, morto di fame, avventuriero* che eredita i tratti psicologici e caratteriali del brigante si aggiunge il tradizionale disprezzo nei confronti delle donne, paragonate a cane.¹¹ Il tema del-

⁸ A inizio Novecento il sindaco di Moliterno così si rivolge al presidente Zanardelli che si appresta a fare un viaggio in Lucania: "Vi saluto in nome dei miei 8 mila amministrati dei quali 3 mila sono emigrati in America, e 5 mila si preparano a seguirli!". Cit. in E. SERENI, *Il capitalismo nelle campagne (1860-1900)*, Torino, 1968, p. 351. Moliterno rispecchia la situazione di numerosi paesi della Calabria e della Lucania.

⁹ D. TARUFFI, L. DE NOBILI, C. LORI, *La questione agraria e l'emigrazione in Calabria*, pref. di P. Villari, Firenze, 1909, p. 870. L'inchiesta sull'emigrazione è stata condotta e scritta da Lionello De Nobili, autore di altri saggi sull'emigrazione calabrese.

¹⁰ Il canto è stato raccolto a S. Nicola da Crissa (Catanzaro) e pubblicato, assieme ad altri, in V. TETI, *Canzone popolare ed emigrazione*, "Quaderni Culturali", anno 1, n. 3-4 nuova serie, Montreal, 1982, pp. 14-19.

¹¹ Sulle immagini negative della donna nella cultura folklorica calabrese vedi L.M. LOMBARDI SATTRIANI, *La donna nei proverbi calabresi e Gli "altri" nel folklore calabrese*, in *Contenuti ambivalenti del folklore calabrese: ribellione e accettazione nella realtà subalterna*, Messina, 1968.

l'americano cornuto e delle donne degli americani puttane è ricorrente in molti altri canti.

*All'America nc'è la canigghia,
Prima la mamma e puru la figghia.
All'America su' li patati,
E li corna l'hannu votati.*¹²

Le "donne sole" vengono insidiate da chi resta, in primo luogo dai galantuomini. Le "donne sole" non sanno resistere alle attenzioni e alle tentazioni degli uomini. Questa la concezione antifemminile condivisa, come vedremo, dagli studiosi antiemigrazionisti, polemici con l'emigrazione causa di reati contro l'ordine familiare e la morale tradizionale. Chi parte non ha scampo: è destinato a diventare cornuto. L'America, dice il canto, porta soldi (*canigghia*) e buona alimentazione (*patati*), ma anche corna. Sembra la traduzione in versi dei commenti astiosi dei proprietari terrieri. Così testimonia Nitti: "Un proprietario, inacerbito dalla situazione creatagli dall'emigrazione, ci diceva ruvidamente che l'America ha mandato 'denari e corna'. Ma anche in questo però vi è molta esagerazione".¹³

Le *americane allicchettate* (agghindate) *alla moda, viziate, esibizioniste*, che si recano alla messa per avere occasioni di rapporti sessuali, che fingono di pregare Dio per il marito e in realtà pensano a come farlo cornuto, a come fargli trovare al ritorno qualche figlio in più: questo il quadro ironico e pungente che viene disegnato, con molte varianti, in canti come il seguente:

*Li mughieri de l'americani
Vannu a la missa cu' sette sottani.
Vannu a la missa mu preganu a Deu:
"Manda dinari, maritu meu,
Ca pe' li corna nci pensu eu".*¹⁴

L'ironia, in altri canti popolari, è giocata sul *modo americano* di vestire e di parlare dei *ritornati*, sul loro esibizionismo, sul loro tentativo, mai riuscito, di comportarsi come i signori.¹⁵ Il comportamento degli *americani* e delle *ame-*

¹² In America c'è la *canigghia* (letteralmente crusca, qui in senso di soldi),/ Prima la mamma e dopo la figlia./ In America ci sono le patate./ E le corna le hanno girate. Qui *votati* nel duplice significato di lunghe e destinate. Chi parte è *votato* (destinato) alle corna, sembra suggerire il canto raccolto a S. Nicola da Crissa (Catanzaro).

¹³ F.S. NITTI, *op. cit.*, p. 187.

¹⁴ Le mogli degli *americani*/ Vanno alla messa con sette sottane./ Vanno alla messa per pregare Dio:/ "Manda danari, marito mio./ Ché alle corna ci penso io". Il canto, raccolto a S. Nicola da Crissa, è diffuso in numerose località della Calabria. Due varianti sono state pubblicate da A. D'ALOI, *Curiosità folkloriche del Nicoterese*, in "Folklore della Calabria", anno III, n. 3-4, Palmi, 1958, pp. 123-132 e da G. CATERINI, *Laino*, Cosenza, 1970, p. 363.

¹⁵ Nella produzione letteraria folklorica di quel periodo è ricorrente l'ironia sul modo di parlare e di vestire degli *americani*. Significativo un breve componimento raccolto a

ricane è oggetto delle satire di numerose rappresentazioni carnevalesche. I nuovi vizi e i nuovi mali conseguenti all'emigrazione vengono denunciati, censurati *coram populo* nel corso del Carnevale. Nel seguente componimento carnevalesco, di cui esistono in Calabria numerose varianti, a conferma della diffusione dei luoghi comuni *antiamericani*, si parla di una donna che tradisce il marito e non si spiega come mai questi non le scriva. La donna dice al marito di stare contento: al ritorno invece dei tre figli lasciati ne troverà quattro:

*Marituma è jutu a 'Merica e non m'ha scrittu,
No' sacciu chi mancanza l'aggiu fattu.
Cateriné ciccì Cateriné ciccìa,
Cateriné ciccì Cateriné ciccìa.*

*Mu stade alla mancanza c'aggiu fattu,
Ca jeremu tri e ne ha truvatu quattru!
Cateriné ciccì Cateriné ciccìa,
Cateriné ciccì Cateriné ciccìa.*

*Tu cuntentu, maritu miu, ca si' curnutu,
Pecchi mancisu e bibisu e baju vestutu.
Cateriné ciccì Cateriné ciccìa,
Cateriné ciccì Cateriné ciccìa.*

*'N menzu mari nc'è 'nu mandarinu:
Chistu è lu bellu miu chi va 'n caminu.
Cateriné ciccì Cateriné ciccìa,
Cateriné ciccì Cateriné ciccìa.*

*'N menzu mari nc'è 'nu portugallu:
Chistu è lu bellu miu chi va 'n cavallu.
Cateriné ciccì Cateriné ciccìa,
Cateriné ciccì Cateriné ciccìa.*

*Si bene fiemmene la chiamamu Rosa
Ca quandu è rande ni scopi la casa.
Cateriné ciccì Cateriné ciccìa,
Cateriné ciccì Cateriné ciccìa.*

*Si bene masculu lu chiamamu Ciccìu
Ca lu mannamu ad acqua cu lu ciucciu.*

S. Nicola da Crissa: *Cappezo de pagghia/ Scarpi de pezza/ E 'Merica de cazzi* (Cappello di paglia/ Scarpe di pezza/ E America di cazzi). La *summa* dei luoghi comuni contro i ritornati dall'America si trova nella poesia di B. AUTIERI, *I Gianni*, in G. GIANNICE, *Aspetti dell'emigrazione calabrese nella letteratura del primo Novecento*, in "Calabria Letteraria", anno 32, n. 1-2-3, gennaio-febbraio-marzo 1984, pp. 111-115.

*Cateriné ciccì Cateriné ciccìa,
Cateriné ciccì Cateriné ciccìa.*

*Avissi molti ciucci e nente Ciccü
Ca 'u ciucciu vaja ad acqua e Ciccü none.
Cateriné ciccì Cateriné ciccìa,
Cateriné ciccì Cateriné ciccìa.*

*Chista è la canzuni de li schiavachianti,
La trippa china e lu puortafogghiu vacanti.
Cateriné ciccì Cateriné ciccìa,
Cateriné ciccì Cateriné ciccìa.*

*Ca si nu' finisci beni 'stu cunvogliu,
'Stasira mangiu e mbivu a Battipaglia.
Cateriné ciccì Cateriné ciccìa,
Cateriné ciccì Cateriné ciccìa.¹⁶*

Il motivo dell'*americano cornuto* e dell'*americana puttana* riprende e rinnova antiche concezioni antifemminili presenti nella cultura folklorica tradizionale. La "satira dell'emigrante" ripropone gli antichi luoghi comuni della "satira del cafone" presente, in termini diversi, in tutte le regioni d'Italia.¹⁷ Nelle nuove produzioni letterarie folkloriche vengono affermati antichi sentimenti anticontadini, propri delle classi cittadine, dei borghesi, dei ceti non legati alla produzione agricola.¹⁸

¹⁶ Il canto, di cui esistono numerose varianti in Calabria, è stato raccolto nella zona di Cassano Jonio. In molte farse di Carnevale, accanto ai personaggi tradizionali (Carnevale, Pulcinella, il capitano, il medico, l'avvocato, la vecchia, ecc.), troviamo l'*americano ingenuo* e *presuntuoso*. In una farsa di Carnevale, raccolta a Monterosso Calabro (Catanzaro) nel 1980, c'è la parodia di una donna che scrive al marito lontano di tornare, se non vuole diventare cornuto. Il testo, che qui riportiamo in italiano, è allusivo, a doppio senso. "Caro sposo ti dico che i bambini stanno bene, ma io no. Ti dico che da quando tu sei partito io non sono stata più bene. Tu lo sai che quando tu mi manchi ho dolore dentro i fianchi, e dato che tu sei lontano io sempre ti penso e mi fa male la pancia. Caro sposo, ti dico un'altra cosa, quando tu sei partito la chiave del magazzino nella tasca te la sei portata. Ora non vorrei che il magazzino restasse chiuso perché quelle cose si possono ammuffire. Ora ti dico di venire e portare la chiave o chiamo un mastro e lo faccio aprire. E ricordati che qua c'è tanto da fare, che c'è il grano da mietere. Se vieni lo mieti tu, se no lo faccio mietere. Credo che questa lettera tu l'abbia capita. Io ti dico di tornare se no mi debbo rivolgere a qualche vicino...". Il testo originale della farsa è conservato, assieme agli altri documenti inediti qui riportati, presso il nostro Archivio.

¹⁷ Anche in altre parti d'Italia vi è il passaggio dalla "satira del villano" alla "satira dell'emigrante". Per il Veneto, cfr. E. FRANZINA, *La grande emigrazione*, Venezia, 1976, pp. 141-162.

¹⁸ La produzione letteraria folklorica calabrese (canti, proverbi, blasoni, farse di Carnevale) documenta ampiamente l'ostilità nei confronti dei contadini da parte di notabili, artigiani, pastori, pescatori di diverse aree della regione.

Nella "satira dell'emigrante" viene affermato l'astio dei notabili verso il *cafone*, il *rozzo* e *ignorante contadino* che in quel periodo con la fuga in America rifiutava condizioni secolari di oppressione e sfruttamento. I vecchi ricchi nascondono malamente, come si può vedere anche dalle testimonianze degli osservatori dell'epoca, la paura di perdere terre, privilegi, benessere, consensi e rispetto. L'America e gli *americani* sono considerati la causa della loro rovina. I notabili sono costretti a scendere a patti con gli antichi servi, a vendere loro le terre, a ricorrere ai loro soldi. Essi brontolano e inveiscono contro i *poveri arricchiti* che sono diventati *viziosi*, si danno all'alcool e agli stravizi alimentari, non hanno più voglia di lavorare, pretendono di fare studiare i figli.¹⁹

Gli stereotipi degli *americani* riflettono anche le immagini che i *ritornati* vogliono dare di sé, sono espressione di cambiamenti reali avvenuti nella società calabrese. Contro le novità introdotte dagli *americani* scattano spesso meccanismi di controllo e di censura anche ad opera degli appartenenti alle classi popolari. I comportamenti degli *americani* e delle *americane* vengono ridicolizzati nel corso di Carnevale come se la comunità avesse bisogno di purificarsi e di trovare l'antica unità affermando i valori tradizionali messi in discussione da coloro che erano partiti. La denuncia dei *nuovi vizi* presenti nella comunità è una tecnica d'eliminazione dei mali introdotti dall'emigrazione, è una forma di esorcismo di un nuovo che non si comprende e non si accetta nella sua reale portata.

La *figura dell'americano* può essere guardata come una *maschera*, con la quale espellere, controllare, assorbire i mutamenti, gli stravolgimenti determinati nel mondo contadino dal "grande esodo". Nella cultura folklorica tradizionale *parlare bene del defunto* significava anche controllarne la minacciosità, renderlo non ostile, agevolarne il passaggio nel mondo dei morti, nella società calabrese di quel periodo *parlare male dell'emigrante*, "nuovo defunto" che ritorna minaccioso, rappresenta anche un'operazione di allontanamento definitivo. La *diversità* va assorbita o controllata e, infine, negata, espulsa.²⁰

Se si considerano attentamente l'ironia e il sarcasmo contenuti nei componimenti sopra riportati, l'occasione in cui essi venivano recitati, rappresentati, cantati, non sarà difficile scorgere il rifiuto del nuovo da parte dei *rimasti*, l'invidia per coloro che hanno cambiato la loro condizione, un atteggiamento moralistico nei confronti di coloro che hanno abbandonato gli antichi valori.

¹⁹ L'astio e il livore dei "galantuomini" calabresi nei confronti degli emigrati e dei *ritornati*, considerati responsabili del loro impoverimento, è esplicitamente sottolineata dagli osservatori dell'epoca, in particolare da L. DE NOBILI, *op. cit.*, e da F.S. NITTI, *op. cit.* Sulle polemiche e le denunce contro gli *americani viziosi, esigenti, incontentabili, oziosi* ci sia consentito rinviare a V. TETI, *La carne e le cipolle. Note di storia dell'alimentazione calabrese: menzogne colte e desideri popolari*, in "Miscellanea di Studi Storici", III, Dipartimento di Storia, Università della Calabria 1985.

²⁰ Sull'ideologia della morte in Calabria vedi L.M. LOMBARDI SATRIANI, M. MELIGRANA, *Il ponte di S. Giacomo. L'ideologia della morte nella società contadina del Sud*, Milano, 1982. Brevi riferimenti al nesso morte-emigrazione nella società calabrese si trovano in V. TETI, *Canzone popolare ed emigrazione*, cit.

La censura, le denunce, gli esorcismi avvengono con linguaggio ironico, sarcastico, spesso divertito, indulgente, ammiccante. Il rifiuto del male è un fatto interno alla comunità. I nuovi comportamenti vengono osservati e giudicati secondo norme e valori della cultura tradizionale. C'è in definitiva tolleranza e indulgenza per trasgressioni già previste nel mondo contadino tradizionale. C'è, inoltre, la preoccupazione per l'affermarsi, il dilagare, il divenire pubblici e diffusi di comportamenti prima sommersi e celati. L'ironia e l'autoironia per i comportamenti degli *americani* possono essere lette anche come difesa, presa di distanza popolare dalle interpretazioni criminalizzanti ed esterne della cultura ufficiale, degli uomini di legge, degli osservatori antiemigrazionisti.

La *satira dell'americano* appare come forma di camuffamento, di occultamento, di ridimensionamento delle *devianze* prodotte dallo "scombussolamento" dell'emigrazione. La *satira dell'americano* si pone come controllo dell'antico ordine e tentativo di spiegare secondo le norme dell'ordinamento giuridico popolare fatti ed episodi che la cultura osservante considerava disgustosi ed aberranti, manifestazioni di animi *rozzi, selvaggi, primitivi*.²¹

La cultura folklorica, in un periodo di cambiamenti decisivi, mette in atto un *gioco di mostrarsi, nascondersi, mostrarsi in parte* nel tentativo di difendere, da un lato, i valori tradizionali, dall'altro le conquiste e le novità realizzate grazie all'emigrazione. E proprio la *figura delle donne sole*, le immagini realistiche, stereotipe, inventate, strumentali delle *americane* e dei *ritornati* segnalano i mutamenti di costume, l'affermarsi di nuove forme di devianza e trasgressione, la nascita di modi di essere e forme di comportamento estranei al mondo calabrese tradizionale.

Le immagini delle *donne puttane* e degli *americani cornuti* vengono esportate, trasferite, riprodotte tra le comunità d'emigrati in America. Il controllo e le censure vengono estese nel *paese d'oltreoceano*. Le immagini reali o inventate che invia il paese d'origine perseguitano gli emigrati, turbano i loro sogni, provocano ulteriori frustrazioni negli *uomini lontani da casa*. La paura e l'incertezza per quello che può accadere in paese sono all'origine di molti comportamenti *anormali* riscontrati in quel periodo tra gli emigrati. La preoccupazione delle corna, accentuata dai "si dice" e dalle allusioni dei paesani, diventa esasperazione in "uomini senza donne", che vivono in campi di lavoro e nelle pensioni, affaticati, umiliati, spesso affamati.²² Come ha mostrato Robert Harney, sul posto di lavoro e durante il tempo libero, gli emigrati italiani in Canada

²¹ Sul folklore giuridico calabrese vedi L.M. LOMBARDI SATRIANI, M. MELIGRANA, *Diritto egemone e diritto popolare. La Calabria negli studi di demologia giuridica*, Vibo Valentia, 1975.

²² Sulle difficoltà di adattamento, le tensioni psicologiche e sessuali dei primi emigrati in Canada vedi R.F. HARNEY, *Uomini senza donne. Emigrati italiani in Canada, 1885-1930*, in "Canadiana. Storia e storiografia canadese", Venezia, 1979, pp. 67-95. Le notizie che arrivano dal paese, il bisogno di verificare e controllare direttamente quello che succede, le iniziative lasciate in sospenso (trattativa per l'acquisto di un podere, costruzione della casa) sono all'origine di frequenti ritorni a casa. Scrive Harney: "[...] molti uomini sposati riuscivano a tornare a casa una volta l'anno, ad avere figli e a sistemare i propri affari, mitigando

creano un "ambiente maschile" dove i discorsi e i giochi sul sesso vengono ripetuti in maniera esasperata. Le frustrazioni sessuali trovano una valvola di sfogo nei giochi e negli scherzi erotici delle "comunità maschili" degli emigrati. Osserva Harney: "Gli scherzi volgari, i giovani appetiti frustrati, i sogni sulle donne lasciate a casa e su quelle inaccessibili del paese ospite, le battute sui 'cornuti', le notizie frammentarie giunte da casa, tutto ciò contribuiva a creare un'idea distorta del proprio paese che accresceva la tensione dell'emigrante. La realtà della situazione creatasi nella campagna con l'emigrazione era in fondo poca cosa rispetto alle tensioni e ai malintesi nati dalle fantasie degli emigranti".²³

Per gli emigrati il paese è un'ombra perduta che sempre cercano e mai trovano. Il paese è un *fantasma* che accompagna, segue, insegue, turba gli emigrati nel "nuovo mondo". Gli emigrati tentano di *ricreare il paese, portano con sé il paese*. C'è un paese perduto che non può essere ricreato, controllato. C'è un paese che fugge, sfugge, non può essere più raggiunto. Le scelte degli emigrati sono spesso frutto delle "idee distorte" del paese che essi si formano. E di riflesso, come in un gioco di specchi, le "donne sole" in paese regolano spesso le loro scelte, decidono i loro comportamenti in base alle immagini distorte che arrivano dal *paese mai visto d'America*.

2. Immagini delle "donne sole" nella cultura osservante

I critici italiani dell'emigrazione, sia gli appartenenti alle "danneggiate" classi agrarie sia gli studiosi contrari all'emigrazione per motivi umanitari e politici, sono puntuali nel cogliere e nel denunciare, con toni ora patetici ora drammatici, "i reati contro il buon costume e l'ordine delle famiglie", conseguenza di un esodo massiccio, selvaggio, incontrollato. La polemica contro l'emigrazione che distrugge "l'integrità morale del focolaio", antico patrimonio dei contadini, è ricorrente nella pubblicistica nazionale e regionale del primo decennio

in tal modo il peso dell'incertezza che derivava da lunghe permanenze all'estero" (*Ibid.*, p. 80). I ritorni, periodici e provvisori, sono spesso determinati dalla preoccupazione per le *donne sole* (si va dalla paura che la donna non riesca a mandare avanti la famiglia e dalla paura che si possa ammalare alla paura che ceda alle insistenze degli uomini rimasti in paese). Il ritorno per non lasciare sole le donne è un aspetto non trascurabile della prima emigrazione calabrese. Un contadino di Girifalco (Catanzaro) così dice a Nitti nel 1907: "[...] Un compagno partì per l'America; dopo 6 anni seppe che la moglie era ammalata e temeva che fosse morta. Io ho cercato persuaderlo a non tornare in America, ma egli mi ha detto che chi ha assaporato l'America vi ritorna sempre. Le nostre terre sono destinate ad essere abbandonate, perché la terra d'America è un'altra cosa. Non conviene mai dare cattive notizie agli *americani*, perché sono talmente legati alla famiglia, che ritornano subito, affrontando spese e sacrifici. Per la famiglia è *troppo malissimo* che le mogli siano lasciate sole. Io perciò mi accontento di quel poco che posso avere e non vado in America. Se Iddio ci ha fatto nascere in una terra, bisogna restare; ma i giovani per avidità di danaro vogliono andare" (F.S. NITTI, *op. cit.*, pp. 186-187).

²³ R.F. HARNEY, *op. cit.*, pp. 78-79.

del secolo.²⁴ Da più parti si denuncia il fatto che nei luoghi di grande esodo le mogli e le amanti degli *americani* “prendono il posto delle prostitute”. Al “commercio di carne umana” degli emigrati in America corrisponde il “grande mercato della carne femminile” nei paesi di partenza. Le donne “inesperite”, “ignoranti”, “misere” perdono l'antico pudore.²⁵ Questo il motivo ricorrente delle innumerevoli denunce. “Il pudore”, spiega uno studioso, “è un atteggiamento più coattivo che spontaneo della donna. L'emigrazione degli uomini, padri, fratelli, mariti, amanti eliminando la coazione lascia emergere in tutta la sua evidenza la spontaneità degli istinti”.²⁶ Un ingegnere di Catanzaro così dice a De Nobili: “Prima la donna si dava per fame, oggi per elezione”.²⁷ Le “donne sole” non sanno resistere alle tentazioni, danno libertà ai propri istinti. Le donne calabresi, “appartate” e “disprezzate” in una società dove prevalgono “le passioni implacabili dell'animo virile”, in una società senza uomini diventano “meretrici” e protagoniste di numerosi reati.²⁸ Lombroso — sono sue le precedenti osservazioni — riscontra a fine secolo che in Calabria il numero degli illegittimi supera di un terzo la media del Regno, che i “reati contro i costumi” sono tra i più alti del Regno, che alle forme di criminalità tradizionale in aumento si vanno aggiungendo nuove forme di devianza.²⁹ Al di là delle stime di Lombroso, è innegabile che le tradizionali concezioni antifemminili, adesso utilizzate in funzione antiemigratoria, trovano sostegno scientifico nelle teorizzazioni allora in voga della scuola antropologica positiva. La “spontaneità degli istinti” è considerata la causa dei reati commessi dalle donne, dai briganti, dagli anarchici, dagli emigrati. I *comportamenti diversi* vengono, sempre e comunque, ritenuti atti criminali e delinquenziali. L'origine dei reati contro il culto della famiglia è biologica, naturale. La donna, di cui viene ribadito il ruolo subalterno, diventa responsabile della degenerazione dei costumi tradizionali. Questa è l'impostazione prevalente delle analisi degli uomini di legge calabresi, spesso più lombrosiani di Lombroso.³⁰

²⁴ L'espressione “reati (o delitti) contro il buon costume e l'ordine delle famiglie”, le lamentele per l'emigrazione che distrugge “l'integrità morale del focolaio” tornano negli scritti degli studiosi dell'emigrazione calabrese. Vedi, tra gli altri, G. SCALISE, *L'emigrazione dalla Calabria*, pref. di N. Colajanni, Napoli, 1905, pp. 65-89 e L. DE NOBILI, *op. cit.*, pp. 847-849. A livello nazionale le denunce contro i guasti dall'emigrazione vengono portate da diversi studiosi sulle pagine della «Rivista di emigrazione». Vedi, in particolare, A. ALBERTI, *La psicologia dell'emigrato*, «Rivista di emigrazione», I, 9 (novembre 1908); A. D'ORMEA, *Per la profilassi psichica dei nostri emigrati*, «Rivista di emigrazione», II, 2 (febbraio 1909), citati da R.F. HARNEY, *op. cit.*, p. 70.

²⁵ A. MILANI, *L'emigrazione e una partita del suo bilancio morale passivo*, «Rivista di emigrazione», I, 7 (settembre 1908), p. 17.

²⁶ *Ibid.*, p. 12, cit. da R.F. HARNEY, *op. cit.*, p. 78.

²⁷ L. DE NOBILI, *op. cit.*, p. 868.

²⁸ C. LOMBRISO, *In Calabria (1862-1897)*, premessa di P. Crupi, Reggio Calabria, 1973, p. 82.

²⁹ *Ibid.*, pp. 81-111.

³⁰ Notevole influenza negli ambienti di sinistra e presso gli uomini di legge della regione esercita lo scrittore calabrese Pasquale Rossi, i cui lavori risentono dell'impostazione

Presidenti di Tribunali e Procuratori Generali dell'epoca mettono sempre in rapporto disgregazione della famiglia e crimini contro la moralità. Il "culto della famiglia" in decadenza è causa di vizi e di reati: questo dato unificante di molte *Relazioni* annuali sullo stato della giustizia nelle province calabresi.¹¹

L'emigrazione è la causa della decadenza del culto della famiglia. Così scrive nel 1906 il Sostituto Procuratore generale di Catanzaro: "Giungono, è vero, ogni anno d'America molti milioni a lenire la miseria calabrese: ma quanti miliardi di pace domestica, di moralità sessuale, e di educazione privata e pubblica esulano dalle nostre provincie. *Spaventevole* e troppo impari corrispettivo".¹² Il problema della disgregazione della famiglia e dell'aumento dei reati contro il buon costume, a seguito del fenomeno emigratorio, è al centro delle analisi di studiosi decisamente favorevoli all'emigrazione e lontani dall'impostazione della criminologia positiva. Giuseppe Scalise, giovane studioso, autore di uno studio sull'emigrazione in Calabria apparso nel 1905, polemizza vivacemente con Lombroso, le cui conclusioni considera "diffamatorie" e "sproporzionate".¹³ Secondo Scalise, la "risoluzione eroica dell'emigrazione" e i notevoli miglioramenti economici da essa derivati hanno modificato lo "stato sociale e psichico" dei calabresi, hanno determinato una considerevole diminuzione degli omicidi e delle lesioni personali.¹⁴ E tuttavia da "quando la febbre migratoria ha invaso l'anima delle vergini masse",¹⁵ in Calabria si assiste anche all'attenuazione, quando non all'atrofizzazione, di "quel fiero e quasi selvaggio sentimento dell'onore e del talamo".¹⁶ L'emigrazione ha provocato un "rilasciamento dei legami familiari" e di conseguenza "l'aumento dei delitti contro il buon costume e l'ordine delle famiglie".¹⁷

Nel suo appassionato lavoro Scalise esulta spesso per la diminuzione degli omicidi e la scomparsa del brigantaggio che aveva origine, oltre che da ribellione sociale, da una "tragica e cruenta concezione dell'onore domestico".¹⁸ E nondimeno, nel constatare la "strana ma fatale metamorfosi" dei costumi, testimone di "scene disgustose", arriva a rimpiangere "il tramonto dei tempi,

della scuola antropologica positiva. Vedi, in particolare, P. ROSSI, *L'animo della folla. (Appunti di psicologia collettiva)*, Cosenza, 1898. Sull'ideologia positivistica degli uomini di legge che operano in Calabria nell'età giolittiana cfr. A. PAPAARAZZO, *I subalterni calabresi tra rimpianto e trasgressione (La Calabria dal brigantaggio post-unitario all'età giolittiana)*, Milano, 1984, pp. 104-130.

¹¹ Largo risalto alle *Relazioni* dei magistrati calabresi e alla loro interpretazione della criminalità danno Scalise e De Nobili nelle opere citate. Le *Relazioni*, nonostante il linguaggio adoperato, rappresentano documenti indispensabili per la comprensione della società calabrese di quel periodo.

¹² L.E. REPOLINI, *La giustizia in Calabria nell'anno 1905. Discorso inaugurale dell'anno giudiziario letto dal sostituto Procuratore generale*, Catanzaro, 1906, cit. da L. DE NOBILI, *op. cit.*, p. 866.

¹³ G. SCALISE, *op. cit.*, pp. 73-74.

¹⁴ *Ibid.*, pp. 67-68.

¹⁵ *Ibid.*, p. 85.

¹⁶ *Ibid.*, p. 84.

¹⁷ *Ibid.*, p. 78.

¹⁸ *Ibid.*, p. 34.

disgraziatamente più tragici, in cui il più severo controllo da parte degli interessati, rende così caro e dolce l'onorato raccoglimento al focolare, intorno alla scondita minestra di erbe, in confronto alla forzata e finta pace di oggi, sia pure stretti intorno ad un fuoco più ristoratore e seduti presso una tavola imbandita con ostentata abbondanza, mentre gli occhi dell'americano, imbambolati dal vino, guardano con compiacente espressione di perdono, la moglie ed il letto ancora caldo dell'adulterio".³⁹

Con l'emigrazione la donna, debole e non controllata, è diventata adultera, il contadino emigrato ha perso il senso dell'onore, è diventato *americano* benestante, ma cornuto e compiacente. Il nuovo, a cui Scalise guarda con fiducia ed entusiasmo, presenta molti aspetti negativi. L'analisi dello studioso riflette le incertezze, le contraddizioni, le paure di una società in movimento. Diviso tra "nostalgia del buon tempo antico" e amore della *nuova Calabria*, tra moralismo e atteggiamento antirazzistico, Scalise riesce con linguaggio, insieme retorico, realistico, partecipativo, ironico, a disegnare i contorni e le sfumature delle profonde trasformazioni subite dalla famiglia e dalla cultura tradizionali. "I nuovi desideri, i nuovi orizzonti scoperti, la nuova vita, un complesso di cose tutte nuove, tutte abbaglianti, tutte suggestive, ha reso irriconoscibile quasi, da questo punto di vista, il popolo calabrese".⁴⁰

³⁹ *Ibid.*, p. 86.

⁴⁰ *Id.* Ci sembra interessante riportare gli *episodi* su cui Scalise si sofferma per mostrare le *novità* che hanno modificato, nel bene e nel male, la "morale" calabrese. Così scrive il giovane studioso: "Un episodio, dai tanti.

L'eco delle parole sacramentali del prete e quello della formula rigida del sindaco risuonano ancora nell'orecchio del giovane sposo e già il verme migratorio comincia a rodergli il cervello. Trascorse le prime foghe della luna di miele, ma non ancora satollo dei baci della donna sua, passa delle intere ore a riflettere, di fronte al bivio fatale: da una parte gli occhi neri e le rubiconde gote di lei lo trattengono, come una dolce e potente calamita; dall'altra il miraggio lontano e seduttore dell'oro lo abbaglia, e, spesso confuso ed incerto, esita e barcolla di fronte all'ardua scelta e, col cuore in orgasmo, quasi peccasse, corre dal compare americano che abita, in fondo al paese, la bella casetta bianca, circondata dal grazioso giardino. Il compare lo accoglie festosamente, e, fra un motto salato ed una parolina pepata, gli chiede perché invece di stare contento per il bel tocco di ragazza che la fortuna gli ha destinata, è tutto confuso ed esitante. Lo sposo allora, risoluto ed a precipizio, quasi tema che venga a mangiarli il coraggio, dice: Voglio andare all'America!

Il compare gli fa notare tutti i pro ed i contra della risoluzione, ma infine conclude che, per coscienza, non può fare a meno d'incoraggiarlo. Non si sa mai — dice in ultimo — quanti figli Iddio ti ha destinati. In pochi giorni tutto è fatto, la sposa subisce il doloroso distacco con la rassegnata persuasione della necessità, e nei primi tempi è tutta compresa del pensiero del suo uomo dal quale aspetta e riceve continue notizie; il maggior conforto le viene però dall'arrivo dei primi dollari coi quali si affretta a mettere su quel po' di lusso negli abiti e negli ornamenti per non fare brutta figura in confronto delle altre *americane*, alle quali cerca amoroso consiglio e colle quali, orgogliosa, si accompagna alla messa cantata ove si espone, con non dissimulata disinvoltura, all'ammirazione degli uomini ed alla critica severa e tagliente delle paesane, le quali, mentre il prete, anche lui ammirato del nuovo arrivo, spiega il vangelo, scoprono tutto il presente della sfacciata e si comunicano all'orecchio le voci che cominciano a correre sul conto di lei, meravigliandosi ogn'una della rivelazione compiacente dell'altra.

L'emigrazione come scelta e progetto di persone che valutano i *pro* e i *contra*; i sensi di colpa e di peccato che affiorano nella psicologia dell'emigrante prima della partenza; il dolore del distacco e il miraggio del cambiamento e di una nuova vita; la *voglia d'America*; il matrimonio celebrato in fretta qualche giorno prima della partenza; le reti di solidarietà che in paese si creano attorno a chi parte; l'arrivo alla moglie dei primi dollari che vengono in parte spesi per abiti e ornamenti; i nuovi comportamenti delle *americane*, le loro esibizioni e trasgressioni; le insidie dei notabili; il clima di peccato che creano le comari; le complicità e il tessuto di protezione femminili; il pettegolezzo e il controllo esercitato dalla comunità; l'infanticidio elevato; la risoluzione del reato secondo un codice popolare tradizionale; la "difesa popolare" senza ricorrere alle leggi dello Stato; le tresche delle comari e il loro compiacimento per il "cedimento" della donna; la *figura* dell'americano che ritorna, trova qualche figlio in più e incontra il sorriso allusivo dell'amico; l'accettazione delle corna e la rinuncia al delitto d'onore. Sono alcune delle osservazioni di Scalise che forniscono, al di là del linguaggio adoperato, un quadro esauriente delle caratteristiche dell'emigrazione calabrese, dei cambiamenti avvenuti nella società, delle *novità* che hanno reso "irricognoscibile" il popolo calabrese. Non vale la pena indugiare sulla somiglianza delle descrizioni di Scalise con i motivi e i temi già individuati nella produzione letteraria folklorica. Cultura popolare e cultura osservante, pur divergenti nei giudizi, concordano nella descrizione dei fatti, a conferma delle *novità sconvolgenti* determinate dall'emigrazione.

Lionello De Nobili, contrario all'emigrazione e meno ottimista sui suoi "benefici effetti", attento e scrupoloso testimone di un fenomeno di cui coglie il carattere di rottura, nel 1908 prende lungamente in esame le *Relazioni* dei

Dopo il successo di questa prima apparizione, improntata ad uno *snoobismo* tutt'affatto speciale, l'intimo contento per la vanità e la civetteria finalmente soddisfatte, imprime nell'animo della fanciulla un mutamento sensibilissimo; i complimenti e le strizzate d'occhio dei galanti, che prima le facevano abbassare gli occhi e la facevano diventare di porpora, ora cominciano a solleticarla e resiste con forze sempre decrescenti alle sempre crescenti ed assidue corti del signorino o del sitibondo e pasciuto arciprete. La caduta è inevitabile e nei crocchi le comari si riferiscono tutti i piani e le manovre per la facile espugnazione; e mentre sono tutte assorbite dal recente ma non insolito fatto di cronaca, in un altro gruppo, non molto discosto, si comunicano i sospetti ed i risultati delle prime inchieste intorno a qualche altra forza prossima a cadere.

Gli errori sono sempre coperti nel modo più obbrobrioso e delle giovani vigorose fanciulle, vittime dell'inganno e della loro mala sorte, soccombono ai mezzi, spesso brutali e sempre inadatti, che l'amante o l'amica le apprestano! Quante fragili creaturine senza colpa confondono il vagito di saluto alla vita col rantolo della morte, sotto la sacrilega mano soffocatrice! Care tenere vittime! Un velo pesante quasi sempre cade sui tristi fatti, l'opinione pubblica presto s'acqueta e raro è il caso che l'eco ne arrivi sino alla giustizia" (G. SCALISE, *op. cit.*, pp. 87-88).

È appena il caso di notare come il quadro tracciato da Scalise ricalchi le immagini prodotte dalla cultura folklorica di quel periodo. Da rilevare anche un certo compiacimento, comune ad altri osservatori, nel descrivere le *situazioni erotiche* e la disponibilità femminile alla trasgressione.

Procuratori generali⁴¹ e riporta numerosi casi "turpi" e "disgustosi" episodi di cui è venuto direttamente a conoscenza nel corso della sua indagine.⁴² Queste, secondo De Nobili, le caratteristiche della nuova famiglia calabrese: diminuzione dei suoi componenti, assenza prolungata, provvisoria o definitiva, del capo famiglia, eccedenza delle donne, elevato numero di vecchi e bambini, alta nuzialità, matrimoni precoci, partenza degli uomini subito dopo il matrimonio, diminuita natalità, filiazione illegittima sempre più elevata, natimortalità in aumento, crescente mortalità degli illegittimi, mortalità elevata degli adulti per sifilide.⁴³

Così scrive De Nobili a proposito dei "reati contro la morale": "Gli adulteri, gli infanticidi, le vendette sono all'ordine del giorno: manifestazioni di quello stato sociale anormalissimo che l'emigrazione ha creato con lo sconvolgere l'equilibrio dei sessi".⁴⁴ La delinquenza femminile e quella dei minori sono in aumento, secondo De Nobili, in conseguenza di una "famiglia acefala" fatta di *mogli senza marito* e di *figli senza padre*.⁴⁵ I reati in aumento attribuiti prevalentemente alle donne sono spesso, oltre a quelli già ricordati contro l'ordine della famiglia, forme di "disordine sociale", quali furti, sconfinamenti nella proprietà altrui, violazione di leggi forestali. Si tratta, come di recente ha osservato Amelia Paparazzo, di *reati* tradizionalmente maschili, che le don-

⁴¹ L. DE NOBILI, *op. cit.*, pp. 858-866.

⁴² In questa sede ci sembra importante riportare "alcuni di quei fatti mostruosi che in grande frequenza avvengono nei paesi di Calabria a forte emigrazione" (*Ibid.*, p. 864). Ecco alcuni episodi che si verificano in quegli anni: "Giuseppe Carrozza, contadino di Sersale, da tre anni stava in America per lavoro, e non mancava di spedire i suoi risparmi alla moglie Angela Le Pera ed ai figli, ma un Don Giovanni da strapazzo, Mancarusò Giuseppe, sedusse quella donna e la rese incinta. Nel febbraio 1904 nacque da quegli illeciti amori una bambina: l'amante si affrettò a lasciare la Le Pera e frattanto una lettera giunse dall'America, colla quale il marito chiamava a sé la famiglia. La madre vide nella bambina la prova della sua colpa, l'ostacolo alla sua partenza, sciolse alcuni fiammiferi nell'acqua e somministrò alla bimba la mortifera bevanda. La bambina che era bella, sana e robusta, dalla culla piombò nella tomba. La Le Pera fu condannata a diciotto anni di reclusione.

In un paesetto della provincia di Reggio una sposa, per celare al malcapitato marito il frutto del peccato, affogò il bimbo in una pentola.

Un avvocato di Gerace mi raccontò un fatto avvenuto recentemente: un marito emigrato venne a conoscenza, in seguito a lettere scrittegli da alcune comari, che la sposa lo tradiva. Il marito, nutrendo piena fiducia nella consorte, le mandò le lettere. La donna non fece discorsi: andò a trovare le comari e le salutò a colpi di coltello.

Fatti simili avvenuti in Calabria ognuno avrà avuto occasione di leggere sui giornali: ultimamente seppi di un certo Anastasi Francesco, contadino ventisettenne, che era emigrato in America, lasciando a San Floro (Catanzaro), suo paese, la moglie, giovanissima e bella. Laggiù venne a conoscenza che questa aveva stretto relazioni intime con un ricco signore del luogo, e, all'insaputa di tutti, tornò nottetempo in paese. Sul far del giorno, non visto da nessuno, si introdusse nella propria casa, e afferrata l'adultera per i capelli la ferì a più colpi di pugnale. Il medico accorso constatò sulla disgraziata uccisa ben 44 pugnalate" (*Ibid.*, pp. 864-865).

⁴³ *Ibid.*, p. 841.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 847.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 865.

ne commettono nei periodi d'assenza degli uomini.⁴⁶ Le donne calabresi, tra la fine dell'Ottocento e l'inizio del Novecento, si sostituiscono agli uomini nella conduzione della famiglia, nelle attività lavorative e produttive, in quelle forme di infrazioni della legge necessarie per la sopravvivenza degli appartenenti a una famiglia estesa. Troppo impegnati a sottolineare la "debolezza degli istinti" delle donne, la loro fragilità e il loro cedimento di fronte alle richieste ossessive dei maschi, i reati da esse commessi o fatti commettere agli uomini, gli osservatori di quel periodo quasi mai si sono accorti del nuovo ruolo che le donne vengono a svolgere in una realtà sconvolta dall'emigrazione.

È Nitti, sempre attento a cogliere il senso delle trasformazioni, ad osservare come, dopo l'emigrazione, spettò alle donne anche il gravoso compito di crescere ed educare i figli. Così scrive lo studioso lucano: "[...] altro effetto dell'emigrazione è la decomposizione delle famiglie, private a lungo del loro capo. 'Noi ci separiamo in vita', ci ha detto tristemente una povera donna, nel suo interrogatorio. Era moglie di un emigrato, e ad essa, dopo la partenza del marito, restava il duro compito di mantenere ed educare i figliuoli. Tale è la sorte di molte madri, di moltissimi bambini".⁴⁷ E con atteggiamento lontano dalle concezioni antifemminili e criminalizzanti di altri osservatori, così conclude con realismo non separato da retorica e perbenismo d'epoca: "Quando si considerano i bisogni e le insidie, da cui è circondata la donna dell'emigrante, si deve ammettere, con rispetto e pietà, che essa è in molti casi un'eroina".⁴⁸ Lo stesso Nitti riconduce la delinquenza minorile al lungo abbandono dei capi famiglia, a cui non si è provveduto con alcuna azione o forma di tutela sociale. Se la Calabria è una regione con alta percentuale di delinquenza minorile, è anche la regione dove si trova di gran lunga il maggior numero di famiglie col padre assente o morto.⁴⁹

Anche nelle pagine degli studiosi e degli osservatori esterni, il "disordine familiare e morale" delle famiglie calabresi viene messo in relazione con il disordine psicologico e culturale degli emigrati in America. All'"anormalità" della situazione che le donne vivono in paese fa eco l'"anormalità" degli uomini lontani da casa per periodi più o meno lunghi.

A magistrati e a studiosi non sfugge che la criminalità delle donne in patria e quella degli uomini nei paesi d'immigrazione siano da ricondurre alla stessa causa, all'emigrazione che disgrega le famiglie, distrugge gli antichi valori.

⁴⁶ A. PAPAARAZZO, *op. cit.*, pp. 120-125. Interessanti indicazioni sulla condizione femminile in Calabria nel periodo della grande emigrazione si trovano in V. CAPPELLI, *Le donne in Calabria nelle società di mutuo soccorso (1875-1900)*, «Movimento operaio e socialista», 3, anno IV, 1981, pp. 287-297.

⁴⁷ F.S. NITTI, *op. cit.*, p. 196.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 197. Dello stesso tenore sono le conclusioni di Scalise, che chiama Penelope la moglie dell'emigrato che resiste in mezzo alle insidie (G. SCALISE, *op. cit.*, p. 89).

⁴⁹ F.S. NITTI, *op. cit.*, p. 197. Per i dati relativi alle "famiglie col padre assente o morto" vedi anche A. BOSCO, *L'emigrazione dal Mezzogiorno*, «Giornale degli economisti», aprile 1906.

Nel discorso inaugurale dell'anno giudiziario 1906 così scrive il Procuratore generale di Catanzaro: "Da 25 anni a questa parte, luridi e ributtanti, si avanzano tra noi lo stupro, il ratto, l'adulterio, i microbi della libidine, i tarli della famiglia. La marcia di questi osceni delitti negli ultimi cinque anni è stata la seguente: nel 1901 furono 468, nel 1902: 593; nel 1903: 632; nel 1904: 612; e nel passato anno 624.

Ma questo incremento, per quanto deplorabile non sembra cagionato, a mio giudizio, da intrinseca corruzione dei costumi, o da progressiva degenerazione psico-sessuale; esso si deve quasi unicamente all'emigrazione [...]. I nove decimi dei nostri emigranti sono braccianti e campagnoli; l'altro decimo si compone di artigiani, muratori, manovali, scalpellini e domestici. Tra questi emigranti grandissimo è il numero dei coniugati. La sera dell'11 febbraio 1901, secondo il censimento di quell'anno, vi erano in Calabria 43.000 spose con mariti in America; ed ora questo numero oltrepassa senza dubbio 50.000. Questi mariti, spinti dal bisogno di lucroso lavoro, partono soli lasciando nel paesetto nativo la moglie ed i figlioli; ed avviene non raramente che la giovane e bella sposa resta, poco dopo il matrimonio, nel quasi vedovo letto nuziale con le labbra ancora fragranti e desiose dei primi baci dell'amore. È facile, o signori, immaginare quel che possa e debba accadere con cinquantamila spose collocate a riposo forzato, ancora esuberanti di giovinezza e di vita, spesso poverissime, ed esposte ogni giorno alle mille tentazioni dei cacciatori di avventure amorose. I drammi dell'adulterio, le gravidanze occulte, la nascita di figli illegittimi, le esposizioni alla ruota dei progetti, gli aborti procurati, e gli infanticidi si moltiplicano a vista d'occhio, e producono scene disgustose, turpi sfoghi, precoci lussurie, gelosie, corruzioni, e disordini d'ogni guisa.

Né miglior vita delle mogli menano nelle Americhe i mariti emigrati, perché essi colà vivono in concubiniaggio e adulterio, procreano spuri, ingannano donne, facendosi credere scapoli, e frattanto i poveri figli legittimi, sotto la debole vigilanza materna, coi cattivi esempi crescono in Calabria indisciplinati, viziosi, vagabondi, candidati alla prostituzione e alla galera".⁵⁰

Se l'*istinto liberato* delle donne è considerato responsabile delle numerose forme di criminalità in Calabria, l'*istinto senza freni* degli emigrati è visto come causa di omicidi, violenze, devianze in America.⁵¹ Per i lombrosiani italiani e

⁵⁰ L.E. REPOLLINI, *op. cit.*, pp. 38-40. Sulla *Relazione* del Procuratore generale si è ampiamente soffermato L. DE NOBILI (*op. cit.*, pp. 864-865). Vedi anche A. PAPAARZZO, *op. cit.*, pp. 122-123.

⁵¹ L'immagine dell'*emigrato italiano delinquente* si afferma in America su riviste e giornali già a partire dal 1875, quando ancora erano giunti soltanto pochi gruppi d'emigrati dal Meridione. Riviste popolari, giornali a grande tiratura, strisce dei primi fumetti contribuiscono alla creazione di un'immagine "grottesca e patetica al tempo stesso dell'italiano appassionato e violento, rozzo ma di buon cuore, povero ma astuto". Cfr. G. RONDOLINO, *L'immagine dell'italiano nel cinema americano*, in *Integrato Metropolitano*, New York, Chicago, Torino, *tre volti dell'emigrazione italiana*, Torino, 1982, p. 27. Il *New York Times* nell'aprile 1896 intitola un articolo sugli emigrati italiani "Una inclinazione naturale verso la

americani, sia pure con posizioni e motivazioni diversificate, la devianza è innata, naturale, comunque da ricercare *altrove*: in Italia quando si arriva in America, in America quando si torna in Italia. I due paesi presentano forme di devianza speculari, esito dello stesso fenomeno di sdoppiamento. Essi si inviano immagini di reati diversi e complementari.⁵² Sia i *rimasti* sia i partiti vivono uno stato di *cordoglio continuato*, una situazione di *lutto irrisolto*. Le *donne sole* sono come le vedove, gli *uomini senza donne* sono come gli scapoli. È a questa scissione, a tale *frattura* e perdita di presenza psicologica e culturale, a un generalizzato e continuato "disordine melanconico" che vanno ricondotte le nuove forme di comportamento di *partiti e rimasti, separati e, nello stesso tempo, legati*.

criminalità". E il *Times* dell'agosto 1907 sostiene in un articolo che l'Italia si libera dei malfattori mandandoli in America. Le interpretazioni lombrosiane e la tesi dell'emigrazione come espulsione della devianza, che tanto successo avevano avuto in Italia, vengono riprese dalle classi dominanti d'oltreoceano. I *topos* del contadino passionale e violento, rozzo e ignorante, del "cafone" e del "villano", presenti come abbiamo accennato in maniera diversa in tutte le regioni italiane, vengono adottati dai razzisti americani per classificare ed etichettare, attraverso *cliché*, gli emigrati italiani. Gli stereotipi degli italiani vengono costruiti attraverso la negazione della loro cultura, l'isolamento di alcuni suoi tratti, l'esagerazione dei comportamenti più appariscenti, ritenuti negativi e delinquenziali. Le posizioni contro gli emigrati italiani da parte della stampa e le reazioni ad esse da parte dei consoli italiani nelle città nordamericane hanno trovato ampio spazio in numerosi interventi apparsi sul *Bollettino dell'Emigrazione*, pubblicato dal 1902 al 1927, a cura del Commissariato Generale dell'Emigrazione (Ministero degli Affari Esteri).

Tra la fine dell'Ottocento e i primi anni del Novecento le immagini stereotipe degli italiani vengono ulteriormente amplificate e rese popolari dal cinema hollywoodiano. I film melodrammatici degli anni Venti privilegiano il motivo della devianza, delle gelosie, del malcostume degli italoamericani. Attraverso contenuti e linguaggi precostituiti, la macchina produttiva di Hollywood diffonde modelli stereotipi degli emigrati italiani, e non solo italiani, isola ed esaspera aspetti deteriori presenti nella realtà, li trasforma in spettacolo e dello spettacolo fa l'immagine veritiera della realtà. Vedi G. RONDOLINO, *op. cit.*, pp. 23-49. Sul razzismo degli americani e su alcuni aspetti relativi al rapporto psichiatria-emigrazione anche negli Stati Uniti di inizio secolo vedi D. FRIGESSI-CASTELNUOVO, M. RISSO, *A mezza parete. Emigrazione, nostalgia, malattia mentale*, Torino, 1982.

⁵² Anche le spiegazioni della criminalità riflettono il gioco di rinvii e di scambi di immagini, reali o false, che si verifica tra i "due paesi". In questa sede sottolineiamo brevemente come si determini una sostanziale identità di vedute tra emigrazionisti italiani ed emigrazionisti americani e, anche, tra oppositori italiani dell'emigrazione e restrizionisti razzisti dell'America. Le classi dominanti dei due paesi si trasmettono immagini e concezioni di tipo razzistico. Se gli osservatori americani sostengono che l'Italia ha esportato all'estero criminali e delinquenti, gli studiosi italiani lamentano che in America contadini, buoni e laboriosi prima della partenza, sono diventati oziosi, vagabondi, uomini senza vincoli e dediti all'alcool. L'America è responsabile dei vizi e dei mali introdotti nei paesi dagli *americani* ritornanti. Tra razzisti italiani e razzisti d'oltreoceano c'è qualche differenza che vale la pena ricordare. L'uomo delinquente, inferiore per nascita, passionale e violento, come è stato fissato dagli antropologi positivi italiani, è soprattutto il meridionale. I razzisti d'oltreoceano estendono a tutti gli italiani le caratteristiche dell'uomo delinquente. Il *razzismo americano*, suo malgrado, contribuisce al sorgere del sentimento d'italianità tra emigrati provenienti da regioni lontane e diverse. Il *mito dell'Italia* si afferma tra emigrati che vivono un'analoga condizione d'esclusione e di sfruttamento. Il *mito dell'Italia* nasce tra gli emigrati quando si affievolisce il *mito dell'America* che li aveva spinti a partire. Molti emigrati ritornano in Italia quando finisce il "sogno americano".

3. I nuovi comportamenti femminili: conservazione e liberazione

Nella prospettiva di una storia e un'antropologia dell'eros e dei rapporti amorosi durante la prima emigrazione in Calabria è necessario, allo stato attuale delle conoscenze e degli studi, partire dall'elevato numero, dalla tipologia e dalla fenomenologia dei "reati contro la morale e la famiglia" che avvengono come conseguenza dello "stato sociale anormalissimo" e dello "sconvolgimento" determinati dall'emigrazione. Non serve, e sarebbe metodologicamente errato, negare o ridimensionare l'entità dei fenomeni "delinquenziali"; si tratta semmai d'individuare i legami tra nuove e tradizionali forme di devianza, di rintracciare le motivazioni individuali e sociali che ne sono all'origine *prima e dopo* l'emigrazione.

L'autore dei reati e delle trasgressioni era classificato dalla cultura dominante come *delinquente* per animo, istinto, vocazione, razza, costituzione. Tuttavia la *psicologia del cafone*, quella del *brigante* sono considerate profondamente diverse da quella del *contadino emigrante*, dell'*americano* e dell'*americana devianti* anche dagli studiosi razzisti, dagli uomini di legge. Da tali diversità, da questi indizi rintracciabili nelle descrizioni e nelle interpretazioni dei dominatori e degli osservatori esterni, in mancanza di testimonianze popolari, è possibile partire per cogliere il senso dei cambiamenti psicologici e culturali che interessano le popolazioni calabresi in un periodo di trasformazione generale.

Non è il caso di insistere ulteriormente, almeno in questa sede, sul carattere ideologico — funzionale ai progetti politici di dominio e controllo sociale delle classi popolari che la borghesia nazionale attua a partire dall'Unità d'Italia — delle interpretazioni razziste e antifemminili dei reati e degli atti criminali, sostenute da quanti si riconoscevano, più o meno consapevolmente, nelle posizioni della scuola antropologica positiva.

È importante invece sottolineare l'atteggiamento di "tolleranza", "indulgenza", "comprensione" da parte degli appartenenti alle classi popolari per comportamenti determinati da un evento non desiderato, comunque nuovo, imprevedibile come l'emigrazione. Reati e comportamenti degli *americani* e delle *americane* saranno meglio compresi nel loro reale significato se riportati al sistema di norme e valori e all'ordinamento giuridico delle classi subalterne.⁵¹ Le offe-

⁵¹ Si è già detto che la cultura folklorica calabrese esprime, sia pure in forme ironiche e divertite, l'indulgenza, la comprensione, la tolleranza degli appartenenti alle classi subalterne nei confronti dei reati degli *americani* e delle *americane*. Scalise osserva come sui "tristi fatti" cade un "velo pesante" e "l'opinione pubblica s'acqueta e raro è il caso che l'eco ne arrivi sino alla giustizia" (G. SCALISE, *op. cit.*, p. 88, cfr. nota 35). La *giustizia popolare* tiene nascoste alla *giustizia ufficiale* le trasgressioni di cui sono protagonisti gli *americani* e le *americane*. Della "complicità popolare" e del "giudizio indulgente e assolutorio" degli appartenenti alle classi popolari troviamo testimonianza in alcuni articoli apparsi a inizio secolo sulla stampa periodica locale. Così leggiamo in un articolo: "Il rigido riserbo, tipico delle nostre contadine, a poco a poco sparisce; ed esse, lasciate dai mariti in giovane età e quando la vita coniugale è tuttavia un dolce idillio [...] sacrificano l'onore alla fame. È così che la statistica delle infedeltà coniugali segna un crescendo spaventevole [...]. Il frutto degli amori illeciti non tarda a dar segno di vita e la contadina, fra l'onta e il delitto, sceglie

se dell'onore, la difesa dei torti subiti, le relazioni extraconiugali, il fenomeno diffuso degli illegittimi, l'infanticidio venivano affrontati e superati secondo precise modalità all'interno della società calabrese prima dell'emigrazione. L'elevato numero di "reati contro la morale e la famiglia" durante l'emigrazione transoceanica segnala, da un lato, la disgregazione dell'antico ordine familiare e sociale, ma anche l'estraneità dei contadini, dei braccianti, degli emigrati all'ordinamento giuridico dello Stato. Il negativo dell'emigrazione viene regolato secondo norme interne al mondo popolare. Della grande opposizione brigantesca allo Stato non si erano ancora spenti gli echi: molti emigranti sono figli di briganti o addirittura ex-briganti.

I fatti "criminosi", "turpi", "obbrobriosi", "disgustosi", propri, secondo molti osservatori, di un "animo selvaggio" e "primitivo", sono per chi li compie *atti dovuti e obbligatori* per non trasgredire i principi della cultura tradizionale, per difendere un antico ordine in pericolo. Comportarsi come prescrive la tradizione è vitale per chi assiste al deterioramento degli antichi costumi, significa ritrovare, spesso è soltanto un'illusione, il proprio posto in un mondo che "gira alla rovescia". Le *nuove risposte* sono frutto di faticosi compromessi tra antichi valori e valori esterni, vecchie concezioni e situazioni del tutto nuove in cui gli *americani* e i *rimasti* si vengono a trovare.

Erronea e fuorviante ci sembra la teoria opposta a quella della "debolezza" e "fragilità" delle donne che, *sole*, non riescono a controllare i propri istinti e sono portate a compiere atti delittuosi o contro la morale. Esaltare la "forza" e la "resistenza" delle donne, fare delle donne "eroine" in mezzo a bruti persecutori e adescatori, è operazione ideologica, anche se di segno opposto alla "teoria degli istinti". Mitizzare il ruolo della donna in questo periodo, angelicarla e santificarla, significa precludersi la possibilità di cogliere le reali motivazioni e le modalità dei comportamenti femminili.

il secondo [...]. Talora il misfatto resta occulto e la madre snaturata se la cava impunita. D'ordinario l'infanticida è scoperta e tradotta all'assise. La scusa dell'onore [...] fa di quella donna una vittima ed i giudici del popolo la mandano assolta [...]. Sono questi i frutti soavi che la nostra provincia e tutta l'Italia meridionale ricavano dall'emigrazione" *Emigrazione*, «Cronaca di Calabria», VII, n. 9 (28 febbraio), 1901. Non sempre prevale l'atteggiamento ironico e di condanna nei confronti dei "giudici del popolo" che considerano "vittima" e mandano "assolta" la madre "snaturata". Altri articoli apparsi in quel periodo sulla stampa locale rivelano comprensione per la donna abbandonata. Sulla «Cronaca di Calabria» del 1907 leggiamo: "Non insultate alla donna che cade, scrive Victor Hugo e non merita insulto l'aristocratica donna parigina, tanto meno meriterebbe condanna la giovane e bella contadina calabrese che, abbandonata dal marito, nelle lunghe notti insonni sente fremere il corpo opulento di spasmodici desideri d'amore" / *Mogli... in Calabria e mariti... in America!* in «Cronaca di Calabria», XIII, n. 25 (31 marzo) 1907. I brani di «Cronaca di Calabria» qui citati sono riportati nel saggio di M. MAFRICI, *La polemica sull'emigrazione nella provincia reggina in età giolittiana attraverso la stampa periodica locale*, in *L'emigrazione calabrese dall'unità ad oggi*, Atti del II Convegno di Studio della Deputazione di Storia Patria per la Calabria, a cura di P. BORZOMATI, Roma, 1982, pp. 89-113. Mirella Mafri ci osserva opportunamente come in quel periodo in Calabria "incominciano a manifestarsi i sintomi dell'emancipazione femminile" (*Ibid.*, p. 95).

Un passo avanti si fa se tentiamo di individuare e comprendere le *situazioni* in cui le donne si sostituiscono all'uomo, quando questi è assente per un periodo lungo. Prendere il posto degli uomini nelle attività lavorative e produttive, all'interno del nucleo familiare esteso, provvedere al sostentamento e all'educazione dei figli, compiere forme di trasgressione necessarie, e previste dall'*ethos* popolare, per il mantenimento della famiglia, sono nuovi compiti che la donna si assume per rispondere a situazioni di necessità imprevedute e del tutto nuove. È vero che la donna si sostituisce all'uomo per un periodo limitato e in una realtà in cui essa svolge già fondamentali attività economiche, in un mondo in cui le vengono riconosciute capacità lavorative dentro e fuori la famiglia. La subalternità della donna nel mondo contadino tradizionale viene infatti affermata in altre situazioni e in altri momenti. È tuttavia è ipotizzabile che questi nuovi ruoli femminili, per quanto provvisori, per quanto non lontani da quelli tradizionalmente svolti, abbiano finito in qualche modo per erodere l'antica autorità maschile, per mettere in discussione il potere decisionale degli uomini, per il sorgere di diversi rapporti tra i sessi, di una nuova consapevolezza femminile.

Un interrogativo fondamentale infatti è il seguente: quando è costretta a sostituirsi all'uomo, quando si trova *sola, senza uomini*, in una realtà modificata e in movimento, la donna calabrese diventa portatrice di nuovi valori, mette in atto nuovi comportamenti femminili, scopre e progetta un modo di essere donna diverso da quello tradizionalmente imposto ed accettato?

I *dati* e gli *elementi* fin qui riportati hanno fornito soltanto indizi utili per porre quesiti più che per avere risposte. Come e in che misura l'emigrazione abbia determinato il sorgere di un diverso ruolo della donna e di nuovi rapporti tra i sessi, sono interrogativi a cui si potrà rispondere con approfondite indagini storico-antropologiche, con analisi di comunità, dopo attente e lunghe ricerche negli Archivi, sui giornali e sulle corrispondenze d'epoca, sulla cultura folklorica, sulla letteratura popolare, sulle biografie e sulle testimonianze di emigrati e figli d'emigrati.

In questa sede ci limitiamo a fornire indizi che, in via del tutto provvisoria, fanno ipotizzare la nascita di una *nuova psicologia della donna* calabrese accanto alla *nuova psicologia del contadino, dell'emigrante, dell'americano* in paese e in America, nel periodo che va dal 1870 al 1930, anno in cui di fatto cessano le partenze oltreoceano.

Li muggghieri di li "mericani" chiangiunu forti ca rristaru suli...: così termina uno dei primi e più noti canti d'emigrazione raccolti in Calabria.²¹ Ai pri-

²¹ Sono i due versi finali di un noto canto che qui riportiamo. *Cristofiru Culumbu, chi facisti?* / *La megghiu giuventù tu ruvinasti.* / *Ed eu chi viuni mi passu tu marì cu chiddu liggu niru di vapuri.* / *L'America ch'è ricca di danarij / è girata di paddi e cannoni.* / *e li muggghieri di li "mericani" / chiangiunu forti chi rristaru suli...* (Cristoforo Colombo, cosa hai fatto? / La migliore gioventù tu hai rovinato. / Ed io che sono venuto a passare il mare / con quel legno nero di vapore. / L'America ch'è ricca di danarij / È girata di pale e cannoni, / e le mogli degli "americani" / piangono forte perché sono rimaste sole). Il canto è stato raccolto in Calabria da un corrispondente dell'«Avanti», 25 dicembre 1908, cit. da E. SERENI, *op. cit.*, p. 358. Vedi V. TETI, *Canzone popolare ed emigrazione*, cit.

mi del Novecento nei canti popolari, come abbiamo visto, il pianto delle donne è divenuto sorriso, compiacimento per la nuova condizione di *americane alla moda*. Il *topos* della donna afflitta, che devota e paziente aspetta il ritorno del marito (la nuova Penelope che aspetta il moderno Ulisse) e quello della donna che tradisce l'ignaro marito (la nuova Clitennestra che fa morire l'eterno Agamennone) sono i modelli stereotipati, i modelli limite, entro cui probabilmente si collocano i reali comportamenti femminili. La *donna sola* piange, avverte la mancanza dell'uomo, sente il peso delle nuove responsabilità, si rende conto dei nuovi compiti di cui è investita. Essa diviene in qualche misura, nonostante i controlli e i limiti posti dagli altri uomini della famiglia d'origine o della famiglia del marito, *protagonista* in un mondo in cui la figura della *donna sola* non era prevista, se non in situazioni eccezionali. La *donna sola*, nella società tradizionale, era figura "eccezionale", "anomala": o vedova o puttana. La *donna sola* e *puttana* era tollerata, accettata, riconosciuta dalla comunità: essa svolgeva un importante ruolo d'iniziazione sessuale dei giovani maschi, dava sfogo agli "istinti" di uomini che non possono fare a meno delle donne, ma che non possono avere rapporti sessuali normali prima e fuori dal matrimonio. Se la puttana è donna sola, la donna sola è candidata, prima o poi, a diventare puttana. La donna sola è indifesa, in preda ai suoi istinti, prima o poi cederà all'uomo "cacciatore". L'incontro, anche occasionale, di un uomo e di una donna non può che tradursi in rapporto sessuale: questa visione dei rapporti tra i sessi spiega perché la donna non veniva mai lasciata sola, spiega sospetti, diffidenze, paure, rivalità, gelosie, pettegolezzi, maldicenze, delitti legati al sesso che hanno caratterizzato la società contadina tradizionale.

L'individuo non sposato (sia uomo che donna, ma soprattutto la donna) è deviante, anormale, "difettoso", menomato, in pericolo e pericoloso, in quanto estraneo alla logica matrimoniale e produttiva che regge la struttura economica contadina.

'A *fimmena senza statu* — È comu 'u pani senza levatu: la donna non maritata è come il pane senza lievito;" *Figghia fimmena e gutti de vinu* — Hai mu nci duni lestu caminu: Figlia femmina e botte di vino devi dargli un cammino veloce.⁵⁶ La donna deve essere maritata al più presto. La donna non voluta è brutta o chiacchierata. Le bruttezze possono essere compensate con i soldi o con la dote;⁵⁷ le virtù invece vanno difese e custodite. L'uomo che non trovava moglie o la donna che non trovava marito erano "menomati", "difettosi", sventurati. Non sposarsi era generalmente perdita economica. L'importanza

⁵⁶ R. LOMBARDI SATRIANI, *Proverbi in uso in S. Costantino di Briatico*, Messina, 1969, p. 168 (I edizione Monteleone 1913).

⁵⁷ Così Raffaele Lombardi Satriani commenta il proverbio: "Alle zitelle si deve dar marito, e il vino si deve vendere, perché non si alteri" (*Ibid.*, p. 155).

⁵⁸ In molti canti popolari di *sdegno* vengono dispregiativamente elencate le bruttezze fisiche e morali della donna. I canti sono in genere a lieto fine. La riconciliazione tra uomo e donna avviene perché, come è detto in un canto, *'n cumpensu nci su' li sorde chi cummogghianu tutti li 'mbrogghi* (in compenso ci sono i soldi che coprono gli imbrogli e i difetti). Nelle strategie matrimoniali del mondo contadino tradizionale amore e bellezza non erano quasi mai decisivi.

economica della donna per il sistema di trasmissione e conservazione della proprietà fanno meglio comprendere il senso di valori quali la verginità, l'onore, la fedeltà. Il matrimonio della donna e quello dell'uomo rientrano in complesse strategie economiche tese alla conservazione della proprietà, alla stabilità del modello produttivo.⁵⁶

L'emigrazione, la partenza degli uomini, la crisi della proprietà fondiaria, l'acquisto di terre da parte degli *americani* mettono in crisi le strategie matrimoniali. I patti d'amore, le promesse matrimoniali vengono modificati, stravolti. La data del matrimonio non può essere più stabilita alla fine di un ciclo produttivo, di un raccolto; la partenza dell'uomo può essere partenza senza ritorno, o ritorno a data incerta. La fedeltà all'impegno matrimoniale e il rispetto dei patti dipendono dalla durata della permanenza in America. *Cu' sà si mi potimmi cchiù vidire*, chissà se ci possiamo più vedere: è il motivo ricorrente in molti canti d'emigrazione. Quando dopo qualche anno l'uomo non torna, la famiglia della donna si sente libera dall'impegno. La donna viene data in sposa a qualcun'altro. Se in molti canti è espressa la paura della donna di essere abbandonata dall'uomo che non tornerà più, perché va a perdersi in America, in altri è espresso il timore dell'uomo di non essere aspettato, di non riuscire a mantenere l'impegno preso alla partenza.⁵⁷ Lo scioglimento del patto matrimoniale è all'origine di risentimenti, rivalità, delitti che caratterizzano la società calabrese del tempo.

La paura che l'uomo non possa o non voglia più tornare, il timore che la donna non aspetterà determinano il fenomeno dei matrimoni precoci e affrettati. Molti matrimoni vengono celebrati tra giovanissimi, qualche giorno prima della partenza dell'uomo. La donna è sposata da pochi giorni e già è sola ad aspettare. Molti uomini tornano periodicamente, altri tornano definitivamente, altri non tornano più. La donna regola spesso il suo comportamento in base a quello dell'uomo. Molte volte sceglie e decide in base ai "si dice", alle informazioni che le due comunità si scambiano. Le due comunità sono unite e separate nello stesso tempo; si controllano, si spiano, non sempre si vedono: le immagini distorte che s'invisano sono all'origine di "scelte" e "decisioni" che poi si riveleranno precipitose, sbagliate, inopportune, causa di pentimenti e perdoni, di rancori e vendette.

Aspettare o non aspettare, aspettare con il rischio che l'attesa possa durare una vita o tentare di crearsi una nuova vita, considerarsi "morta" già da giovane o comunque "andare avanti": si comprende la tensione psicologica di donne combattute tra doveri familiari, imperativi dell'antica morale e tenta-

⁵⁶ Per tali aspetti, con riferimento a un paese della provincia di Catanzaro cfr. M. MINICUCI, *Le strategie matrimoniali in una comunità calabrese*, Soveria Mannelli 1981. Sui mutamenti che si verificano nei sistemi di parentela a seguito dell'emigrazione in un paese della provincia di Cosenza vedi F. PISELLI, *Parentela ed emigrazione, Mutamenti e continuità in una comunità calabrese*, Pres. di G. Arrighi, Torino, 1981.

⁵⁷ Vedi V. TEFI, *Canzone popolare ed emigrazione*, cit.; L. ALARIO, *Canti di emigranti cassanesi*, Cassano Jonio 1974.

zioni, possibilità create da una situazione del tutto nuova. La *donna sola*, abbandonata, povera, spesso affamata, trasgredisce con il rischio della vita, con la consapevolezza di essere considerata puttana. Spesso diventa puttana perché è stata abbandonata o si sente abbandonata, spesso viene abbandonata perché è diventata o è considerata puttana. Non è il caso di mitizzare una situazione in cui la donna non ha scelta tra la miseria, il restare sola, il cedere alle insistenze degli uomini, ai ricatti e alle violenze dei notabili. E tuttavia non sono da sottovalutare le nuove possibilità che l'emigrazione ha creato sia per gli uomini che per le donne, modificando gli antichi rapporti tra i sessi.

Lo *sdoppiamento* del paese, l'uscita da sé dal paese, è all'origine di nuovi rapporti tra i sessi, di nuovi comportamenti degli uomini, sia quando vivono fuori dal paese sia quando ritornano. Molti emigrati tornano in paese con una certa frequenza. L'emigrazione è da essi vissuta come *pausa*, *parentesi*, mai come scelta definitiva ed irreversibile. Gli emigrati sposati tornano con frequenza periodica, ogni due anni, ogni quattro. Alcuni tornano ogni anno. L'America e la Calabria sono a inizio Novecento più vicini. Il viaggio ha ormai perso il carattere di drammaticità dei primi tempi. Il ritorno degli uomini sposati è legato alle vicende della famiglia rimasta in paese: l'acquisto della terra, la costruzione della casa, la morte di uno dei suoi membri. Spesso gli *americani* tornano per fare figli o per portare in America i figli che hanno raggiunto la pubertà. Il ritorno provvisorio e periodico rappresenta una forma di assicurazione per gli uomini che vivono lontani. Il ritorno consente il controllo degli affari e del comportamento dei membri del nucleo familiare. Una lettera anonima, un'informazione amicale e confidenziale, un'allusione, un pettegolezzo divertito sul comportamento della moglie in paese spingono molti emigrati a tornare. L'onore offeso viene spesso tutelato con il delitto, come prescrive la cultura tradizionale. Altre volte l'*americano imbambolato*, "cornuto e contento", perdona compiaciuto, fa finta di nulla, accetta la nuova situazione. L'America stravolge l'antico ordine familiare e rende possibili nuovi modi di comportamento. Molti emigrati che tornano e trovano una situazione familiare inaccettabile si sentono *divisi* tra obblighi dell'antica morale e desiderio di accettare il nuovo stato delle cose. Non è difficile immaginare le tensioni psicologiche di chi deve scegliere tra norme dell'ordinamento tradizionale e valori nuovi acquisiti altrove. La scelta compiuta da molti emigrati è spesso esito di un compromesso tra gli antichi imperativi e i nuovi desideri. L'emigrato in paese non accetta le corna, non sopporta gli sguardi allusivi, le parole ironiche, non tollera di essere considerato debole, incapace, cornuto, "non uomo", e, d'altra parte, egli pensa che non vale la pena perdersi in prigione, non è più obbligatorio uccidere per vendicarsi, per difendere l'onore. Egli ha un *altrove* dove fuggire, rifugiarsi, dimenticare il vecchio mondo, crearsi una nuova vita. Gli emigrati che, tornati in paese, considerano la vita insopportabile, non accettano il torto subito, si considerano traditi e disonorati, e, nello stesso tempo, non vogliono ricorrere all'omicidio come risoluzione dell'offesa, hanno una nuova via d'uscita, hanno un nuovo mondo dove poter dimostrare diversamente di essere uomini. Molti non

tornano più, abbandonano definitivamente la moglie, la famiglia, il paese. Sono i *fuggitivi* per obblighi culturali.⁶⁰ La fuga si pone come mediazione tra due ordinamenti culturali diversi e inconciliabili. La fuga non è esito di una scelta originaria, ma risultato di conflitti culturali e tensioni psicologiche. La fuga sostituisce in numerosi casi il delitto d'onore che imponeva l'antico codice popolare. L'emigrato che viene *bandito* dalla comunità può, diversamente dal passato, pensare e decidere di non tornare più nella comunità. L'emigrato può *autobandirsi* dalla comunità, prenderne le distanze, allontanarsene definitivamente. Il *viaggio in montagna* del brigante avveniva per poter tornare nel paese, il *viaggio in America* dell'emigrante avviene per poter non tornare nel paese. Anche per tali aspetti la figura dell'emigrante continua e sostituisce quella del brigante.⁶¹

Anche la *donna sola*, la donna abbandonata, l'*americana* ha davanti a sé nuove possibilità determinate dall'emigrazione. I comportamenti femminili descritti dagli osservatori come reati e crimini contro la morale e l'ordine della famiglia segnalano spesso l'affermarsi di bisogni nuovi, l'inizio di nuovi modi d'essere in una situazione più libera. L'affermazione della propria sessualità, la non accettazione delle imposizioni maschili, il non volersi considerare vedove in caso di partenza o di abbandono dell'uomo, sono espressione di antiche e nuove esigenze femminili. Le *americane* hanno rapporti extramatrimoniali, praticano aborti e l'infanticidio in misura maggiore di quanto non facessero le donne prima del fenomeno emigratorio. I comportamenti che molti denunciano come *atti obbrobriosi, fatti criminali, tresche di donne di malaffare* non sono

⁶⁰ "Emigranti rurali *fuggitivi*" sono stati definiti molti giovani estromessi definitivamente dalla struttura familiare e dalla comunità. I *fuggitivi* partono con la consapevolezza e l'intenzione di non tornare più nel paese d'origine e, in genere, non vivono le tensioni psicologiche e culturali di quanti, nei luoghi d'immigrazione, pensano sempre al ritorno, ritengono sempre possibile il ritorno, si sentono parte integrante della comunità d'origine. La definizione di *emigranti fuggitivi* si trova in A. OSBORN, *Migration from the Countryside in the Absence of Consent. Escape as an Alternative*, in W. CORNELIUS, F. TRUEBLOOD, eds., *The Political Economy of Urban Development in Latin America*, Los Angeles, 1975, cit. da R.F. HARNNEY, *op. cit.*, p. 80. Possiamo considerare *fuggitivi* dalla Calabria, durante la prima emigrazione, gli *illegittimi*, i *proietti*, alcuni appartenenti alle famiglie *notabili*, i *devianti* che, da molti paesi, si allontanano o vengono allontanati definitivamente.

Nella comunità studiata da F. Piselli gli abbandoni erano frequenti. Così testimonia una donna: "Quelle che avevano un figlio mentre il marito era in America, quando il marito tornava l'abbandonava la moglie, se ne ivano coi genitori sua, o se ne ivano in America, o certi si accocciavano (*acconciarsi* è l'accomodamento in danaro)..." (F. PISELLI, *op. cit.*, p. 82). L'America è possibilità di fuga, via d'uscita per coloro che non sopportano più gli antichi soprusi. L'America è possibilità di ribellione per quanti non possono ribellarsi continuando a vivere in paese, dove non accettano più le antiche umiliazioni e soggezioni.

⁶¹ Dal 1867 i *contadini briganti* diventano *contadini emigranti*. "O briganti o emigranti": la nota espressione di Nitti riassume l'itinerario storico delle classi subalterne meridionali. Sull'emigrazione come fine del brigantaggio si soffermano Scalise, De Nobili, Nitti nelle opere già citate. Le diverse forme di viaggio nella società calabrese tradizionale e l'emigrazione come continuità-rottura del *viaggio contadino* sono oggetto di una nostra riflessione storico-antropologica in corso di pubblicazione.

altro che forme di difesa femminili, momenti di solidarietà tra donne, tentativi di affermare bisogni prima soddisfatti di nascosto. I rapporti sessuali escono dai binari della tradizionale normalità. L'erosione dell'antico ordine non significa affermazione di un'anormalità criminale e aberrante, come denunciano molti uomini di legge e osservatori del fenomeno, bensì manifestazione aperta e diffusa di comportamenti prima censurati, occultati, mimetizzati nel mondo sotterraneo e ancora inesplorato della sessualità popolare.

I rapporti "illeciti", i tradimenti, le corna, gli incontri segreti, le relazioni con i notabili, la presenza degli illegittimi, l'infanticidio, gli aborti, i delitti e i reati per onore erano già diffusi nella società contadina tradizionale. Adesso appaiono più evidenti, avvengono più di frequente e più all'aperto. Le trasgressioni vengono accentuate in una situazione liberata, più libera rispetto a prima, ma sembrano generalizzate perché vengono osservate, descritte, denunciate da studiosi che non comprendono fenomeni che rinviano a un *ethos*, a concezioni dell'eros diverse da quelle ufficiali e "borghesi".

4. Considerazioni conclusive

Uno sguardo d'insieme sull'emigrazione calabrese di fine Ottocento-inizio Novecento permette di cogliere i limiti e il senso dei cambiamenti che si verificano anche nell'eros popolare. Il viaggio dell'emigrante in America non ripete gli antichi viaggi che si svolgevano nel mondo contadino tradizionale. Il viaggio dell'emigrante è viaggio lineare, irreversibile, senza ritorno al punto di partenza. È un viaggio che erode il viaggio mitico e il viaggio metaforico della cultura contadina. È un viaggio che erode la cultura contadina, intesa come cultura circolare, cultura dell'"eterno ritorno". Il viaggio dell'emigrante dà inizio a nuovi itinerari storici e mitici, a nuove possibilità sociali, culturali, esistenziali. L'emigrazione, spostamento nel tempo e nello spazio di un mondo, *evento catastrofico* di "breve durata" modifica profondamente l'economia, i rapporti sociali, la cultura, la struttura mentale delle classi subalterne calabresi. I mutamenti socio-economici, antropologici, psicologici che avvengono in Calabria tra fine Ottocento e inizio Novecento presentano una realtà mobile, non più "chiusa" e "statica". Paesi, campagne, persone vengono sconvolti dalle partenze e dai ritorni degli *americani*.

Contadini, braccianti, artigiani partono con il desiderio e la speranza di ritornare. Il "mondo nuovo" che vogliono realizzare con la partenza si trova nel posto che lasciano. Molti non tornano, molti si perdono nell'America, molti decidono di restare nella nuova terra. Anche queste scelte segnalano la rottura della cultura e della mentalità tradizionali. Altri ritornano sconfitti, *perduti* nel paese d'origine, altri tornano e si fermano. Acquistano il terreno, costruiscono la casa, introducono novità. Molti *ritornati* vivranno con la nostalgia dell'America. L'America che arriva nei paesi non verrà mai più assorbita, cancellata. La partenza di una persona è modifica individuale; la partenza di un terzo della popolazione è modifica per chi parte e per chi resta.

L'antica famiglia contadina, la famiglia autarchica, estesa, subisce una lenta ma irreversibile disgregazione. Ogni nucleo familiare di cinque-otto persone

perde due-tre uomini. Non si tratta soltanto di sconvolgimento numerico. Le antiche relazioni, i vincoli, la morale contadina subiscono inevitabili alterazioni.

L'emigrazione allarga, estende, dilata, disperde la metastorica famiglia contadina. Alla *comunità dei vivi* e alla *comunità dei defunti* si aggiunge la *comunità degli emigrati*. Gli emigrati, *nuovi defunti*, in un certo senso i primi veri defunti della civiltà contadina, modificano l'ideologia arcaica della vita e della morte. Il *paese oltreoceano* è *paese dimezzato* e *paese doppio* del paese d'origine. I "due paesi", le "due famiglie" si guardano, s'inseguono, si cercano, si negano. Il paese uscito fuori da sé non si ritrova mai più. Come Peter Schlemihl di Chamisso che non ritrova la sua ombra,⁶² come Goljadkin di Dostoevskij che scopre un suo sosia.⁶³ Le "donne sole" in paese e gli "uomini senza donna" in America sono risultato del processo di dimezzamento e sdoppiamento che subisce la famiglia tradizionale. Il loro *comportamento anormale* testimonia di un processo di disgregazione dell'antico ordine familiare. *Americane* in paese e *americani* oltreoceano organizzano il loro comportamento all'interno di una situazione profondamente modificata e agiscono in relazione alle immagini che reciprocamente si trasmettono, in maniera diretta o mediata. Si tratta spesso di immagini distorte, esito di menzogne, proiezione di paure e di fantasmi. Regolare il proprio comportamento in base a ciò che non si vede, a ciò che si immagina, si pensa, in base a ciò che è lontano è un fatto culturale nuovo all'interno del mondo contadino, è un fenomeno che rivela lo sdoppiamento del paese, la perdita di sé del paese. Il paese è uscito fuori da sé, ha perso l'antico senso, ha smarrito l'antica ragione: è un dato di modificazione radicale, al di là del quadro ideologico e dello schema interpretativo entro cui osservatori, studiosi, uomini di legge incasellano come reati, crimini, atti obbrobriosi i comportamenti che ribaltano l'antico ordine familiare.

Se non avviene lo sfacelo improvviso della famiglia, con l'emigrazione comincia la crisi dell'organizzazione, della filosofia, dei valori tradizionali della famiglia. I paesi calabresi restano a lungo senza uomini attivi, senza capifamiglia. Le donne sole, le donne senza uomini, le donne abbandonate, i bambini senza genitori sono fenomeni nuovi e sconvolgenti. I processi di trasmissione della cultura e dei valori tradizionali, le relazioni tra genitori e figli, anziani e bambini, i rapporti tra le diverse classi d'età e tra i sessi subiscono mutamenti fondamentali. Le nuove relazioni tra uomini e donne, le trasgressioni sessuali, l'affermarsi di un diverso ethos vanno compresi all'interno di un mondo in cambiamento, di un mondo che per la prima volta offre alternative, possibilità di scelta.

Il *topos*, riflesso spesso di situazioni reali, del calabrese brigante, criminale, vendicativo entra in crisi a seguito del fenomeno emigratorio. L'America offre nuove risposte. Il calabrese diventa irrequieto, intraprendente, instabile. Si afferma l'immagine di un calabrese non più chiuso e isolato, ma di un calabrese in viaggio. Quando è in America vuole essere in Calabria, quando

⁶² A. VON CHAMISSO, *Storia meravigliosa di Peter Schlemihl*, Milano, 1984.

⁶³ F. DOSTOEVSKIJ, *Il sosia*, Milano, 1983.

è in Calabria vuole essere in America. È la fine di un antico modo di essere, non è la crisi di un'identità. L'identità sorge come problema quando si esce fuori da sé, quando si capisce che non si è, non si può essere più quello di prima. Soltanto chi parte, chi si allontana, chi incontra gli altri, chi può e deve scegliere, chi non può più tornare indietro comincia a domandarsi e a domandare: "chi sono?"; "da dove vengo?"; "dove sto andando?". L'emigrazione, intesa come viaggio di popolo, uscita da sé di paesi e culture, conferma antichi rapporti e costumi e, nello stesso tempo, crea situazioni più libere, nuove sensibilità, nuove aspettative, nuove risposte. Quello che è stato definito "disordine familiare" è con ogni probabilità l'inizio di un "nuovo ordine"; i "reati contro la morale" sono espressione di un'anomalia sociale ed economica, ma anche liberazione di concezioni sotterranee e sommerse, rivendicazione di bisogni nascosti e repressi, affermazione di un *eros* diverso.

Non è difficile ipotizzare che tra la fine dell'Ottocento e l'inizio del Novecento, un periodo di *rottura*, di *catastrofe*, di *caduta*, in Calabria si creano le condizioni per l'affermarsi di nuovi rapporti familiari, di nuovi rapporti tra i sessi. Anche per questi aspetti della vita delle classi popolari siamo in presenza di cambiamenti improvvisi, non progettati, inaspettati. Ma la storia della Calabria è storia di lenti movimenti e di bruschi scossoni, di falsi cambiamenti e improvvise rotture. Altre volte abbiamo mostrato come l'America per le classi subalterne calabresi abbia costituito, dal punto di vista alimentare, un raggiunto paese di Cuccagna. L'America ha rappresentato l'affermazione del Carnevale per migliaia di affamati cronici, sia per quelli che sono partiti sia per quelli che sono rimasti.⁶⁴ L'America rappresenta anche l'inizio e la possibilità di nuove relazioni e concezioni amorose, ingresso in un mondo più libero. Scrive Nitti nella sua Inchiesta: "Il mondo è libero" diceva il povero contadino di Lagonegro. Ed è la libertà che, determinando questo immane esodo di uomini, è stato insieme ragione di duro tormento e di profonda rinnovazione".⁶⁵ E ancora: "Tutte le questioni di cui ora ci occupiamo potrebbero essere studiate *prima* e *dopo* l'emigrazione. Dopo l'emigrazione tutto è mutato".⁶⁶ Anche la famiglia, le relazioni tra i sessi, le concezioni e i comportamenti amorosi sono *questioni* diverse a seconda che li si guardi *prima* e *dopo* l'emigrazione. Proprio tali *questioni* della società e della cultura calabrese rivelano l'ambiguità di un profondo rinnovamento che ha significato *duro tormento* e *libertà*.

⁶⁴ V. TETI, *Beni alimentari. Conservazione e innovazione nella comunità calabro-canadese a Toronto*, in "Per un Atlante dei beni culturali della Calabria: situazione, problemi, prospettive", Atti del VII Congresso Storico Calabrese organizzato dalla Deputazione di Storia Patria per la Calabria (Vibo Valentia - Mileto marzo 1982), in corso di stampa; V. TETI, *Carnevale abolito dall'abbondanza*, «La Gola», Anno 3, n. 16, febbraio 1984. Sui mutamenti alimentari dei calabresi durante la prima emigrazione vedi P. BEVILACQUA, *Emigrazione transoceanica e mutamenti dell'alimentazione contadina calabrese fra Otto e Novecento*, «Quaderni Storici», 47, Roma, agosto 1981, pp. 520-555.

⁶⁵ F.S. NITTI, *op. cit.*, p. 206.

⁶⁶ F.S. NITTI, *Atti della Commissione per l'Inchiesta Parlamentare sulle condizioni dei contadini nelle province meridionali e nella Sicilia, Relazione su Calabria e Basilicata*, Roma, 1911, p. 161.

Dell'inferno e del paradiso dell'eros popolare durante l'emigrazione transoceanica non abbiamo fornito che piccoli indizi, tracce di possibili ricerche. Ma, nei viaggi e nei discorsi sui viaggi, è necessario avere dei punti di partenza.

VITO TETI
Università della Calabria

Summary

Calabrian emigration at the end of the nineteenth century was an event that had a profound impact on the ancient society and in a very short period eroded the traditional peasant civilization. The culture, the mentality, the psychology of those who left and those who remained behind underwent deep changes. The "two villages", that of origin and that constructed in the "new world", are separated from one another but, with one becoming similar to the other.

The destiny of women alone, that is, of the "American women" (wives, daughters, sisters of emigrants to America, women who were the object of censure and sarcasm from the dominating antiemigration groups) was indissolubly linked in a unique game of mirrors with the destiny of those men without women who lived in regions of immigration.

In the first part of the twentieth century, slowly and with some ambiguity, a new mentality was being affirmed in Calabria for women as they became the protagonists, though at times unknowingly, of profound changes in society, the family and the relationship between the sexes.

Résumé

L'émigration calabraise de la fin du XIX^{ème} siècle est un événement qui modifie profondément l'ancienne société et érode en peu de temps la civilisation paysanne traditionnelle. La culture, la mentalité, la psychologie des individus, soit de ceux qui partent soit de ceux qui restent, subissent de profondes mutations. Les "deux pays", celui d'origine et celui qui est construit dans le "nouveau monde" se dédoublent, deviennent l'ombre l'un de l'autre.

La destinée des *femmes seules*, c'est-à-dire des "américaines" (les épouses, les filles, les soeurs des émigrés en Amérique, objet de la censure et de l'ironie des classes dominantes anti-émigrationnistes) est indissolublement liée — dans un singulier *jeu de miroirs* — à celui des "hommes sans femmes" dans les lieux de l'émigration. Avec lenteur et ambiguïté, une nouvelle psychologie et une nouvelle mentalité des femmes se manifeste en Calabre au début du XX^{ème} siècle; ces dernières deviennent protagonistes souvent inconscientes des changements profonds de la société, de la famille, des rapports entre les sexes.

La famiglia siciliana tra paese di origine e colonia etnica

Introduzione ¹

La società tedesca non è una società statica e i suoi problemi di integrazione sociale e culturale non si possono ridurre alla semplice immigrazione di alcuni milioni di lavoratori stranieri. La progressiva industrializzazione della Germania dalla metà del secolo scorso in poi, la politica imperialista e le due sconfitte nelle guerre mondiali e le loro conseguenze politiche, hanno prodotto una enorme mobilità interna, cioè dall'Est agricolo verso il più industrializzato Ovest, dal paese contadino alle città piccole e medie e da lì nei centri più industrializzati.

I cosiddetti "stranieri" in una città media tedesca non sono soltanto i lavoratori di altra nazionalità e le loro famiglie, in prevalenza provenienti dai paesi mediterranei. Anche quasi metà della popolazione tedesca si è stabilita nell'attuale luogo di residenza solo nel dopoguerra.²

Da questo processo ne è risultato in breve tempo un profondo cambiamento delle norme e dei valori, delle esigenze di comportamento e dei modi di vivere; cosicché oggi si deve parlare di una società segnata da contraddizioni e subculture, ineguaglianze e livelli di sviluppo differenti. Questo continuo conflitto tra diversificazione e uniformità, dovuto all'influsso dei mass-media e dal consumismo, rende ancora più difficile una integrazione (intesa come confronto costruttivo e volontario) dei gruppi etnici stranieri. In quali strati sociali e culturali, per altro a loro incomprensibili, si dovrebbero integrare questi gruppi?

Infine non deve essere dimenticato il fatto che le condizioni di una integrazione di massa individuale e volontaria dei lavoratori stranieri e delle loro famiglie non erano concesse da parte tedesca, in conseguenza di norme di legge e di priorità politiche del mercato del lavoro.

¹ I materiali in esame provengono dalle attività svolte nel progetto di ricerca sui processi di orientamento di famiglie di lavoratori stranieri durante il ciclo migratorio, presso l'Istituto di Scienze Sociali e Cultura Popolare "Ludwig-Uhland" dell'Università di Tübingen, promosso dalla Fondazione Volkswagen.

² "Domicilio non è sinonimo di luogo di nascita. Almeno il 50% dei tedeschi occidentali vive — nella maggior parte dei casi volontariamente — in paesi che non sono quello di nascita, senza farsi alcun problema". Tratto dall'articolo *Ojottchen, im Reich haben sie uns verjessen*, «Der Spiegel», n. 25, del 1985, pp. 36-37.

La politica di sfruttamento di forza lavoro reclutata all'estero durante gli anni di guerra,¹ trovava una sua continuazione nell'assunzione organizzata statale binazionale e controllata dei lavoratori stranieri (*Gastarbeiter*: lavoratori ospiti) durante il "miracolo economico" degli anni Sessanta.

La frase più volte citata di Max Frisch "Hanno chiamato braccia e sono venuti uomini" rende in modo evidente le condizioni generali di queste assunzioni: "In nessun paese c'era l'aspettativa di uno stabilirsi permanente degli immigrati. In nessun luogo si è adeguatamente organizzato o preso provvedimenti relativi alla casa, scuola, istituzioni sociali per gli immigrati" (Castles 1985:2).⁴

1. Il progetto di ricerca sui modelli di orientamento

Le seguenti riflessioni su famiglie siciliane e sulla loro relazione tra paese di provenienza e colonia etnica nella società ospite, si basano su di un lavoro di ricerca che ricostruisce con metodi qualificati la storia di vita delle famiglie emigrate.

Dalle interviste a carattere narrativo si possono ricostruire biografie di migrazione che informano sugli effetti del ciclo migratorio vissuto dalle famiglie e/o dai singoli membri. Di particolare interesse sono le strategie con cui progressivamente i nuclei familiari affrontano e, nel loro interno, rielaborano le esperienze di emigrazione, perché da queste si possono dedurre i modelli di orientamento rilevanti per i processi integrativi delle famiglie.

La scelta di pochi gruppi familiari della stessa provenienza ed emigrati nella medesima città tedesca, con il sopracitato metodo di ricerca, rende possibile la focalizzazione di esperienze soggettive e delle relazioni personali nel processo migratorio.

Questo punto di partenza, l'osservazione cioè degli emigrati nella cerchia familiare e di parentela e nel gruppo di origine del paese, rappresenta un modello nuovo nel campo della ricerca sulla migrazione nella RFT che può dare un contributo all'interpretazione degli effetti microsociali dell'emigrazione:¹ e si concentra sull'ambiente della "colonia" degli emigrati configurato con caratteristiche proprie.

¹ Si veda il catalogo *Lavoratori stranieri in Tübingen 1939-1945* dell'omonima mostra allestita dal gruppo di lavoro "Lavoratori stranieri" presso l'Istituto di Scienze Sociali e Cultura Popolare "Ludwig-Uhland" dell'Università di Tübingen, e precisamente il capitolo "Motivi economici nel fascismo alla base della deportazione di massa e dei lavori forzati", pp. 13-23.

⁴ STEPHEN CASTLES, *Migrazione e struttura sociale. Classe, etnicità o comunità*, da un discorso del 7.5.85, manoscritto e poi ciclostilato.

¹ Cfr. in particolare M. BEIRMAN, C. ABATE, *Die Germanesi. Geschichte und Leben einer süditalienischen Dorfgemeinschaft und ihrer Emigranten* (trad. it., *I germanesi. Storia e vita di una comunità calabrese e dei suoi emigrati*, Cosenza, Pellegrini ed., 1986). Si svolge intorno allo studio del paese di origine dell'autore Carmine Abate, in Calabria, la cui popolazione è di origine albanese. Per la letteratura in lingua italiana sull'emigrazione italiana si confronti il saggio di D. BARAZZETTI, *Emigrati tra paradosso e contraddizione*, (1983).

2. Il gruppo esaminato

La ricerca ha come oggetto di analisi un gruppo di persone originarie dello stesso paese del Calatino in provincia di Catania di circa 3.500 abitanti e che chiameremo *Arcadia*, emigrate in una città tedesca di 100.000 abitanti vicino a Stoccarda, che chiameremo *Lingen*.

Al momento attuale della ricerca (1985) in questa città sono presenti circa 50 famiglie. Non tutte vivono come unità familiare completa all'estero. Il loro periodo di soggiorno in Germania varia da sei mesi ai ventidue anni. Questo dato non è dipendente dalla composizione della famiglia o dal suo modo di vivere. Il tipo di famiglia rappresentato nel campione varia dal nucleo familiare ristretto, composto da genitori e figli che vivono senza altri parenti in Germania, fino ai diversi "clan" che vivono spesso insieme nella stessa casa o nella stessa strada.

La classe di età maggiormente rappresentata nel gruppo degli adulti (intesi come maggiori di 18 anni) è quella tra 18 e 28 anni (in tutto 37), seguita da quella dai 29 ai 38 anni (35 persone). Due terzi del gruppo in questione hanno infatti meno di quaranta anni mentre soltanto un terzo ha fino a sessanta anni o più. Dal 1981 alla fine del 1984 venti capofamiglia sono ritornati ad *Arcadia* stabilendovi la propria residenza.⁶

3. Il gruppo paesano dentro la colonia italiana

Il gruppo presentato (circa 150 persone complessivamente) fa parte del totale di circa 2.000 italiani residenti a *Lingen*. Questi provengono per l'85% dalle regioni meridionali e in particolar modo dalla Sicilia, dalle Puglie e dalla Basilicata e, precisamente, da un ristretto numero di località di queste regioni.⁷

⁶ Dati tratti dall'A.I.R.E. e dati anagrafici del Comune di *Arcadia* e della Missione Cattolica in *Lingen*.

⁷ Vorremmo brevemente dare alcuni dati interessanti sulla popolazione italiana emigrata nella RFT, così come rilevati nel *Handwörterbuch Ausländerarbeit* nella parte riguardante gli italiani curata da U. ABITZSCH: «Il numero di italiani viventi nella Repubblica Federale Tedesca è cresciuto di colpo all'inizio degli anni Sessanta: nel 1959 era di 28.349 persone, nel 1962 era già di 117.427 (dati ISTAT). Il numero degli abitanti italiani raggiunse una punta massima nel 1973 (630.735), nuovamente raggiunta nel 1981 (624.500 secondo l'Ufficio Federale Tedesco di Statistica; 710.709 secondo i dati dell'Ambasciata italiana sulla base degli accertamenti dei Consolati).

Dopo la crisi economica del 1973 il numero degli italiani residenti nella RFT è calato fino ad un livello di 572.522 unità nel 1976 per riprendere poi gradualmente a ricrescere. Nonostante l'Italia dimostri nel 1980 un bilancio migratorio in positivo, il rimpatrio dalla RFT è di gran lunga inferiore al numero degli arrivi.

Il gruppo italiano rappresenta oggi il terzo in ordine di grandezza di lavoratori emigrati nella RFT, dopo quello turco e quello jugoslavo.

I lavoratori italiani godono nella RFT, a differenza degli immigrati da paesi non appartenenti alla Comunità Europea, di uno status politico privilegiato: godono della libertà

Possiamo osservare come in Lingen non ci sia nessun gruppo predominante costituito da italiani della stessa provenienza che si comporti come nel noto esempio di Mirabella Imbaccari e Sindelfingen.⁸

I siciliani costituiscono nella colonia italiana di Lingen quasi la metà del totale e un chiaro centro di provenienza comune può essere evidenziato nella Sicilia orientale; circa sei paesi di montagna nella provincia di Catania distanti da 15 a 35 chilometri l'uno dall'altro, formano due terzi della popolazione siciliana complessiva cioè all'incirca 600 persone.

Dagli atti dell'Ufficio Elettorale di Arcadia abbiamo potuto rilevare in quali stati europei gli emigrati si fossero temporaneamente o definitivamente stabiliti e confrontando i nomi di questi con quelli del registro della Chiesa cattolica locale a Lingen abbiamo avuto la conferma che i paesani di Arcadia rappresentano a Lingen la maggiore concentrazione di famiglie della stessa provenienza tra tutte quelle presenti nella colonia italiana. Inoltre questa è anche la maggiore concentrazione di cittadini di Arcadia nella RFT, anche se molto minore a quelle sorte dai flussi migratori precedenti dell'immediato dopoguerra che si erano indirizzati verso l'Australia e gli Stati Uniti d'America, dove sono sorte delle colonie di 2.000 membri (Melbourne) o 1.000 (Brooklyn).

Queste colonie dispongono di una fitta rete di comunicazioni e di organizzazioni come clubs, comitati che indicano in agosto la festa patronale e altre manifestazioni, giornali.⁹ Notizie sulla vita interna delle colonie occupavano regolarmente spazi nel "Periodico di informazione e controinformazione" pubblicato per due anni ad Arcadia.

Quando le colonie raggiungono numericamente la popolazione del paese originario, quasi uguagliandolo in grandezza, l'esperienza storica dell'emigrazione è ancora molto viva nel paese, sia nella popolazione presa globalmente (che è dimezzata), sia nelle singole famiglie. Non ne esiste quasi nessuna che non abbia rapporti con familiari o parenti in una delle colonie all'estero, se non in tutte.¹⁰

4. Il concetto teorico della colonia etnica

Occupandosi dell'emigrazione di famiglie siciliane, risulta evidente la connessione tra la società di provenienza del paese, l'emigrazione a catena (organizzata attraverso relazioni familiari o di parentela o di amicizia) ed il processo di concentrazione nel luogo di accoglienza. Da ciò, e sulla base del materiale

di circolazione e di soggiorno. Da ciò emerge tutta una serie di problemi per le strutture interne di questo gruppo nazionale, che si differenziano da quelli delle restanti nazionalità».

⁸ Si veda: A. Rocuzzo, *Bravo bimbo italiano, vai a scuola con i deficienti*, pp. 136-145 (1983).

⁹ Si calcola che nell'immediato dopoguerra l'intera comunità di Arcadia consistesse di 6.500 persone. Informazioni fornite dal vice-Sindaco di Arcadia, intervista dell'agosto 1983.

¹⁰ Per esempio, abbiamo potuto sapere che in occasione del Natale si organizzano viaggi collettivi in Australia o negli USA per raggiungere i parenti là residenti.

in questione, non ci sembra completamente esatto il definire la *decisione* di emigrare *solamente* come "decisione individuale" e il non considerare anche il suo aspetto collettivo (nella decisione, nella realizzazione e nella vita dell'emigrazione).¹¹

Le *colonie nazionali* formate dagli immigrati e diversificate al loro interno in gruppi etnici distinti sono il risultato di questo processo collettivo.

Almeno per quanto concerne la RFT, queste colonie sono empiricamente pressoché sconosciute; la loro stessa presenza è stata per molto tempo negata.¹² Solo da poco tempo esistono alcune pubblicazioni, perlopiù giornalistiche, che riguardano dettagliatamente i luoghi precisi di provenienza degli emigranti non solo italiani.

Un esempio molto conosciuto è quello della presenza di circa tremila persone emigrate da Mirabella Imbaccari (Catania) a Böblingen/Sindelfingen.¹³

Il discorso teorico sul processo di concentrazione e i suoi effetti socio-culturali si basa principalmente sulle ricerche e sulle considerazioni anglo-americane, soprattutto della Chicago School.

Il sociologo tedesco Hartmut Esser si è occupato in senso teorico e critico del "Dilemma della comunità etnica". Citiamo da Ursula Apitzsch: "Contatti intra-etnici in comunità etniche (Nash, Shaw, 1962-63: 252) alleggeriscono, all'inizio del periodo di soggiorno, l'eccessivo carico di tensione provocata dal disorientamento. Questi creano le premesse necessarie per una trasformazione graduale e a basso rischio dei 'sistemi di orientamento e di riferimento' (Lee, 1970: 65 e seg.) e permettono la convalidazione delle capacità assimilative (Bromm e Kitsne, 1955), come il *role playing* sperimentale (Rose e Warshaw, 1957: 74) per eventuali capacità di ruoli, necessari in seguito. D'altra parte le comunità etniche possono costituire la cornice per una completa soddisfazione delle esigenze, come pure per l'organizzazione della quotidianità, cosicché per l'emigrato — in caso di completezza istituzionale della colonia etnica — non sussiste alcun motivo di ricorrere a sforzi per assimilarsi" (H. Esser, 1980: 95 e seg.).

Quest'ultimo atteggiamento sostiene inconsapevolmente, secondo Esser, una strategia culturale che diventa inequivocabilmente un supporto della politica per stranieri adottata dalla RFT, la politica cioè della rotazione.

¹¹ Cfr. M. BEHRMANN, C. ABATE, p. 41 idem op. cit. nota 6.

¹² «Sebbene gli italiani in Germania vivano molto dispersi e a mala pena possa dirsi costituita la "colonia" nel suo senso di segregazione in un territorio (ciò è documentato sia dai consolati sia dagli studi sugli stranieri nelle grandi città tedesche, per es. Borris in Ffm), molti di loro riescono per tanti anni ad evitare contatti interetnici limitandosi a rapporti intraetnici». U. APIZTSCH, in *Formazione degli adulti per italiani nella RFT* (1984), p. 6.

¹³ Il paese Mirabella Imbaccari è al centro di un crescente interesse scientifico e giornalistico. La "Agro-città" è diventata esempio di una comunità di origine le cui vicende e il cui futuro sono in stretto rapporto con quelli degli (tri-)migranti. Si veda a proposito: M. GOTTLÖB, *In Sizilien zu Hause?* (1983); H. LOEWY, *Sindelfingen grüßt Sizilien* (1983); M. SAUR, in part. *Gemeindemodell mit Zukunft* (1983); GIORDANO, *Tra Mirabella e Sindelfingen, intreccio di processi di differenziazione e di uniformità nel fenomeno migratorio* (1984).

L'alternativa socio-politica alla rotazione, sviluppata da Esser e dagli altri membri del gruppo di ricerca BMFT (Ministero Federale per la Ricerca e Tecnologia) — per la promozione dell'integrazione individuale in base all'indagine sulle sue condizioni, condotta con i metodi dell'individualismo e fondata sulla "teoria dell'azione" (*Handlungstheorie*) — non è rimasta senza contrasti. Sono necessarie, specialmente secondo le ultime pubblicazioni di Friedrich Heckmann e Stephen Castles, riflessioni sullo sviluppo di un concetto di pluralismo etnico come alternativa alla programmazione e/o alla prassi di una integrazione assimilativa individuale (Heckmann, 1982: 158 e Castles, 1985: 3). Heckmann sottolinea che le colonie di immigrati "sono qualcosa più che un semplice dato di unità territoriale, nel quale si realizzano determinate istituzioni" (ibidem 172).

La costituzione e lo sviluppo della colonia di emigrati è, a differenza del ghetto e della semplice agglomerazione di persone sul territorio, "processo ed effetto" (ibidem 159), specialmente là dove gli emigrati in questo processo di costituzione della comunità etnica, si servono di forme sociali di cui in patria non avevano bisogno, soprattutto delle associazioni. "I circoli dei *Gastarbeiter* rappresentano un importante risultato organizzativo, innovativo e socio-culturale per superare di propria iniziativa le conseguenze del processo migratorio" (Heckmann, ibid. 170).¹⁴

Per il momento il processo di autonomia della colonia può essere visto, secondo Heckmann, nel quadro dello sviluppo dei sistemi sociali "per integrare i suoi membri non nella società tedesca in quanto società di immigrazione, ma nella società degli immigrati in Germania". Heckmann aggiunge anche la speranza che nel corso degli anni la colonia non rimanga una istituzione duratura bensì *bridge of transition* (Stonequist, 1937: 85), "istanza di una graduale collettiva assimilazione attraverso più generazioni" (Heckmann, ibid. 178).

Nel modello teorico della colonia etnica rimane ancora non spiegato quali rendimenti qualitativi potrebbero garantire questo processo come irreversibile o, al contrario, quali fattori all'interno della colonia potrebbero condurre ad una fossilizzazione del livello raggiunto se non ad una regressione (Apitzsch, 1984: 6 segg.).¹⁵

Nel saggio "Emigrati tra paradosso e contraddizione" di Donatella Barazzetti, dedicato alle connessioni tra gli avvenimenti del paese e un gruppo di emigrati nella RFT, l'antropologa arriva a chiedersi quale significato abbia la relazione tra il singolo emigrante e il suo gruppo, poiché questo è l'unico ambiente in cui venga compresa e condivisa la sua visione della realizzazione del processo emigratorio.

¹⁴ Il ruolo delle associazioni è stato esaminato anche da U. Schöneberg; la sociologa infatti giunge alla conclusione che esso dipende dal carattere e dalle finalità del Circolo, per verificare le affermazioni generali di Heckmann (p. 7). «... Appariva chiaramente che la partecipazione nei circoli... non è importante in quanto tale ma in quanto partecipazione ad un certo tipo di associazione» (SCHÖNEBERG 1983: 316).

«Nel gruppo degli italiani si nota che coloro che non hanno mai frequentato circoli... hanno raramente avuto contatto con tedeschi, e tra i frequentatori di associazioni religiose si verificano minori contatti che tra frequentatori di associazioni liberal-progressiste ed altre» (SCHÖNEBERG, 1983: 315).

¹⁵ U. APITZSCH, p. 6 e segg., op. cit., nota 12.

“In questo senso mi pare che si possa anche cogliere un riferimento al problema di cosa sia e come si determini una ‘comunità’, se a partire dall’origine comune (ad es. nel senso di originari dello stesso villaggio), e quindi dal fatto che la ‘comunità’ è posta ‘a priori’, o se in relazione alle condizioni ambientali di arrivo (ad es. i legami stabiliti in relazione alla residenza). In questo caso, credo che i riferimenti etnici entrino in gioco, ma soprattutto perché usati come codice di lettura di un messaggio di realizzazione. Mentre nessuna indicazione mi pare vada nel senso di dimostrare che questi legami sono ‘dati’ una volta per tutti e non si debbano invece dissolvere nel momento in cui cambia il messaggio di realizzazione, nel momento in cui cioè il riferimento e il misuratore della propria mobilità sociale diviene, ad esempio, il paese di arrivo. Questo riferimento comune infatti non presuppone affatto una omogeneità all’interno del gruppo. Dalle analisi dei percorsi individuali emergono una serie di elementi di profonda differenziazione; elementi che, nella molteplicità di combinazioni, mettono continuamente in discussione i confini, l’adesione, e in ultima analisi, l’esistenza stessa del gruppo” (Barazzetti, 1983: 43).¹⁶

5. *Migrazione pendolare a catena*

La ricerca condotta presso l’Istituto “Ludwig-Uhland” dell’Università di Tübingen sulle storie di vita delle famiglie siciliane di Arcadia, che vivono a Lingen, si è proposta di analizzare i dati anagrafici sia dei documenti del luogo d’accoglienza che di quelli del paese di provenienza. Per grande quantità di famiglie o di membri di famiglia, si deve parlare ancora oggi di un fenomeno di *migrazione pendolare*, le cui tracce si possono quasi sempre ritrovare nel paese di origine.

Poiché non si tratta solo di intere famiglie emigrate da molto tempo e stabilitesi nell’ambiente tedesco senza interruzioni ma, in considerevole percentuale, di famiglie temporaneamente o saltuariamente incomplete (a parte persone non sposate o senza famiglia, perlomeno fratelli, cugini, amici, compari), si può supporre che il tradizionale carattere temporaneo e provvisorio dell’emigrazione italiana non è stato superato.

Il processo di emigrazione deve essere considerato come un *ciclo migratorio* le cui fasi alterne di espatrio e di ritorno diventano sempre più generali nella vita lavorativa degli italiani e nella loro presa di coscienza.¹⁷

Come possiamo vedere dai dati sociali della popolazione italiana e dalle interviste, questo ciclo di migrazioni ha senz’altro ragioni oggettive. Ciò che ci interessa in questa sede è il punto di incontro tra questi fattori oggettivi e la disposizione soggettiva delle famiglie emigranti siciliane a considerare la loro vita attuale nell’emigrazione come “non vita” e il rimandare “la vita” al loro ritorno.¹⁸

¹⁶ D. BARAZZETTI, p. 43, op. cit., nota 5.

¹⁷ Si confronti D. FRIGESSI CASTELNUOVO, M. RISSO, *A mezza parete — emigrazione, nostalgia, malattia mentale*.

¹⁸ D. BARAZZETTI, p. 45: l’idea di “vita” e “non-vita”, op. cit.

Dalle interviste delle famiglie emigrate da poco è possibile vedere come i vecchi canali migratori siano ancora esistenti, quei canali con il cui aiuto gli emigranti del Sud hanno sempre fatto le loro scelte del luogo di accoglimento. Dagli anni Sessanta in poi era consuetudine, in caso di necessità di manodopera da parte degli imprenditori, di contrattare direttamente attraverso gli occupati già emigrati. Coloro che sono all'estero fungono da mediatori di informazioni e consigli, per la ricerca di lavoro e di abitazione per chi è rimasto nel paese. D'altra parte coloro che sono rimasti nel paese garantiscono la possibilità per gli emigrati di una rapida comunicazione nel caso di novità interessanti ed importanti.

Con questo modo di "vivere insieme l'avventura della emigrazione" rimane sempre vivo il legame tra emigrati e paesani. Questo obbligo è indubbiamente reciproco e si consolida tramite visite reciproche in occasioni di vacanze in famiglia, ferie, feste; inoltre molte facilitazioni sono venute dal forte diffondersi di impianti telefonici individuali e dalla creazione di collegamenti tramite autobus (linee Pontbus), relativamente economici e in luoghi vicini.¹⁹

Questa comunicazione non è solo emotiva, ma ha anche una base funzionale: tanto l'ingaggio all'estero (emigrazione e ri-emigrazione) quanto l'occupazione e le attività edilizie nel paese di origine e dintorni (ritorno) sono strettamente dipendenti dai rapporti personali esistenti nei diversi luoghi. Anche il futuro e le gratificazioni sociali dei componenti della famiglia, come per esempio dei bambini o delle possibilità di matrimonio per le ragazze, sono collegati e dipendono da questo rapporto tra gli emigrati e i compaesani rimasti.

Il tutto inoltre non dipende spesso solo dalle comunicazioni tra i singoli interessati — nella regola appartenenti alla famiglia od amici — ma anche dalla ramificatissima rete di rapporti tramite cui interagiscono reciprocamente la colonia dei paesani, così come i residenti nel paese di provenienza.²⁰ Da ciò consegue in non pochi casi una delimitazione tra gli immigrati e la ricerca di "vivere la vita per sé" e al "farsi i fatti suoi", esattamente come nel paese.

Un altro motivo alla base di questo legame è stato tracciato dalla Barazzetti: "Il perché questo tipo di riferimento (tra le reti di parentela e di amicizia esistenti al paese) si mantenga nel tempo, sembra potersi dedurre dal confronto tra le motivazioni che hanno portato la gente ad emigrare ed il tipo di realizzazioni a cui vengono finalizzate queste motivazioni: la gente infatti emigra per 'migliorare', ma non realizza questo miglioramento nel tipo di vita che conduce in Germania. L'idea di 'realizzazione' trova infatti il proprio terreno di verifica al paese di origine..." (Barazzetti, 1983: 44).²¹

Analizzando il materiale fornitoci dalle nostre interviste sotto questo aspetto, possiamo effettuare alcune interessanti osservazioni che da una parte confermano quanto scritto dalla Barazzetti, dall'altra lo integrano.

¹⁹ La linea-ponte autobus collega Mirabella Imbaccari (CT) con Sindelfingen tramite corse settimanali regolari. Lingen si trova circa 50 Km. da Sindelfingen. Si veda A. ROCUZZO, op. cit., n. 8.

²⁰ Si veda M. BEJRMANN, C. ABATE, op. cit., p. 158.

²¹ D. BARAZZETTI, op. cit.

6. Il gruppo paesano dentro la colonia etnica

Due particolarità dell'emigrazione di massa da Arcadia giocano un ruolo importante nella nostra opinione e devono considerarsi sulla base delle affermazioni contenute nelle interviste:

1) La grande maggioranza degli emigrati da Arcadia a Lingen e vicinanze (per un diametro di 10 Km) ha meno di quaranta anni.

2) L'emigrazione di massa si è indirizzata verso gli USA e l'Australia, mentre quella verso la RFT e la Svizzera rappresenta una *minoranza* in confronto ai primi.

Prendendo in considerazione l'età degli abitanti provenienti da Arcadia ed *attualmente* residenti in Lingen che abbiamo interpellato; si comprende come solo pochi di essi abbiano vissuto coscientemente il periodo dell'immediato dopoguerra e della prima ondata migratoria. Erano i genitori dell'attuale generazione dei 40enni che dovevano decidere se emigrare oltre oceano — come circa la metà dei loro compaesani e spesso dei parenti stretti — oppure quale altro cammino fosse da intraprendere per migliorare la loro situazione economica e sociale. Gli attuali emigrati descrivono la decisione dei loro padri perlopiù con le parole "mio padre non è voluto andare in Australia".

Ciò viene motivato in parte con la distanza dal paese e, qualche volta, con l'età dei genitori. In più casi si allude anche alla situazione del periodo post-bellico e viene rilevato come non fosse sempre possibile emigrare oltre oceano, pur volendolo, per la necessità di avere un certificato di buona condotta rilasciato dalle autorità del paese: chi era segnalato come comunista non poteva partire. Sembra che questa emigrazione impedita venga intesa come punizione contro i partecipanti alle lotte sociali e politiche del periodo, anche se pare contraddittorio che le amministrazioni abbiano trattenuto nel proprio territorio proprio i loro oppositori.

Molto spesso il discorso cade sul contesto paesano di spie e delatori ed anche, e questo viene sottolineato, sul fatto che le famiglie degli attuali sindaci o dei parlamentari eletti localmente erano emigrate creando così le loro basi economiche. Anche se è possibile interpretare questi racconti come normali manifestazioni di invidia e di diffidenza tra gli abitanti dei paesi meridionali²² — dato che finora non è stato possibile verificarne il valore storico — tuttavia i ripetuti — e indipendenti tra di loro — racconti del fenomeno dimostrano il significato di *modello di spiegazione* del modo di agire della generazione dei genitori e della situazione del paese così come vissuta dagli attuali quarantenni.

In seguito gli emigrati ora abitanti in Lingen motivano la *loro* decisione di emigrare all'interno dell'Europa ugualmente perlopiù con "perché non volevo (andare) in Australia" o "perché il mio paese mi attira (e) non volevo emigrare così lontano". Questo nonostante anch'essi avessero avuto la possibilità

²² Si veda E. ZIMMERMANN, *Emigrationsland Südtalien, eine kulturanthropologische und sozialpsychologische Analyse* e, sempre dello stesso, *Die südtalienische ländliche Familie*.

di partecipare alla catena emigratoria verso i paesi oltre oceano negli anni '60, tramite rapporti di amicizia e di parentela.

Nei racconti è chiaro il dilemma in cui si trovarono i giovani di allora: cresciuti nel paese, legati a rapporti personali (per esempio agli "amici di scuola" che vengono sempre menzionati), senza nessun percorso di possibile carriera personale nelle strutture politiche e sociali di cui avevano fatto esperienza.

Al contrario è forte la convinzione della non mutabilità delle strutture fondate sul potere personale, che si evidenziano nel clientelismo e nepotismo. La rassegnazione nei confronti dei rapporti politici e delle possibilità di cambiamento sembrava non lasciare altra via se non quella di abbandonare "la vita chiusa del paese" e di acquisire attraverso la strada dell'emigrazione i mezzi di sussistenza. Per gli emigrati siciliani intervistati l'emigrazione rappresentava la via d'uscita collettiva più conosciuta e sicura dalla miseria e dall'oppressione delle forze politiche e dall'ineguaglianza economica, sociale e culturale vissute nel paese.

Dopo che i primi paesani — ancor oggi individuabili — con contratti di lavoro ufficiali avevano acquistato le prime esperienze di lavoro in Lingen, questa città negli anni Sessanta si presenta come punto di riferimento per quei compaesani di Arcadia (e in misura minore anche per i rimanenti paesi del Calatino, come abbiamo già avuto modo di citare) che *non* volevano emigrare negli USA o in Australia e di coloro i cui scopi fino ad una certa età sono strettamente collegati con il paese.

L'età decisiva sembra essere quella dei quaranta anni; infatti sono i quarantenni che si dimostrano grandemente impazienti di progettare il ritorno, da loro ritenuto necessario.

Nelle poche famiglie dove il padre è più anziano, per esempio ha 50 anni, predomina la coscienza di una permanenza ormai all'estero fino al raggiungimento dell'età pensionabile, a meno che non intervengano fatti imprevisti, come il rimanere senza lavoro. Questo comportamento è motivato, nella maggior parte dei casi, dalle precedenti esperienze di viaggi di ritorno non riusciti, che hanno avuto luogo intorno ai quarant'anni.

Una variante che si presenta in ogni caso nel campo di ricerca è il fatto che la generazione dei genitori degli attuali quarantenni vive in Lingen insieme con i figli ora adulti così a lungo finché qualcuno di essi non abbia raggiunto l'ottenimento della pensione e gli altri non abbiano circa 40-45 anni. Esistono diverse costellazioni familiari di questo tipo. In questi casi è spesso un figlio (tra alcuni) o, ancor più, una figlia (quando presente) che torna al paese insieme con i genitori, mentre i rimanenti membri della famiglia rimangono nell'emigrazione con le rispettive famiglie e costituiscono il punto di riferimento citato per un nuovo ritorno.

Ritornando alle affermazioni della Barazzetti, si può evidenziare come il paese di origine e la sua realtà siano considerati punti di riferimento predominanti nel valutare la propria realizzazione per la maggioranza degli emigrati del campione. Sulla base della loro età si trovano in un momento del ciclo migratorio in cui hanno ancora da realizzare traguardi riguardanti la casa, il futuro dei figli e così via. La permanenza in Germania ha per essi un carattere transito-

rio, nonostante il soggiorno duri da più di venti anni. Sono loro che hanno definito la propria vita con la comune definizione di "fare il sacrificio" e quasi tutti i membri della famiglia seguono questo orientamento nelle varie fasi del ciclo migratorio.

La tesi presentata all'inizio: "le comunità possono costituire la cornice per una completa soddisfazione delle esigenze come pure per l'organizzazione della quotidianità, cosicché per l'emigrato — *in caso di completezza* istituzionale della comunità etnica — non sussiste alcun motivo di ricorrere allo sforzo per assimilarsi" (Esser, 1980: 75 e seg.),²¹ vale in realtà solamente quando la colonia nazionale, al di là delle differenziazioni interne, si regola sulla realizzazione di uno stile di vita proprio nella RFT.

Non possiamo paragonare la situazione degli emigranti in Europa nel dopoguerra con quella negli Stati Uniti di inizio secolo, quando le strutture assistenziali scolastiche, religiose, culturali, sociali e sanitarie dovevano quasi esclusivamente essere create dagli stessi emigranti. Gli emigranti attuali, almeno nella RFT, incontrano da una parte una struttura preparata e organizzata di servizi già allestiti di assistenza, assicurazione che possono fino ad ora utilizzare (relativamente) con pari diritto (come italiani).

Rimane la creazione di punti di appoggio commerciali e culturali nei singoli luoghi di accoglienza che fino ad oggi dipende dall'impegno personale e collettivo. Qui emergono grosse differenze sia per gruppi nazionali che regionali. Per gli emigrati italiani l'ideologia prevalente delle organizzazioni di assistenza e di patronato e il convincimento personale degli emigrati sono stati concordi che l'emigrazione abbia un carattere provvisorio e transitorio. Sulla base della libertà di movimento personale e della emigrazione pendolare conseguente e della convinzione che le grandi colonie di paesani si trovano in USA e in Australia, non si è verificato negli emigranti siciliani nessun riorientamento collettivo nella RFT verso una colonia stabile e completa.

La colonia dei compaesani e dei connazionali riveste senza dubbio un ruolo importante — soprattutto per gli uomini — nella vita all'estero e come punto di riferimento per una potenziale ri-emigrazione dopo un ritorno senza successo. Ma essa non si è sviluppata come istituzione autonoma e indipendente dagli avvenimenti e opportunità del paese di origine. Ciò è facilmente riscontrabile nel gruppo maggiore di Lingen cioè negli emigrati dalla Sicilia orientale, in particolare da Arcadia.

Questa forma di colonia rappresenta per così dire un prolungamento del braccio della società d'origine che ricopre un importante ruolo nella direzione della vita di emigrazione, dato che le norme riconosciute di comportamento rimangono controllabili. Dal fatto però che la maggioranza dell'attuale generazione degli emigrati non ha partecipato allo sviluppo sociale nazionale che ha toccato anche il paese di origine, ne scaturisce che la colonia si trasforma, in certo qual modo, in luogo di reazione e stagnazione dei processi sociali, proprio per la mancanza di un confronto vivo anche con la realtà tedesca. La for-

²¹ H. ESSER, *Aspekte der Wanderungssoziologie*.

ma di colonia qui descritta non si trasforma insomma in un sostituto della società di origine, locale o regionale, bensì rimane come una stazione di percorso nel ciclo migratorio.

7. La realizzazione tramite il lavoro e la casa

La realizzazione che gli emigrati tuttora vogliono raggiungere si riferisce a due fondamentali bisogni della loro esistenza: la domanda di lavoro oltre alla possibilità di una abitazione dignitosa. Lo status desiderato da raggiungere per queste due esigenze è individuabile attraverso le parole chiave frequentemente usate: "sicurezza", "indipendenza" e "tranquillità". Queste sembrano essere diametralmente opposte alle esperienze di lavoro e di vita sociale precedentemente vissute nella società del paese. Sembra logico che gli emigrati abbiano voluto staccarsi dalla lotta quotidiana per la sopravvivenza condizionata dalle strutture personalizzate di potere locale, creando con il proprio lavoro in Europa una sicura dimora e poi una nuova esistenza nel loro paese d'origine. Altrimenti sarebbero emigrati in Australia o negli Stati Uniti, luoghi dove sono presenti numerosi familiari, parenti ed amici. Coloro che si trovano in Germania definiscono la loro emigrazione come scelta temporanea in opposizione a quella definitiva, anche in assenza di una certezza sui tempi del ritorno.

Nell'esperienza anteriore all'emigrazione, è forte la convinzione che solo la "proprietà" garantisce il "rispetto" e il "potere", le condizioni cioè della "sicurezza" prima menzionata, "indipendenza" e "tranquillità" che sono desiderate.

"Padroni e ricchi dettano legge da noi". Con il lavoro all'estero si volevano mettere insieme, in un tempo relativamente breve, le possibilità finanziarie con cui recuperare le distanze dalle strutture di potere, considerate nemiche.

La costruzione della casa rappresenta in questa prospettiva il primo passo per emergere dall'esistenza inferiore nel paese. Deve essere l'indizio evidente di una condizione di vita modificata. Inoltre è la "conditio sine qua non" affinché il ritorno possa essere organizzato, data la quasi impossibilità di affittare una casa nel paese (a prescindere dalle impossibilità normative di ritornare dall'estero senza avere acquistato una proprietà, che si concretizza nella maggior parte dei casi con la costruzione della casa, in assenza di altre possibilità).

Per gli emigrati di oggi, e soprattutto per la generazione tra i 18 e i 30 anni, il problema della casa non è ancora risolto e, molto spesso, non lo è neanche per i quarantenni con famiglia.

Sulla costruzione della casa circolano idee chiare che certamente possono essere ritardate o, nei casi peggiori, impedito dalle condizioni del paese o dalla situazione emigratoria, ma che non cambiano i presupposti originari.

Il concetto di uso di forza lavoro è meno chiaro, e continuamente posto in discussione attraverso le esperienze lavorative personali prima e dopo l'emigrazione.

Il traguardo principale per le persone ancora in età lavorativa era, per il ritorno, ed è tutt'oggi, il raggiungimento del lavoro "per tirare avanti la famiglia".

Per di più i risparmi ottenuti attraverso il lavoro salariato spesso non sono sufficienti per finanziare la costruzione della casa e nemmeno per intraprendere un lavoro in proprio, come per esempio l'apertura di una officina o di un negozio o di una attività agricola produttiva. Nel problema del lavoro, dopo il ritorno, si sommano le difficoltà tipiche di quegli emigrati che erano predisposti forzatamente all'emigrazione a causa, per esempio, della mancanza di una buona preparazione scolastica e/o professionale o di una personale insoddisfazione delle proprie condizioni o delle insufficienti protezioni sociali.

L'emigrazione non ha di regola cambiato questo fattore fondamentale per le singole persone, bensì ha creato un effetto contrario; i lavoratori anziani non qualificati sono al ritorno ancora meno collocabili dei giovani.²⁴

“Il tirare avanti la famiglia” (espressione frequentemente usata) è la spinta che sostiene tutti i sacrifici, anche se nel ciclo migratorio che porta lavoratore e famiglia a tornare e poi ripartire nuovamente si creano contraddizioni e danni irreversibili all'ambiente familiare.

8. I cosiddetti “tedeschi” e lo sviluppo nel paese

Il quadro odierno della realtà siciliana, compresa l'emigrazione, come si presenta al ricercatore attraverso le interviste e le osservazioni partecipanti nella vita quotidiana del paese e della colonia, è straordinariamente molteplice, contraddittorio e di difficile valutazione.

Negli ultimi anni anche Arcadia è ulteriormente cambiata, così come tanti paesi di emigrazione, visto unicamente dall'esterno. Prima di tutto è stato costruito molto e quasi niente ricorda più la vita contadina di miseria degli anni Cinquanta. Le strade sono state asfaltate ed illuminate e sono stati costruiti acquedotti, scuole, asili ed ambulatori (anche se, nonostante la recente costruzione, non sempre in grado di funzionare per motivi di politica locale). Soprattutto con il denaro degli emigrati sono state costruite o rinnovate case che però rimangono in gran parte disabitate per un periodo di circa undici mesi l'anno, essendo fino ad oggi usate esclusivamente dagli emigrati nei periodi di ferie.

In questo modo la congiuntura economica dei paesi di immigrazione esercita una influenza sempre maggiore con conseguenze dirette sull'economia del paese in generale e, in particolare, sull'edilizia: l'inflazione, la disoccupazione per brevi o lunghi periodi, ed altri fattori ancora riducono le opportunità economiche.

Con la durata sempre maggiore del soggiorno all'estero, i condizionamenti del risparmio e le conseguenti ambizioni represses richiedono sempre più sforzi per essere mantenuti. La conflittualità tra la soddisfazione dei bisogni attuali

²⁴ Si veda: K. BECHTLE, *Il lavoro c'è sempre*, p. 62 e seg.; St. HEINER, *Due storie di lavoro: l'eterno bracciante e il commerciante fortunato*, p. 76 e seg.

Sulla base delle loro ricerche sui ritornati a Monopoli, gli autori hanno sviluppato una interessante ipotesi sulla non definitività e non irreversibilità del processo di esodo dei lavoratori emigranti dall'Italia.

e il prorogare il consumismo al ritorno viene cioè risolta in modo sempre maggiore in favore dell'attualità, pur mantenendo il concetto dei "sacrifici" in funzione del ritorno. In realtà l'allontanarsi degli emigrati dal paese di origine e l'invio sistematico colà di rimesse economiche hanno generato un modello socio-economico che trova il suo equilibrio nella lontananza (e relative rimesse) dell'emigrato.

Il paese ha conosciuto uno sviluppo non soltanto economico, legato ai fattori più generali, ma anche alle condizioni particolari venutesi a creare per il ciclo migratorio. Rientrando in paese, l'emigrato altera questo equilibrio e perciò ne viene in qualche misura respinto. Le difficoltà di realizzazione dello scopo del ritorno dipendono per l'emigrante tanto dalla situazione economica e personale nel paese di insediamento, quanto anche dalla realtà sociale del luogo di origine.

Sotto la patina di una società paesana, sempre più orientata al consumismo, i pochi posti di lavoro, gli appalti e gli affari vengono divisi tra coloro che "fanno parte del gioco", che solitamente non sono mai emigrati; quelli che sono emigrati, sono per la maggior parte "fuori dal gioco".

Alle loro spalle si è di fatto affermata una immagine della divisione del lavoro che attribuisce agli immigrati i privilegi finanziari e culturali del lavoro industriale e, agli abitanti del paese, i vantaggi della vita tranquilla e delle relazioni sociali, con la speranza di un posto nel pubblico impiego o di un lavoro privato.

In questo sistema le aspettative degli emigrati non si possono realizzare, poiché la vita all'estero veniva accettata in prospettiva di un possibile ritorno ricco di successo. Una volta caduta questa prospettiva, la realizzazione degli scopi alla base dell'emigrazione deve essere nuovamente definita.

Si è creato a nostro parere, a causa di questo sistema, un clima di invidia e di concorrenza reciproca che da parte degli emigrati acuisce l'amore-odio per il paese. Essi si meravigliano dell'autoconsapevolezza e dello standard di vita dei paesani ed incominciano a porsi il perché della loro emigrazione se gli altri vivono così bene senza il "tradizionale" sacrificio dell'emigrazione. A ciò si aggiunge il fatto che il lavoro in fabbrica viene spesso considerato dai paesani non emigrati come un modo di guadagno facile, senza vederne le conseguenze sulla salute e sulla famiglia. Gli emigrati devono dimostrare la loro posizione tramite regali, il loro modo di vestire o l'uso dei vari articoli di consumo, se non vogliono essere stigmatizzati al paese come avari o falliti.

L'ostentazione dei simboli di status sembra essere, nell'odierna fase delle relazioni tra emigrati e popolazione del paese, una forma di difesa da parte dei primi per avere un vantaggio sui secondi che sembrano più soddisfatti. Un tentativo individuale per neutralizzare o negare questo processo di separazione si trova nella migrazione pendolare prima menzionata. Anche la frequenza scolastica dei bambini nel paese di origine e il loro affidamento a parenti rimasti possono essere interpretati come un tentativo per mantenere in vita le relazioni con il paese e per impedire la minacciata rottura.

STEPHANIE ROTHENBURG-UNZ
Universität Tübingen

BIBLIOGRAFIA

- U. APITZSCH (1984), *Formazione degli adulti per italiani nella RFT*. Colloquio Internazionale di Studi "Gli emigranti italiani in Germania: problemi linguistici e socio-culturali". Manoscritto e succ. cicl. 19.3.1984, Cosenza.
- (1984), *Italiener in der Bundesrepublik*, in: *Handwörterbuch Ausländerarbeit*, hrsg. von Georg Auernheimer, Weinheim/Basel, pp. 187-190.
- D. BARAZZETTI (1983), *Emigrati tra contraddizione e paradosso*, «Inchiesta», n. 62, ottobre-dicembre, pp. 43-51.
- K. BECITTE (1983), *Il lavoro c'è sempre*, «Inchiesta», n. 62, ottobre-dicembre, pp. 62-75.
- M. BEHRMANN, C. ABATE (1984), *Die Germanesi. Geschichte und Leben einer süditalienischen Dorfgemeinschaft und ihrer Emigranten*, Frankfurt/New York.
- S. CASTLES (1985), *Migration und soziale Struktur. Klasse, Ethnizität oder Community?*, Studium Generale — Ringvorlesung "Ausländer-Inländer", Manoscritto e succ. cicl. 7.5.85, Tübingen.
- Der Spiegel (1985), *Ojottchen, im Reich haben sie uns vergessen...* «Der Spiegel», Nr. 25, pp. 36-45.
- H. ESSER (1980), *Aspekte der Wanderungssoziologie*, Darmstadt/Neuwied.
- D. FRIGESSI-CASTELNUOVO, M. RUSSO (1982), *A mezza parete — emigrazione, nostalgia e malattia mentale*, Torino, Einaudi.
- C. GIORDANO (1984), *Zwischen Mirabella und Sindelfingen. Zur Verflechtung von Uniformierungs- und Differenzierungsprozessen bei Migrationsphänomenen*, «Schweizerische Zeitschrift für Soziologie», (1), 2, Montreux.
- M. GÖTTLOB (1983), *In Sizilien zuhause?*, «Fremdworte», Nr. 6, Zeitschrift für gegenseitige Annäherung, Aachen.
- F. HECKMANN (1982), *Zur Rekonstruktion, empirischen Erscheinungsform und praktisch-politischen Relevanz des sozial-räumlichen Konzepts der Einwandererkolonie*, in L.A. Vascovics (Hrsg.), *Raumbezogenheit sozialer Probleme*, Opladen, pp. 151-175.
- S. HEINER (1983), *Due storie di lavoro: l'eterno bracciante e il commerciante fortunato*, «Inchiesta», n. 62, ottobre-dicembre, pp. 76-83.
- ISTAT (ed.) (1982), *Bollettino mensile di Statistica*, n. 8/9.
- M. KREMER, H. SPANGENBERG (1980), *Assimilation ausländischer Arbeitnehmer in der BRD*. Forschungsbericht in *Materialien zur Arbeitsmigration und Ausländerbeschäftigung*, Bd. 5, Königstein/Ts.
- T.E. LEE (1970), *The role of ethnic community as a reception area for italian immigrants in Melbourne/Australia*, «International Migration», 8, pp. 50-63.
- H. LOEWY (1983), *Sindelfingen grüßt Sizilien*, Frankfurter Rundschau vom 30.4.1983.
- U. MEHRLÄNDER u.a. (1981), *Situation der ausländischen Arbeitnehmer und ihrer Familienangehörigen in der Bundesrepublik Deutschland-Repräsentativuntersuchung '80*, Bonn.
- PROJEKTGRUPPE "FREMDE ARBEITER" (1985), *Fremde Arbeiter in Tübingen 1939-1945 — Ausstellung des Ludwig-Uhland-Instituts für empirische Kulturwissenschaft*, Katalog Universität Tübingen, Tübingen.
- A. ROCUZZO (1983), *Bravo bimbo italiano, vai a scuola con i deficienti*, «I Siciliani», n. 5, pp. 136-145.
- A.M. ROSE, L. WARSHAW (1957), *The adjustment of migrants to cities*, «Social Forces», n. 36, pp. 72-76.
- U. SCHÖNEBERG (1983), *Sozialkontakte und Partizipation ausländischer Arbeitnehmer in der BRD. Unveröffentlichte Repräsentativbefragung der Arbeitsgruppe Soziale Infrastruktur an der J.W., Goethe-Universität in Frankfurt/M.*
- M. SAUR u.a. (1983), *Gemeindemodell mit Zukunft*, in *Anders Reisen Italien*, Reinbeck bei Hamburg, pp. 388-391.

- E.V. STONEQUIST (1937), *The marginal man. A study in personality and culture conflict*, New York.
- E. ZIMMERMANN (1982), *Emigrationsland Süditalien, eine kulturanthropologische und sozialpsychologische Analyse*, Tübingen.
- (1984), *Die süditalienische Familie*, in *Ausländerkinder in der Schule*, Herkunftsland Italien, Deutsches Institut für Fernstudien (DIFF), Tübingen, pp. 44-50.

Summary

This research brings into focus the relationship between the country of origin (in this case a town of Catania) and the formation of an ethnic colony in the receiving society (in a German city near Stuttgart). By studying several family groups from the same village, it is possible to focus on the subjective experience and the personal relationships involved in the process of migration, as well as on the strategies adopted by individual family units.

In the case under study, there was the strengthening of a chain migration of the commuter-type which minimizes the cost of separation. Despite the advantages experienced outside their own country, these migrants have many needs which can be satisfied only in the country of origin.

Among these, high priority is given to the construction of a house which keeps their vision focused on their return. But the re-insertion of the emigrants in their country of origin is not easy, nor is it free from a feeling of competition with the local population whose prosperity has been based on the emigrants' sending back considerable sums of money.

Résumé

La recherche met à feu le rapport entre pays d'origine (dans ce cas, une commune de Catane) et la formation de la colonie ethnique de la région dans la société d'accueil (dans une ville allemande près de Stockard). En étudiant quelques groupes familiaux de la même région on peut focaliser les expériences subjectives et les relations personnelles du processus migratoire, ainsi que les stratégies adoptées par les noyaux familiaux.

Dans le cas étudié, se renforce en particulier, "une migration en chaîne pendulaire", qui minimise les coûts de la séparation. Nonobstant les améliorations expérimentées à l'étranger, beaucoup de besoins peuvent être satisfaits dans le pays d'origine seulement.

Parmi ceux-ci on trouve en premier la construction de la maison qui oriente le retour. Mais l'insertion des émigrés dans le pays d'origine n'est pas facile et subit un certain contraste du fait de la concurrence avec la population locale, dont la prospérité est basée sur l'éloignement des émigrés et l'envoi d'importants versements.

Mobilità sociale nei francesi di origine italiana

1. *L'oggetto, i problemi e il metodo dell'indagine*

L'oggetto principale della ricerca è quello di: 1) analizzare la mobilità professionale degli italiani immigrati in Francia e naturalizzati cittadini francesi (sia grazie al matrimonio, sia per decisione dell'autorità pubblica: naturalizzazione); osservare a che livello la cittadinanza francese abbia facilitato l'integrazione e, in certi casi, l'assimilazione; 2) stabilire se la mobilità socio-professionale possa essere agevolata in relazione al possesso della nazionalità francese; 3) esaminare la variabilità della mobilità culturale ed il conseguente mutamento delle mentalità e dei comportamenti (a livello politico, ideologico, religioso).

A questo scopo mi è sembrato di particolare rilevanza metodologica l'utilizzazione di dichiarazioni personali (le testimonianze individuali, le interviste), piuttosto che il ricorso a dati amministrativi, seppure disponibili. Tramite i sindacati e le associazioni italiane e franco-italiane bisognava, in un primo tempo, raccogliere le informazioni generali riguardanti gli italiani naturalizzati francesi ed anche le eventuali critiche. È ovvio che la maggiore difficoltà è stata — fin dall'inizio dell'inchiesta — quella di riuscire ad entrare in contatto con le persone da interrogare. Infatti il mio principale obiettivo non era certo quello di raccogliere semplicemente i dati, né di verificare tesi precostituite, ma di tentare di mettere in luce i fatti nella realtà quotidianamente vissuta.

Per quanto concerne gli aspetti metodologici veri e propri, ho considerato innanzitutto l'originalità di ogni testimonianza, prescindendo da classificazioni a carattere quantitativo secondo il criterio della massima omogeneità. Il progetto iniziale era quello di esaminare la mobilità professionale dei naturalizzati a partire dal 1940; la data dell'arrivo in Francia, i motivi d'espatrio, la durata del soggiorno, l'età, la vita familiare e professionale variano invece da un individuo all'altro, per cui ne consegue l'impossibilità di stabilire generalizzazioni e tracciare rigide tipologie.

2. *I problemi principali affrontati dall'inchiesta*

Innanzitutto mi sono chiesta: 1) quali motivi hanno spinto gli italiani ad emigrare; come essi interiorizzano la loro cittadinanza francese; come giudica-

no il loro insediamento in Francia; come valutano la loro riuscita professionale, tenendo conto delle condizioni socio-professionali in Italia al momento dell'espatrio; cosa rimpiangono; 2) secondo quali criteri considerano il fenomeno migratorio e la naturalizzazione, a prescindere dall'esperienza personale; di che categoria sono tutt'ora i legami, i contatti con gli italiani e l'Italia; di che tipo sono i rapporti con i francesi e la Francia: stabiliscono un paragone tra i due paesi; sono neutrali o si sentono implicati individualmente?

In questo ambito è opportuno distinguere l'*integrazione* dall'*assimilazione*: l'integrazione è sostanzialmente una socializzazione che consiste nell'adattare i modelli culturali del paese di accoglimento a quelli del paese d'origine. L'assimilazione è, al contrario, una trasformazione più radicale che riguarda l'adozione globale dei modelli culturali del paese ospite a discapito di quelli del paese d'origine.

I conflitti a carattere psichico non sono esclusi, malgrado le affinità culturali tra francesi ed italiani e la relativa prossimità geografica.

Integrati o assimilati? Come distinguere in realtà l'integrazione legale dall'integrazione interiorizzata? Inoltre l'integrazione o l'assimilazione ai francesi non abolisce sistematicamente l'esistenza di profondi legami affettivi con la famiglia e gli amici viventi in Italia.

Il materiale utilizzato consiste soprattutto in: a) documentazione storica e teorica; b) dati provenienti da una investigazione diretta; c) dati provenienti da una inchiesta con questionario e da interviste non direttive.

La documentazione storica e teorica ha costituito la fase preliminare. Si è trattato di riunire i dati francesi ed italiani specifici e di tener conto della congiuntura socio-politica dell'Italia ed anche della politica immigratoria della Francia, oltre che della politica di naturalizzazione.

L'investigazione diretta ha costituito la fase-chiave. Tramite gli italiani ed i franco-italiani, membri o amici di associazioni italiane e franco-italiane, mi è stato possibile entrare in contatto con numerose famiglie.

L'inchiesta (questionario ed interviste) ha costituito l'ultima fase. Il campione di 100 unità (50 donne e 50 uomini) è stato determinato senza la cooperazione del servizio ministeriale ("sous-direction des naturalisations"), ma tramite le associazioni, i sindacati, la missione cattolica. Lettere e questionari inviati per posta non hanno invece prodotto alcun risultato positivo.

Il campione iniziale era composto di 700 soggetti; ho quindi proceduto al sorteggio per selezionare i soggetti nell'ambito dell'universo considerato.

Dopo l'elaborazione definitiva del questionario, composto da 53 domande (il questionario era stato redatto in lingua francese, ma con risposte facoltative), ho considerato che la realizzazione di 12 interviste non direttive avrebbe contribuito notevolmente alla complementarietà del materiale. Ho proceduto poi ad un test su 10 soggetti sorteggiati, al fine di verificare l'esattezza e la concordanza delle risposte ottenute tramite il questionario, riformulando le stesse domande sia in modo identico, che in stile discorsivo. Nel '79-80 ho realizzato solo l'inchiesta, la trascrizione delle risposte (registrate o manoscritte) e lo spoglio del materiale. L'ultima fase è stata la correlazione dei dati e l'analisi.

3. Profilo socio-culturale degli intervistati

Gli accordi bilaterali tra Francia e Italia concedevano agli italiani condizioni di soggiorno e di lavoro "privilegiate", se paragonate a quelle accordate agli altri stranieri (non membri della C.E.E.). Dopo l'applicazione della convenzione del 23 agosto 1951, l'italiano era protetto contro i rischi professionali ed extraprofessionali. Egli otteneva i vantaggi degli assegni familiari, diritto alla proprietà commerciale, ecc., seguendo un *iter* che non ha cessato di migliorarsi nel tempo. Ne consegue che le condizioni di soggiorno degli italiani "residenti" — assimilati ai cittadini francesi — favoriscono un miglior rendimento professionale.

Dal 10 luglio 1969 il *Ministère du Travail, de l'Emploi et de la population* è il solo competente per le questioni professionali, per l'elaborazione della politica demografica, per le migrazioni interne, per l'immigrazione e la naturalizzazione. Come è noto, dall'aprile '63 i governi degli stati membri della C.E.E. hanno deciso di permettere a tutti i cittadini della C.E.E. emigrati la stessa formazione professionale che spetta ai nativi del posto. Se per gli italiani le condizioni di soggiorno e la mobilità professionale in Francia sono già buone da anni — come risulta anche dall'inchiesta che ho realizzato — ciò non è soltanto dovuto al possesso della cittadinanza francese. La durata del soggiorno è infatti un altro fattore di mobilità professionale.¹ Il miglioramento della gerarchia socio-professionale non è dovuto esclusivamente alla formazione professionale di cui alcuni hanno usufruito; si tratta piuttosto della promozione dovuta da un lato al mercato del lavoro, dall'altro alle capacità individuali, senza escludere, per altro, l'ambizione individuale. Per la maggior parte dei soggetti interrogati la situazione professionale è migliorata.

La maggior parte dei soggetti interrogati — quelli originari del Mezzogiorno — sono dell'avviso che in Francia le possibilità di lavoro sono tuttora superiori a quelle in Italia. Solamente le donne laureate affermano di poter ottenere in Italia un posto adeguato. Il desiderio di avanzamento di grado e di mobilità è evidente se si considera la preoccupazione dei genitori: assicurare ai figli un'istruzione più approfondita e più specializzata.

Il periodo passato in Francia da parte degli intervistati va da un minimo di 9 anni ad un massimo di 55. Al momento dell'inchiesta 19 donne avevano tra 30 e 40 anni; 19 tra 41 e 50 anni; 11 avevano più di 50 anni, una meno di 30. Per quanto riguarda gli uomini si ha la seguente distribuzione: 5 aveva-

¹ Già nei secoli passati numerosi aristocratici, scienziati, artisti italiani vivevano in Francia, data l'influenza artistica sull'Italia; al contrario, nel XIX secolo l'immigrazione è soprattutto proletaria: spazzacamini, lustrascarpe, imbianchini, ecc.; la colonia italiana si organizza in ghetto. L'emigrazione italiana come fenomeno di massa si è sviluppata dopo l'unificazione politica. Nel 1861 si riscontra già in Francia la presenza di 76.000 italiani, nel 1931 si passa a 808.000, dal 1946 al 1960, 516.314 immigrati sono originari del Mezzogiorno italiano. Nel 1962 si riscontrano 644.700 italiani residenti in Francia, mentre dal 1946 al '64 l'immigrazione stagionale è di 325.678 unità. Dal '70 in poi si assiste ad un netto decremento dell'emigrazione verso la Francia: nel 1979 un totale di 572.803 residenti.

no tra 30 e 40 anni, 12 tra 41 e 50 anni, 25 tra 51 e 65, 5 avevano più di 65 anni e 3 meno di 30. Trentasette donne si dichiarano "cattoliche" e, tra queste, 7 "non praticanti" e 9 "atee". Ventisette uomini si dichiarano "cattolici" e, tra questi, 21 "non praticanti". Le ragioni dell'espatrio sono diverse: matrimonio, studi, disoccupazione, dissensi familiari. Il livello di studi non è omogeneo: è inferiore quello degli uomini, la maggior parte dei quali erano manovali prima dell'espatrio. Circa la metà delle donne interrogate esercitano una professione: 12 sono insegnanti liceali, 7 assistenti universitarie; 2 sono portinaie. Tutti gli uomini interrogati sono inseriti in una attività professionale (uno è studente): 4 operai, 2 professori liceali, 43 esercitano professioni diverse (sarti, imprenditori, salumieri, ecc.).

Per quanto concerne la mobilità professionale è opportuno notare che il numero di anni di residenza in Francia è un fattore determinante in quanto proporzionale al grado d'integrazione.

4. *Motivi dell'espatrio e vita professionale*

Qualunque siano le cause, l'espatrio costituisce un passo decisivo. Per 12 donne, sposare un francese rappresenta l'unica occasione e ragione della loro venuta in Francia; 8 sono invece espatriate per ragioni di studio; 25 per motivi economici. Per gli uomini è diverso: la maggior parte di loro sono espatriati per motivi economici; 6 per ragioni politiche. Il "bisogno di cambiamento" è generale; a ciò si aggiunge il fascino di Parigi. L'isolamento e in certi casi la discriminazione hanno spesso reso difficile, nella fase iniziale, l'inserimento malgrado la vicinanza geografica e le affinità culturali, per cui è spiegabile la riconversione socio-professionale e culturale.

5. *La naturalizzazione²*

Il campione è composto da soggetti che hanno ottenuto la nazionalità francese per decreto (o "naturalizzazione" per decisione dell'autorità pubblica, dopo inchiesta ministeriale) e da soggetti che hanno ottenuto la nazionalità francese anche grazie al matrimonio.

I fattori che determinano la domanda di naturalizzazione sono di varia natura: a) le condizioni offerte dal paese d'immigrazione; b) il livello d'integrazione; c) il matrimonio con un cittadino francese; d) l'evoluzione socio-politica del paese d'origine; e) le possibilità d'avvenire per i figli; f) il sentimento d'appar-

² Non esistono finora altri studi sulla naturalizzazione degli italiani in Francia ad eccezione di una mia ricerca: *Les Français d'origine italienne: motivations et mobilité sociale* (doct. de 3ème cycle). Gli aspetti trattati sono: ragioni dell'espatrio, situazione ed evoluzione professionale, valutazioni, utilità della naturalizzazione, modalità e condizioni, rapporti con l'Italia e gli italiani, solidarietà con i connazionali e rientro in Italia.

tenenza alla Francia. Si può supporre che la naturalizzazione sia il primo indice d'integrazione, e paradossalmente si constata che il nazionalismo a favore dell'Italia è più accentuato nel caso dei naturalizzati. Entra in gioco la problematica della perdita di identità culturale (intesa antropologicamente), etnica e nazionale nello spazio monocentrico della metropoli parigina. *L'identità personale come dinamica culturale* è conforme all'immagine di sé, alle caratteristiche che il soggetto si attribuisce, al suo sentimento d'identità rispetto alla società; l'identità come struttura mentale consiste nell'affermare la propria differenza ed allo stesso tempo essere riconosciuto dagli altri. La rappresentazione di sé è intesa poi in rapporto al processo d'integrazione (interiorizzazione delle norme adottate, equilibrio tra conversione ed integrazione e non prevalenza della conversione come nel caso dell'assimilazione).

Chi richiede la cittadinanza francese può essere considerato in linea di massima già assimilato, tanto più che non esiste un particolare squilibrio tra la cultura d'origine e quella dei francesi. Inoltre, la venuta in Francia degli adolescenti (e dei bambini), gli studi universitari, il matrimonio misto sono senza dubbio fattori che tendono a facilitare notevolmente l'assimilazione. Il desiderio d'integrarsi costituisce una sorta di contropartita, mentre la naturalizzazione attribuisce legalmente più diritti — e doveri — sociali, influenzando anche sull'evoluzione politica o ideologica degli interessati.

Si è potuto inoltre osservare che il concetto di "patria" è quasi inesistente. Per molti, infatti, le discriminazioni devono sparire ed è a questa sola condizione che potranno considerarsi — ed essere considerati — cittadini europei, nozione che, *ipso facto*, esclude ogni patriottismo e nazionalismo nell'ambito della Comunità Europea.

Alcuni confessano che la naturalizzazione è un "dovere compiuto", dopo i numerosi anni passati in Francia, anche se in Italia sono visti ancora come italiani. Uno dei criteri dell'assimilazione è la domanda di "francesizzazione" del nome e/o cognome, cioè la traduzione o modifica parziale, che permette di "cancellare" o annullare una differenza intesa come svantaggio rispetto ai nomi francesi. Le donne pensano che modificare il nome non serve a nulla; neanche gli uomini ne vedono l'utilità. Per la maggior parte questo cambiamento di cognome significherebbe né più né meno "rinnegare le origini", il padre in particolare e gli antenati; il fatto invece di mantenere invariato questo segno di alterità, anche simbolica, che il nome denota, può significare il rifiuto dell'assimilazione definitiva, dell'identificazione integrale ai francesi. Appartenere alla comunità francese potrebbe condurli ad assumere un nome (e/o cognome) più in accordo con la lingua francese (se si considera anche che l'uniformità o omogeneità linguistica rappresenta una garanzia per la coesione nazionale).

6. Il questionario e il linguaggio delle risposte

La lingua italiana non è certamente sconosciuta in Francia, anche se gli italiani residenti in Francia parlano il francese giornalmente. Le persone inter-

vistate e quelle interrogate avevano la scelta di rispondere nelle due lingue. Ottantasei hanno risposto in francese, aggiungendo talora alcune espressioni idiomatiche italiane, o dialettali. Alcuni hanno invece mescolato italiano e francese ed altri hanno preferito rispondere integralmente in italiano, forse per dimostrare che, per loro, è tuttora la lingua praticata correntemente, quindi non dimenticata. Si può concludere che l'appartenenza linguistica manifestata sia uno degli indici di continuità e perpetuazione culturale?

Separarsi dai familiari ed amici residenti in Italia non sembra aver provocato un trauma psichico, se si giudica il relativo tiepido desiderio di ritrovare i parenti in Italia o in Francia. Ci si può chiedere se questo fatto sia dovuto al desiderio di mobilità geografica e sociale.

Ciò che l'inchiesta ha rivelato è che, in primo luogo, la mobilità geografica è considerata una "necessità personale", e costituisce quindi decisamente una "scelta". Il fatto di rompere i legami coll'ambiente d'origine non è fatto senza provocare la messa in questione di certi valori culturali e modelli tradizionali.

Se l'emigrazione significa inoltre spersonalizzazione, ne consegue la necessità di ricostituire una nuova affermazione sociale di sé. La volontà di espatriare nasce ovviamente da un calcolo d'interessi d'ordine diverso, tra cui il paragone tra le prospettive di riuscita sociale in Italia e quelle in Francia. Il cosmopolitismo a cui si assiste da molti decenni a Parigi, fa sì che raramente s'incontrino in Francia degli atteggiamenti apertamente ostili nei confronti degli italiani, anche se l'alterità è percepita spesso dai francesi come sinonimo di inferiorità. In tal caso si assiste ad un conflitto di valori: rinunciare alla propria specificità, al fine di percepirsi culturalmente francese, o, al contrario, rifiutare l'assimilazione valorizzando al massimo il patrimonio culturale d'origine. Indipendentemente dalla professione esercitata, la percezione della riuscita professionale è soggettiva, quindi eterogenea.

Volendo definire la "mobilità sociale" come l'evoluzione da una classe sociale ad un'altra, è ovvio che analizzare il livello della mobilità sociale implica parallelamente l'analisi dei concetti di stratificazione sociale e di classe sociale, i quali si definiscono secondo gli usi e costumi, le tradizioni, le ideologie, ecc., per cui si può concludere che la mobilità sociale — teoricamente — non è altro che l'assimilazione culturale (ed ideologica) ad una determinata classe sociale. Ci si può chiedere quale sia l'evoluzione della mentalità degli individui che cambiano di grado in senso ascensionale: adottano o no i modelli e valori propri alla classe sociale cui appartengono, oppure continuano a riferirsi ai modelli e valori della società d'origine? L'appartenenza ad una determinata categoria sociale è interiorizzata come identificazione a tale classe. La dinamica integrativa non obbliga di fatto un naturalizzato ad uniformarsi culturalmente, socialmente, politicamente, al paese ospite; ma se la dinamica integrativa consiste nell'adottare e valorizzare certe scelte, certe usanze che consentono di ridurre l'eterogeneità rispetto al paese d'immigrazione, lo scarto esistente tra queste e quelle del paese d'origine ne risulta accentuato, per cui anche il concetto di patria viene modificato.

7. Rapporti con la società di origine

Basandomi sulle osservazioni formulate da alcuni soggetti, ho potuto osservare il livello dell'evoluzione socio-economica, ed alcuni aspetti della sfera psichica. Che avviene del dualismo d'identità? La divergenza dovrebbe essere minima dato che i soggetti interrogati sono giuridicamente a parità di diritti con gli aborigeni, benché talvolta le discriminazioni razziali a loro riguardo persistano e costituiscano un intralcio all'assimilazione.

L'interazione sociale tra francesi ed italiani sembra costituire una necessità, *conditio sine qua non*, dell'acculturazione: l'isolamento sociale (nonché affettivo) dovuto a fattori socio-culturali e politici (pregiudizio di nazionalità, di classe, di professione), dovuto anche alle eterogeneità linguistiche, alimentari, ecc., può limitare i contatti amichevoli e provocare un isolamento rassegnato.

Durante il periodo di "nazionalizzazione" (benché questo termine sia inteso qui nel senso di adozione dei modelli culturali francesi) la personalità di ognuno viene più o meno modificata per il fatto di aver rimesso in questione le finalità individuali, allo scopo di una più reale integrazione.

Pertanto, se da un lato si nota come alcuni soggetti facciano critiche severe all'ambiente socio-familiare italiano cui appartenevano — critiche che rivelano il disagio in cui hanno vissuto sia a causa di difficili rapporti affettivi con i familiari, che per problemi professionali —, dall'altro queste critiche mascherano più che altro il rammarico, e non certamente l'ostilità. In altri casi si tratta invece di "nostalgia". Esiste infatti una correlazione tra il motivo che ha determinato l'espatrio e l'atteggiamento nei riguardi dell'Italia? Esiste una correlazione tra la durata del soggiorno in Francia e l'atteggiamento nei riguardi dell'Italia?

Dall'indagine risulta che l'espatrio e gli anni di residenza in Francia hanno provocato in certi casi un notevole disinteresse per i problemi specificamente italiani (nazionali o regionali). Data la distanza, giudicano certamente l'Italia con maggior imparzialità e meno passionalmente. In particolare si è potuto osservare che 8 donne non manifestano la minima solidarietà nei riguardi dell'Italia mentre per tutte le altre (42) è il contrario. Essere solidali con l'Italia significa per loro sentirsi ancora vincolati alla famiglia italiana, alla patria, cioè al paese natio. Per quanto riguarda gli uomini, 18 non manifestano solidarietà, e gli altri (32) in maniera parziale.

Il sentimento della doppia appartenenza — all'Italia genealogicamente, alla Francia giuridicamente — dà luogo ad una situazione ambivalente: l'atteggiamento delle persone interrogate sembra oscillare tra tendenze e valori autoescludentesi. Mi risulta, infatti, che certi soggetti si conformano maggiormente a seconda delle opportunità inerenti la loro residenza in Francia.

I rapporti con l'Italia si concretizzano poi in vario modo: corrispondenza, viaggi e soggiorno, scambi culturali, frequentazione di italiani residenti in Francia. Nella maggior parte dei casi si tratta di doveri da compiere, benché sia difficile "rompere i ponti" definitivamente; in altri casi è soltanto il non volersi sentire "definitivamente estranei" a causa dell'espatrio. Non si tratta in alcun

caso d'indifferenza nei riguardi del paese d'origine, degli amici, ecc. Per l'avvenire, per la vecchiaia si nota poi che 26 donne e 29 uomini resteranno in Francia. La situazione professionale, il pluralismo culturale, l'anonimato, il plurilinguismo, il cosmopolitismo di Parigi contribuiscono al "buon morale".

Hanno avuto ragione ad espatriare? Venti donne e 25 uomini pensano che le possibilità professionali in Francia sono più concrete, in particolare per quel che riguarda l'assenza — o quasi — di discriminazione nei riguardi del lavoro femminile, e le possibilità di iscriversi all'Università gratuitamente.

Alcune donne rivendicano la "doppia nazionalità", come conquista di diritto e come effettiva appartenenza all'Europa. Ciò si spiega per il fatto che molti di loro considerano l'"integrazione" un problema, la cui soluzione sarebbe: abolire le frontiere giuridico-geografiche. Il patriottismo rispetto all'Italia è una delle caratteristiche riscontrate soprattutto nelle donne; gli uomini si sono naturalizzati per potersi meglio integrare al paese che "amano ed apprezzano" per la cultura, la storia, lo sviluppo industriale ed economico; per gli immigrati "politici" naturalizzarsi rappresenta una vera e propria "soluzione".

L'immigrazione, qualunque sia la causa, situa l'individuo — a prescindere dalla sua origine sociale — in un contesto sociale nuovo, cosa che produrrà inevitabilmente delle modifiche comportamentali, la cui evoluzione può variare in funzione degli anni trascorsi in Francia, del "clima" e delle circostanze quotidiane. Le persone interrogate frequentano abitualmente i francesi; soltanto in rare occasioni parlano la lingua materna.

La mobilità culturale si manifesta più o meno a seconda del grado professionale e della psicologia, cioè: il temperamento, la ricettività, il livello intellettuale, le scelte, i motivi, l'ambiente quotidiano, la formazione professionale, l'attività hanno indubbiamente influito. Le norme di comportamento e i valori specifici dei francesi tendono a divenire le referenze operanti nel caso dell'assimilazione. Allinearsi ne è la conseguenza, e ciò è dovuto al loro desiderio d'adesione, *modus vivendi* equilibratore.

8. Rapporto tra i naturalizzati ed i francesi

Non è possibile affermare che, da un lato, i francesi considerano i naturalizzati simili a loro, né, da un altro lato, che i naturalizzati s'identificano con i francesi, per il fatto che quest'ultimi dovrebbero logicamente considerarli francesi come loro. È certo, comunque, che l'accoglienza ricevuta ha un ruolo di prim'ordine, come pure le prime impressioni. Indipendentemente poi dalle misure prese a favore degli stranieri, nell'insieme il comportamento della popolazione francese nei riguardi degli immigrati — malgrado un relativo liberalismo — non è sempre scevro d'intolleranza, di xenofobia talvolta reciproche. Il "clima" dei primi contatti con gli autoctoni, sembra essere determinante, sia dal punto di vista professionale che per quel che riguarda la decisione di una più integrale integrazione, fino alla rinuncia della nazionalità italiana.

La maggior parte delle persone interrogate dice di non aver sofferto profondamente all'arrivo in terra straniera — benché certe ragioni formulate dimo-

strino che non è stato facile — e raramente accusano l'atteggiamento dei francesi. Le difficoltà incontrate sono soprattutto d'ordine linguistico. Per quel che riguarda la xenofobia dei francesi, è lecito dire che certe reazioni sono la conseguenza d'una argomentazione logica e sembrano dovute all'influenza dell'opinione pubblica: la presenza d'un numero eccessivo di stranieri può provocare disordini (scioperi, disoccupazione, rivendicazioni sindacali). È soprattutto in seno alla classe operaia che si riscontrano ostilità discriminatorie. Al contrario, i francesi che vedono di buon occhio gli immigrati, in particolare i membri della C.E.E., appartengono alle classi medie e superiori.

Indipendentemente dalle questioni relative alla politica di naturalizzazione ed al suo significato giuridico, l'opinione dei francesi è la seguente: la naturalizzazione significa l'annessione giuridica alla Francia, o/e l'adesione incondizionata alla patria d'adozione.

Quasi tutti i soggetti interrogati si dichiarano solidali coi francesi, tuttavia è opportuno chiedersi a che grado i naturalizzati si sentano parte integrante della Francia. Inoltre, considerando la loro integrazione da un lato, ed i legami culturali ed affettivi col paese d'origine dall'altro lato, si può supporre che si tratti di una doppia appartenenza, di una doppia forma di nazionalismo.

Alla domanda "Chi è?" il naturalizzato può rispondere: sono francese (integrazione); sono italiano (conservazione); sono italo-francese (acculturazione); alla dialettica conflittuale conversione/conservazione (o innovazione/tradizione) preferiscono l'alternativa: sono Europeo, eliminando in tal modo esplicitamente (ma non intimamente) la conflittualità. Aggiungere all'identità italiana o francese, italiana e francese una "nuova" identità nazionale, quella di "cittadino europeo" dimostra la prospettiva di supernazionalità. La problematica degli adolescenti è diversa. L'identità sociale ed individuale è determinata dall'immagine di sé ed insieme dalla volontà di essere socialmente riconosciuti. Ciò implica alcune referenze identificatorie (stato civile, statuto, rango, famiglia, attività, gusti, appartenenza politica). La nazionalità è la coscienza storica della lingua e del territorio comuni; ed è fondamentale a questo livello che si situa il conflitto psichico, superficiale o profondo secondo i casi, secondo le variabili soggettive, non misurabili statisticamente. Il conflitto psichico non è tanto dovuto alla naturalizzazione quanto alla perdita della nazionalità dei genitori.

Se molti pensano che i francesi li considerano dei concittadini come loro, cioè a parità di diritti e di doveri, è lecito affermare che l'atteggiamento manifestato dai francesi — come è stato percepito ed interpretato — ha un notevole effetto psichico.

9. Il processo migratorio e la naturalizzazione

L'immigrazione è in primo luogo un fenomeno di "mobilità geografica". Si può parlare pertanto di "coscienza d'immigrato", d'"identità d'immigrato" propria a tutti gli immigrati? Esiste la solidarietà, il corporativismo tra gli espatriati? Trentaquattro donne pensano che l'immigrazione "è un bene" in senso

culturale, e la "soluzione dei problemi economici"; trentasette uomini sono dello stesso parere. Gli altri pensano invece che "è un male", poiché ciò implica una rottura col paese natio ed una relativa marginalità.

Essere assimilati significa per gli emigrati distinguersi il meno possibile dai francesi. Se da un lato la cittadinanza francese è un fatto interiorizzato come positivo, i soggetti interrogati dovrebbero parlarne senza reticenza. Per la maggior parte delle donne "essere divenute francesi" è un fatto che ha facilitato la riuscita personale. Per la maggior parte degli uomini parlare della loro naturalizzazione è difficile, anche penoso. Ciò lascia supporre che la naturalizzazione costituisce per loro un problema, un fattore di conflitti psichici. Per cui preferiscono esser considerati europei. Ciò non esclude ovviamente le critiche sia verso l'Italia (e gli italiani) che verso la Francia (ed i francesi). Tra l'amore incondizionato per la patria d'origine ed il vincolo al paese che li adotta, patria di "benessere", di "libertà", si può supporre un sentimento di apparente ambivalenza. La nozione di identità (o di etnicità) comporta ovviamente delle implicazioni ideologiche. Il concetto d'identità — inteso come struttura mentale — è polisemico e situazionale; esso implica l'individualità e la collettività, cioè la socializzazione. Il dinamismo integratorio di un naturalizzato comporta una dose di conflittualità psichica. Il conflitto nasce dalla *discordanza* tra identità reale (nazionale) effettiva e identità immaginaria; tra identità sociale ed identità ideale; tra l'identificazione, l'appartenenza alla comunità francese e la differenziazione, l'alterità. In tal caso, come può affermarsi *l'identità* (intesa come dinamismo dialettico)? L'integrazione, garante dell'ordine sociale, appare dunque un compromesso: essere coscienti dei conflitti è la *conditio sine qua non* dell'integrazione; l'appartenenza alla comunità francese produce effetti rassicuranti, ciò che non si verifica nel caso della marginalizzazione egocentrica o del particolarismo estremo. È allora possibile distinguere tra coscienza nazionale e coscienza culturale?

La perdita della nazionalità italiana (intesa come identità nazionale) non coincide ovviamente con la perdita (o col rifiuto) dell'identità culturale italiana e dei valori simbolici legati alla tradizione. Sono queste ipotesi e non conclusioni definitive. Le affermazioni e testimonianze raccolte non possono infatti essere prese in considerazione in senso assoluto, ma temporaneamente, relativamente. E forse, un giorno, saranno magari confutate.

RAFFAELLA DI AMBRA
Parigi

BIBLIOGRAFIA

- F. ALBERONI (1970), *Classi e generazioni*, Bologna.
- F. BRAUDEL (1958), *Histoire et sciences sociales: la longue durée*, «Annales ESC», (13), 4, Paris, A. Colin.
- L. CAVALLI (a cura di) (1971), *Ordine e mutamento sociale*, Bologna.
- R. DI AMBRA (1970), *Les Italiens en France: 1950-1970*, Tesi di Laurea, Paris, EPHE, VI section.
- (1974), *Ceux qui nous sont culturellement plus proches: l'immigration italienne*, «Cahiers de l'actualité religieuse et sociale», 75, 15 mars.
- (1974), *Les Italiens en France: une enquête sur leur acculturation*, «Migrations dans le Monde», CICM, n. 4.
- S. FREUD (1958), *Psychopathologie de la vie quotidienne*, Paris.
- G. GURVITCH (1955), *Déterminismes sociaux et liberté humaine*, Paris.
- F. LANNES (1953), *L'immigration en France depuis 1945*, La Haye.
- M. LOISEL (1967), *Naturalisation et réintégration*, Tesi di Laurea, Tolosa, Paris, ed. Pichon et Durand-Auzias.
- R. PRESSAT (1971), *Démographie sociale*, Paris.
- T. SCHREIBER (1966), *De la résidence à la naturalisation*, «Esprit», (34), 348, avril, pp. 808-825.
- J. VERNANT (1953), *Les réfugiés dans l'après-guerre*, Du Rocher.

Summary

This study, based on a sample survey, considers Italians in France who have become naturalized citizens and gives special emphasis to the role played by French citizenship in the process of their integration and social mobility.

Those interviewed exhibit the sense of a double loyalty: affective and cultural ties with Italy; material and legal ties with France. This situation of ambivalence provokes a wavering between opposing attitudes. Even the notion of "fatherland" is modified, as seen in the fact that many of those interviewed regarding their own national identity said they considered themselves "European" and in this way overcame the conflict between being Italian or French.

Résumé

L'étude basée sur une enquête-témoin, prend en considération les italiens en France, naturalisés français, et en particulier le rôle de la nationalité française dans le processus d'intégration et de mobilité sociale.

On constate chez les interviewés un sentiment de double appartenance, à l'Italie par des liens affectifs et culturels, à la France par des liens matériels et juridiques. Cette situation d'ambivalence provoque des oscillations entre des comportements opposés. Le concept de patrie se trouve donc modifié, et au sujet de l'identité nationale, de nombreuses personnes interrogées répondent se sentir "européens" en éliminant la conflictualité entre être italien ou français.

Immigration, Naturalization and the Constitution*

Introduction

Nothing is more important to the existence of a human community than the definition of its membership.¹ Who is permitted to enter the community's territory and who is kept out? Who is entitled to the rights and benefits of membership and who is excluded? What are the differences in this respect between citizens and aliens? The answers to these questions are of vital importance in the making of nation-states since they shaped cultural as well as political character. For the United States, the country par excellence of immigration, these issues have been particularly salient. To be or to become an American has often been a matter of choice. Choice on the part of both the immigrant and the host society. Entry into the country and access to citizenship have been the occasion for the development of a vast body of law within the framework of the Constitution. Inevitably, it has been affected by the doctrines of the division of powers between the federal government and the states and of the separation of powers among the executive, legislative and judicial branches of the federal government. American law as it defines the status of aliens is to a considerable extent the outcome of the historic dialogue between the various branches of government. The Supreme Court has played a particularly significant role in this process.²

* This essay is based upon a faculty seminar conducted in summer 1985 for Project '87 with the support from the Lilly Endowment of Indianapolis, Inc., and it has been published by American Political Science Association, in *News for Teachers of Political Science*, Summer 1986, p. 50.

The author wishes to acknowledge the generous assistance of his colleagues, Paul L. Murphy and David Weissbrodt, in the preparation of this article.

¹ On membership and community see MICHAEL WALZER, *Spheres of Justice: A Defense of Pluralism and Equality* (New York: Basic Books, 1983), pp. 31-63.

² The basic studies upon which this essay draws are the classic works by MILTON R. KNOVITZ, *The Alien and the Asiatic in American Law* (Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 1946) and *Civil Rights in Immigration* (Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 1953), and the recent monographs by ELIZABETH HULL, *Without Justice for All: The Constitutional Rights of Aliens* (Westport, Ct., Greenwood Press, 1985) and DAVID WEISSBRODT, *Immigration Law and Procedure* (St. Paul, Mn., West Publishing Co., 1984). See also the essay by LEONARD DINNERSFEIN, "The Supreme Court and the Rights of Aliens", *This Constitution*, n. 8 (Fall 1985), pp. 24-35.

This essay will focus upon the major decisions made by government affecting aliens and the constitutional bases for them. These include: 1) the admission and exclusion of aliens; 2) the deportation of aliens; 3) the rights of aliens within the United States; and 4) naturalization and denaturalization.

Whom Shall We (Not) Welcome? The Admission and Exclusion of Aliens

During the first century of its existence, the American Republic welcomed with minimal restraint or regulation all comers. The happy conjunction of democratic ideology, territorial expansion and economic growth sustained the belief and reality of this land as an asylum for the oppressed of the world. By the time Emma Lazarus gave classic expression to that ideal, however, many Americans were having second thoughts about the desirability of unrestricted immigration. Indeed, while the Statue of Liberty was being raised in New York harbor, the first federal restrictive legislation was being enacted. A law of 1875 had excluded prostitutes and convicts, but it was the Immigration Act of 1882 that established the preeminent authority of the federal government in this sphere.³ In the absence of federal action, certain states had sought to regulate immigration during the nineteenth century. However, the Supreme Court struck down such laws as unconstitutional since they violated the exclusive power of the Congress over foreign commerce. In *Henderson v. Mayor of New York* (1875), the Court observed that "this whole subject [of immigration] has been confided to Congress by the Constitution", and called upon Congress to assume its responsibility in this regard.⁴ Not surprisingly, the statute of 1882 was upheld as a legitimate exercise of congressional authority under the commerce clause.⁵

The Constitution itself is silent on the subject of immigration beyond the provision that the importation of slaves or indentured servants was not be prohibited before 1808. In the 1880s, however, the Supreme Court discovered extra-constitutional grounds for enhancing the power of the federal government over aliens. The Chinese Exclusion Act of 1882 denied admission to Chinese laborers for a period of ten years; subsequent laws extended and tightened this prohibition which was made permanent in 1902. Challenges to these statutes provided the Court with the opportunity to enunciate the doctrine that the federal government had unlimited power over the exclusion of aliens

³ The history of immigration legislation can best be followed in E.P. HUTCHINSON, *Legislative History of American Immigration Policy, 1798-1965* (Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1981); also MARION T. BENNETT, *American Immigration Policies: A History* (Washington, D.C., Public Affairs Press, 1963) and WILLIAM S. BERNARD, "Immigration: History of U.S. Policy", in *Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups* (Cambridge, Ma., Harvard University Press, 1980), pp. 486-495.

⁴ *Henderson v. Mayor of New York*, 92 U.S. 259 (1875). Earlier was *Passenger Cases*, 48 U.S. 283 (1849).

⁵ *Head Money Cases*, 112 U.S. 580 (1884).

as an incident of national sovereignty. The clearest statement of this doctrine was in *Nishimura Ekiu v. United States* (1892):

«Every sovereign nation has the power, as inherent in sovereignty, and essential to self-preservation, to forbid the entrance of foreigners within its dominions, or to admit them only in such cases and upon such conditions as it may see fit to prescribe».⁶

However, the doctrine of sovereignty had previously been invoked in the *Chinese Exclusion Case* (1889) as the exercise of "the right of self-preservation" which justified the exclusion of foreigners even on the basis of race.⁷ In this and other decisions, the Court held that such questions regarding immigration involved the sphere of foreign relations wherein the political branches enjoyed plenary power beyond judicial scrutiny. Here, then, is the origin of the deferential stance of the courts, particularly with respect to the Congress, in immigration matters that was to prevail for the following century.

Armed with such *carte blanche*, the federal government from the 1880s on pursued an increasingly selective immigration policy, particularly through the exclusion or deportation of those immigrants thought undesirable. Among those in that category specified by Congress were criminals, paupers, persons likely to become public charges, mental defectives, persons with diseases or physical defects, immoral persons (prostitutes and procurers), subversives (anarchists, Communists, etc.), contract laborers, racial and ethnic groups, illiterates and narcotics violators. There are now some thirty classes of excludable aliens. Such qualitative restrictions, however, have been in most cases of dubious efficacy, because of difficulty of enforcement. Certainly the number of those excluded has been minuscule compared with the volume of immigration. Between 1892 and 1954 while over 24 million immigrants entered the country, only 610,000 were rejected, about 2.5 percent of the total. Of course, these statistics do not reveal how many were dissuaded from emigrating because of the barriers that had been raised. By contrast, the quantitative limits instituted by the Immigration Act of 1924 dramatically reduced the volume of arrivals.

Nativism, racism and anti-radicalism encountered no obstacle in the judiciary as Congress wrote into law their animus against Asians and southern and eastern Europeans, against Catholics and Jews, against anarchists and Communists.⁸ The Act of 1882 that excluded laborers from China was in response

⁶ *Nishimura Ekiu v. U.S.*, 142 U.S. 651 (1892).

⁷ *Chae Chan Ping v. U.S.*, 130 U.S. 581 (1889); aka The Chinese Exclusion Case.

⁸ JOHN HIGHAM, *Strangers in the Land: Patterns of American Nativism, 1860-1925* (New Brunswick, N.J., Rutgers University Press, 1955, and subsequent editions) remains the basic study; see also GEORGE M. FREDERICKSON and DALE T. KNOBEL, "Prejudice and Discrimination, History of", in *Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups*, pp. 829-847; ROGER DANIELS, *The Politics of Prejudice: The Anti-Japanese Movement in California and the Struggle for Japanese Exclusion* (Berkeley, University of California Press, 1962); STUART C. MILLER, *The Unwelcome Immigrant: The American Image of the Chinese, 1785-1882* (Berkeley, University of California, 1969).

to the virulent anti-Chinese movement. When the Japanese began arriving in modest numbers, fear of the "Yellow Peril" resulted in the Gentleman's Agreement of 1907 to keep them out. By the Act of 1917, other Asians were excluded with the establishment of the Barred Zone. The provision of the Immigration Act of 1924 that excluded aliens ineligible for citizenship was aimed particularly at the Japanese. The culmination of several decades of nativist agitation over the allegedly evil consequences of the influx of Slavs, Jews and Italians, this law also established the national origins system that favored northern and western Europeans over southern and eastern Europeans. Earlier attempts to stem the tide through establishing a literacy test and the quota act of 1921 had failed. During and after World War II, a surge of democratic idealism resulted in the elimination of the racial criteria for admission and naturalization. However, the Immigration and Nationality Act of 1952 kept intact the odious national quota system until it was finally done away with by the Act of 1965. In the enactment of these racist policies, the executive branch served to moderate somewhat the more extreme impulses of the Congress. Several presidents vetoed the literacy test prior to its passage over Wilson's negative, and Truman unsuccessfully opposed the McCarran-Walter Act of 1952. Because of its self-denying posture, the Supreme Court, however, had practically no influence upon immigration policy with respect to the questions of admission or exclusion.

In the twentieth century, the basis of exclusion shifted from race to belief. Following the shooting of President McKinley, the Anarchist Act of 1903 denied entry to anarchists or persons who believed in or advocated the overthrow by force or violence of the government of the United States or the assassination of public officials. Challenged as in violation of free speech and press, the Court upheld the law ruling that such "political questions" were beyond judicial review and that aliens seeking entry were not entitled to First Amendment protection.⁹ During recurring "Red Scares", the Congress further enumerated political beliefs, activities and memberships for which aliens were to be excluded.¹⁰ The Internal Security Act of 1950 barred members of affiliates of the Communist Party or other "subversive" organizations as well as aliens whose entry would be "prejudicial to the public interest or would endanger the welfare or society of the United States". The Immigration and Nationality Act of 1952 gave discretionary authority to the Attorney General and to consular officials to deny visas to persons with such sinister intent. Reflective of Cold War mentality, aliens were excluded and kept in indefinite detention without a hearing on the basis of confidential information available only to the Attorney General.

⁹ U.S. *ex rel. Turner v. Williams*, 194 U.S. 279 (1904).

¹⁰ HIGHAM, *Strangers in the Land*; WILLIAM PRESTON, JR., *Aliens and Dissenters: Federal Suppression of Radicals, 1903-1933* (New York, Harper & Row, 1966); PAUL L. MURPHY, *World War I and the Origin of Civil Liberties in the United States* (New York, W.W. Norton, 1979); PETER L. STEINBERG, *The Great "Red Menace" United States Prosecution of American Communists, 1947-1952* (Westport, Ct., Greenwood Press, 1984).

In several cases involving such abuses, the Supreme Court reaffirmed that excluded aliens had no claim to First Amendment rights or to Fifth Amendment due process.¹¹ Speaking for the majority, in *U.S. ex rel. Knauff v. Shaughnessy*, Justice Minton put it succinctly: "Whatever the procedure authorized by Congress is, it is due process as far as an alien denied entry is concerned".

Refugees as a special class of aliens seeking entry have become an issue in American immigration policy only in recent decades. Throughout the nineteenth century, political and religious exiles arrived along with economic immigrants. The restrictive immigration legislation of the twenties made no special provision for refugees, and during the thirties no exceptions were made to the harsh quota system for those fleeing Nazi Germany. Following World War II, the Displaced Persons Act of 1948 and subsequent laws facilitated the entry of almost three-quarters of a million refugees between 1946 and 1965. However, the definition of refugee during these years was restricted to exiles from Communist countries or from the Middle East, a definition that clearly reflected foreign policy concerns. While failing to ratify the United Nations Convention Relating to the Status of Refugees (1951), the United States did in 1968 accede to the Protocol that defined a refugee as "Any person who owing to well-founded fear of being persecuted for reasons of race, religion, nationality, membership of a particular social group or political opinion, is outside the country of his nationality...". But neither this international agreement nor the Refugee Act of 1980 which adopted the above definition brought about a substantial change in American refugee policy.¹²

While the United States admitted as many refugees as the rest of the world combined during the period 1975-1980, it continued to be generous in granting asylum to those from Communist countries but not so to those from rightist tyrannies. Soviet Jews, Vietnamese and Cubans have readily been given refugee status, while Haitians and Salvadorans have been treated as illegal immigrants. Nor have the courts spoken decisively on the pivotal issue of who is a refugee. In *INS v. Stevic* (1984), the Supreme Court held that the standard of proof for withholding deportation, "clear probability of persecution", had not been superseded by the "well-founded fear of persecution" language of the Refugee Act of 1980.¹³ The Court concluded that Congress, in ratifying the U.N. Pro-

¹¹ *U.S. ex rel. Knauff v. Shaughnessy*, 338 U.S. 537 (1950); *Shaughnessy v. Mezei*, 345 U.S. 206 (1953). See also the discussion of these cases in KONVITZ, *Civil Rights in Immigration*, pp. 46-51, and HULL, *Without Justice for All*, pp. 54-58.

¹² ROGER DANIELS, "American Refugee Policy in Historical Perspective", in J.C. JACKMAN and CARLA BORDEN, eds., *The Muses Flee Hitler: Cultural Transfer and Adaptation, 1930-1945* (Washington, D.C., Smithsonian Institution Press, 1983), pp. 61-77; BARONESS ELLES, *International Provisions Protecting the Human Rights of Non-Citizens* (New York, United Nations, 1980); RICHARD B. LILICH, *The Human Rights of Aliens in Contemporary International Law* (Dover, NH, Manchester University Press, 1984); HULL, *Without Justice for All*, pp. 115-122.

¹³ *Immigration and Naturalization Service v. Stevic*, v. 12, n. 45 (1984), pp. 33-34, 41, (1984); *Migration Today*, 104 S. Ct. 2489.

toloc and enacting the Refugee Act, had not meant to change the law or procedures on the basis of which deportation decisions were made. However, in *Stevic*, the Court limited its findings to the issue of deportation, and did not address the question of the burden of proof required for political asylum. The U.N. Protocol and the Refugee Act define the grounds for applying for asylum, but do not establish a right to be granted asylum. The extension of asylum is at the discretion of the INS which the courts have accepted unless "arbitrary, capricious, or an abuse of discretion". The INS, at least with respect to friendly regimes, has not viewed general lack of freedom or abuse of human rights in the alien's native country as grounds for asylum, but has required evidence that the individual himself will run a "clear probability of persecution" upon return. The Supreme Court has yet to address directly the meaning of the phrase "well-founded fear of persecution" with respect to requests for asylum.

The Haitians are the prime example of the arbitrariness with which asylum has been granted.¹⁴ In 1972, they began arriving in small boats on the Florida coast, fleeing bitter poverty and despotism of the Duvalier regime. The INS has consistently classified these boat people as economic refugees and denied them asylum. Both friendly relations with the government of Haiti and racial bigotry (Haitians are black) inspired efforts to repel and expel them under both the Carter and Reagan administration. Since the Haitians were already on American soil, they could request a formal deportation proceeding. However, the INS, intent on deporting them as quickly as possible, rode roughshod over such niceties, utilizing harsh measures including mass incarceration. A class action suit resulted in the finding by Judge James King of the U.S. District Court in Florida that the Haitians had been subject to relentless discrimination and massive violation of their rights by the INS.¹⁵ "Haitians who came to the United States seeking freedom and justice did not find it", King declared, noting that asylum applicants had been denied Fifth Amendment due process and equal protection. In subsequent cases, the courts, discerning a pattern of continuing discriminatory treatment of Haitians, have insisted upon strict standards of fairness in exclusion hearings and even-handed enforcement. However, the courts did not call into question the constitutionality per se of the prolonged detention of Haitians.

¹⁴ ALEX STEPICK, "Haitian Boat People: A Study in the Conflicting Forces Shaping U.S. Immigration Policy", *Law and Contemporary Problems*, 45 (Spring 1982), pp. 163-196; DAVID M. REIMERS, *Still the Golden Door: The Third World Comes to America* (New York, Columbia University Press, 1985); HULL, *Without Justice for All*, pp. 127-142.

¹⁵ *Haitian Refugee Center v. Civiletti*, 503 F. Supp. 442 (1980). Although on appeal to the Circuit Court, Judge King's findings that the Haitians had been victims of discrimination on the basis of national origin and thus denied equal protection were declared too sweeping, the upper court did affirm King's conclusion that the INS accelerated program of processing Haitian asylum and deportation cases deprived them of due process of law. *Haitian Refugee Center v. Smith*, 676 F.2d 1023 (1982).

Under the Reagan administration, an interdiction program was initiated in 1981 to intercept boats between Haiti and Florida suspected of transporting Haitians to the United States. Those carrying persons without an exit permit from Haiti were turned back. This program may have been in violation of the U.N. Protocol and the 1980 Refugee Act both of which prohibit the return of an alien to a country where his life or freedom might be endangered. The INS has taken the position that since these actions take place on the high seas they are beyond the jurisdiction of domestic law and the boat people are not entitled to a formal and fair hearing as required by the Immigration and Nationality Act. No effective challenge has been brought against the interdiction program in the courts. The Reagan administration also reinstated a detention program for undocumented aliens pending hearings on their petitions for asylum, rather than paroling them as had been the long-standing practice. Once again the Haitians were singled out for indefinite incarceration. The policy has occasioned a number of class action suits on behalf of Haitian aliens contending that it was being applied in a discriminatory fashion and thus denied them equal protection under the Fifth Amendment's due process clause. While the matter has yet to reach the Supreme Court, the Eleventh Circuit in 1984 ruled that the decision to parole or detain was an integral part of the admissions process, and the congressional grant of discretionary authority to the Attorney General permitted discrimination on the basis of national origin in making such decisions.¹⁶ Nor could the Haitian plaintiffs claim equal protection rights under the Fifth Amendment since the Court concluded: "Excludable aliens cannot challenge the decisions of executive officials with regard to their applications for admission, asylum, or parole on the basis of the rights guaranteed by the United States Constitution". However, it went on to say, aliens do have rights to whatever procedures Congress and the executive branch have established, and the courts have authority to review the exercise of discretion by executive officials. The Court held out a glimmer of hope to the alien: "While the courts must give proper deference to the plenary power of the political branches to regulate the admission of aliens into our country, the foreigner who comes to our shores with hopes of gaining entry does not stand altogether outside the protection of our laws".

Historically, however, the judiciary has been a slender reed for the alien to lean on in his quest for American freedom and justice. At the gates of the Promised Land, he found that the liberties expounded in the Constitution were not his to enjoy. As Justice Murphy reluctantly recognized: "The Bill of Rights is a futile authority for the alien seeking admission for the first time to these shores".¹⁷ Having created the doctrine of the untrammelled power over immigration of the federal government, derived from sovereignty and vested in the political branches, the Supreme Court found its hands tied with respect to the issues of admission or exclusion.

¹⁶ *Jean v. Nelson*, 727 F.2d 957 (1984).

¹⁷ *Bridges v. Wixon*, 326 U.S. 135 (1945).

Getting Rid of "Undesirables": Deportation

Once having entered the United States, aliens were not assured of being allowed to remain. A substantial number have been deported, and many more have left through "voluntary departure" under threat of deportation.¹⁸ For those who remained, the fear of being deported even after decades of residence could cast a shadow over their lives. Deportation was first authorized by the Aliens Act of 1798 which gave the president power to expel "all such aliens as he shall judge dangerous to the peace and safety of the United States". Jefferson attacked the measure for vesting unconstitutional power in the executive and for depriving aliens of due process, but in fact no one was deported and the act was allowed to expire. Not until the 1880s was deportation again adopted, now directed at Chinese laborers and immigrants who violated the contract labor law. The Immigration Act of 1891 provided for the deportation of aliens who entered in violation of the law or who became public charges within one year of arrival. From these beginnings, the scope of deportation law has expanded until there are now some 700 grounds for expulsion.¹⁹

The Supreme Court sustained the federal government's power of deportation as equivalent to its power of exclusion. In the landmark case, *Fong Yue Ting v. United States* (1893), the Court ruled: "The right to exclude or to expel all aliens, or any class of aliens, ... being an inherent and inalienable right of every sovereign and independent nation, essential to its safety, its independence and its welfare... [is] absolute and unqualified".²⁰ This power was vested in the political branches of the government, and particularly the Congress. For the majority, Judge Gray went on to observe that deportation was not a punishment for crime or banishment, but simply the return of an alien to his country of origin; it followed then that the deportee: "has not, therefore, been deprived of life, liberty or property, without due process of law; and the provisions of the Constitution, securing the right of trial by jury, and prohibiting unreasonable searches and seizures, and cruel and unusual punishments, have no application". Since the conditions under which aliens were to be permitted to remain was for the political branches to decide, the judiciary could not sit in judgment regarding the wisdom or justice of measures adopted by the Congress dealing with deportation. Here, then, was the full-blown doctrine of the plenary power of the Congress over aliens both within as well as outside our gates. From it would flow the constitutional law which defined the status of aliens within American society.

In a vigorous dissent, Justice Brewer attacked the doctrine of inherent power, observing that other governments might have elastic powers, but "ours

¹⁸ Between 1892-1954, of 5,416,313 aliens who have been expelled, only 443,210 were actually deported, the balance were "required to depart". BENNETT, *American Immigration Policies*, p. 340.

¹⁹ KONVITZ, *The Alien and the Asiatic in American Law*, pp. 46-78; KONVITZ, *Civil Rights in Immigration*, pp. 93-131.

²⁰ *Fong Yue Ting v. U.S.*, 149 U.S. 698 (1893).

are fixed by a written constitution". The Constitution did not grant Congress the power to expel, and deportation, Brewer insisted, was punishment, "often-times most severe and cruel". The alien, therefore, was entitled to due process of law and the protection of the Bill of Rights in deportation proceedings. Other justices at the time and since have concurred with Justice Brewer, but they have remained in the minority.

In the Japanese Immigrant Case (1903), the Court reaffirmed the absolute power of the Congress to deport, but asserted the alien's right to procedural due process during deportation proceedings.²¹ A "fair hearing", not a judicial hearing, was sufficient to satisfy this "modicum of due process". In effect, this meant that immigration officials had responsibility for the investigative, prosecuting and adjudicating functions in such hearings. Even the procedural safeguards of an impartial hearing and clear evidence of deportability applied only to the actual deportation proceedings. Of those apprehended, the great majority chose "voluntary departure". The expense of an attorney, the complexity of the law and, for many, the language barrier all conspired to make a "fair hearing" for the alien highly improbable. Whatever the good intentions of the courts, for most the deportation process was arbitrary and summary. By defining deportation as not a form of punishment, the Court stripped the alien of constitutional protection.

In the twentieth century, deportation has been used increasingly to rid the country of undesirable aliens. In 1903, anarchists or persons who believed in or advocated anarchistic ideas were made deportable as were persons engaged in prostitution in 1910. World War I generated a spirit of xenophobia which culminated in the "Deportations Deliriums" of 1919-20. The Immigration Act of 1917 provided for the expulsion of anarchists, criminals and persons engaged in prostitution regardless of how many years they had been in the country, while the Anarchist Act of 1918 amplified the grounds for the deportation of radicals. At the height of the "Red Scare", the Immigration Act of 1920 prescribed the deportation of aliens convicted of violations of the wartime Sedition and Espionage or Selective Service acts.²² In *Mahler v. Eby* (1924), Chief Justice Taft validated this law as an exercise of the "sovereign power necessary for the safety of the country".²³ Since deportation was a civil proceeding, the constitutional prohibition of *ex post facto* laws had no effect. Meanwhile, the Court upheld the deportation of an alien arrested on the charge of violating Pennsylvania's sedition law, although he had not been convicted of a crime or accused of unlawful entry into the country.²⁴ Moreover, the Fourth Amendment prohibition of unreasonable searches and seizures did not apply

²¹ The Japanese Immigrant Case, 189 U.S. 86 (1903).

²² PRESTON, *Aliens and Dissenters*; MURPHY, *World War I and the Origins of Civil Liberties*; KATE HOLLADAY CLAGHORN, *The Immigrant's Day in Court* (New York, Harper and Brothers, 1923), pp. 305-468; WILLIAM C. VAN VLECK, *The Administrative Control of Aliens* (New York, The Commonwealth Fund, 1932), pp. 3-22.

²³ *Mahler v. Eby*, 264 U.S. 32 (1924)

²⁴ *U.S. ex rel. Bilokumsky v. Tod*, 263 U.S. 149 (1923).

in cases involving deportable aliens. Although the number of persons actually deported during the Palmer raids was relatively small, thousands of "foreigners", aliens and citizens alike, were seized, detained and abused without due process of law and in violation of their civil rights. As Kate H. Claghorn commented, "the deportation proceedings of 1919-1920 realized many of the possibilities of oppression and lawlessness in the discretionary powers of the immigration officials and indefiniteness of the immigration law...".²⁵ The Supreme Court posed no effective resistance to such flagrant infringements upon constitutional guarantees.

Again in the 1940s and 1950s, fear of subversives produced a rash of statutes further expanding grounds for deportation. In *Kessler v. Strecker* (1939), the Court held that membership of aliens in the Communist Party at the time of arrest, but not former membership, justified deportation.²⁶ The following year, Congress passed the Alien Registration Act that made Communist membership at time of entry or at any time thereafter a basis for expulsion. During the forties, the civil libertarian point-of-view prevailing on the Court was expressed in deportation cases. In a celebrated case involving the labor leader Harry Bridges, Justice Douglas for the majority affirmed that resident aliens were entitled to freedom of speech and press.²⁷ He also came close to defining deportation as a punishment, describing it as a serious "penalty". Although the Court reversed the judgment for deportation, it avoided the larger constitutional question regarding the power of government to deport aliens. In a concurring opinion, however, Justice Murphy denounced the assumption by the Congress of plenary power to deport aliens in violation of the Bill of Rights as "obnoxious and intolerable". "Once an alien lawfully enters and resides in this country", Murphy asserted, "he becomes invested with the rights guaranteed by the Constitution to all people within our borders".

Such liberal sentiments, however, were soon blighted by the Cold War. With McCarthyism triumphant, the 1950s witnessed a renewed assault upon the rights of aliens. The Internal Security Act of 1950 made membership in the Communist Party at any time on the part of resident aliens a deportable offense. When several Communists arrested under the provision filed for *habeas corpus*, the Court ruled that Congress had plenary power over whether aliens should be allowed to remain or not, and further that this power "may be exercised through administrative process without judicial review".²⁸ On the same day, the Court ordered three persons deported under the Alien Registration Act of 1940, rejecting the claim that their rights under the First and Fifth

²⁵ CLAGHORN, *The Immigrant's Day in Court*, p. 466.

²⁶ *Kessler v. Strecker*, 307 U.S. 22 (1939).

²⁷ *Bridges v. Wixon*, 326 U.S. 135 (1945). KONVITZ has an extensive discussion of this case in *Civil Rights in Immigration*, pp. 114-122.

²⁸ *Carlson v. Landon*, 342 U.S. 524 (1952). On the impact of the Cold War on the Constitution, see PAUL L. MURPHY, *The Constitution in Crisis Times, 1918-1969* (New York, Harper & Row, 1972), pp. 279-309.

Amendments had been violated and that the law was *ex post facto*.²⁹ For the majority, Justice Jackson asserted that an alien had no vested right to remain since he was here at the hospitality of the government which could terminate his stay at will. In a vigorous dissent, Justice Douglas countered that the right to deport was an implied power, while the right to life and liberty were express rights; why, therefore, should the former take precedence over the latter? Douglas maintained that deportation was indeed punishment since it "may deprive a man and his family of all that makes life worthwhile". In the same vein, the Immigration and Nationality Act of 1952, passed over President Truman's veto, broadened the definition of political grounds for exclusion and deportation, e.g., membership in or affiliation with "subversive organizations". It also gave the Attorney General vast discretionary powers to deport any alien engaged in activities "prejudicial to the public interest" or "subversive to the national security", and abolished all statutes of limitation regarding deportation and made the grounds for deportation retroactive. In his veto message, President Truman denounced these provisions as "worse than the infamous Alien Act of 1798" and "inconsistent with our democratic ideals".³⁰

In *Galvan v. Press* (1954), the Court sustained deportation on the basis of mere membership in the Communist Party at some time in the past with no need on the part of the government to prove advocacy.³¹ In a concurring opinion, Justice Frankfurter ruminated on the "harsh incongruity" of the alien's right to protection under the due process clause and deportation without the opportunity to prove that he was unaware of the Communist Party's advocacy of violence. Was it beyond the power of Congress to deport an alien duped into joining the Party, especially since he had done so prior to the passage of the law making it a deportable offense? In the end, Frankfurter pulled back from such unorthodox reasoning, since the Court was not "writing on a clean slate" but dealing with a volume of precedents affirming the plenary power of Congress over immigration. The *Galvan* case added yet another nail to the coffin of the alien's constitutional rights. As Terry June Helbush put it, the Supreme Court decisions in the anti-Communist cases "form a bulwark against a Fifth Amendment challenge to immigration laws". Helbush described the vulnerable status of the alien succinctly: "The fact of a person's alienage has allowed the Congress to punish him for otherwise constitutionally protected behavior and to deport him for behavior shaped by American society".³²

Undocumented aliens have also been targeted repeatedly for deportation drives, especially in times of economic or political stress. For most of our history,

²⁹ *Harisiades v. Shaughnessy*, 342 U.S. 580 (1952).

³⁰ The text of President Truman's veto is in KONVITZ, *Civil Rights in Immigration*, pp. 159-171.

³¹ *Galvan v. Press*, 347 U.S. 522 (1954).

³² TERRY JANE HELBUSH, "Aliens, Deportation and the Equal Protection Clause: A Critical Reappraisal", *Golden Gate University Law Review*, 6 (Fall 1975): 27, 58. This (pp. 23-77) is an excellent analysis of deportation policy from which I have drawn liberally.

the northern and southern borders were open; untold numbers entered and left the country without official let or hindrance. Not until the 1920s were border patrols established in an effort to regulate entries from Canada and Mexico. Large-scale extra-legal migrations, however, especially from the south, continued with only sporadic efforts to round-up and repatriate the *sin papeles*. With the onset of the great Depression, nativists called for the mass deportation of aliens as a solution to the unemployment problem. Hoover's Secretary of Labor William N. Doak launched a national campaign to rid the country of foreign criminals, radicals and illegal aliens. Mexicans were the particular object of the expulsions of the early thirties, during which it is estimated that perhaps a half million were "returned" to Mexico, including many naturalized and native-born United States citizens. While termed "repatriation", the coercion and hostility accompanying such departures made them akin to deportation. Mexican-American labor leaders were especially subjected to deportation efforts by the Bureau of Immigration. These scenes were repeated during the recession of the early 1950s when the commissioner of the INS, Lieutenant General Joseph M. Swing, launched a military-style "Operation Wetback". In 1953, the INS claimed to have deported 875,000 Mexicans and, in 1954, over a million; however, these figures were inflated and included "voluntary departures". In these campaigns to deport "illegals", the INS used mass round-ups and dragnets in workplaces and barrios, entering factories and homes without warrants, searching and seizing persons, and holding them in detention without counsel, resulting in the violation "of the civil rights of United States residents on a wholesale basis".¹¹

During the 1970s, the fear that "we've lost control of our borders", inspired a renewed effort to apprehend and deport illegal immigrants. Recent court cases have tested the extent to which persons suspected of being undocumented aliens are entitled to the protection of the Constitution. While the Fourth Amendment right against unreasonable searches and seizures has been said to apply to all persons within the United States, the Supreme Court in fact sanctioned extraordinary procedures by the INS with respect to the apprehension, detention and expulsion of illegal aliens. In *U.S. v. Martinez-Fuerte* (1976), the Court upheld the authority of INS officers to halt vehicles without warrants and to search for undocumented aliens within one hundred miles of the border.¹² It only required that the checkpoints be "reasonably located", the stops "routinely conducted", and the interrogation "brief". The fact that most of the persons checked were of "apparent Mexican descent" was found to be unobjectionable. In a related case involving the use by the INS of roving

¹¹ HULL, *Without Justice for All*, pp. 79-114; WEISSBRODT, *Immigration Law and Procedure*, pp. 71-95; RODOLFO ACUNA, *Occupied America: A History of Chicanos*, 2d ed. (New York: Harper & Row, 1981), pp. 123-189; FRANCISCO E. BALDERAMA, *In Defense of La Raza: The Los Angeles Mexican Consulate and the Mexican Community, 1919 to 1936* (Tucson, University of Arizona Press, 1982), pp. 15-36.

¹² *U.S. v. Martinez-Fuerte*, 428 U.S. 543 (1976).

patrols to stop vehicles and search for illegal aliens, the Court found "Mexican appearance" to be relevant factor, if not a sufficient basis for stopping all Mexican-Americans and asking them if they were aliens." In 1984, the Court upheld the constitutionality of Area Control Operations by the INS, i.e. dragnet sweeps of workplaces and gathering places in the search for undocumented aliens.³⁶ Since the apprehension of undocumented aliens was a civil, not criminal, proceeding, officials could act on the basis of anonymous information armed with administrative warrants. Thus the Court has applied "relaxed" Fourth Amendment standards in measuring the constitutionality of government actions with respect to undocumented aliens, according to a most elastic criterion of "reasonableness".

In the case of deportations, the doctrine of the plenary power of Congress over aliens, even of many years of residence in the United States, has deprived them of the substantive freedoms which are guaranteed to all *persons* by the Constitution. Because of its emasculating deference to the political branches with respect to immigration and the fiction that deportation is not punishment, the Supreme Court has acquiesced in these blatant violations of human rights.

The Rights and Wrongs of Aliens Within the United States

What have been the rights of aliens within the United States under the Constitution? The Constitution appears to speak clearly to this point. The only disability visited upon aliens is the requirement of citizenship for the offices of president, senator and congressman. The various constitutional guarantees of civil liberties and rights refer to "people" or "persons", not citizens. The Supreme Court in *Yick Wo v. Hopkins* (1886) declared that due process of law and equal protection of the laws are secured to all persons regardless of race, color or nationality by the "broad and benign provisions of the Fourteenth Amendment".³⁷ However, the decision did not explicitly include discrimination on the basis of alienage as illegal. In the years that followed, the Court sustained legislation by the States that excluded aliens from certain occupations, prohibited their ownership of land, and denied them equal access to public services and resources.

In the late nineteenth century, the nativist mood expressed itself in the proliferation of statutes discriminating against aliens. In various states, they were denied licenses to peddle or operate pool halls, prohibited from hunting wildlife or carrying firearms, excluded from selling liquor or soft drinks, etc. In 1946, Milton Konvitz enumerated some sixty-five occupations or profes-

³⁶ *U.S. v. Brigoni-Ponce*, 422 U.S. 873 (1975).

³⁷ *INS v. Delgado*, 104 S. Ct. 1758 (1984).

³⁸ *Yick Wo v. Hopkins*, 118 U.S. 356 (1886).

sions restricted to citizens or declarants for citizenship by state laws.³⁸ Among these were barber, chiroprapist, fish breeder, manicurist and funeral director. As Simona F. Rosales commented: "Such states do not trust aliens with animals, a corpse, or even a person's hair or beard".³⁹ While designed to exclude potential competitors, these laws also expressed invidious attitudes regarding the moral and civic qualities of aliens.

The Supreme Court consistently found alienage constitutionally permissible grounds for discriminating among individuals if a "rational relationship" could be established between the restriction and a legitimate state responsibility.⁴⁰ The Court accepted arguments based on the police power of the states and their right to reserve public monies or resources for the enjoyment of their citizens. In an early and oft-cited decision, *Truax v. Raich* (1915), an Arizona statute that required no more than 20 percent of the labor force of private firms be aliens was found unconstitutional.⁴¹ The Court declared that a state may not exclude aliens from the common occupations of the community since denying them a livelihood infringed upon the federal government's exclusive power over immigration. It also found the law to be a denial of equal protection, since the state failed to demonstrate a "special public interest" in excluding aliens from a particular business. The courts however, failed to apply such stringent tests consistently to state discrimination against aliens. As Elizabeth Hull put it, *Truax's* findings were "swallowed by the exceptions".⁴² Not until 1948 did the Court again cite both equal protection and federal preemption over immigration in striking down a California law that denied a commercial fishing license to persons ineligible for citizenship.⁴³ The Court did not invalidate another state law discriminating against aliens until 1971.

The English common law doctrine excluding aliens from owning or inheriting land was inherited by the colonists and incorporated into the laws of the various states. In *Hauenstein v. Lynham* (1879), the Supreme Court ruled

³⁸ KONVITZ, *The Aliens and the Asiatic in American Law*, pp. 148-211; ELIZABETH HULL, "Resident Aliens and the Equal Protection Clause: The Burger Court's Retreat From *Graham v. Richardson*", *Brooklyn Law Review*, 47 (Fall 1980), pp. 1-42; JOSE A. RIVERA, "Aliens under the Law — A Legal Perspective", *Employee Relations Law Journal*, 3 (Summer 1977), pp. 12-37; SIMONA F. ROSALES, "Resident Aliens and the Right to Work: The Quest for Equal Protection", *Hastings Constitutional Law Quarterly*, 2 (Fall 1975), pp. 1029-1064.

³⁹ ROSALES, "Resident Aliens and the Right to Work", p. 1037.

⁴⁰ *Heim v. McCall*, 214 N.Y. 629 (1915), sustaining a New York law which prohibited the employment of aliens on public works; *Patsone v. Pennsylvania*, 232 U.S. 138 (1914), sustaining a Pennsylvania law which limited the permission to hunt wildlife and to carry firearms to citizens; *Ohio ex. rel. Clarke v. Deckebach*, 274 U.S. 392 (1927), sustaining a Cincinnati ordinance which prohibited the issuance of licenses to conduct poolrooms and billiard rooms to aliens.

⁴¹ *Truax v. Raich*, 239 U.S. 33 (1915).

⁴² HULL, "Resident Aliens and the Equal Protection Clause", p. 9.

⁴³ *Takabashi v. Fish and Game Commission*, 334 U.S. 410 (1948).

that ownership of land by aliens was a privilege, not a right, and one that could be withheld by the states, absent treaty provisions to the contrary.⁴⁴ While most states, in fact, granted aliens equal rights with citizens regarding landownership, certain ones denied "aliens ineligible for citizenship" the taking or holding of land for agricultural purposes. These restrictions were clearly aimed at excluding Japanese and other Asians from farming. In *Terrace v. Thompson* (1923), the Court upheld such a law as a legitimate exercise of the state's police power.⁴⁵ Despite such discriminatory land laws (rarely enforced), the Japanese farmed successfully on the West Coast until their forced removal during World War II. Expressive of the reaction against racism following the war, the Court ruled in 1948 that a California law forbidding landownership by aliens ineligible for citizenship (which now meant only Japanese) violated the equal protection clause of the Fourteenth Amendment.⁴⁶

The recent expansion of the equal protection clause to racial and ethnic minorities by the Court did not encompass aliens as a class until the 1970s. In *Graham v. Richardson* (1971), the Court identified aliens as "a 'discrete and insular' minority for whom heightened judicial solicitude is appropriate"; it followed that "classifications based on alienage ... are inherently suspect and subject to close judicial scrutiny".⁴⁷ In this case, state statutes that denied welfare benefits to resident aliens or to aliens who did not meet a residence requirement were found to violate the equal protection clause and to conflict with exclusive federal power over immigration. Following the reasoning in *Graham*, the Court successively struck down state statutes that barred aliens from competitive civil service positions and from the practice of law.⁴⁸ These decisions appeared to foreshadow a broad judicial assault upon the wall of discriminatory legislation that restricted the lives and opportunities of aliens. By the late seventies, however, the Burger Court had retreated from the definition of alienage as a suspect classification.⁴⁹ The doctrine of "political community" was employed to justify discrimination against aliens on the grounds that citizenship was a reasonable requirement for positions involving significant public policy responsibility. In 1978, the Court upheld a New York law that excluded aliens from state trooper positions; the following year it sustained the denial of permanent certification as teachers to aliens; while in 1982, the Court validated the requirement that police officers in California must be

⁴⁴ *Hauenstein v. Lynham*, 100 U.S. 483 (1879). Restrictions on landownership by aliens is dealt with by KONVITZ, *The Alien and the Asiatic in American Law*, 148-170; and WEISSBRODT, *Immigration Law and Procedure*, pp. 266-269.

⁴⁵ *Terrace v. Thompson*, 263 U.S. 197 (1923).

⁴⁶ *Oyama v. California*, 332 U.S. 633 (1948). The relocation and internment of Japanese-Americans during World War II and the Supreme Court cases which ensued are not considered here because that policy was clearly based on race not alienage.

⁴⁷ *Graham v. Richardson*, 403 U.S. 365 (1971).

⁴⁸ *Sugarman v. Dougall*, 413 U.S. 634 (1973); in *re Griffiths*, 413 U.S. 717 (1973).

⁴⁹ HULL, "Resident Aliens and the Equal Protection Clause"; WEISSBRODT, *Immigration Law and Procedure*, pp. 226-239.

citizens.⁵⁰ Chief Justice Burger's *obiter dictum* that "the right to govern is reserved to citizens" is a far cry from the nineteenth-century concept of political community that permitted aliens to hold public office as well as to vote. More to the point, perhaps, was Justice Blackmun's observation that discrimination against aliens "stems solely from state parochialism and hostility toward foreigners who have come to this country lawfully."⁵¹ The doctrine of political community greatly attenuated the promise of *Graham v. Richardson* to provide finally equal protection of the laws to aliens.

While the Supreme Court has sought to moderate state discrimination against aliens, it has not applied "close judicial scrutiny" to federal policies. In 1976, the Supreme Court invalidated a regulation of the Civil Service Commission that excluded aliens from federal civil service employment as a deprivation of liberty without due process of law, but it added that such an exclusion would be permissible if the Congress or the president expressly mandated the rule as being in the "overriding national interest".⁵² Whereupon President Ford promptly issued an executive order to that effect. In *Mathews v. Diaz* (1975), the Court upheld the disqualification of aliens of less than five years residency for participation in a federal medical insurance program, since the requirements were not "wholly irrational".⁵³ Justice Stevens for the Court went on to say:

«The fact that all persons, aliens and citizens alike, are protected by the Due Process Clause does not lead to the further conclusion that all aliens are entitled to enjoy all the advantages of citizenship or, indeed, to the conclusion that all aliens must be placed in a single homogenous legal classification....»

In this case as in others regarding federal treatment of aliens, the Court chose a narrow standard of review in deference to the broad power of the Congress and the president over immigration. The consequence is that the national government has an almost completely free hand to discriminate against aliens in any way it chooses. In the words of one critic, such "unprincipled discrimination against resident aliens implicates the United States in the eyes of the world as hypocritical and unfair".⁵⁴

Constitutional guarantees of due process and equal protection extend in any case only to government actions. Discrimination in the private sector has, of course, been the subject of statutory prohibition. The Civil Rights Act of 1964, Title VII, prohibits employers from discriminating against workers on the basis of race, color, sex, religion or national origin, but it does not mention

⁵⁰ *Foley v. Connelie*, 435 U.S. 291 (1978); *Ambach v. Noetwick*, 441 U.S. 68 (1979); *Cabell v. Chavez-Salido*, 454 U.S. 432 (1982). The law at issue in the last case defined some seventy jobs, including toll service attendants and cemetery sextons as police officers.

⁵¹ *Cabell v. Chavez-Salido*.

⁵² *Hampton v. Mow Sun Wong*, 426 U.S. 88 (1976).

⁵³ *Mathews v. Diaz*, 426 U.S. 67 (1976).

⁵⁴ WEISSBRODT, *Immigration Law and Procedure*, p. 257.

alienage. The Equal Economic Opportunity Commission's Guidelines of 1972, however, declared that "lawfully immigrated aliens ... may not be discriminated against on the basis of citizenship".⁵⁵ Yet in *Espinoza v. Farah Manufacturing Company* (1973), The Court held that Farah's policy of hiring only citizens was not in itself unlawful.⁵⁶ Since Congress excluded aliens from federal employment, the Court observed that private employers could not be denied the same right. Further the action of the EEOC was held invalid since it was contrary to congressional intent. The effect of the decision was to legitimate blanket discrimination against aliens by private business. Given the Court's position, an Act of Congress or constitutional amendment would be required to protect aliens from private discrimination in employment.⁵⁷

If resident aliens have enjoyed something less than full equality before the law, undocumented aliens have long been thought to be bereft of any semblance of legal rights. While the courts have largely abandoned the outlaw theory and have extended certain statutory rights to them, the degree of constitutional protection to which "illegals" are entitled remains uncertain. In 1896, the Supreme Court ruled that any person within the territorial jurisdiction of the United States was entitled to due process of law under the Fifth and Fourteenth Amendments "without regard to the differences of race, color, or nationality".⁵⁸ Eighty years later, the Court reaffirmed that aliens were protected "from deprivation of life, liberty or property without due process of law", adding, "Even one whose presence in this country is unlawful, involuntary, or transitory, is entitled to that constitutional protection".⁵⁹ In practice, this has been interpreted to mean that undocumented aliens must be provided procedural due process prior to deportation. However, as long as they remain in the country their rights to equal protection of the laws remains problematical. During the 1970s, in response to the hue and cry over illegal immigration, various states and localities imposed disabilities upon undocumented aliens, denying them workers' compensation, social services, and even medical care. Some dozen states sought to prohibit the employment of illegal aliens through employer sanctions.⁶⁰ When in *Graham v. Richardson* the Court identified aliens as a suspect classification deserving "heightened judicial solicitude", it restricted its definition to legal aliens. However, in a landmark case, *Plyler v. Doe* (1982), the Court held the Texas Educational Code unconstitutional because it authorized school district to exclude undocumented children from schools or to charge them tuition.⁶¹ To the question, "Does the equal protection clause extend to those who are unlawfully present in the United States?"

⁵⁵ ROSALES, "Resident Aliens and the Right to Work", pp. 1052-1064.

⁵⁶ HULL, *Without Justice for All*, pp. 46-47; RIVERA, "Aliens Under the Law", pp. 26-28.

⁵⁷ *Espinoza v. Farah Manufacturing Company*, 414 U.S. 86 (1973).

⁵⁸ *Wong Wing v. U.S.*, 163 U.S. 228 (1896).

⁵⁹ *Mathews v. Diaz*.

⁶⁰ REIMERS, *Still the Golden Door*, pp. 230-231.

⁶¹ *Plyler v. Doe*, 457 U.S. 202 (1982).

the Court answered unequivocally: yes, "the protection of the Fourteenth Amendment extends to anyone, citizen or stranger, who is subject to the laws of the state, and reaches into every corner of a State's territory". For the majority, Justice Brennan described the undocumented children as a "particularly sensitive class" the denial of education to whom would "foster a generation of illiterate, welfare-dependent, crime prone adults". While the ruling was narrowly limited to children and public education, there are those who see *Plyler* as the opening wedge for extending equal protection to all undocumented aliens. Peter H. Schuck denoted *Plyler* a "conceptual watershed in immigration law" that called into question the doctrine of plenary power over the national borders:

*«If those to whom we have refused entry are entitled by their mere presence to claim not only constitutional procedural safeguards but also significant substantive entitlements then immigration law's ideal of national community has been transformed».*⁶²

Schuck's prediction, however, that the days of judicial deference to Congress on immigration matters may be over remains to be fulfilled.

The Making and Unmaking of Citizens: Naturalization and Denaturalization

Naturalization has been described by Michael Walzer as a "second admission" that brings the immigrant into the community on an equal footing with the native-born.⁶³ He goes on to say that a society that has two permanent statuses, one of citizenship and one of alienage, cannot be a true democracy, but by its very nature must be a tyranny. The United States has throughout its history provided relatively easy access to citizenship with notable exceptions.⁶⁴ Ease of naturalization had been the rule in the British colonies and was continued under the Articles of Confederation. However, under the Articles, the individual states conferred citizenship resulting in considerable confusion. The Constitution addressed this problem by authorizing Congress to establish "an uniform rule of naturalization". But it did not define citizenship, and the only distinction it made between natural born and naturalized citizens was that the latter were ineligible for the presidency. As in matters

⁶² PETER H. SCHUCK, "The Transformation of Immigration Law", *Columbia Law Review*, 84 (January 1984), p. 58.

⁶³ WALZER, *Spheres of Justice*, pp. 51-53, 60-63.

⁶⁴ JAMES H. KETTNER, *The Development of American Citizenship, 1608-1870* (Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1978) is excellent for its period. ARTHUR MANN, *The One and the Many: Reflections on the American Identity* (Chicago, University of Chicago Press, 1979), pp. 79-96, a brief but insightful history of naturalization, also useful is REED UEDA, "Naturalization and Citizenship", in *Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups*, pp. 735-748, and KONWITZ, *The Alien and the Asiatic in American Law*, pp. 79-116.

of immigration, the Congress was to be omniscient with respect to naturalization. The Supreme Court has unequivocally recognized the power of Congress as "not trammelled ... it may grant or withhold the privilege of naturalization upon any grounds or without any reason as it sees fit".⁶⁵

By the Act of 1790, the Congress established lenient requirements for naturalization: a residence of two years; good character; and the taking of an oath to support the Constitution. As Arthur Mann has noted, American citizenship became defined primarily in ideological terms; the aspirant was required to embrace the political ideals of the American Republic.⁶⁶ There was a glaring anomaly in the liberality of the 1790 law; naturalization was restricted to "any alien, being a free white person". For white males, the acquisition of citizenship was a rather relaxed affair during the nineteenth century. The Naturalization Act of 1795 raised the residency requirement to five years; during the anti-alien furor of the nineties, this was increased to fourteen years, but then restored to five years by the Naturalization Act of 1802. Despite the repeated efforts of nativists to establish tougher requirements, these remained the basic qualifications for the remainder of the nineteenth century.

Although the courts affirmed the exclusive power of Congress over naturalization, its administration, entrusted to state as well as federal courts, was rather casual. The distinction between citizen and alien had not yet assumed the ideological and legal weight that it would in the twentieth century. Suffrage and citizenship were not yet firmly linked; some twentytwo states allowed aliens to vote. The burgeoning nationalist feelings at the turn-of-the-century, however, demanded stricter controls over citizenship and the ballot. The states gradually withdrew the franchise from aliens, Arkansas being the last in 1926. The mood was exemplified by the Naturalization Act of 1906 which provided for a more stringent and uniform administration through the newly-created Federal Bureau of Immigration and Naturalization. It also required applicants for citizenship to take an oath of allegiance to the United States, renounce their former sovereign, declare their attachment to the principles of the Constitution and their willingness to defend the United States against her enemies.⁶⁷

The Fourteenth Amendment had definitively resolved the issue of dual citizenship, national and state, by declaring all persons born or naturalized in the United States and subject to its jurisdiction to be citizens of the United States and of their states of residence. In *U.S. v. Wong Kim Ark* (1898), the Court sustained this definition by ruling that citizenship was the birthright of all born within the territory of the United States even of alien parents in-

⁶⁵ *Terrance v. Thompson*.

⁶⁶ MANN, *The One and the Many*, pp. 72-80 on the ideological character of American identity see also PHILIP GLEASON, "American Identity and Americanization", in *Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups*, pp. 31-58.

⁶⁷ SIDNEY KANSAS, *Citizenship of the United States of America* (New York, Washington Publishing Co., 1936), provides a detailed account of the development of naturalization law, see also KONVITZ, *Civil Rights in Immigration*, pp. 132-158, and WEISSBRODT, *Immigration Law and Procedure*, pp. 137-189.

eligible for naturalization.⁶⁸ While an Act of 1870 had extended the privilege of naturalization "to aliens of African nativity and to persons of African descent", the Chinese Exclusion Act of 1882 had explicitly excluded Chinese immigrants from acquiring citizenship. Curiously, native-born Indians who maintained their tribal ties were not deemed citizens since they were members of "alien nations", until the Act of 1924 admitted them to citizenship. As an expression of Roosevelt's "Good Neighbor Policy", the Nationality Act of 1940 permitted the naturalization of persons of all races indigenous to the Western Hemisphere.

Well into the twentieth century, Japanese and others of Asian origin were naturalized because of the ambiguity of the phrase "free white person". Since it was unclear whether the criterion was race or skin color, the "whiteness" of various groups became a matter of legal dispute. When the naturalization of a Finn was contested on the grounds that he was "a Mongolian and not a 'white person'", the judge, after consulting ethnologists, decided that John Svan was "without doubt a white person". The hardening of racial ideology was reflected in several Supreme Court decisions in the 1920s. In two cases, Japanese and Hindus were held ineligible for naturalization.⁶⁹ In *U.S. v. Thind* (1923), Justice Sutherland for the majority held that while Hindus were technically Caucasian, they were not white in the "understanding of the common man".⁷⁰ Although naturalization requirements for aliens who had served in the American armed forces were eased, army veterans of Japanese origin were declared not eligible for citizenship.⁷¹ Not until World War II did political and ideological concerns make such blatantly racist exclusions intolerable. By congressional statute, the bars were lifted for the Chinese in 1943 and for the Filipinos and Asian Indians in 1946. Racial qualifications for naturalization were totally removed by the Immigration and Nationality Act of 1952.

Alien women, subject to racial criteria, could become naturalized in their own right. However, according to the common law doctrine of derivative citizenship the citizenship of the wife followed that of the husband. By an Act of 1855, alien women who qualified for admission to the country were automatically naturalized upon marriage to American citizens. Contrariwise, the Expatriation Act of 1907 provided that an American woman who married a foreigner thereby lost her United States citizenship.⁷² Following the ratification of the Nineteenth Amendment the Cable Act of 1922 required that henceforth an

⁶⁸ *U.S. v. Wong Kim Ark*, 169 U.S. 649 (1898).

⁶⁹ *Ozawa v. U.S.*, 260 U.S. 178 (1922); *U.S. v. Thind*, 261 U.S. 204 (1923).

⁷⁰ The majority decision in *Thind* also voiced this anti-intellectual comment: "What ethnologists, anthropologists and so-called scientists speculate and conjecture in respect to races and origins may interest the curious and convince the credulous, but is of no moment in arriving at the intent of Congress in the statute aforesaid". Quoted in KANSAS, *Citizenship of the United States*, p. 30.

⁷¹ *Toyota v. U.S.*, 268 U.S. 402 (1925).

⁷² The 1907 statute was upheld by the Supreme Court in *Mackenzie v. Hare*, 239 U.S. 299 (1915).

alien woman must become naturalized herself, although she was exempt from certain requirements if her husband was a citizen. However, if an otherwise eligible woman married an alien ineligible for citizenship, she also became ineligible. And if a citizen, she lost her citizenship and could not regain it through naturalization. This provision which was in effect between 1922 and 1931 clearly aimed at women who married Asian immigrants. The Immigration and Nationality Act of 1952 asserted that the right to become a naturalized citizen shall not be abridged or denied because of sex or marriage.⁷³

In the twentieth century while the barriers to naturalization on the basis of race and gender were slowly being dismantled, new ones of an ideological character were being raised. The Immigration Act of 1903 denied citizenship to "persons who believe in or advocate the overthrow by force or violence of the Government of the United States ... or the assassination of public officials", or belonged to organizations holding such ideas. This disqualification of anarchists and polygamists as well as was incorporated in the Naturalization Act of 1906 that also required that two credible witnesses testify that the applicant had for the preceding five years "behaved as a man of good moral character attached to the principles of the Constitution of the United States, and well disposed to the good order and happiness of the same". This provision was particularly used against "Wobblies" on the grounds that one could not be a member of the Industrial Workers of the World and be attached to the principles of the Constitution at the same time. The Immigration Act of 1917 further expanded the definition of the subversive classes and provided the basis for the denial of naturalization to radicals during the 1920s.⁷⁴

Pacifists also fell under proscription during the interwar years. To the statutory language of the oath "to defend the United States against enemies", had been added by administrative regulation "willingness to bear arms". In 1929, the Supreme Court denied naturalization to Rosika Schwimmer, a peace and women's suffrage advocate, despite her advanced age and gender, on the grounds that her pacifism would encourage conscientious objection to military service.⁷⁵ In his dissent, Justice Holmes, noting the long history of the Quakers in America, commented wryly: "I had not supposed hitherto that we regretted our inability to expel them because they believe more than some of us in the teachings of the Sermon on the Mount". Holmes based his argument on the primacy of the constitutional principle of freedom of thought "with regard to admission into, as well as to life within this country". The following year the Court disqualified a petitioner who declared that as a Christian he could only take up arms if a war were morally justified.⁷⁶ The majority

⁷³ KETTNER, *The Development of American Citizenship*, 198, 236; KONVITZ, *Civil Rights in Immigration*, p. 150; WEISSBRODT, *Immigration Law and Procedure*, pp. 200-202.

⁷⁴ On the ideological test for naturalization, KONVITZ, *Civil Rights in Immigration*, pp. 139-149; KONVITZ, *The Alien and the Asiatic in American Law*, pp. 97-107; PRESTON, *Aliens and Dissenters*, pp. 65-68, 86.

⁷⁵ *U.S. v. Schwimmer*, 279 U.S. 644 (1929).

⁷⁶ *U.S. v. Macintosh*, 283 U.S. 605 (1931).

asserted that there was no constitutional principle exempting conscientious objectors from military service. Justice Hughes, Holmes, Brandeis and Stone in dissent maintained that since religious or conscientious scruples did not disqualify a person from public office, they should not constitute a disqualification for citizenship. Finally, in *Girouard v. U.S.* (1946), the minority view had become that of the majority.⁷⁷ The Court now held that neither the oath of allegiance nor an act of Congress made the willingness to bear arms a prerequisite for naturalization, and that the First Amendment guarantee of religious freedom barred a disqualification on the basis of religious scruples. The congress incorporated the Court's position in the Immigration and Nationality Act of 1952 which specified that an applicant for citizenship must agree to bear arms or alternatively serve as a non-combatant in the armed forces or perform civilian work.

As in the drives, for exclusion and deportation, Communists became the object of efforts to bar them from citizenship in the 1940s. The Nationality Act of 1940 prohibited the naturalization of persons who at any time during the preceding ten years had belonged to or been affiliated with organizations advising, advocating or teaching opposition to organized government or who had written, published or circulated written matter of that character. The Internal Security Act of 1950 made such disqualifications explicit by proscribing persons who were members of or affiliated with "Communist action organizations". To the ten-year retroactive condition was added a provision that membership in or affiliation with such an organization within five years following naturalization was *prima facie* grounds for denaturalization. These exclusions were reaffirmed in the Immigration and Nationality Act of 1952 that somewhat redundantly stated that an alien who was a member of or affiliated with the Communist Party of the United States was disqualified for naturalization.⁷⁸ The Act also stiffened other requirements, including an ability to understand, read, write and speak the English language, and a knowledge and understanding of the history, principles and form of government of the United States. A challenge to the language requirement was rejected by the courts which cited the plenary power of the Congress with respect to naturalization.⁷⁹

American citizenship once acquired could be taken away. The Naturalization Act of 1906 first provided for denaturalization because of fraud or illegal procurement. In upholding this statute, the Court ruled that a certificate of citizenship was an instrument granting political privileges which could be revoked if unlawfully or fraudulently procured.⁸⁰ The courts have consistently upheld the cancellation of certificates on grounds that the alien belonged to one of the excluded classes, or did not totally renounce allegiance to a foreign sovereign, or made false statements regarding place of residence or marital status,

⁷⁷ *Girouard v. U.S.*, 328 U.S. 61 (1946).

⁷⁸ KONVITZ, *Civil Rights in Immigration*, pp. 139-154; MURPHY, *The Constitution in Crisis Times*, pp. 217, 290-292.

⁷⁹ *Trujillo-Hernandez v. Farrel*, 503 F.2d 954 (1974).

⁸⁰ *Johannessen v. U.S.*, 225 U.S. 227 (1912).

or on moral grounds, such as adultery, or for holding ideas incompatible with attachment to the principles of the Constitution. During World War I, a number of German-Americans were denaturalized for their alleged allegiance to the Kaiser. Political grounds have been especially used in denaturalization proceedings against anarchists, socialists, Wobblies and Communists. In such cases, a presumption of mental reservation or lack of attachment to the principles of the Constitution at the time of naturalization was often inferred from behavior, statements, memberships or "state of mind" even decades after the acquisition of citizenship. No statute of limitations applied since the circumstances at the time of naturalization were at issue, and the conditions for denaturalization could be made retroactive without violating the constitutional prohibition of *ex post facto* laws. Denaturalization like deportation was not a criminal proceeding and thus not deemed punishment by the courts. Of course, once denaturalized, the erstwhile citizen was subject to deportation.⁸¹

During the 1940s, the Supreme Court became more solicitous regarding the rights of naturalized citizens. In several key denaturalization cases, it held the government to stricter rules of evidence and to proof of lack of attachment to the principles of the Constitution. In *Schneiderman v. U.S.* (1943), Justice Murphy for the majority asserted that membership in the Communist Party was not in itself sufficient; denaturalization called for "clear, unequivocal and convincing" evidence and the test of a "clear and present danger".⁸² Following Pearl Harbor, the government sought to cancel the citizenship of a number of naturalized citizens of German and Italian origins whose loyalty were suspect on grounds of fraud. Several of these cases came before the Supreme Court. In 1944, a unanimous Court held that Nazi sympathies were not in themselves sufficient ground for denaturalization; "clear and unequivocal" proof of failure to renounce sovereignty to Germany was required.⁸³ In a memorable phrase, the decision proclaimed that American citizenship guaranteed "the freedom to speak foolishly and without moderation". In a concurring opinion, Justice Murphy declared that a naturalized citizen had as much right as a natural-born citizen to the First Amendment freedoms and should not be required to encase himself in "an intellectual and spiritual strait-jacket". However, in *Knauer v. U.S.* (1946), the Court was persuaded by "clear, unequivocal and convincing evidence" that Knauer had falsely represented his attachment to the principles of the Constitution and upheld the withdrawal of his citizenship.⁸⁴ Justice Rutledge's dissent, however, challenged the very legitimacy of the act of denaturalization. The power to naturalize, he asserted, did not entail the power to denaturalize. Since native-born citizens could not be stripped of their citizenship or be deported for doing what Knauer did, the effect of denaturalization was to create two classes of citizens.

⁸¹ CLAGHORN, *The Immigrant's Day in Court*, pp. 318-322; KONVITZ, *The Alien and the Asiatic in American Law*, pp. 117-119; PRESTON, *Aliens and Dissenters*, pp. 267-271.

⁸² *Schneiderman v. U.S.*, 320 U.S. 118 (1943).

⁸³ *Baumgartner v. U.S.*, 322 U.S. 665 (1944).

⁸⁴ *Knauer v. U.S.*, 328 U.S. 654 (1946).

In fact, denaturalization was used as a weapon in the 1950s to rid the country of “undesirables” of foreign birth. On October 2, 1952, Attorney General James P. McGranery announced a drive to strip naturalized criminals and Communists of their citizenship and deport them. The Immigration and Nationality Act of 1952 provided for the cancellation of certificates of citizenship not only for fraud at the time of naturalization but for subsequent behavior. Refusal to testify before a congressional committee resulting in conviction for contempt within ten years of naturalization, membership in or affiliation with a “subversive organization” within five years, residence for three years in the country of origin or for five years in any foreign country, all were now grounds for denaturalization. Acquiescence by the judiciary moved Konvitz to observe, “the Constitution, as at present interpreted by the Supreme Court, tolerates ... the awarding of naturalization upon conditions that deprive the naturalized citizen of freedoms that are guaranteed to all others”.⁸⁵

Denaturalization followed by deportation continued to be a strategem pursued by the government to purge the United States of unwanted “foreigners”. In 1979, a special unit was established in the Justice Department to prosecute cases involving alleged Nazi war criminals. The Supreme Court has upheld such actions leading to cancellation of certificates of citizenship and subsequent expulsion. In *Fedorenko v. U.S.* (1981), the accused was found guilty of illegal procurement of citizenship because he had concealed the fact that he had served as a guard at a Nazi concentration camp. Fedorenko was denaturalized and deported.⁸⁶

In recent years, the Supreme Court has challenged the authority of the Congress to mandate the grounds for expatriation by legislative fiat and thus its power over denaturalization. Chief Justice Warren anticipated this challenge in his dissent in *Perez v. Brownell* (1958), a case involving the loss of citizenship for voting in a political election in a foreign country.⁸⁷ Warren forthrightly declared: “The power to denationalize is not within the letter or spirit of the powers with which our Government was endowed”. He concluded: The Government is without power to take citizenship away from a native-born or lawfully naturalized American”. The Chief Justice’s reasoning was to prevail in the following decade. In 1963, the Court struck down a provision of the immigration law that stripped an American of citizenship without judicial trial for remaining outside the United States during time of war for the purpose of avoiding military service.⁸⁸ The following year, it found unconstitutional a provision that entailed loss of citizenship as a consequence of residence for three years in the state of former allegiance.⁸⁹ And in *Afroyim v. Rusk* (1967), a case involving a naturalized citizen who voted in Israel, the Court reversed

⁸⁵ KONVITZ, *Civil Rights in Immigration*, pp. 110-113.

⁸⁶ *Fedorenko v. U.S.*, 449 U.S. 490 (1981); *New York Times*, December 21, 1984.

⁸⁷ *Perez v. Brownell*, 356 U.S. 44 (1958).

⁸⁸ *Kennedy v. Mendoza-Martinez*, 372 U.S. 144 (1963).

⁸⁹ *Schneider v. Rusk*, 377 U.S. 163 (1964).

its decision in *Perez*, ruling that Congress could not deprive a person born or naturalized in the United States of citizenship. Citizenship once lawfully gained could only be voluntarily relinquished.⁹⁰ While not calling into question the power of government to cancel citizenship for fraud committed at the time of naturalization, these decisions do undercut the assumption that the unquestioned power of Congress over naturalization carries with it an analogous power over denaturalization.

Conclusion

Over the past two centuries some fifty million foreigners have entered the United States. Certainly the openness of American society to immigrants has been and remains a distinguishing feature of our history. The absorption of such great numbers of aliens, embodying an enormous ethnic and racial diversity, testifies to the extraordinary assimilative capacity of the Republic. Between 1907 and 1978, approximately ten million persons were naturalized. Given this record, it would appear on the face of it that the promise of freedom and equality for the many has been fulfilled. Surely in comparison with other immigrant-receiving countries, the behavior of the United States appears to have been more consistent with democratic values. It may appear cavilling, then, to concentrate upon the failings of immigration law when it has violated those ideals. Yet Americans have been wont to judge their government by high ethical and legal standards. By our own standards of justice, American policies with respect to aliens have sometimes been discriminatory, inhumane, even cruel and vindictive.

Why has the Constitution, the bulwark of our rights and liberties, not served more effectively to protect the alien from injustice? The root cause, as we have seen, was the recourse to the extra-constitutional doctrine of sovereignty by the Supreme Court as the source of the plenary power of the Congress over immigration. By doing so, it denied the authority of the judiciary to extend the guarantees of due process of law and the equal protection of the laws to aliens. As long as sovereignty remains the Golden Calf of nationalism, the foreigner at our gates will remain bereft of basic rights, international agreements notwithstanding. But even within the national boundaries, the status of the alien has been marginal with respect to the civic community of rights and privileges. Here, again, the courts have largely acquiesced in legislation and policies that have discriminated against foreigners and in effect deprived them of liberty and property (and, in some cases, even life) without due process of law. Particularly in the twentieth century, the dichotomy between citizen and alien became hard and fast, a secular equivalent to the elect and the damned. Deportation, or the threat of deportation, hung always over their heads like a sword of Damocles. At any given moment during the past century, there were

⁹⁰ *Afroyim v. Rusk*, 387 U.S. 253 (1967).

millions of aliens in America, over five million in 1920. And for many, for various reasons, including ineligibility for naturalization, alienage was a long-lasting condition. Viewed from this perspective, American society approached Walzer's definition of a tyranny. While the repeal of racial barriers to naturalization tended to close the gap, the presence of several million undocumented immigrants has sustained the caste-like division between citizenship and alienage.

Even naturalized citizens, however, have not been entirely free to enjoy American liberty. Through a politically inspired web of legislation making naturalization tentative, conditional and subject to revocation, the naturalized citizen has been relegated to second class citizenship. By making the naturalized citizen subject to penalties for behavior that is lawful for the natural-born citizen, freedom of thought and expression has been denied that person. Under the guise of denaturalization proceedings, the government has pursued unrelenting campaigns to rid the country of persons whom it judged to be undesirable. Should not American citizenship, lawfully acquired, be more secure than that?

The courts in the last two decades have assumed a more activist posture with respect to the rights of aliens. While not with perfect consistency, they have sought to extend a greater degree of constitutional protection to the security of acquired citizenship, and to the rights of due process and equal protection due to foreigners, even to undocumented aliens. In doing so, the judiciary modified its deferential posture with respect to the political branches and in effect questioned the plenary power of the Congress over immigration. Whether the Supreme Court will pursue this course in the future remains to be seen. However, an even more basic challenge has been posed by the Sanctuary Movement in defying the Reagan administration's policy with respect to Central American refugees. Its spokespersons assert that it is they who are complying with the spirit and the letter of the law, and the government which is acting unlawfully. Their appeal is also to a higher authority, one which perhaps transcends even the majesty of sovereignty:

«When a stranger sojourns with you in your land, you shall do him no wrong. The stranger who sojourns with you shall be to you as the native among you, and you shall love him as yourself; for you were strangers in the Land of Egypt».

(Leviticus, 19:33-34).

RUDOLPH J. VECOLI
University of Minnesota

Summary

The essay focuses upon major decisions made by the U.S. government affecting aliens and the constitutional bases for them. These include: 1) the admission and exclusion of aliens; 2) the deportation of aliens; 3) the rights of aliens within the United States; and 4) naturalization and denaturalization.

The recourse to the extra-constitutional doctrine of sovereignty by the Supreme Court was the source of the plenary power of the Congress over immigration, thus denying the authority of the judiciary to extend the guarantees of due process of law and the equal protection of the laws to aliens. The courts in the last two decades have assumed a more activist posture with respect to the rights of aliens, extending a greater degree of constitutional protection to the security of acquired citizenship and to the rights of due process and equal protection to foreigners, even to undocumented aliens.

Résumé

L'essai porte sur les décisions les plus importantes prises par le gouvernement des Etats-Unis se rapportant aux étrangers d'après les normes constitutionnelles. Ces normes incluent: 1) l'admission et l'exclusion des étrangers; 2) la déportation des étrangers; 3) les droits des étrangers à l'intérieur des Etats-Unis; 4) la naturalisation et la dénaturalisation.

Le recours à la doctrine extra-constitutionnelle de la souveraineté de la Suprême Cour Fédérale a originé tout pouvoir du Congrès sur l'immigration, en conditionnant l'autorité du judiciaire à étendre les garanties d'un procès de loi et l'égalité de traitement aux étrangers. Les cours ont assumé pendant les deux dernières décennies une attitude plus active à regard des droits des étrangers, en accroissant le degré de protection constitutionnelle à l'acquisition de la nationalité et à l'égalité de traitement aux étrangers, quoique sans papiers.

Patterns of Migration from Europe to Israel: Jewish Migration, 1919-1984

The population of Israel at the end of 1984 numbered 4,159,100, of whom 82.8% were Jews, 13.2% Moslems, 2.3% Christians, and 1.7% Druze and others. This is a five-fold increase in population since the establishment of the State of Israel in May 1948. A main factor in the population increase over this period has been a large immigration flow of Jews (98.3% of all immigrants to Israel between 1948-1984 were Jews) to Israel from practically all communities of the Jewish Diaspora throughout the world. This immigration has been an important factor in Israel's general development and the growth of its economy (Pincus, 1969).

With the establishment of the State of Israel in May 1948 all previous existing limitations of immigration were abolished. The 1952 Law of Return, Israel's fundamental statute of citizenship, declares that any Jew, anywhere in the world, has the right to settle in Israel. Israeli citizenship is automatically conferred upon Jewish immigrants when they arrive, if they choose to receive such citizenship.

The wavelike character of immigration to Israel and the changing proportions of the migrants' origins reflect the complex character of the Jewish return to the Jewish homeland. The size and structure of this immigration are due to many factors, which influence the volume of emigration from Jewish diaspora communities throughout the world. Such factors include: a) the size and structure of the population of these communities; b) the political and economic conditions of the Jews in these communities; c) the degree of freedom to emigrate, with or without one's capital; d) the availability of other potential immigration destinations besides Israel; e) the influence of ideological factors (Zionist, religious or others) in channelling immigration towards Israel; f) political, social and economic conditions in Israel; g) a chance to find employment and to settle satisfactorily in Israel; h) Israeli policy in facilitating immigration and absorption; and i) help extended locally to immigrants (Israel Interagency Technical Committee, 1984).

The dominant group that immigrated to Israel in the pre-State period (that is, before 1948) were from Europe. These Jews serve as a partial example of total institutional dispersion of various waves of immigrants within the institu-

tional spheres of the absorbing country. Eisenstadt (1953) claims that with the exception of the so called "Oriental Jews", most Jewish immigrants were quickly disseminated within the economic, political, educational and cultural spheres of life, giving up any separate identity based on their countries of origin and almost completely neutralizing the social heritage of those countries. Koenig (1956) states that Israel was bent on creating a European society and its orientation is Western with its goal the creation of a modern technologically and culturally advanced state. By the 1970's Israel had become a small, modern industrial state with continuous technological innovations placing an emphasis on science and education within a Western oriented parliamentary governmental system in a multi-party democracy (Weingrad, 1980).

Mass immigration between 1948 and 1964 has been a dominant factor in the growth of the population of the country. It was only in 1975 that native-born Israelis constituted over fifty percent of the Jewish population in Israel.

The following study will present an analysis of the immigration of European Jews to Israel in order to demonstrate the continuous character of this immigration, and therefore the demographic social and cultural dominance of European values on Israel society.

Methodology

An analysis was made from data published by Israel's Central Bureau of Statistics (1985) on Jewish immigrants by period of immigration and country of birth. Five periods of immigration are included in the study: 1919 - May 14, 1948, May 15, 1948-1960, 1961-1964, 1965-1971, 1972-1979, and 1980-1984. The time periods of immigration used in the study are those used by the Central Bureau of Statistics in Israel (1985). The rationale behind the division of the periods of immigration into the time periods used is related to the date of the establishment of the State (May 15, 1948) and the types of immigration within the various time periods.

Results

Between the years 1919 and 1984 2,210,471 Jews immigrated to Israel. 54.1% of these immigrants came from Europe, 20.1% from Africa, 18.0% from Asia, and only 5.8% from North and South America and Oceania. In the pre-state period (1919-1948) 83.5% of all immigrants were from Europe. After the establishment of the State of Israel in May 1948, the proportion of European immigrants decreased to 44.7% of all immigrants to Israel in the period 1948-1960, while the immigrants from Afro-Asia constituted 52.1% of all immigrants to Israel. This trend continued into the 1961-1964 time period when immigrants from Afro-Asia constituted 59.9% of all immigrants to Israel. A shift in immigration patterns occurred between the years 1972-1979, when 68.5% of all immigrants were from Europe. We also find an increase in immigration to Israel from America and Oceania from 1965.

Immigration to Israel from the different continents had a wavelike character within defined time periods. Of all the immigrants to Israel coming from Europe, 31.5% came in the pre-State period and 36.7% in the period immediately following the establishment of the State of Israel. 68.9% of all immigrants from Asia came between the years 1948 and 1960. 79.5% of all immigrants from Africa came between the years 1948 and 1964, 53.3% of them arriving between the years 1948 and 1960. The most recent immigration wave to Israel was from America and Oceania where 60.2% of all immigrants who came from this area came between the years 1965-1979. 44% of all immigrants to Israel came in the period immediately after the establishment of the State (1948-1960).

A total of 1,196,687 Jewish immigrants came from Europe to Israel between 1919 and 1984. 74.7% of all European immigrants to Israel came from three countries, Poland (28.3%, or 338,967), Rumania (25.3%, or 303,320), and the USSR (21.1%, or 252,315). In the pre-State period 45.1% of all immigrants were from Poland, 14.0% from Germany and 13.9% from the USSR, which is 73.0% of all immigrants of the period. In the 1948-1960 period 67.4% of all immigrants were from Rumania (34.2%) and Poland (33.2%). In the 1961-1964 period 78.7% of all European immigration was from the USSR. In the 1980-1984 period we find a small shift in European-Israel migration patterns while over 50.0% of all immigrants are still from the USSR and Rumania, with 13.1% from the United Kingdom and 12.8% from France.

Between the years 1948 and 1964 over 93.0% of all European immigrants to Israel were from the seven Eastern European countries included in our study: the USSR, Poland, Rumania, Yugoslavia, Bulgaria, Czechoslovakia and Hungary.

An analysis of our data for the periods of immigration by country demonstrates that in a number of countries a majority of the Jews immigrated to Israel within a specific time period. Over fifty percent of the immigrants from four countries to Israel immigrated in the pre-State period, that is 1919-1948. These countries are Germany (76.9%), Greece (70.1%), Austria (60.4%) and Poland (50.2%). Over fifty percent of the immigrants to Israel from three countries immigrated in the period immediately after the establishment of the State of Israel, that is, 1948-1960. These countries are Bulgaria (82.9%), Yugoslavia (76.6%) and Hungary (62.5%). We find a similar phenomenon in the 1972-1979 time period when 54.3% of all immigrants from the USSR came to Israel.

Many Western European countries demonstrated more dispersed immigration patterns to Israel (therefore having a lower standard deviation of their immigration pattern), such as Spain, the Netherlands, Belgium and Switzerland.

A Spearman Rank Order Correlation analysis found that the greater the number of immigrants from a country to Israel, the more wavelike the character of the country's immigration pattern. The smaller the number of immigrants from a country to Israel, the more dispersed the immigration pattern. The Spearman Rank Order between total number of immigrants and standard deviation of the percent of immigrants by time periods was +0.56.

Table 1: *Immigration to Palestine/Israel by Continent of Birth (1919-1984) (Percentage)*

Continent of Birth	Total	1919-		May 15, 1948-1960		1961-64	1965-71	1972-79	1980-84
		May 14, 1948	1919-	May 15, 1948	1960				
Total number	2,210,471	452,158	981,227	228,046	197,821	267,852	83,637		
Asia (%)	18.0	9.0	28.0	8.7	18.3	7.3	9.0		
Africa (%)	20.1	0.9	24.1	51.2	24.4	7.2	23.1		
Europe (%)	54.1	83.5	44.7	35.4	41.1	68.5	41.4		
America & Oceania (%)	5.8	1.7	1.1	4.7	16.0	16.8	26.1		
Not known	2.0	4.9	2.1	—	0.2	0.2	0.4		
Total %	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0		

Table 2: *Immigration to Palestine/Israel by Time-Period (1919-1984) and Continent of Birth (Percentages)*

Continent of Birth	Total	1919-		May 15, 1948-1960		1961-64	1965-71	1972-79	1980-84	Standard Deviation
		May 14, 1948	%	May 14, 1948	%					
Total	2,210,471	100.0	20.4	44.4	10.3	8.9	12.1	3.9	13.3402	
Asia	398,818	100.0	10.2	68.9	5.0	9.1	4.9	1.9	23.5231	
Africa	444,314	100.0	0.9	53.3	26.2	10.8	4.3	4.5	18.3342	
Europe	1,196,687	100.0	31.5	36.7	6.7	6.8	15.3	3.0	12.9531	
America & Oceania	127,586	100.0	5.9	8.4	8.4	24.9	35.3	17.1	10.5497	
Not known	43,066	100.0	51.7	45.9	—	0.7	0.9	0.8	23.5866	

Table 3: *European Jewish Immigration to Palestine/Israel (in numbers and percentages)*

Country of Birth	Total		1919		May 15, 1948-1960		1961-64		1965-71		1972-79		1980-84	
	Number	Percent	Number	Percent	Number	Percent	Number	Percent	Number	Percent	Number	Percent	Number	Percent
Total no.	1,196,687		377,487		439,107		80,788		81,287		183,419		34,604	
Percent	100.0		100.0		100.0		100.0		100.0		100.0		100.0	
USSR	21.1	13.9	13.9	5.0	5.0	5.7	33.4	30.4	30.4	74.8	33.4	74.8	33.4	
Poland	28.3	45.1	45.1	33.2	33.2	5.8	5.4	12.3	12.3	3.4	5.4	3.4	5.4	
Rumania	25.3	10.9	10.9	34.2	34.2	78.7	20.8	27.8	27.8	10.0	20.8	10.0	20.8	
Yugoslavia	0.9	0.5	0.5	1.8	1.8	0.1	0.1	0.3	0.3	0.1	0.1	0.1	0.1	
Bulgaria	3.9	1.9	1.9	8.9	8.9	0.6	0.1	0.4	0.4	0.1	0.1	0.1	0.1	
Greece	1.0	2.3	2.3	0.6	0.6	0.2	0.3	0.4	0.4	0.2	0.2	0.2	0.3	
Germany	5.7	14.0	14.0	2.2	2.2	1.0	2.9	2.9	2.9	1.1	2.9	1.1	2.9	
Austria	1.1	2.0	2.0	0.7	0.7	0.4	0.9	0.9	0.9	0.3	0.6	0.3	0.6	
Switzerland	0.2	—	—	0.1	0.1	0.3	0.8	0.8	0.8	0.3	1.2	0.3	1.2	
Czechoslovakia	3.4	4.4	4.4	4.4	4.4	1.1	2.3	2.3	2.3	0.5	0.8	0.5	0.8	
Hungary	3.2	2.7	2.7	5.5	5.5	1.4	1.8	1.8	1.8	0.6	1.2	0.6	1.2	
Scandinavia	0.2	—	—	0.0	0.0	0.1	0.9	0.9	0.9	0.5	1.7	0.5	1.7	
United Kingdom	1.8	0.4	0.4	0.8	0.8	1.5	6.4	6.4	6.4	3.4	13.1	3.4	13.1	
Netherlands	0.5	0.3	0.3	0.4	0.4	0.4	1.4	1.4	1.4	0.6	2.0	0.6	2.0	
Belgium	0.3	—	—	0.1	0.1	0.3	1.1	1.1	1.1	0.5	1.4	0.5	1.4	
France	2.0	0.4	0.4	1.1	1.1	1.5	8.4	8.4	8.4	2.9	12.8	2.9	12.8	
Spain	0.1	—	—	0.1	0.1	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.9	0.2	0.9	
Italy	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.3	0.9	0.9	0.9	0.4	0.9	0.4	0.9	
Other Countries	0.6	0.8	0.8	0.5	0.5	0.3	0.4	0.4	0.4	0.1	0.4	0.1	0.4	

Table 4: Period of Immigration to Palestine/Israel by European Countries of Birth of European Immigrants

Country of Birth	Total	Percent	1919		May 15, 1948		1961-64	1965-71	1972-79	1980-84	Standard Deviation
			May 14, 1948	May 15, 1948	May 14, 1948	May 15, 1948					
Total	1,196,687	100.0	31.5	36.7	6.7	6.8	15.3	3.0	12.9531		
USSR	252,315	100.0	20.7	8.7	1.8	9.8	54.3	4.7	17.8296		
Poland	338,967	100.0	50.2	43.1	1.4	2.9	1.8	0.6	21.3110		
Rumania	303,320	100.0	13.5	49.6	20.9	7.5	7.5	1.0	15.9481		
Yugoslavia	10,424	100.0	18.6	76.6	1.0	2.1	1.2	0.5	27.5498		
Bulgaria	46,957	100.0	15.0	82.9	1.0	0.7	0.2	0.2	30.0896		
Greece	12,508	100.0	70.1	22.4	1.3	2.8	2.6	0.8	25.0534		
Germany	68,811	100.0	76.9	13.9	1.1	3.4	3.0	1.7	27.2789		
Austria	12,822	100.0	60.4	25.3	2.3	5.6	4.6	1.8	21.1449		
Switzerland	2,316	100.0	—	16.6	9.4	28.8	27.4	17.8	7.2244		
Czechoslovakia	40,301	100.0	41.7	48.6	2.2	4.6	2.2	0.7	20.2711		
Hungary	38,597	100.0	26.8	62.5	2.9	3.8	2.8	1.2	22.3232		
Scandinavia	2,598	100.0	—	8.3	4.6	29.5	34.7	22.9	11.7371		
United Kingdom	22,085	100.0	7.1	15.2	5.7	23.5	27.9	20.5	8.1804		
Netherlands	6,282	100.0	19.2	27.4	5.6	17.8	18.6	11.4	6.7928		
Belgium	3,119	100.0	—	22.0	7.2	28.4	27.1	15.3	7.8854		
France	24,246	100.0	6.7	19.4	4.9	28.3	22.3	17.4	8.2935		
Spain	1,163	100.0	—	21.4	19.1	15.8	28.1	15.6	4.5908		
Italy	5,240	100.0	29.6	32.8	4.2	13.7	13.6	6.1	10.8998		
Other Countries	4,617	100.0	50.4	31.0	4.6	4.3	5.4	4.3	17.8969		

Analysis

Sicron (1957) divides pre-State immigration, 1919-1948, into five main immigrant waves. The pre-State Jewish immigration was predominantly a European immigration. (See table 6). The first immigrant wave (1919-1923) included pioneering and other agriculturally trained elements who immigrated to Palestine for ideological reasons — the building of a Jewish homeland — and established themselves mainly in new types of agricultural settlements, including the Kibbutz type of settlement. The origin of this immigration was from Eastern Europe, especially Russia.

The second immigrant wave Sicron identifies as occurring between the years 1924 and 1931 and as constituting immigration of generally middle class Jews from Poland who came to Palestine because of the poor economic conditions in Poland. (See table 4). In 1921, immigration to the United States from Eastern and Southern Europe was restricted because of new U.S. immigration laws. This new development affected the migration patterns of European Jews, since the majority of Jews emigrating from Eastern Europe before the imposition of restrictions, usually went to the United States. In Poland, Wladyslaw Grabski became Prime Minister (1923-1925) and introduced policies and a taxation system that were a financial burden especially for Polish-Jewish merchants and shopkeepers. This new policy led to a wave of emigration from Poland to Palestine. When Grabski resigned, Jewish immigration from Poland decreased (Viscount, 1976).

Table 5: *Immigration of Jews from Europe to Palestine, 1924-1927*

Year	Number
1924	13,900
1925	34,400
1926	13,900
1927	3,000

(Viscount, 1976)

The Polish immigration to Palestine brought about urban expansion and temporary economic prosperity. 80% of the Polish immigrants went to the cities. Small business, trade, handicrafts and small industry expanded (Carmi and Rosenfeld, 1971).

The third pre-State immigration wave began in 1932 and consisted of persons of means and members of the liberal professions from Germany. Anti-semitic propaganda and persecution by the Nazis resulted in the fact that large numbers of Jews from Austria and Czechoslovakia also immigrated to Palestine during the 1930's (Bachi, undated). (See table 4). This immigration was also

urban-based and led to the expansion of the new Jewish cities in the Greater Tel Aviv Metropolitan area.

In 1939, a White Paper issued by the British Mandate Government placed limits on Jewish immigration to Palestine. At the same time, there was an increase in the number of Jews fleeing Europe as a result of the outbreak of the Second World War and increased Nazi oppression in the conquered European territories. The increase in organized illegal immigration to Palestine came about in order to rescue Jewish refugees from war torn Europe.

The last wave of pre-State immigration was between the years 1946 and 1948, that is the post-Second-World-War period. This immigration consisted of mainly illegal immigrants from Europe as the British Mandate Government limit on Jewish immigration to Palestine was still in effect.

Table 6: *Registered Immigrants by Continent of Origin and Immigration Period 1919-1948 (Percent)*

Continent of Origin	1919-48	1919-23	1924-31	1932-38	1939-45	1946-48
All Immigrants	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Europe	87.5	93.0	84.8	88.6	81.5	95.6
America	1.8	2.3	2.8	2.4	0.1	0.3
Asia	9.7	3.9	11.6	8.4	17.0	2.3
Africa	1.0	0.8	0.8	0.6	1.4	1.8

(Sicron, 1957)

On May 15, 1948, the day on which the State of Israel was declared, unrestricted immigration of Jews to Israel began. British detention camps in Cyprus were cleared and Jewish refugees from camps all over Europe were admitted to Israel. From Bulgaria and Yugoslavia, a major portion of the Jewish community was evacuated (Djour, 1962; Dukin, 1969). (See table 4). Immigration of Jews to Israel decreased between 1952 and 1954, but as a result of the Hungarian revolution in 1956, large numbers of Jews came to Israel from Hungary. In addition, during the second half of the 1950's, as a result of the repatriation of Polish Jews from Russia to Poland, a large number of Polish Jews left Poland and immigrated to Israel.

In the 1960's, the focus of European Jewish immigration to Israel shifted to Rumania when in the 1960's the Rumanian authorities permitted large numbers of Jews to emigrate and many of these Jews came to Israel. This Rumanian immigration was the dominant European immigration to Israel in the first half of the 1960's (a large immigration from North Africa to Israel occurred in the years 1964-1965 simultaneously with the Rumanian immigration). From 1968 onwards into the 1970's, large numbers of Jews from Russia were permitted to emigrate from the USSR and Russian immigrants to Israel became the dominant group among immigrants to Israel in the 1970's.

Table 7: *Immigration of European Jews to Palestine/Israel, by Country of Origin and Reasons for Immigrating: Summary Table*

Period of Immigration	Country of Origin	Reasons for Immigrating to Israel
1919-1923	Various Eastern European countries	Pioneering ideology -
1924-1927	Poland	Difficult economic conditions in Poland. Restrictive U.S. immigration laws.
1932-1936	Germany, Austria, Czechoslovakia	Anti Semitic propaganda, Hitler's rise to power, Nazi Germany's expansion of sphere of influence.
1939-1945	Occupied Europe	Jewish refugees escaping Nazi persecution
1946-1951	Formerly Occupied European countries	Clearance of detention camps in Europe and Cyprus
	Large Percentage of the following Jewish Communities	From 1948 — Independence of the State of Israel — unrestricted immigration for Jews to Israel
	Poland, Yugoslavia, Bulgaria, Greece, Germany, Czechoslovakia	
1955-1957	Poland	Repatriation of Polish Jews from Russia
1956	Hungary	Hungarian Revolution
1958-1965	Rumania	Permission for Jews to emigrate
1968-1979	USSR	Permission for Jews to emigrate
	Western Europe	Increased Zionism as a result of Six-Day War (1967)

The period immediately following the Six-Day War of June 1967 saw an increase in Jewish immigrants from Western Europe. This immigration, which admittedly was small in number, was based on the wave of victory of the Six-Day War, on increased enthusiasm for Israel among Jews living in Western European countries and on increased Zionist propaganda in these countries (Viscount, 1976).

From 1980 onwards, we find a decrease in European immigration to Israel. This decline is due to the limitations placed by Soviet authorities on the number of Jews permitted to leave the USSR, to increased Russian-Jewish immigration to the United States and Canada rather than to Israel, and to the economic recession in Israel, which has discouraged European Jews from immigrating to Israel (Berman, 1984).

A summary table of the immigration of Jews from European countries to Palestine/Israel is presented below.

YITZHAK BERMAN
Ministry of Labour and Social Affairs
Jerusalem

BIBLIOGRAPHY

- R. BACH (undated), *The Population of Israel*, Demographic Center, The Prime Minister's Office, Jerusalem.
- Y. BERMAN (1984), «Immigration to Israel: Ideology vs Reality», *Forum*, 50, pp. 25-30.
- S. CARMI, H. ROSENFELD (1971), «Immigration, Urbanization and Crises: The Process of Jewish Colonization in Palestine During the 1920's», *International Journal of Comparative Sociology*, (12), 1, pp. 41-57.
- CENTRAL BUREAU OF STATISTICS (1985), *Statistical Abstract of Israel*, Vol. 36, Jerusalem.
- I.M. DIJOUR (1962), «Jewish Migration in the Post War Period», *Jewish Journal of Sociology*, (4), 1, pp. 72-81.
- A.L. DULGIN (1969), «The Epic in Figures», in *The Impact of Aliya on Israel's Development*. L. Berger, ed. Jewish Agency, Jerusalem.
- S.N. EISENSTADT (1953), «Analysis of Patterns of Immigration and Absorption of Immigrants», *Population Studies*, 7, pp. 167-180.
- ISRAEL INTERAGENCY TECHNICAL COMMITTEE (1984), *The Population of Israel*. Report to the International Conference on Population, Mexico City, August 1984, Jerusalem.
- S. KOENIG (1956), «East Meets West in Israel», *Phylon*, (17), 2, pp. 167-171.
- L.A. PINCUS (1969), «The Impact of Aliya on Israel's Development», in *The Impact of Aliya on Israel's Development*.
- M. SICRON (1957), *Immigration to Israel 1948-1953*. Central Bureau of Statistics, Jerusalem.
- S. VISCOUNT (1976), *Israel's Immigration Cycle*. Anglo-Israel Association Pamphlet No. 54, London.
- A. WEINGROD (1980), «The State of the Art: a Review and Overview», in *Studies of Israeli Society: Migration, Ethnicity and Community*, Ernest Krausz, ed. Transaction Books, New Brunswick, N.J.

Summary

A main factor in Israel's population increase has been a large immigration flow of Jews from the Jewish Diaspora. Between 1919 and 1984, 54.1% of all immigrants were from European countries. The continuous flow of immigrants to Israel determined the European value system of Israeli society. The ability of European Jews to immigrate to Israel was based largely on the political and economic conditions in Europe, on the degree of freedom to emigrate and on the ability of Israel to absorb immigrants.

The independent State of Israel enabled Jews to migrate freely to Israel, greatly increasing the number of immigrants in the country. Three countries, Poland, Rumania and the USSR, account for nearly three-quarters of all European immigrants to Israel. As a result of the Six-Day War (1967), there was an increase in the number of Jews immigrating from Western European countries to Israel. This immigration decreased significantly in the 1980's. As a result of several factors — restrictions on the number of Jews permitted to leave the USSR, the establishment of the United States and Canada as immigration destinations preferable to Israel, and the economic recession in Israel — the immigration of Jews from Europe to Israel has reached a low ebb.

Résumé

L'essai analyse l'incidence de l'immigration sur le développement de la population d'Israël, en soulignant la prééminence des ressortissants de l'Europe et leur contribution à l'établissement d'Israël comme état moderne et technologique.

On étudie aussi les caractéristiques de l'immigration juive en provenance de l'Europe à Israël dès 1919 à 1984 et on analyse les facteurs déterminants les différentes vagues migratoires de l'Europe à Israël. Sont présentés les données analytiques par pays d'immigration européenne.

recensioni

a cura di R. CAVALLARO

ANNALISA FRANCHI, *Migrazione ed integrazione-Appunti per un approccio teorico*, Pisa, ETS editrice, 1985, 168 p.

Non molti, in verità, nel variegato panorama della letteratura sull'emigrazione, sono i volumi squisitamente "teorici". Lo studio di Annalisa Franchi, ne rappresenta una fortunata eccezione, orientato com'è ad analizzare in maniera puntuale e sotto il profilo teorico il contributo di autori come Esser, Heberle, Albrecht, Braun e Hoffmann-Nowotny, per far comprendere al lettore meccanismi complessi legati al fenomeno migratorio. Tra questi meccanismi si segnalano "... l'atteggiarsi delle manifestazioni pluripersonali, la coesistenza di diversi sistemi normativi e le connessioni dell'organizzazione societaria" (cfr. p. 15).

La scelta degli autori non è stata casuale, ma dettata dall'esigenza di una precisa delimitazione che ha reso privilegiare ricerche condotte nell'area della Repubblica Federale Tedesca e della Confederazione Elvetica. La presenza di alcune affinità sostanziali: lingua, prossimità con il paese d'emigrazione, soluzioni giuridiche e istituzionali comuni di Svizzera e Germania nei confronti degli emigrati, e così via, ha poi facilitato la scelta delle due aree geografiche. Gli studiosi, inoltre, sono stati selezionati in base al fatto che, nelle loro opere, è stata analizzata l'intera parabola migratoria, al fine di cogliere le pulsioni iniziali, gli sviluppi intermedi e gli effetti conclusivi, secondo il criterio di una coerenza dialettica che ha puntualizzato, di volta in volta, valenze e significati delle differenti connessioni che presenta il fenomeno migratorio.

L'opera di Hartmut Esser, segnata da un approccio "comportamentista", tende all'esame di quei concetti fondamentali come migrazione, acculturazione, assimilazione e integrazione (cfr. *Aspekte der Wanderungssoziologie*, Darmstadt und Neuwied, 1980). Alla base delle situazioni sociali che, di volta in volta, intervengono nel modificare il comportamento del singolo, vi è appunto l'uomo, inteso soprattutto come *persona*, entità complessa in possesso di pulsioni, di abilità, di conoscenze. Le quali intervengono e si specificano in rapporto all'ambiente, termine complesso di relazione che comprende le "possibilità" e gli "ostacoli" che si frappongono all'azione nell'ambito dell'*Aufnahmesystem* (sistema di acquisizione). Il concetto di "comportamento" è il termine regolatore che sta alla base dei movimenti migratori; là dove il comportamento non consiste nell'apprendimento semplice, mediante l'introduzione, di modelli standardizzati, bensì in un "apprendimento dinamico", funzionale ad una selezione delle scelte e delle opzioni che si presentano ad un individuo nella quotidianità.

Nel saggio *Theorie der Wanderungen. Soziologische Betrachtungen* («Schmollers Jahrbuch», vol. 75, 1955, pp. 1-23), Rudolf Heberle affronta il tema delle migrazioni, seguendo una riflessione che affonda sì le proprie radici nel pensiero di Rickert e di Dilthey, ma stemperato con la sociologia toennesiana. Sensibile, in certo qual modo, alla tradizione storicistica tedesca, Heberle si propone di formulare una teoria migratoria più aderente alle esigenze storiche del tempo, per cui definirà il fenomeno migratorio come "... cambiamento di luogo di residenza di fatto, indifferentemente se volontario od involontario, permanente o temporaneo" (op. cit., p. 2). Come sottolinea la Franchi, questa formula, che tiene presente la delimitazione spaziale, risulta particolarmente ampia e feconda per applicazioni di tipo macrosociale che includano realtà particolari, ad esempio quella migratoria. La trattazione di Heberle verte poi sulla costruzione di una tipologia del fenomeno migratorio basata sul "tipo" di relazioni stabilite dai migranti. Un indice che risulta di particolare utilità è quello che tiene conto delle modalità "associative", che misurano, in un certo senso, la diversità tra comunità di partenza e società di emigrazione.

L'analisi del fenomeno migratorio fatta da G. Albrecht, in particolare nel volume *Soziologie der geographischen Mobilität. Zugleich ein Beitrag zur Soziologie des sozialen Wandels*, Stuttgart, 1972, è riconducibile alla teoria delle sottounità di T. Parsons ed alla teoria della solidarietà di E. Durkheim. Del sociologo americano viene recepita, in particolare, sottolinea la Franchi, la "... distinzione dei criteri qualificanti le azioni umane, che di volta in volta sono protese a conseguire l'adattamento all'ambiente, il raggiungimento delle mete, l'integrazione e la conservazione del codice normativo" (cfr. p. 70). Il fenomeno migratorio è, secondo Albrecht, un fenomeno pluridimensionale che si viene a trovare in stretta connessione sia con il sistema sociale che con quello culturale; per cui il fenomeno migratorio è un fenomeno che riguarda i *gruppi sociali*, in quanto solo da essi dipende la formazione dei modelli culturali del comportamento. Ancora una volta l'importanza sociologica del concetto di "gruppo" si rivela fondamentale per la comprensione dei fenomeni sociali, in particolare per la dinamica del fenomeno migratorio. Un altro importante aspetto del pensiero albrechtiano riguarda l'uso del concetto di *Wanderung*, che in tedesco possiede la duplice valenza di "spostamento" e di "emigrazione". Secondo Albrecht, *Wanderung* è da intendere soprattutto come "... l'esecuzione di uno spostamento nello spazio, che determina un mutamento transitorio o permanente nello spazio fisico e sociale (op. cit., p. 23). Infatti, nella formulazione di Albrecht, l'elemento geografico e quello societario individuano in maniera peculiare le caratteristiche del fenomeno migratorio, che non è un problema di esclusiva mobilità geografica, ma frutto di una sintesi che riunisce entrambi gli attributi dell'area geografica di provenienza o di arrivo e quello del duplice contesto societario (società di origine e società di emigrazione).

L'Autrice passa quindi all'esame del contributo di R. Braun relativo ad una indagine sull'integrazione degli emigrati italiani in Svizzera, in cui l'intento teorico risulta ottenuto dal chiaro obiettivo operativo che essa si prefigge (cfr., *Sozio-kulturelle Probleme der Eingliederung italienischer Arbeitskräfte in der Schweiz*, Erlenbach-Zürich,

1970). In questo studio Braun cerca di comprendere le motivazioni dell'emigrazione italiana in Svizzera, il significato dell'inserimento dei lavoratori nella realtà del paese di emigrazione e cerca inoltre di dare una spiegazione ad un particolare concetto, ad un certo tempo sociale e psicologico, che investe la persona emigrata. Questa categoria concettuale è definita dal termine *Fremdensein* (sentirsi straniero), che pone l'accento sull'azione socio-psichica di un "soggetto" (l'emigrato) che viene a qualificarsi soprattutto come *persona*. La quale, con il proprio agire, diviene la principale artefice di tutti i processi di interazione.

L'ultimo autore che Annalisa Franchi prende in esame è Hans-Joachim Hoffmann-Nowotny, nella cui opera i concetti di *potere* e di *prestigio* sono connessi alla dinamica dell'emigrazione (in particolare: *Migration: Ein Beitrag zu einer soziologischen Erklärung*, Stuttgart, 1970 e *Soziologie des Fremdarbeiterproblems: Eine theoretische und empirische Analyse am Beispiel der Schweiz*, Stuttgart, 1973). Secondo Nowotny "potere" e "prestigio" sono i fattori di base che concorrono a formare le *Statuslinien* (linee di status), dalle quali prende corpo una differenziata partecipazione degli attori sociali ai valori "centrali" del sistema societario. *Macht* e *Prestige* sono pertanto i termini equilibratori di ogni struttura sociale; i quali investono anche la realtà migratoria a causa della "spinta verso l'alto" che si produce nella società di immigrazione. In altri termini la maggiore mobilità sociale (sia orizzontale che verticale) che si determina per la presenza di lavoratori stranieri, investe non solo i nativi della società di immigrazione, ma anche gli emigrati stessi. In particolare, per questi ultimi, la mobilità risulterà essere tanto più forte se il processo di integrazione "precederà" quello di assimilazione.

Questo volume della Franchi, che propone una ponderata analisi di opere legate agli studiosi di lingua tedesca i cui contributi coniugano armonicamente teoria e ricerca empirica è — come abbiamo detto — una novità nel panorama della letteratura sull'emigrazione. Come poi sottolinea nella prefazione Silvano Burgalassi, "... Il confronto tra culture diverse in chi non sia ammalato di intolleranza costituisce un reale arricchimento comune, una meta da perseguire, perchè ciò significa la convergenza di esperienze, di significati, di valori (pp. 7-8).

R.C.

EMILIANO GIANCRISTOFARO, *Cara moglie — Lettere a casa di emigrati abruzzesi*, Lancia-
no, Editrice Rocco Carabba, 1984, 150 p.

Il volume raccoglie testimonianze scritte dell'emigrazione abruzzese. Si tratta di "lettere" che risalgono soprattutto agli anni sessanta (un piccolo gruppo risale ai primi anni settanta), scritte da emigrati della provincia dell'Aquila, di Chieti e di Teramo ed indirizzate ai parenti ed agli amici rimasti al paese. I luoghi di provenienza delle lettere sono la Svizzera, la Germania, il Belgio, il Canada, l'Australia, e tutte segnalano tensione e disagio causati dalla lontananza, anche in quei casi dove il successo economico ha fatto in parte dimenticare l'angoscia della miseria, la partenza, il trauma dell'inserimento.

La lettera è fondamentale per l'emigrato; essa è l'unico legame con il paese di origine, specialmente in un periodo come quello degli anni sessanta in cui la diffusione del telefono è ancora limitata. Non a caso, nell'indagine sull'emigrazione dei contadini polacchi condotta da W. Thomas e F. Znaniecki negli anni venti, i due autori sottolineeranno, in merito alla dialettica *testo-genere*, l'importanza e la fecondità euristica delle "lettere" degli emigrati. Modello paradigmatico della lettera è, in particolare, la forma della "lettera di saluto", *trait-d'union* tra l'individuo e la comunità di origine e, contemporaneamente, elemento di rottura tra individuo e *Gemeinschaft*. Il circuito comunicativo "scritto" frantuma infatti, periodicamente, il sistema informativo tradizionale fondato sull'*oralità* e sottolinea quel "tempo" dell'assenza che intensamente connota la vicenda migratoria degli individui e delle comunità.

La lettera ha, per altro, una funzionalità immediata, come afferma un emigrato intervistato dall'autore. Essa è, infatti, "... il mezzo più sicuro dell'uomo alla donna per non farla sbandare", essa assicura quasi un legame "fisico" con la persona che la spedisce. Una fisicità talmente forte che, tramite una lettera spedita, molti maghi abruzzesi e pugliesi (ma tale consuetudine si trova anche in molte altre regioni) riuscivano e riescono ancora oggi a 'togliere' una fattura a distanza. Così afferma nel volume il mago Michele Acquaviva da Cerignola:

«Scrivono dall'Australia, Svizzera, Germania, Francia, tutti mi scrivono. Operai, contadini, mi hanno scritto perché io guarisco, assorbo i loro mali... e mi raccontano di quello che gli succede» (cfr. p. 66).

Ed ancora un altro mago della provincia di Chieti:

«Mi scrivono gli emigrati: Caro Alfredo, mi fa male una spalla, mi fanno male i reni e io faccio risposta per raccomandate alla Francia, al Belgio, alla Svizzera a seconda di dove stanno e dopo 5 o 6 giorni la malattia si toglie a mezzo magia delle lettere» (cfr. pp. 66-67).

Le lettere indirizzate alle mogli, rimaste al paese a badare ai figli e al campo, tendono sovente a tranquillizzare le proprie compagne che nessun "tradimento" è stato perpetrato, che l'unità della famiglia è fondamentale e che anche loro (le mogli) devono rispettare il patto della "fedeltà":

«Cara non ti far vincere dalla gente che io sono sempre quello che sono... io voglio sapere a te chi ti ha detto che io cioè una signorina tedesca. Cara non è vero niente perché se io avessi quello che tu pensi non rimandasse nemmeno un soldo a te perché le donne di qui vuole andare a divertimento (...) te lodico con tutto il cuore che la famiglia è sempre la famiglia» (cfr. p. 73).

«Cara quante volte te lo devo dire che adesso non c'è molto lavoro, l'ora di straordinario non si fa, il cottimo non c'è e tutto questo non l'o vuoi capire, che prima prendevo di più e tu pensi che io lo sciupo per le donne» (cfr. p. 75).

Però vi è chi, sinceramente, ammette le proprie colpe:

«... io penso solo che ciò moglie e figli e non mi faccio chiavare da nessuno (...) cara io ti parlo sincero perché chi cià il cello in mano e non lo spiuma non lo rivede più quella fortuna Wann nisti maghm alers felorm (probabilmente Wann nicht macht, alles verloren, n.d.r.): quello che non fai è tutto perso» (cfr. p. 79).

Molte sono poi le lettere in cui l'emigrato scrive per conoscere minutamente i problemi importanti della casa, la situazione scolare dei figli e, sovente, la moglie è invitata a "spendere" una parte del denaro che periodicamente il marito invia a casa. È, infatti, all'estero che l'uomo che emigra effettua il massimo del risparmio vivendo in modo marginale. La moglie ed i figli devono concedersi ogni benessere; da qui le raccomandazioni a non lavare i panni in acqua fredda, a fare un'adeguata provvista di legna per il fabbisogno invernale, a comprare qualche vestito per i figli, a riguardarsi la salute e così via. Altre lettere alle mogli contengono messaggi sulla buona conduzione delle colture, come e quando seminare o sarchiare, o raccogliere, oppure consigli sull'allevamento degli animali per non farli deperire o morire.

Malgrado la raccolta di lettere oscilli spesso tra il resoconto giornalistico e il racconto-verità — nel senso che appare labile quell'impianto concettuale che avrebbe fatto del lavoro una vera e propria indagine empirica — purtuttavia le pagine, sempre di agile lettura, raggiungono momenti di forte suggestione concentrata sostanzialmente nelle lettere stesse degli emigrati. Lettere che, in quanto materiali qualitativi privilegiati, anche se di tipo "secondario", avrebbero probabilmente consentito di meglio delineare vicende ed immagini dell'emigrazione abruzzese in rapporto al contesto sociale e culturale in cui essa si è formata.

R.C.

AA.VV., *Mémoires d'une catastrophe — Marcinelle, 8 août 1956*, études réunies par F. DASSETTO et M. DUMOLIN, Louvain-la-Neuve, CIACO, 1986, p. 171.

Lodevole e meritoria iniziativa, questa del SEPIB (Séminaire d'Etudes Pluridisciplinaires sur l'Immigration Italienne en Belgique) che ha organizzato presso l'Università Cattolica di Lovanio un seminario sulla tragedia di Marcinelle.

Marcinelle, un paese del Belgio dal nome sinistro per la coscienza collettiva, che evoca angoscia e sgomento per quelle centinaia di lavoratori emigrati che, l'8 agosto del 1956, vennero sepolti vivi morendo asfissati in una miniera di carbone del Bois du Cazier. Per la storia dell'emigrazione europea Marcinelle è "la catastrofe, un disastro la cui memoria, malgrado i lunghi decenni trascorsi, produce orrore e pietà per quei 262 lavoratori (136 dei quali italiani) che la necessità del lavoro costrinse ad emigrare.

Il volume, frutto della collaborazione di diversi studiosi che hanno contribuito alla giornata di studio sul problema "Marcinelle", analizza sostanzialmente il fatto luttuoso alla luce della politica migratoria dell'epoca, della sicurezza dei minatori in Belgio, delle reazioni della stampa e così via.

Come mette in evidenza M. Dumulin (cfr. *La catastrophe de Marcinelle dans son contexte nationale et internationale*, pp. 23-46), al di là delle immediate reazioni suscitate, Marcinelle è stata un'occasione per molte inchieste: di tipo giudiziario, tecnico amministrativo, inchiesta europea in merito alla Conferenza internazionale organizzata dalla CECA sulla sicurezza nelle miniere della Comunità Economica Euro-

pea, e così via. Infatti, al di là di quella che venne definita come *démagogie du douleur*, la tragedia di Marcinelle aprì un importante capitolo sulla sicurezza in miniera, soprattutto nel Belgio, che nel 1955 occupava, nel settore estrattivo, il numero più elevato di lavoratori e, proporzionalmente, di emigrati. Basti pensare che la mano d'opera superava, al 31 dicembre del 1955, le 150 mila unità, di cui 67 mila stranieri e, di questi, 47 mila italiani.

Una interessante analisi del contenuto su *Les réactions dans les medias en Belgique* (cfr. pp. 47-60) è sviluppata da Pierre Rion, che prende in esame quattro giornali belgi: *La Dernière Heure*, *La Libre Belgique*, *Le Soir* e *Le Peuple*, quest'ultimo organo del Partito Socialista. Mario Isnenghi, invece, analizza le reazioni della stampa italiana attraverso l'esame del *Corriere della Sera*, del *Messaggero*, del *Mattino*, dell'*Unità* e dell'*Osservatore Romano* (cfr. *Les réactions dans les médias en Italie*, pp. 61-84).

Il saggio di A. Bastenier e F. Dassetto, incentrato su *Le rôle de la catastrophe en termes de dynamique sociale* (alle pp. 85-94), prende in esame la dinamica migratoria in Belgio con particolare riguardo a quella italiana. Inoltre viene pure sottolineato che, sostanzialmente, la tragedia di Marcinelle, piuttosto che migliorare le condizioni dei lavoratori delle miniere in Belgio, spinse le autorità di questo paese ad orientare diversamente la politica migratoria, attingendo in altri paesi la manodopera da impiegare nel settore minerario. Il ruolo della catastrofe in rapporto alle conseguenze demografiche è poi studiato da Michel Poulain. Il quale prende in esame le disgrazie e il numero delle vittime nelle miniere della Wallonia dagli inizi del XIX secolo. La Rivoluzione Industriale, che in Belgio si incanala soprattutto a Charleroi e Liège, vede sorgere in questi luoghi numerose fabbriche in cui prestano la loro opera anche bambini di nove anni. Gli altiforni si moltiplicano e la crescita della produzione coincide con il maggior deterioramento della sicurezza. La mortalità fra gli operai cresce, e un'inchiesta del 1843 condotta sulle condizioni della classe operaia e sul lavoro minore, mette in luce la numerosa serie di incidenti sul lavoro che costella la via dell'industrializzazione nel Belgio.

Si tratta di cifre particolarmente elevate: 1.710 morti per il periodo 1821-1840, ai quali si devono aggiungere quelle centinaia di casi in cui i lavoratori hanno subito danni fisici di notevole entità (fratture del cranio o degli arti, commozione cerebrale, principio di asfissia, ecc.). In tempi più recenti — viene rilevato da Poulain — un certo miglioramento delle condizioni di sicurezza sul lavoro e una flessione nella mano d'opera locale si accompagnano all'aumento del flusso migratorio, particolarmente concentrato nella zona di Marcinelle, dove "... *le Bois du Cazier avait déjà été endeuillé par deux fois*" (cfr. p. 99). Infatti, l'otto agosto 1908, muoiono nove minatori e il sette marzo 1930, a causa di una fuga di *grisou* (il micidiale gas delle miniere) sedici operai perdono la vita. Questa serie di sciagure fa per altro diminuire il flusso migratorio, talvolta in percentuale rilevante dal 1958 in poi. L'analisi dei dati, che mostra curiosamente un aumento degli immigrati italiani in Belgio nel 1957 — l'anno successivo al disastro di Marcinelle — è spiegato dall'A. come effetto di una nuova immigrazione spontanea cui seguirà, soprattutto, la "regolarizzazione" di numerosi immigrati clandestini.

Dopo un saggio su Marcinelle nella letteratura, dovuto ad André Sempoux e Bertrand Schonne, è riportato un contributo di C. Druite sulla "memoria" dell'avvenimento attraverso il colloquio con testimoni privilegiati: il *Gérant du Charbonnage* e un manovratore italiano, Antonio Yanetta, che il giorno della tragedia si trovava sottoterra e che, scampato al disastro, si trasferì in Canada, a Toronto. L'A. ha poi fatto un sopralluogo a Manoppello, piccolo comune in provincia di Pescara particolarmente penalizzato dalla tragedia di Marcinelle (circa venti i morti); e qui il ricordo, malgrado i lunghi anni, è parte cosciente della memoria collettiva, dolore silenzioso e collera per quelle vittime che ora un bianco, piccolo mausoleo, ricorda vicino al cimitero locale.

R.C.

CARMINE ABATE, MEIKE BEHRMANN, *I germanesi. Storia e vita di una comunità calabrese e dei suoi emigrati*, Cosenza, Pellegrini editore, 1986, 253 p.

Il volume, uscito in lingua tedesca nel 1984 (*Die Germanesi — Geschichte und Leben einer süditalienischen Dorfgemeinschaft und ihrer Emigranten*, Stuttgart, Campus Verlag), raccoglie i risultati di una inchiesta di carattere socio-antropologico condotta in un paese della Calabria — Carfizzi — che ha contribuito in maniera sostanziosa al flusso migratorio verso la Germania.

I "Germanesi" sono gli emigranti che, dalla fine degli anni cinquanta, dopo un periodo più o meno lungo di emigrazione in Germania, sono rientrati al paese di origine. Questi emigrati formano, all'interno della comunità di origine, quasi un gruppo a parte che subisce, a seconda dei casi, la simpatia o l'antipatia dei paesani. A Carfizzi però i primi movimenti migratori risalgono alla fine del secolo scorso, anche se i dati rintracciati dagli Autori iniziano dal 1905. Da questa data al 1912, 205 persone (di cui 37 donne) emigrano su di un totale di 1.266 abitanti. Successivamente, con l'avvento del primo conflitto mondiale, il numero dei rimpatri aumentò, mentre è dal 1920 che l'esodo si riapre con destinazione Buenos Aires. La maggior parte di chi si indirizzò verso l'Argentina non è poi più tornata a Carfizzi; la "mala Merica", infatti, non portò fortuna a nessuno dei carfizzoti.

L'emigrazione, a causa della politica fascista, scese negli anni Trenta, per riprendere quindi nel secondo dopoguerra. Le punte più vivaci dell'esodo iniziano sostanzialmente alla fine degli anni '50. Nel 1950, infatti, un gruppo di carfizzoti emigra in Francia allertato dalla paga, ma le condizioni di lavoro (quasi tutto in miniera) furono talmente negative da costringere nel giro di pochi mesi quasi tutti gli emigrati a rientrare al paese per dare inizio all'esodo verso la Germania. Partono individui isolati, ma soprattutto — verso la metà degli anni sessanta — coppie con e senza figli. L'andare in Germania per un po' di anni, mettere da parte un gruzzolo diviene in quel periodo una prassi comune a moltissimi abitanti di Carfizzi. Nell'economia del paese ha grande significato poi il ruolo delle "rimesse", inviate in misura maggiore dagli emigrati che hanno lasciato la famiglia al paese. Si tratta di cifre considerevoli, che per il solo 1980 ammontano ad oltre seicento milioni (dati dell'Ufficio postale di Carfizzi); queste somme però

non vengono investite in attività produttive, ma come gran parte delle rimesse giacciono presso gli uffici postali o le banche locali.

Il volume prende quindi in esame le nuove forme dell'economia di Carfizzi attraverso i dati dell'ISTAT e dell'Archivio Comunale del paese, mentre nel capitolo quarto è analizzata la "vita in paese". La comunità paesana (*Dorfgemeinschaft*) si presenta per il suo abitante come la configurazione specifica che determina, nella coscienza collettiva, la "sicurezza dell'*in-group*". Sicurezza che nasce dal costante riferimento a valori e modelli culturali del comportamento legati alla tradizione: l'uomo, con i propri specifici ambiti di socializzazione (il bar, la piazza, la caccia e così via) e la donna, chiusa, soprattutto se sposata, tra le pareti domestiche (poche quelle che lavorano nel terziario e nel settore commerciale), oppure autonoma nell'intrecciare relazioni di vicinato o di frequentare gruppi legati ad attività religiose. Tra le sfere più rilevanti dei rapporti intracomunitari è da ascrivere la vita politica, praticata a Carfizzi — così come in gran parte delle piccole comunità rurali — esclusivamente dagli uomini; ma il ruolo più autentico che determina la propria posizione sociale nell'ambito della comunità carfizzota è la *famiglia*, che comprende la "razza" (gruppo patrilineare di consanguinei) e la "parentela" (estensione della razza al gruppo di "affini") che si legano soprattutto per *matrimonio* e *comparaggio*.

Il "comparare" è, infatti, nella cultura calabrese, una figura di primo piano con precisi ruoli e doveri. Al comparare si deve grande rispetto e, nel passato, un litigio era considerato addirittura "peccato", e un comparare non poteva sposare, ad esempio, la comare, in quanto la relazione sarebbe stata considerata incestuosa. A Carfizzi, resta ancora oggi, specialmente tra i giovani, la consuetudine di regalare, nel giorno di S. Giovanni Battista (24 giugno), un garofano rosso ad un amico oppure ad un'amica. In questo modo si realizza il "comparaggio di fiore" che poi, eventualmente, si può trasformare in un comparaggio ufficiale.

L'ultimo capitolo del volume riguarda il rapporto tra gli emigrati e il proprio paese. Si tratta di rapporti che gli autori delineano nella loro matrice socio-psicologica: Carfizzi è il "rifugio" che si concretizza nella casa acquistata con molti sacrifici. Spesso, poi, il paese viene esibito durante le vacanze estive dagli emigranti ai tedeschi (capireparto, colleghi di lavoro, amici) al fine di consolidare, in Germania, i rapporti di solidarietà con la società straniera. ma non sempre questi casi si risolvono per il meglio, come viene riportato in un racconto di un emigrato:

«Praticamente la famiglia (quella del caporeparto tedesco invitato a Carfizzi; n.d.r.) non ha speso una lira (...) A casa poi hanno raccontato: Carfizzi era sì abbastanza bella, ma tanto sporca, tutta piena di mosche e millepiedi (...) abbiamo ancora contatti con loro, ma non ci hanno neanche ringraziato. Tanti di Carfizzi hanno fatto questa esperienza con i tedeschi» (cfr. p. 187).

Il volume, che offre una interessante ricostruzione della comunità di Carfizzi, specialmente per quanto riguarda il rapporto tra emigrazione e struttura sociale e culturale, non sfugge tuttavia ad un limite intrinseco. Il quale è soprattutto legato all'uso di una metodologia esclusivamente "qualitativa" non attraversata né da ipotesi, né da griglie

concettuali che giustifichino e chiariscano il percorso della ricerca, le modalità di raccolta dei materiali, la selezione degli informatori nell'universo comunitario considerato. Lo studio, quindi, rimane confinato a quel valore "...documentaristico, in quanto descrizione di problemi umani" sottolineato da Norbert Elias, illustre prefatore del volume. Un valore "documentaristico" che ne fa — a nostro avviso — una ricerca stile anni cinquanta e che non tiene conto di quell'ampio e problematico dibattito internazionale in corso da qualche decennio, sull'uso delle "storie di vita" e dei materiali biografici nelle scienze sociali, specialmente là dove essi sono l'unica fonte documentaria.

R.C.

ROBERT F. HARNEY, ed., *Gathering Place: Peoples and Neighbourhoods of Toronto, 1834-1945*, Toronto, Multicultural History Society of Ontario, 1985, 304 p.

In questo volume sono raccolti dodici contributi nei quali si ricostruisce la storia delle comunità etniche emigrate a Toronto in un arco di tempo di oltre un secolo. Città una volta considerata come propaggine della Gran Bretagna nel continente americano, Toronto è oggi un insediamento urbano in cui i numerosi gruppi etnici formano una variegata, quanto complessa, costellazione sociale attraversata da numerosi problemi. E, d'altra parte, deve essere sottolineato che quella "omogeneità" etnica che un tempo veniva rivendicata per la città, è stata dissolta dal costante flusso migratorio. Per cui, se nei primi decenni del secolo vi erano circa mille cinesi, quattromila italiani e gruppi inferiori di slavi, polacchi, e così via, dopo il 1941 vi saranno 14 mila italiani, 11 mila polacchi, 10 mila ucraini e molte migliaia di norvegesi, cinesi, greci, macedoni e così via che si sommeranno ai circa 50 mila ebrei.

Questa completa metamorfosi, che riduce l'originaria struttura sociodemografica della città basata su di un gruppo cospicuo di "inglesi", di scozzesi e di irlandesi, è appunto caratterizzata dal sorgere di sempre più numerosi ed eterogenei insediamenti che danno luogo, sul territorio, a quartieri e strutture caratteristiche di ciascun gruppo etnico. Come ricorda Harney, le fonti principali per una analisi in profondità dell'emigrazione a Toronto si possono dividere in tre gruppi. Innanzitutto vi sono i documenti municipali, sia di tipo statistico che descrittivo che classificano dalla distribuzione dei ruoli censuari e delle cariche cittadine alle liste dei venditori ambulanti, dei fermati dalla polizia, di fascicoli personali di studenti e così via. Tra gli altri documenti vi sono i *pamphlets* a sfondo religioso elaborati presso le locali missioni, raccolte di atti di acquisto di case, risultati di laboratori medici. Né va dimenticata — sottolinea Harney — l'importanza della *memoria orale* per ricostruire "dal vivo" la storia dell'emigrazione:

«For that there is oral testimony, the fragile memory of the immigrants themselves, to be used with the same caution one would apply to any kind of subjective written biography, reminiscence or memoir» (cfr. p. 9).

Tra i numerosi saggi che ricostruiscono la storia dei contadini irlandesi cattolici (M. W. Nicolson), degli emigrati di colore (D. Hill), degli emigrati dalla Macedonia (L. Petroff), e di quelli dalla Cina

(D. Nipp) e così via, segnaliamo, in particolare il contributo di J.E. Zucchi sulla comunità italiana di Toronto (cfr. *Italian Hometown Settlements and the Development of an Italian Community in Toronto, 1875-1935*, pp. 121-146).

La genesi dell'insediamento italiano di Toronto è da collegare a tre tipi di flusso migratorio: innanzitutto l'emigrazione degli *itinerant workers*, in particolare i venditori ambulanti di frutta provenienti dalla provincia di Genova, cui si devono aggiungere gli artigiani che fabbricavano statue di gesso e che provenivano dalla provincia di Lucca, i suonatori ambulanti nativi della provincia di Genova e di Potenza. In secondo luogo, tra le sollecitazioni ad emigrare viene segnalato il *padrone system* che si avvaleva di agenti di emigrazione i quali procuravano mano d'opera nei piccoli paesi italiani, per avviarla al lavoro nelle fabbriche, nei cantieri edili, nei cantieri stradali di Toronto. L'ultimo, ma pur sempre importante elemento che ha contribuito all'espansione dell'emigrazione italiana, è stato poi individuato nella *catena migratoria*, il noto meccanismo attraverso il quale molte migliaia di emigrati hanno raggiunto i parenti e gli amici già all'estero da molti anni.

La catena migratoria parentale era quella che provvedeva "logicamente" ai nuovi arrivati, offrendo loro un alloggio temporaneo, un lavoro, e una "comunità" già strutturata nella quale lentamente insediarsi non solo economicamente, quanto da un punto di vista socio-psicologico; in altri termini, sottolinea Zucchi, "... the migration chain formed by the paesani of a particular town to any destination was an intricate socio-economic system" (cfr. p. 127).

Esaminando poi i registri matrimoniali parrocchiali di Toronto, l'A. ricostruisce le origini regionali degli emigrati italiani. La regione più rappresentata numericamente è la Sicilia, con il 20,9%, cui seguono la Puglia e gli Abruzzi (11,3%), la Calabria (11,2%), il Lazio (7,4%), la Basilicata (6,2%), il Molise e la Campania (6%); importante risulta poi in questo contesto la serie di nuove alleanze strategiche instaurate in emigrazione dalla dinamica matrimoniale, che fungeva da vettore di "interscambio" culturale tra i vari gruppi anche a causa della scarsità di *partners* provenienti esclusivamente dal paese d'origine.

L'A. rileva poi quattro punti nodali che hanno influenzato a Toronto la strutturazione di una comunità italiana con specifiche caratteristiche culturali; tra questi è da segnalare il fatto che l'integrazione degli emigrati è divenuta progressivamente più forte man mano che aumentava l'inserimento economico nella collettività, non solo in quella italiana.

R.C.

DENISE BRAHIMI, MICHÈLE FELLOUS, ANNA GALLIARDI, GINEVRA LETIZIA, SOTIRIA TSI-LIS, ASUMAN ULUSAN, KARIN WALL, *Femmes au pays. Effets de la migration sur les femmes dans les cultures méditerranéennes*, Paris, UNESCO, 1985, 188 p.

Une équipe interdisciplinaire de femmes chercheurs s'est penchée sur la situation des femmes restées seules au pays du fait de l'émigration de leurs maris. Des enquêtes approfondies menées auprès d'épouses d'émigrés au Portugal (dans deux villages ruraux du Minho et à Lisbonne), au sud de l'Italie (deux communes proches de Naples),

dans un village grec (Néohorion) et dans deux bidonvilles d'Altindag, sous-préfecture d'Ankara. Des femmes, donc, appartenant toutes à des sociétés où la dichotomie hommes/femmes constitue la base de l'ordre social: que ce soit par rapport à la division du travail, à la répartition de l'autorité, à la division de l'espace, à la participation sociale... Deux univers complémentaires, mais inégaux.

Par-delà les différences propres à chaque contexte — en particulier à l'opposition société rurale / société urbaine, à la durée de l'émigration des maris (dans la plupart des cas, il s'agit de séjours de plusieurs années) et, donc, à l'âge de ces femmes — les études constatent que l'émigration de l'homme, toujours pour des raisons d'ordre économique, crée un déséquilibre dans la distribution des rôles et des fonctions au sein de la famille. Quand la femme accepte et s'efforce d'assumer la charge supplémentaire de responsabilités qui traditionnellement reviennent à l'homme, elle n'en reçoit en retour ni les bénéfices ni la reconnaissance.

Plus paradoxalement encore, il y a déséquilibre également au sein des relations dans le groupe familial élargi: l'absence des maris semble accentuer le statut traditionnel de ces femmes non seulement vis-à-vis de l'homme absent mais aussi par rapport à ses substituts (parents, belle-famille et plus tard... le fils aîné). De ce fait, ces femmes se retrouvent avec un statut ambigu qui remet en question leur identité: elles ne sont ni épouses, ni veuves, ni chefs de famille... Enfants ou adultes? Elles n'appartiennent à aucune catégorie reconnue par la société. Ce sont des femmes plus que jamais soumises au contrôle social, car l'absence de l'homme crée un désordre, le plus insupportable peut-être: celui de la liberté de la femme.

Ce statut est difficile à assumer: à la solitude s'ajoute le surcroît de travail nécessaire — notamment pendant les premières années de l'émigration du mari — pour ne pas trop dépendre financièrement de la famille. Souvent analphabètes et sans aucune qualification professionnelle. Le travail "au noir" aggrave leur marginalisation et leur exploitation. C'est le cas surtout des femmes des villes; en milieu rural, l'absence des hommes crée, parfois, les conditions d'une prise de conscience de leurs possibilités et de ce dont elles ont été exclues (utilisation des machines et des outils, gestion du foyer...)

D'une façon générale, le vieillissement précoce et les maladies psychosomatiques sont le prix payé par ces femmes qui occultent leurs frustrations et leurs peines et qui se sacrifient pour leurs enfants, pour la maison et ... pour le "confort moderne". Pas de révolte chez la plupart de ces "veuves blanches" qui ont intériorisé leur statut. Dans ces conditions où l'émigration des hommes est tenue pour inévitable, le regroupement familial dans les pays d'accueil pourrait représenter un moyen pour sortir de l'impasse. Ces femmes seules, le souhaitent-elles? La réponse est plutôt réservée chez certaines femmes: elles appréhendent une situation où elles estiment qu'elles seront encore plus marginalisées, ou bien se culpabilisent à l'idée de laisser des enfants au pays ou, encore, craignent, dans le cas du regroupement, que les enfants ne refusent de rentrer lors du retour.

Peut-être existe-t-il une autre voie: que la situation de femme restée au pays soit utilisée dans le sens d'une occasion pour une plus

grande participation de la femme, une occasion pour changer et faire admettre ce changement par son environnement. Cela suppose une prise de conscience de la femme entraînant des actions d'alphabétisation, de formation professionnelle, d'information sur ses droits. Des questions concernant toutes la problématique des femmes et leur participation à la société en général et, en particulier, le rôle de bouc émissaire qu'elle doivent payer quand les sociétés sont confrontées à des changements sociaux trop brusques ou non contrôlables. C'est pourquoi l'UNESCO publie ces travaux dans le cadre de sa lutte pour l'élimination de toutes les formes de discrimination fondée sur le sexe. Un ouvrage, donc, intéressant à plus d'un titre: tout d'abord parce que traitant d'un sujet très peu étudié jusqu'à présent et, mieux encore, à partir des sociétés d'origine; ensuite — et ce n'est pas négligeable — avec une approche qui établit un rapport privilégié entre sujet et objet de la recherche et qui permet de faire apparaître la complexité des questions concernant les migrations internationales de travail et, tout particulièrement, leurs effets sur ces Pénélopes du XXe. siècle.

MARIA LLAUMETT

Sapere la strada. Percorsi e mestieri dei biellesi nel mondo, Milano, Electa-Banca Sella, 1986, 202 p.

Tra giugno e ottobre del 1986 si è tenuta a Biella una mostra (che verrà trasferita in altre città italiane e all'estero) dedicata alla storia dei biellesi nel mondo. "Sapere la strada" oltre che il titolo dell'esposizione, è anche quello di un ricco catalogo fotografico corredato di note e testi esplicativi e di una breve appendice di brani letterari tratti dalla narrativa di alcuni emigranti.

La mostra è il primo tra gli atti conclusivi di una ricerca condotta da quattordici ricercatori coordinati da Valerio Castronovo. E il catalogo, curato da Peppino Ortoleva e Chiara Ottaviano, è il volume d'avvio di una collana delle edizioni Electa, che raccoglierà i risultati della ricerca promossa dalla Fondazione e dalla Banca Sella in occasione del centenario di quest'ultima.

Se nella mostra il criterio ordinatore era stato ispirato al "gioco dell'oca" — già rappresentato graficamente dal pittore Luzzati nella copertina del catalogo — con l'intento di calare metaforicamente il visitatore nelle infinite combinazioni possibili del viaggio dell'emigrante, nel catalogo il percorso fotografico è destinato a prolungare la vita effimera dell'esposizione, offrendo documenti e materiali di riflessione, sia per i visitatori che per i soli lettori.

Il libro si apre così con due saggi introduttivi: il primo di Peppino Ortoleva e Chiara Ottaviano, volto ad inquadrare storicamente l'emigrazione biellese e a spiegare i presupposti teorico-metodologici dell'esposizione; il secondo, dell'architetto Cavaglia, diretto ad illustrare il criterio di allestimento della mostra. Seguono poi 150 pagine di foto che, oltre a rappresentare efficacemente la condizione individuale e collettiva dell'emigrante, mettono bene in luce la peculiarità dell'emigrazione biellese nel più generale contesto dell'esodo degli italiani all'estero.

“Emigrare infatti non era una novità per quelle valli alpine — scrivono Peppino Ortoleva e Chiara Ottaviano — [...] Partivano gli uomini in squadre, portando con sé i figli adolescenti per insegnare loro il mestiere di falegname o di ebanista o più frequentemente uno dei mestieri legati all’edilizia e alle grandi opere pubbliche, ma l’occupazione che prima fra tutte doveva essere appresa era quella dell’emigrante” (p. 13). La professionalità dell’emigrazione biellese era infatti attestata sia dalla continuità di un esodo — che coinvolgeva spesso intere generazioni familiari nel corso del tempo — sia nella qualità tecnica del lavoro esercitato all’estero.

Dissimile in questo da altre esperienze migratorie della penisola, l’emigrazione da questa zona del Piemonte si caratterizzava così, già nell’Ottocento, per la qualità dei mestieri: scalpellini, muratori specializzati, riquadratori, pavimentisti erano ricercati dai cantieri d’oltralpe e d’oltreoceano. Non di rado, poi, gli emigranti erano anche piccoli appaltatori, che assumevano all’estero la conduzione o la direzione di imprese pubbliche o private. Nella piccola Manchester d’Italia, inoltre, dove la tessitura della lana aveva assunto proporzioni industriali a partire dalla seconda metà dell’Ottocento, un’altra corrente migratoria si andò ad affiancare al più tradizionale flusso stagionale di lavoratori dell’edilizia. Dopo l’erosione della tessitura domestica provocata dall’affermazione del sistema di fabbrica, i tessitori autonomi cominciarono a raggiungere, negli Stati Uniti e in Sud America, i già consistenti gruppi di operai e di impresari edili, sia inserendosi nelle grandi fabbriche di Patterson o del New Jersey, sia avviando imprese tessili in Argentina, in Brasile e in Venezuela. Oltre che emigrazione di mestieri, spesso altamente qualificati, l’esodo dal Biellese fu quindi in molti casi anche emigrazione di fortuna e di successo imprenditoriale.

Aspetti, questi, che sono ben visibili nelle foto pubblicate nel “libro della mostra”, molte delle quali sono appunto immagini di lavoro, oltre che di vita familiare. E non si tratta soltanto di fotografie di impresari, ritratti orgogliosamente davanti ai cantieri all’estero, ma anche di semplici muratori: le squadre di *trabücant* (riquadatori) fotografate sui palazzi in costruzione in Francia sono esemplari in tal senso per l’esaltazione di una fierezza di mestiere, che si voleva lasciare impressa anche nell’immagine fotografica.

Altrettanto efficacemente emergono poi dal catalogo altri momenti significativi della vita quotidiana e collettiva delle zone di partenza e di quelle di arrivo. Le numerose foto di gruppo di donne che trasportavano le pesanti gerle sulle spalle o che si dirigevano verso le risaie e le fabbriche, ad esempio, mettono bene in luce la realtà di vita e di lavoro quasi esclusivamente femminile dei paesi spopolati stagionalmente degli uomini.

Allo stesso modo sono efficaci le immagini scattate all’estero di gruppi musicali costituiti di membri appartenenti alla stessa località di origine; fortemente legati all’identità dei paesi di partenza, gli emigranti biellesi conservavano gelosamente i tratti culturali originari. Tratti che potevano identificarsi ora con la filarmonica locale, ora con i gruppi politici e sindacali, ora con le istituzioni religiose dei paesi d’origine.

Così, se sono molto suggestive le riproduzioni degli ex voto che da ogni parte del mondo venivano inviati al popolare santuario di Oropa, a quello di Graglia o di Novareja, altrettanto espressive sono le foto dei circoli operai all'estero o quelle che riproducono i frequenti festeggiamenti collettivi del primo maggio. Non era raro, infatti, che in una emigrazione, che oltre ad essere economica era spesso politica a causa delle numerose repressioni di fine secolo, si ricostituissero all'estero le sezioni socialiste e che si conservassero ben saldi i legami con i giornali o con le associazioni politiche locali.

PAOLA CORTI

BRUNO BELLONE, ed., *Presencia italiana en el Peru*. Lima, Instituto Italiano de Cultura, 1984, 420 p.

Between 1880 and 1945 alone, five million Italians emigrated to Latin America. Although most of them went to Argentina, Uruguay, and Brazil, the thousands who settled in some of the other American republics also left a marked imprint on the nations which welcomed them. In Peru the Italian community never numbered more than 15,000, yet its contributions to that nation are profound and permanent. The complete story of the Italian presence in Peru has yet to be written, although over the years many works have attempted to develop specific facets of that story. Bellone's *Presencia italiana en el Peru* is one more of those very useful yet incomplete works. Published under the auspices of the Instituto Italiano de Cultura in Lima and through a grant from the Banco de Credito del Peru (formerly the Banco Italiano), the purpose of the volume is to recognize some aspects of the cultural and ethnic presence of Italians in Peru through essays by eight authors: Raul Porras Barrenechea, Bruno Bellone, Paola Maria Corbella, Jesús Hurtado Pozo, Nicoletta Lepri, Estuardo Nuñez, Giuseppe Orefici and Franklin Pease. Some of these essays are original, but most are reprinted from a variety of other sources.

Bellone, the cultural attaché of the Italian embassy in Lima when this book was published, divides the work into four uneven parts. The first two — "Viajeros" and "Colonos y Mercantes" — are excellent and account for more than half of the volume, while the latter two — "Garibaldi en el Peru" and "Presencia Cultural" — represent a much less useful contribution to an understanding of the Italian role in Peruvian life. Part I, "Viajeros", contains a welcomed reprint of Raul Porras Barrenechea's *Los viajeros italianos en el Peru*, originally published in 1953 and long since out of print. The study outlines in a very scholarly fashion the cultural, scientific and commercial contributions since the Spanish conquest made by Italian travelers. Some of them were temporary residents who eventually returned to Europe. Many others, however, established themselves in Peru and proceeded to found families and enterprises which enriched Peru culturally, artistically, scientifically, and economically. Porras' work is essential reading for an understanding of the Italian contributions to Peru, and Bellone must be commended for including it in this volume.

Part II, "Colonos y Mercantes", deals with two groups of Italian immigrants to Peru in the 19th century. The merchants were the

Ligurian entrepreneurs who flocked to Peru between 1840 and 1860 to share in the wealth being generated by the sale of guano to Europe. They represented a major addition to the Italian colony already in Peru and a key element in a community which by 1876 had become the largest European contingent in Peru and one of the wealthiest Italian colonies in the Americas. A unique feature of this community was the paucity of agricultural laborers. Most of the Italians in Peru, in fact, were merchants and fishermen concentrated in Lima, Callao, and the other towns along the Pacific coast. This feature of the Italian community remained essentially unchanged in spite of several efforts to attract to Peru agricultural laborers from Italy to develop the agricultural potential of the vast, fertile lands east of the Andes where only primitive Indian tribes lived. The most ambitious effort was launched in the mid-1870's by the Peruvian government with the granting of land titles and loans to several hundred settlers in the Chanchamayo province of the Department of Junín, located about three hundred miles east of Lima. More than 80% of the European settlers who responded to the government's invitation were Italians, and for nearly three years (1875-1877) they prospered in the Chanchamayo. Unfortunately, the bankruptcy of the Peruvian government in the late 1870's doomed the experiment to failure and most of the Italians left the region.

The story of the Chanchamayo experiment is important because it had remained one of the least well known chapters in the history of the Italian presence in Peru. Bellone has opened up opportunities for researchers to investigate that phase of Italian activities in Peru by reprinting the often inaccessible minutes of the Administrative Council of the Colony of Chanchamayo (1875-1877), which contain a detailed record of the vicissitudes of that ill-fated colony. Bellone has also included a complete listing of the Italians who lived in the province plus their land title, the type of crops they grew and the livestock they owned.

The last two sections of the volume are much less valuable. Part III, "Garibaldi en el Peru", includes three short and not very revealing essays on Garibaldi's brief stay in Peru which have appeared in a number of other sources. Part IV, "Presencia Cultural", contains five essays on a series of topics ranging from Italian influence on Peru's criminal legal system, to an analysis of Francesca Cantu's 1979 book on the discovery and conquest of Peru. Although the essays are generally interesting and informative, they do not represent a wise choice of topics. The reader would have benefited a great deal more from essays which analyzed the role played by Italians in the economic and social history of Peru. It is remarkable that Bellone pays so little attention to the importance of Italians in the development of Peru's economy. Italians, for example, created the *Banco Italiano* (Banco de Credito) which became Peru's largest private financial institution. By the 1930's the Banco controlled more than 50% of all banking transactions in Peru, and its director was accused by some nationalists of being the true ruler of Peru. Italians were also major participants in the creation and/or development of the oil, insurance, manufacturing and viticulture industries, and were the founders of some of Peru's major commercial

enterprises. The entrepreneurial skill of the Italians has made their presence in Peru truly important, and Bellone should have acknowledged it by devoting at least one section of this book to a discussion of that topic. His failure to do so may be a reflection of the continuing caution displayed by Italians in Peru who wish to downplay their economic successes out of consideration for the nationalistic sensitivities of Peruvians. In spite of its shortcomings, Bellone's volume is a valuable addition to the growing literature on the Italian experience in Peru.

ORAZIO A. CICCARELLI

OSCAR GASPARI, *L'emigrazione veneta nell'Agro Pontino durante il periodo fascista*, Brescia, Ed. Morcelliana, 1985. 186 p.

La bonifica e la colonizzazione dell'Agro Pontino, lungi dal rappresentare la soluzione ai problemi di disoccupazione che affliggevano il paese negli anni '30, ottenne comunque sia in Italia sia all'estero una rilevante risonanza grazie alla pubblicità che la propaganda fascista fece della realizzazione. In quegli anni, si diffuse in molti la convinzione che l'opera di bonifica fosse il primo passo verso un fascismo "socialista" o verso la creazione di un sistema nazionalistico autarchico, che avrebbe risolto i gravi problemi del paese. Anche tra gli antifascisti erano assai diffuse queste convinzioni, come dimostra una dichiarazione rilasciata da Sandro Pertini («Epoca» del 23/3/1984) e citata appunto nella ricerca per sottolineare come il ruolo fondamentale svolto dalla bonifica sia da ricercarsi nell'effetto propagandistico che l'impresa produsse sull'opinione pubblica italiana e straniera.

Le ricerche dedicate in questi anni alla bonifica hanno studiato in prevalenza l'aspetto tecnico dell'impresa (le opere di bonifica realizzate, i contratti operai, gli insediamenti realizzati), evidenziando come, date le dimensioni dell'iniziativa, la sua effettiva incidenza sulla realtà economica dell'Italia sia stata assai relativa.

La presente ricerca si inserisce nel filone di studi sulla bonifica, osservandola però da una nuova ed originale angolatura. Si tratta infatti del primo saggio sulla colonizzazione veneta dell'Agro Pontino condotta sulla base dei fascicoli e dei registri dell'Opera Nazionale Combattenti (O.N.C.), con attenzione alle vicende dei coloni. Date le vaste possibilità offerte dall'argomento, l'A. ha ristretto il proprio campo d'indagine studiando in particolare l'emigrazione veneta in un preciso punto di arrivo: Borgo Grappa, scelto in quanto fu uno dei primi vilaggi che accolse in prevalenza emigrati veneti.

La narrazione avviene su due linee. Una più sociologica, dedicata alle difficoltà e alle miserie provocate dalla difficile ambientazione dei coloni al clima malarico dell'Agro, una più politica che analizza i rapporti degli operai e dei coloni con le istituzioni, come l'O.N.C. e il Commissariato per le Migrazioni e la Colonizzazione Interna. Il saggio, corredato da alcune foto d'epoca che mostrano le condizioni di lavoro e di vita dei primi coloni, si suddivide in tre capitoli completati da tabelle statistiche sulla presenza veneta e sulla mortalità per malaria nell'Agro negli anni in cui l'opera di bonifica ebbe maggiore impulso.

Il primo capitolo è dedicato alle motivazioni generali dell'emigrazione interna e verso l'Agro Pontino che il C.M.C.I. cercò inutilmente di regolare. Le difficoltà di emigrare all'estero per le restrizioni poste dai governi dei paesi dove tradizionalmente si dirigeva l'emigrazione italiana, la crisi provocata nell'agricoltura dalla "quota 90" e dalla chiusura delle piccole industrie artigiane, spinsero molti disoccupati a raggiungere l'Agro Pontino alla ricerca di un lavoro, spesso senza alcuna autorizzazione e certezza di trovarlo.

Il secondo capitolo si sofferma sulle condizioni di vita e lavoro degli operai, offrendo un'interessante descrizione dei problemi e delle difficoltà che gli emigranti dovettero superare per raggiungere le zone della bonifica e trovarvi lavoro. Dai documenti disponibili appare subito evidente l'inadeguatezza delle strutture tecniche e amministrative locali e nazionali, impreparate ad accogliere la massa di operai che giungeva nella zona dei lavori. Dal quadro che il Gaspari traccia, emerge lampante come l'opera di bonifica, così sapientemente pubblicizzata dalla propaganda di regime, in realtà fu un'impresa largamente improvvisata e lasciata spesso all'arbitrio e agli abusi delle società appaltatrici e dei capi manipoli della Milizia Volontaria per la Sicurezza Nazionale (MVSN).

La parte più consistente della ricerca è naturalmente dedicata ai contadini veneti nell'A.P. Dai documenti dell'O.N.C. risulta che il 59,2% dei poderi a disposizione del C.M.C.I. venne assegnato a coloni veneti, mentre i privati preferirono per le loro proprietà l'esperienza dei contadini marchigiani. La preferenza della struttura pubblica nelle famiglie venete è riconducibile, secondo l'A., alle motivazioni stesse che il regime fascista assegnò alla bonifica dell'Agro. Scopo dell'iniziativa infatti era il "potenziamento demografico" della regione, raggiungibile solo con l'insediamento di una popolazione sana e forte, educata nella tradizione agricola, di "pura razza italiana", come affermava il prof. Collari, nella relazione per il Ministero della cooperazione: *La redenzione dell'Agro Pontino (1943)*. Caratteristiche queste riscontrabili, secondo i commissari del CMCI, nelle famiglie del Veneto.

Come afferma opportunamente nella premessa Gabriele De Rosa, "Oscar Gaspari ha tentato di analizzare un episodio della colonizzazione veneta dalla base territoriale di partenza al suo arrivo, vedendone gli aspetti più importanti, economici, contrattuali-formali, psicologici e religiosi. I coloni, arrivando, non incontravano una terra straniera, dove gli abitanti parlavano altra lingua e avevano altro costume, come avveniva nei paesi dell'America latina: eppure, l'Agro Pontino era come se lo fosse, terra da bonificare, paludosa, senza storia, i coloni vi vivevano come in una serra, isolati dal resto del mondo, il solo rapporto era con l'O.N.C. e le autorità del fascio, gli aspetti umani (tradizioni, abitudini, mentalità che si esaltavano negli incontri dei *filò*) inevitabilmente ne soffrivano".

Nell'analisi dei rapporti con le istituzioni emerge il "paternalismo" opprimente dell'O.N.C. e le continue polemiche fra questo e il CMCI, che era l'ente predisposto alla scelta dei coloni. Negli scambi di accuse sul cattivo andamento dell'impresa per incompetenza e per le scelte errate, i due organismi non sembravano rendersi conto delle gravi condizioni in cui erano costretti ad operare i coloni, stretti

tra il clima malarico e l'ostilità della popolazione locale. Ostilità che provocò il progressivo isolamento tra i due gruppi e che l'A. rileva come tuttora esistente tra i sopravvissuti della prima generazione di emigrati.

ADRIANO MEUCCI

SUSAN BERGLUND, HUMBERTO HERNÁNDEZ CALIMAN, *Los de Afuera. Un estudio analítico del proceso migratorio en Venezuela, 1936-1985*. Caracas, CEPAM, 1985. 151 p.

Il volume costituisce un contributo qualificato per una lettura completa del processo migratorio in Venezuela. Il panorama tracciato abbraccia questioni relative agli elementi istituzionali, politici, economici, sociali e presenta un quadro di riferimento complessivo di effettiva utilità per verificare ipotesi e programmi di pianificazione.

Pur in presenza di un processo durato per decenni e che ha visto coinvolte innumerevoli persone, sembra che non ci sia mai stata una reale disponibilità a predisporre strumenti validi per letture analitiche del fenomeno migratorio. Questo vuoto scientifico è la ragione di fondo che ha guidato la ricerca e la stesura dello studio pubblicato in questo volume edito dal CEPAM. Gli autori, Susan Berglund, specialista degli aspetti storico statistici dell'immigrazione in Venezuela, in particolare per gli anni 1936-1961, e Humberto Hernández Calimán, economista e specialista in pianificazione, intendono così contribuire a ovviare a tale carenza, configurando una serie di informazioni ed interpretazioni sulle cause ed effetti del fenomeno.

Di particolare interesse è la ricostruzione delle informazioni statistiche, lavoro necessario a causa della lacunosità e difformità delle fonti esistenti. Il contributo, suddiviso in cinque capitoli, offre un excursus storico critico degli interventi politici e legislativi con un'analisi del processo di integrazione dei gruppi stranieri nella società venezuelana e degli aspetti socio-economici ed istituzionali. È opinione degli autori che esista una costante nel comportamento politico ed istituzionale, individuabile fin dalle prime immigrazioni, nell'assenza di una politica organica che vada oltre interventi occasionali e contingenti.

L'immigrazione ha portato in Venezuela contingenti di lavoratori stranieri provenienti da diverse nazioni e continenti, in condizioni non sempre legali. Queste caratteristiche, unitamente all'elevato ricambio dei gruppi di immigrati e rotazione delle stesse comunità straniere, hanno sollevato delle singolari questioni nella coordinazione dei settori della vita nazionale. Negli anni 1949-1963 i lavoratori stranieri, attratti in Venezuela dalle condizioni proposte dal piano dell'Istituto Agrario Nazionale, furono in prevalenza italiani (38.107) e spagnoli (26.610). Risulta tuttavia singolare il notevole movimento migratorio di ritorno registrato nello stesso periodo sia per gli italiani (16.912) che per gli spagnoli (8.750). A partire dal 1964 la composizione per nazionalità subisce sostanziali mutamenti e, mentre i flussi di immigrati di origine italiana e spagnola fanno registrare saldi negativi, si evidenziano considerevoli saldi positivi nelle immigrazioni provenienti dai paesi sudamericani, tra i quali la Colombia (+ 70.415), e da alcuni paesi europei, come Portogallo (+ 21.010) e Germania (+ 2.219).

Consistente è il flusso che vede coinvolti cittadini nordamericani: nel decennio 1964-1973 le entrate di questi immigrati sono state numericamente di gran lunga più elevate (685.332) rispetto ad altre collettività, fenomeno riscontrabile anche per le uscite (704.860).

Nonostante le ripetute misure di restrizione e controllo in diversi tempi applicate, l'immigrazione clandestina e illegale è stata un fenomeno continuo e, specie in questi ultimi anni, in crescita notevole. Se consideriamo la distribuzione per età degli attuali stock di immigrati clandestini, presenti in Venezuela secondo stime riportate nelle tabelle del volume, vediamo che le classi di età tra i 21-30 anni registrano i tassi più alti di presenze, seguite dai 31-40 e 15-20 anni. I Paesi di provenienza di questa immigrazione sono, per lo più, i paesi andini e centroamericani come Colombia, Perù, Ecuador, Repubblica Dominicana. I settori di lavoro occupati sono: l'agricoltura, il lavoro domestico, la manovalanza.

L'assenza di una base affidabile ed omogenea di informazioni statistiche relative al fenomeno dell'immigrazione, nella sua consistenza attuale e nelle sue dinamiche evolutive passate e future, è un ostacolo di non poco conto per una politica che intenda avvalersi della manodopera straniera in funzione di oggettive esigenze interne. Pianificare nuovi inserimenti di lavoratori immigrati e controllare il potenziale già a disposizione sono, secondo gli autori del volume, due dei maggiori imperativi che si impongono per una efficace politica dell'immigrazione da definire con adeguati strumenti legislativi ed istituzionali.

La parte che, a nostro avviso, solleva maggiormente motivi di divergente valutazione è quella relativa alla proposta di pianificazione. Se per un verso resta condivisibile la richiesta di procedere sulla base di una programmazione globale e di mettere a punto strumenti giuridici ed istituzionali, d'altro canto rimane da vedere come questi mezzi vengono attivati. Gli autori, nelle conclusioni, sostengono ripetutamente la necessità di passare da una politica favorevole ad un'immigrazione di massa ad una politica che programmi un'immigrazione selettiva, tecnologica e temporanea. In sostanza, una volta che è stato scelto come preminente il criterio dell'utilità interna, si deve far posto solo a quegli stranieri che servono e finché servono. Sembra piuttosto riduttiva la pretesa di apprezzare l'immigrato solo per quel vantaggio economico che può fornire ai settori produttivi nazionali. Si sa che l'immigrazione è un aspetto del complesso fenomeno delle relazioni internazionali e del diseguale sviluppo, per cui non si possono misconoscere le cause di bisogno che stanno alla base di molti esodi forzati. Importare mano d'opera qualificata, in attesa che si renda disponibile quella interna, include anche la possibilità che questa risorsa umana venga importata da paesi con non meno gravi problemi di sviluppo, favorendo così la fuga dei cervelli. Aprire le porte ad un'immigrazione selezionata e utile, e chiuderle in caso contrario (p. 144), avendo come criterio solo lo sviluppo dell'economia interna, può indurre a forme di esclusione nei confronti di categorie più bisognose sia all'interno che all'esterno del paese.

L'originaria impostazione del lavoro, concepito come relazione presentata al "Seminario per Funzionari Latino Americani sul trasferimento di tecnologia mediante la migrazione" (1977), è stata succes-

sivamente rivista, ampliata e aggiornata, in modo da coprire un periodo più ampio, 1936-1985. L'esposizione lineare e accessibile anche ai non addetti ai lavori e la quantità degli aspetti trattati rendono il volume particolarmente interessante ed utile, soprattutto se si considera la mancanza finora di precise informazioni statistiche sull'argomento. Si tratta di un contributo pregevole per la sua praticità e ampiezza che permette di raggiungere un pubblico più vasto e di favorire un confronto tra studiosi e operatori politici e amministrativi nel campo dell'emigrazione.

GIANMARIO MAFFIOLETTI

GÜNTER WALLRAFF, *Faccia da turco. Un "infiltrato speciale" nell'inferno degli immigrati*, Napoli, Pironti, 1986. 256 p.

Per chi conosca il bel numero 82-83/1986 di «Studi Emigrazione» dedicato a «La presenza straniera in Italia: nuovi contributi conoscitivi» sarà di utile complemento la contestuale lettura del libro di Wallraff. Di esso già molto ha parlato la stampa e basterà quindi richiamare in sintesi la vicenda ed il contenuto di queste pagine. Wallraff, noto e coraggioso giornalista tedesco, ha vissuto per due anni sotto le mentite spoglie di un immigrato turco in Germania e di questo viaggio agli inferi ha affidato alle stampe un parziale resoconto.

Non voglio qui dare un improbabile riassunto del volume, che va letto per cogliere appieno il messaggio che Wallraff ci trasmette: ricordare ai benpensanti e pasciuti abitanti di quest'isola di ricchezza e di ordine che è l'Europa occidentale, il Caino che è in ognuno di noi, pronto a svegliarsi e ad agire in presenza di qualunque elemento disomogeneo e a manifestarsi sotto forma d'intolleranza, xenofobia, disprezzo, sadismo, sfruttamento contro il nostro vicino, ad esempio lo straniero. Un'intolleranza che non ha confini ed esplose durante il Carnevale o nella chiesa, cioè anche in luoghi storicamente deputati rispettivamente al capovolgimento dei ruoli o all'amore. Un disprezzo che altera la percezione e non consente di riconoscere sotto la pelle più scura e due baffi un tedesco mascherato che parla stranamente una lingua estera. Uno sfruttamento che non ha pregiudizi nell'espore a morte certa ed annunciata un individuo, purché la cosa possa essere camuffata e occultata: del resto si tratta di un individuo senza nome, un Ali fra migliaia di altri, senza identità neppure anagrafico-amministrativa. E credo che il lettore italiano dovrà sforzarsi di non pensare che il grande odio antistraniero sia una peculiarità tedesca: sarà bene badare alla discriminazione di casa nostra.

Ma vi è un altro messaggio che il libro di Wallraff ci trasmette, qualche cosa che anche i sociologi del lavoro più acuti, come Luciano Gallino, ci ripetono: sarà opportuno non farsi abbagliare dalla grande propaganda ideologico-scenografica in atto sulla edificazione della società postindustriale e postmoderna. Infatti assieme alle funzioni produttive avanzate, tecnologicamente progredite, si creano molti lavori a bassa qualificazione specialmente nei servizi. E i due cammini sono interdipendenti.

Ed è di questi nuovi compiti non qualificati o dequalificanti che Ali diventa protagonista: bracciante saltuario in aziende agricole, as-

sunto temporaneo per sostituire poltrone in un luogo pubblico, addetto momentaneo alla pulizia dei nauseanti meandri di qualche *fast food*. Ma non è solo in queste aree economicamente periferiche della società che Ali trova la sua incerta sussistenza. Anche le grandi industrie, come le superautomatizzate acciaierie August-Thyssen ricorrono ad Ali per la pulizia — un servizio, appunto — degli impianti affidata ad imprese appaltatrici di mano d'opera. Naturalmente in un processo migratorio non poteva mancare la funzione organizzatrice del mediatore, procacciatore di braccia remunerato sia da chi ingaggia che da chi è costretto a venderci: al rapace agente ottocentesco oggi segue l'altrettanto avido e spregiudicato titolare di società fantasma, schermo che vela il commercio di automi umani.

La forza lavoro immigrata svolge quindi mansioni temporanee, ma irrinunciabili, nel processo produttivo. Inoltre su di essa in prevalenza ricade il lavoro malsano o mortale, anche se qualche tedesco sottoproletariato può precipitare a quegli ultimi gradini della scala sociale. Con ripetuti esempi Wallraff documenta come in molte fasi della produzione buona parte del profitto sia assicurata dall'utilizzare uomini, privandoli della salute, delle forze, della vita, per evitare rallentamenti nei ritmi o investimenti negli impianti. La difesa della salute e dell'ambiente imporrebbe un diverso modo di produrre e della gravità della questione ecologica fanno le spese più pesanti i lavoratori meno difesi, cioè oggi gli immigrati dal Terzo Mondo e coloro che con essi condividono la massima condizione di sfruttamento e di sopruso.

TERESA ISENBURG

LYDIO TOMASI (ed.), *Italian Americans — New Perspectives in Italian Immigration and Ethnicity*, New York, Center for Migration Studies, 1985. 486 p.

Questo interessante volume, curato da Lydio Tomasi, raccoglie le comunicazioni presentate al Convegno internazionale, tenutosi presso la Columbia University nell'ottobre del 1983, sull'esperienza degli italiani emigrati negli Stati Uniti d'America. Un fenomeno, questo dell'emigrazione, che troppo spesso non ha trovato la giusta collocazione storico sociale, in relazione al ruolo svolto dagli emigrati italiani nella società americana.

L'obiettivo colto con precisione dagli autori è proprio quello di collocare socialmente e storicamente un processo migratorio che solo negli ultimi dieci anni è stato studiato con una sempre maggiore scientificità. La maggiore attenzione all'evolversi del fenomeno migratorio ha di fatto facilitato la comprensione e l'interpretazione di quel complesso "mosaico" di etnie che compongono la società americana, di cui gli italo-americani sono ormai parte integrante. Infatti, come mettono in evidenza le statistiche dell'*U.S. Bureau of the Census*, il 5,4% della popolazione statunitense è di origine italiana, per cui praticamente una persona ogni venti proviene dal gruppo etnico italiano della prima generazione; il gruppo italiano, nel 1980, era al sesto posto (con dodici milioni di persone) tra i gruppi etnici presenti in America.

Il libro ha quindi il merito di investigare una realtà complessa ed estremamente variegata, come effettivamente si presenta la comu-

nità italo-americana, all'interno della quale, come rileva correttamente R. Vecoli nel suo intervento, sono presenti elementi di continuità e cambiamenti etnico, sociale, culturale e politico, spesso in evidente contraddizione. L'Autore ricostruisce infatti il faticoso cammino delle varie ondate migratorie tra mille pregiudizi ancestrali, razziali, etnici e religiosi, tra aperture e chiusure culturali, per arrivare negli anni '80, ad una collocazione in quella *middle class* alla quale ormai sembrano appartenere quasi tutti gli italo-americani della quarta generazione. Ma questa realtà è anche testimonianza di sofferenza, di forti conflitti interni-esterni, di pregiudizi ancora molto duri da scardinare nei confronti degli americani d'origine italiana e legati, soprattutto, a vecchi luoghi comuni. Ma, come afferma Vecoli, la riscoperta delle proprie origini etniche è vissuta dalla terza generazione come "superamento di un vuoto storico" che recupera di fatto quella frattura tra diverse generazioni in conseguenza di una negazione del proprio modello di vita.

Oggi sembra che i valori della propria etnicità possano essere vissuti con maggiore consapevolezza, come dimostra la stabilità di alcuni valori fondamentali (ad esempio quello religioso familiare), che sembrano mantenere intatte alcune peculiarità di una certa "personalità di base" in qualche modo fondata su valori e modelli del gruppo etnico d'appartenenza; anche se, come avverte Vecoli, tale etnicità "è vissuta all'interno della propria storia e della propria cultura".

Di particolare interesse appare l'analisi delle fonti e l'orientamento metodologico delle ricerche condotte sugli italo-americani in Italia. Su questo tema G. Rosoli evidenzia in modo critico la scarsità di fonti bibliografiche e di ricerche sull'emigrazione italiana in America, la poca originalità scientifica negli studi storici e sociologici sugli italo-americani spesso in conseguenza di condizionamenti ideologici. Dal *Bicentenario degli Stati Uniti* (1976) in poi sembrano essere mutati alcuni indirizzi e caduti alcuni preconcetti eurocentrici. Emerge un progressivo interesse verso nuove analisi metodologiche (autobiografie, storie di vita, analisi di lungo periodo, ricerche regionali, ecc.), attraverso le quali si materializza la possibilità di ricostruire la complessa dinamica dei fattori in gioco e il mosaico etnico culturale delle migrazioni. Questa nuova e maggiore attenzione da parte di studiosi ed istituzioni italiane verso l'emigrazione italo-americana e l'affinarsi di nuove metodologie della ricerca, non potrà non determinare, come afferma Rosoli, quelle prospettive per un'analisi "trasversale" tra l'Italia e l'America che faciliti la reciproca comprensione nell'individuazione di aree tematiche comuni.

Remigio U. Pane analizza scrupolosamente il ruolo occupato dagli italo-americani nei diversi settori della società. I dati sottolineano con estrema evidenza come i nostri emigrati della terza e quarta generazione siano ormai collocati stabilmente nei più diversi settori della vita culturale e artistica americana: spettacolo, editoria, università, cinema, ed altri ancora. R.U. Pane attraverso l'analisi dell'"annuario delle personalità", il *Who's Who*, alla lettera M trova che il 53% delle persone citate sono di provenienza italiana. D'altra parte è innegabile che, al di là delle pur utili statistiche, gli italo-americani sono presenti nelle più diverse espressioni della vita, una presenza che testimonia il grado di penetrazione della cultura italiana nella società americana.

Senza dubbio questo percorso, che in molti casi potremmo chiamare della "sofferenza", è fatto anche di alienazione, di conflitto tra vecchi e nuovi modelli sociali, di impossibilità a seguire la propria identità etnica e religiosa. Come nel caso degli italiani insediati nel Greenwich Village e studiati da D. Tricarico; il quale segue l'emergere del gruppo emigrato italiano, stretto intorno all'idea della famiglia come nucleo centrale della solidarietà etnica del gruppo emigrato, che potenzia la propria socialità nella strada, nei negozi, in ogni angolo del quartiere. Tutte quelle zone che, secondo Tricarico, determinano l'ascesa del gruppo etnico, e l'emergere di un modello culturale come momento di identificazione etnica, muro contro le negatività esterne. Sempre secondo Tricarico, è la perdita della solidarietà collettiva, che di fatto annuncia e prepara l'eclisse etnico-sociale del quartiere italiano di Greenwich Village.

Ph. Cannistraro ricostruisce esemplarmente nel proprio saggio la storia di Generoso Pope, espressione del sogno americano, dell'autentico *self made-man*, del giovane emigrato che arriva nella nuova terra della quale non conosce la lingua, e che impara molto presto il valore del lavoro e del successo economico, ma anche l'importanza dell'influenza sulla comunità italiana, tanto da essere invitato, nel 1937, alla Casa Bianca dal presidente degli Stati Uniti come rappresentante della comunità italiana. Egli seguì l'onda della popolarità di Mussolini negli Stati Uniti; pur avendo scarsa comprensione per l'ideologia fascista, subì il fascino dell'orgoglio nazionale e della grandezza patria tipici della propaganda fascista. Cannistraro, in definitiva, ricostruisce attraverso l'ascesa di G. Pope (1925-1936), il ruolo svolto dagli italo-americani nella vita politica degli Stati Uniti d'America.

Meritano una considerazione i contributi bibliografici di J. Velikonja, di S. Baily e di C. Jansen, gli apporti originali di P. Russo sulla stampa italo-americana (1836-1980), di G. Mormino e G. Pozzetta sulla comunità italiana di Tampa, di S. La Gumina sugli italiani di Long Island, di S. Di Giovanni su mons. Corrigan e gli italiani di New York; questi ed altri contributi fanno del volume uno strumento indispensabile per la conoscenza della storia passata e recente degli italo-americani nel contesto della complessa società americana.

In conclusione, la comunità italo-americana merita maggior attenzione e riflessione ai processi di definizione di quella fisionomia etnico-culturale che consente, in ogni gruppo migrante, di identificare i momenti d'autentica aggregazione individuale e soprattutto collettiva, dove identità e "differenza" convivono reciprocamente.

ANTONIO MESSIA

H. KÖRNER, U. MEHRLÄNDER (Hg.), *Die "neue" Ausländerpolitik in Europa — Erfahrungen in den Aufnahme — und Entsendeländern*, Bonn, Verlag Neue Gesellschaft, 1986. 266 p.

Il volume sulla "nuova" politica degli stranieri in Europa - Esperienze nei paesi di immigrazione ed emigrazione contiene gli articoli e le discussioni di un congresso organizzato, nell'autunno 1985, dalla

Friedrich-Ebert-Stiftung a Bonn sulle cause e gli effetti dei movimenti di rimpatrio delle forze di lavoro provenienti dalle zone dell'Europa occidentale. I partecipanti erano esperti dei paesi del bacino del Mediterraneo, della R.F.T. e dei Paesi Bassi.

Si è giunti in particolare ai seguenti risultati: gli effetti della legge favorevole ai rimpatri della R.F.T. nel 1983 sono rimasti di gran lunga al di sotto delle aspettative. Il rimpatrio si è limitato soltanto ad alcuni gruppi o a singole categorie e regioni, che erano state particolarmente colpite da forti ristrutturazioni (miniere, acciaierie etc.).

Si constata anche che questa legge non è l'espressione di una "nuova" politica degli stranieri, poiché con il suo aiuto l'idea dominante iniziale di questa politica consistente nella "rotazione delle forze di lavoro" doveva essere semplicemente aiutata con nuovi mezzi per la sua realizzazione. I consigli e i chiarimenti scientifici hanno quindi potuto contribuire solo minimamente alla messa a punto di una visione realistica del problema degli stranieri e dei relativi presupposti politici formulati.

Alla fine è risultato che, non solo nella R.F.T., ma anche nei paesi di accoglimento dell'Europa occidentale sono state alternativamente impiegate le rispettive varianti dominanti nella "politica degli stranieri" (agevolazioni ai rimpatri o integrazione) e gli strumenti relativi usati ("indiretti" — ad es. aiuti per organizzare una nuova esistenza in patria — o "diretti" — ad es. premi di rimpatrio) in accordo alla congiuntura o alla situazione del mercato del lavoro nei paesi di partenza. Fondamentali per i risultati relativi sembrano essere stati non tanto gli allettamenti materiali legali ai lavoratori stranieri, quanto i segnali psicologici, che partivano dai provvedimenti politici intrapresi.

La situazione dei rimpatriati nei paesi di origine è, secondo quanto è risultato dalle discussioni degli esperti, progressivamente peggiorata: gli usuali problemi di reintegrazione dei rimpatriati a causa di false aspettative, alienazione, malattia e scarsità di progetti realistici ed economici per il futuro vengono attualmente rafforzati dalla difficile situazione economica in tutti i paesi di provenienza (grossi debiti dello stato, forte inflazione, alta disoccupazione, squilibri nella bilancia commerciale). In tal modo si acquiscono in particolare le difficoltà della reintegrazione professionale.

I governi dei paesi di provenienza si comportano in questa situazione in modo piuttosto passivo: non esistono programmi specifici di aiuto né a livello personale né a livello regionale o nazionale. Ciò si spiega, da un lato, con il fatto che qui mancano le risorse necessarie e, dall'altro, che, considerando piuttosto scarsi i programmi di aiuto dei paesi ospitanti, i paesi di origine giudicano i rimpatri come a loro imposti.

DIETRICH VON DELHAES-GUENTHER

NUMERI MONOGRAFICI DI **STUDI EMIGRAZIONE**

ITALIANI NEL MONDO

- *Gli emigrati italiani in Canada nel primo Novecento*, 77, XXII, Marzo 1985. p. 160. Lit. 10.000
- *Gli italiani in Germania: problemi linguistici e socioculturali*, 79, XXII, Settembre 1985. p. 143. Lit. 12.000
- *Contributi alla storia dell'emigrazione italiana in Argentina*, 75, XXI, Settembre 1984. p. 167. Lit. 10.000
- *Gli italiani in Australia*, 69, XX, Marzo 1983. p. 126. Lit. 7.000
- *I lavoratori emarginati. Approccio sintetico ai risultati della ricerca tra gli emigrati italiani in Svizzera e Germania*, 38-39, XII, Giugno-Settembre 1975. p. 175. Lit. 15.000
- *La Svizzera dopo Schwarzenbach*, 18-19, VII, Giugno-Settembre 1970. p. 211. Lit. 18.000

IMMIGRATI IN ITALIA

- *L'immigrazione straniera in Italia*, 71, XX, Settembre 1983. p. 200. Lit. 18.000
- *La presenza straniera in Italia: nuovi contributi conoscitivi*, 82-83, XXIII, Giugno-Settembre 1986. p. 347. Lit. 35.000

I FIGLI DEGLI EMIGRATI

- *La scolarizzazione dei figli degli emigrati. Analisi ed indicazioni*, 57, XVII, Marzo 1980. p. 133. Lit. 8.000
- *Les jeunes issus de la migration en Europe occidentale: quel avenir?*, 81, XXIII, Gennaio-Marzo 1986. p. 159. Lit. 16.000

CHIESA ED EMIGRAZIONE

- *Chiesa ed emigrazione italiana tra '800 e '900*, 66, XIX, Giugno 1982. p. 173. Lit. 13.000
- *La società italiana di fronte alle prime migrazioni di massa. Il contributo di Mons. Scalabrini e dei suoi primi collaboratori alla tutela degli emigranti*, 11-12, V, Febbraio-Giugno 1968. p. 500. Lit. 28.000

DONNE EMIGRATE

- *La donna nei fenomeni migratori*, 70, XX, Giugno 1983. p. 125. Lit. 11.000

ASPETTI GIURIDICI

- *La partecipazione degli stranieri alle elezioni amministrative nei paesi della CEE*, 49, XV, Marzo 1978. p. 175. Lit. 15.000
- *La position juridique du travailleur étranger dans le droit de la sécurité sociale en Belgique*, 54, XVI, Giugno 1979. p. 178. Lit. 15.000

STUDI EMIGRAZIONE

pubblici.

- articoli di studiosi italiani e stranieri sugli aspetti storici, sociologici, demografici, economici e legislativi dell'emigrazione
- note e discussioni sui temi di politica migratoria
- documentazioni storiche e di attualità politica
- segnalazioni di articoli di riviste italiane ed estere
- recensioni

a cura di



Centro Studi Emigrazione - Roma
per lo studio dei problemi migratori

L. 14.000

pubblicazione in abbonamento postale - Gruppo IV 70%